

Nikolaï Boukharine
Evgueni Préobrajensky

L'ABC du communisme

1919

TABLE DES MATIÈRES

DEDICACE	7
AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.....	8
PRÉFACE DES AUTEURS	9

I^{re} partie - Le développement du capitalisme et sa fin

NOTRE PROGRAMME

INTRODUCTION.....	11
1. Qu'est-ce qu'un programme ?	11
2. Quel était notre ancien programme ?.....	12
3. Pourquoi il a été nécessaire d'adopter un nouveau programme.....	12
4. Importance de notre programme.	13
5. Caractère scientifique de notre programme.....	13
1. LE REGIME CAPITALISTE.....	14
6. La production de marchandises	14
7. Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste	15
8. Le salariat.....	15
9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste.....	16
10. L'exploitation de la force de travail.....	17
11. Le capital.....	20
12. L'état capitaliste	21
13. Contradictions principales du régime capitaliste	25
2. DEVELOPPEMENT DU REGIME CAPITALISTE.....	26
14. Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété capitaliste acquise sans travail.....	26
15. La dépendance du prolétariat, l'armée de réserve, le travail des femmes et des enfants.....	30
16. L'anarchie de la production, la concurrence et les crises	32
17. Le développement du capitalisme et les classes ; l'aggravation des antagonismes de classes	33
18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste	36

3. LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT	37
19. Caractéristiques du régime communiste	37
20. La répartition en régime communiste.....	38
21. L'administration en régime communiste	39
22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme)	40
23. La dictature du prolétariat	42
24. La conquête du pouvoir politique	44
25. Le parti communiste et les classes dans la société capitaliste.....	45
4. COMMENT LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME A CONDUIT À LA REVOLUTION COMMUNISTE	48
26. Le capital financier.....	48
27. L'impérialisme	52
28. Le militarisme	57
29. La guerre impérialiste de 1914-1918.....	58
30. Le capitalisme d'état et les classes.....	60
31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière.....	62
32. La guerre civile.....	66
33. Les formes de la guerre civile et son prix	67
34. Ou la décomposition générale ou le communisme.....	71
5. LA DEUXIEME ET LA TROISIEME INTERNATIONALES	72
35. L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste	72
36. La faillite de la Deuxième Internationale et ses causes.....	73
37. Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme	75
38. Les sociaux-chauvins	77
39. Le centre	78
40. La Troisième Internationale Communiste.....	79

II^e partie - La dictature du prolétariat et l'édification du communisme

LES CONDITIONS DE L'ÉDIFICATION COMMUNISTE EN RUSSIE

INTRODUCTION	82
41. Situation internationale de la Russie.....	82
42. La grande industrie en Russie.....	82
43. Triste héritage de la guerre impérialiste.	83

44.	La guerre civile et la lutte contre l'impérialisme mondial.....	84
45.	Caractère petit-bourgeois du pays. Absence de traditions organisatrices dans le prolétariat.....	84
6.	LE POUVOIR SOVIETIQUE.....	85
46.	Le pouvoir soviétique sous la forme de la dictature du prolétariat.....	85
47.	Démocratie prolétarienne et démocratie bourgeoise.....	86
48.	Caractère de classe temporaire de la dictature du prolétariat.....	87
49.	Possibilité matérielle de la réalisation des droits de la classe ouvrière.....	88
50.	Egalité des travailleurs sans distinction de sexe, de religion ni de race.....	90
51.	Le parlementarisme et le régime soviétique.....	92
52.	L'armée et le pouvoir soviétique.....	94
53.	Rôle directeur du prolétariat.....	94
54.	La bureaucratie et le pouvoir soviétique.....	96
7.	LA QUESTION NATIONALE ET LE COMMUNISME.....	97
55.	L'oppression nationale.....	97
56.	L'unité du prolétariat.....	98
57.	Causes des haines nationales.....	99
58.	L'égalité des nations et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. La confédération.....	99
59.	Qui exprime la volonté nationale ?.....	101
60.	L'antisémitisme et le prolétariat.....	103
8.	LE PROGRAMME MILITAIRE DES COMMUNISTES.....	103
61.	Notre ancien programme militaire.....	103
62.	Nécessité de l'Armée rouge ; sa composition au point de vue de classe.....	105
63.	L'instruction militaire générale des travailleurs.....	105
64.	Discipline du knout ou discipline librement consentie.....	106
65.	Commissaires politiques et cellules communistes.....	106
66.	La formation de l'Armée rouge.....	107
67.	Le commandement dans l'armée rouge.....	108
68.	Faut-il élire le commandement ?.....	108
69.	L'armée rouge, armée temporaire.....	109
9.	LA JUSTICE PROLÉTARIENNE.....	110
70.	La Justice dans la société bourgeoise.....	110
71.	L'éligibilité des juges par les travailleurs.....	110
72.	Le tribunal national unique.....	111
73.	Les tribunaux révolutionnaires.....	112

74. Les sanctions des tribunaux prolétariens.....	112
75. L'avenir de la justice prolétarienne.....	113
10. L'ÉCOLE ET LE COMMUNISME	113
76. L'école dans la société bourgeoise.....	113
77. Les buts destructifs du communisme.....	115
78. L'école instrument d'instruction et d'éducation communistes.....	115
79. L'éducation pré-scolaire.....	116
80. L'école unique du travail.....	117
81. L'instruction spéciale.....	118
82. Les hautes écoles (l'enseignement supérieur).....	118
83. Les écoles des soviets et les écoles du parti.....	119
84. L'instruction hors de l'école.....	120
85. La formation de nouveaux éducateurs scolaires.....	120
86. Les trésors de l'art et de la science aux travailleurs.....	121
87. La propagation du communisme par l'état.....	121
88. L'instruction publique sous le tsarisme et sous le pouvoir soviétique.....	122
11. LA RELIGION ET LE COMMUNISME	122
89. Pourquoi la religion et le communisme sont incompatibles.....	122
90. La séparation de l'église et de l'état.....	123
91. La séparation de l'école et de l'église.....	124
92. La lutte contre les préjugés religieux des masses.....	125
12. L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE	128
93. L'expropriation de la bourgeoisie et la nationalisation prolétarienne de la grande industrie.....	128
94. Notre but est le développement des forces productives.....	131
95. L'organisation rationnelle de la production.....	132
96. Extension de la collaboration économique avec les autres pays.....	136
97. Organisation de la petite industrie, des métiers et du travail à domicile.....	137
98. L'organisation industrielle et les syndicats.....	140
99. L'utilisation de la force ouvrière.....	143
100. La discipline de travail entre camarades.....	143
101. L'utilisation des spécialistes bourgeois.....	145
102. L'alliance de l'industrie et de la Science.....	147
13. L'ORGANISATION DE L'AGRICULTURE.....	148
103. Les conditions de l'agriculture en Russie avant la révolution.....	148
104. Les conditions agricoles après la révolution.....	149

105. Pourquoi l'avenir appartient à la grande exploitation socialiste.	150
106. L'exploitation soviétique.	151
107. L'exploitation agricole dans les villes.	152
108. Les communes et les artels.	153
109. La culture collective de la terre.	154
110. Les coopératives agricoles.	154
111. L'ensemencement par l'état des terres en friche; la mobilisation des forces agricoles ; les dépôts de machines de louage ; les améliorations ; la colonisation.	155
112. L'aide aux paysans.	156
113. L'union de l'industrie et de l'agriculture.	158
114. Le parti communiste et la classe paysanne.	158
14. L'ORGANISATION DE LA RÉPARTITION	160
115. La liquidation du commerce privé.	160
116. Les communes de consommation.	161
117. L'ancienne coopération.	162
118. La coopération d'aujourd'hui.	163
119. Les autres organes de distribution.	164
15. L'ORGANISATION DES BANQUES ET LA CIRCULATION DE L'ARGENT	164
120. La nationalisation des banques et leur fusion en une seule; la banque, centre de comptabilité.	164
121. L'argent et la disparition du système monétaire.	166
16. LES FINANCES DANS L'ÉTAT PROLÉTARIEN	167
122. L'état organe parasitaire	167
123. L'état prolétarien organe de production.	167
124. Le budget de l'état prolétarien.	168
17. LA QUESTION DU LOGEMENT	170
125. La question du logement dans la société capitaliste.	170
126. La question du logement dans l'état prolétarien.	171
18. LA PROTECTION DU TRAVAIL ET L'ASSURANCE SOCIALE	172
127. Qu'est-ce que la protection du travail ?	172
128. Les domaines principaux de la protection du travail.	174
129. Qu'a-t-on fait en matière de protection du travail en Russie ?	174
130. Qu'est-ce que l'assurance sociale ?	177
131. Les domaines principaux de l'assurance sociale.	177
132. Qu'a-t-on fait en matière d'assurance sociale en Russie ?	178
133. Autres réformes pour l'amélioration du sort du travailleur.	179

134. Les autres tâches du Parti	179
19. LA DEFENSE DE LA SANTE PUBLIQUE	180
135. Nécessité d'une défense spéciale de la santé publique.....	180
136. La nationalisation des entreprises médicales.....	181
137. Le service obligatoire des travailleurs de la médecine.....	181
138. Les tâches les plus pressantes de la protection de la santé populaire.	181

Précision importante :

- Les chapitres : **1-2-3-4-5-6**, puis : **12-18-19** ont été rédigés par **Boukharine**
- Les chapitres : **7-8-9-10-11**, puis : **13-14-15-16-17** ont été rédigés par **Préobrajensky**

Texte complet : conforme à l'édition de la librairie de **l'Humanité** --- novembre 1923

DEDICACE

Au Parti qui, fort comme l'acier, porte en soi toute la grandeur et la puissance du prolétariat, son héroïsme, sa raison lucide, sa mortelle haine pour le capitalisme, son vigoureux élan pour la création d'une société nouvelle, — au glorieux Parti Communiste, ce livre, par nous, est dédié ;

Au Parti qui commande à une armée de millions d'hommes et couche dans les tranchées, au Parti qui gouverne un pays immense et charge du bois en son volontariat du samedi, au Parti qui prépare la résurrection de l'humanité ;

À la vieille garde du Parti, endurcie dans les combats, faite aux victoires, et aux jeunes camarades du Parti qui devront achever l'œuvre par nous entreprise ;

Aux militants et aux martyrs du Parti, tombés sur tous les fronts, torturés dans les prisons, suppliciés, pendus, fusillés par l'ennemi, morts pour la cause du Parti, — à tous ceux-là, ce livre est dédié.

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR

(Édition novembre 1923)¹

— **L'ABC** est le commentaire — article par article — du programme du Parti communiste russe, révisé après la Révolution d'Octobre.

Si **L'ABC**, surtout dans sa première partie, a une validité universelle, le programme qu'il commente concerne plus spécialement la Russie des Soviets. C'est le programme d'un parti communiste qui, maître du pouvoir politique, a désormais pour tâche la réalisation méthodique et graduelle du communisme.

Une autre remarque est à faire.

L'ABC a été écrit au cours de l'année 1919, à l'époque tragique où la Russie des Soviets luttait farouchement contre la mort: aux prises avec une guerre civile impitoyable et soudoyée, abandonnée à elle-même par le sabotage d'intellectuels et de techniciens à qui la dictature du prolétariat apparaissait comme la pire des calamités de l'histoire, manquant, du fait des cordons sanitaires et des fils de fer barbelés tendus à ses frontières par les brigands de l'Entente, de denrées alimentaires, de matières premières, de machines et de produits fabriqués, — la Russie des Soviets luttait farouchement contre un monde d'ennemis.

C'était l'époque du communisme de guerre, communisme de consommation plus que de production, forcément élémentaire, impérieux, voire parfois brutal.

On sent cela presque à toutes les pages de la deuxième partie de **L'ABC**.

La cessation de la guerre civile, le desserrement du blocus, l'affermissement du pouvoir des Soviets, l'évolution de nombreux techniciens et intellectuels passés au service de la République rouge, un immense et consciencieux effort de développement des forces productives, la fin du régime des réquisitions, l'adoption d'une nouvelle politique économique (la Nep), caractérisée par la réouverture d'un marché libre, — tout cela a clos cette période glorieuse, mais primitive, de la Révolution russe. La Russie soviétique de 1923 ne ressemble plus trait pour trait à la Russie soviétique de 1919.

C'est dire que maints passages de la deuxième partie de **L'ABC** sont aujourd'hui soit périmés, soit vieillis. Nous n'avons pas cru, cependant, devoir les supprimer.

Si la réalité à laquelle ils se réfèrent s'est modifiée depuis quatre ans, si elle s'est assouplie, diversifiée, nuancée, elle n'en a pas moins existé. Elle appartient à l'histoire du prolétariat russe, du Parti Communiste russe.

Elle mérite d'être connue des communistes d'un pays comme le nôtre pour qui de semblables problèmes ne sont malheureusement encore qu'objets d'étude et de réflexion.

¹ Édition complète (*numérique*) réalisée au cours de l'année 2020 - [N.D.L.] d'après la version **originale** numérisée de **1923**, à savoir : partie 1 et 2. Une autre édition existe de **1925**, mais celle-ci ne comprends que la partie n°1.

PRÉFACE DES AUTEURS

(Édition novembre 1923)²

Notre dessein, en écrivant l'ABC du Communisme n'était que de fournir les tout premiers éléments de la doctrine. L'expérience, renouvelée de jour en jour, des propagandistes nous a démontré que ce livre de classe serait réclamé de tous côtés.

Nos rangs grossissent constamment. Le nombre des conférenciers est fort limité et les manuels font défaut à des établissements d'une importance capitale comme les écoles du Parti. Les vieux livres et brochures du marxisme, le **Programme d'Erfurt** par exemple, ont considérablement perdu de leur utilité et il est bien difficile d'y trouver des réponses aux questions actuelles.

On est obligé de chercher ces réponses à droite et à gauche, dans des feuilles détachées.

Nous avons voulu remédier à cette pénurie. Nous considérons notre ABC comme un cours rudimentaire qu'il faudra suivre dans les écoles du Parti.

Mais nous nous sommes efforcés de l'écrire de telle façon qu'il pût rendre service à tout ouvrier ou paysan qui, sans maître, voudrait étudier notre programme.

Tout camarade qui prendra ce livre en main devra le lire jusqu'au bout pour avoir une idée générale des fins et des problèmes du communisme.

Nous savons parfaitement qu'il y aura bien des défauts dans cet ouvrage, écrit par fragments, « à temps perdu » pour ainsi dire. Les communistes travaillent dans des conditions qu'on ne peut considérer comme éminemment favorables pour un écrivain, et le présent livre en donne un curieux exemple, le manuscrit ayant failli être détruit avec ses deux auteurs, lors de l'explosion d'une bombe au siège du Comité moscovite du Parti.

Toute la première partie (théorie), le début de la seconde partie, ainsi que les chapitres concernant le pouvoir soviétique, l'organisation de l'industrie et de l'hygiène publique, ont été écrits par Boukharine ; les autres chapitres sont de Prébrajensky. Mais, bien entendu, nous déclarons nos responsabilités solidaires l'une de l'autre.

Le titre d'ABC convient à la tâche que nous nous sommes assignés. Si notre livre est utile aux camarades débutants et aux ouvriers propagandistes, nous estimerons avoir notre récompense.

N. BOUKHARINE.

E. PRÉOBRAJENSKY.

Moscou, 15 octobre 1919.

² Nous supprimons dans cette préface quelques passages se rapportant uniquement aux particularités matérielles de l'édition russe. (N. de l'Ed.)

I^{re} partie

Le développement du capitalisme et sa fin

NOTRE PROGRAMME

INTRODUCTION

1. *Qu'est-ce qu'un programme ?*

Chaque parti poursuit des buts déterminés : le parti des propriétaires et des capitalistes, comme le parti des ouvriers et des paysans. Sans buts, il n'y a pas de parti. Si ce parti représente les intérêts des propriétaires fonciers, il poursuivra leurs buts : à savoir conserver la terre entre leurs mains, assujettir le paysan, vendre le plus cher possible le blé de leurs propriétés, se procurer au plus bas prix la force de travail agricole, obtenir le fermage le plus élevé.

Si c'est le parti des capitalistes, il a également ses buts : avoir la force de travail à bon marché, juguler les ouvriers d'usine, trouver des acheteurs à qui vendre au plus haut prix les marchandises, gagner le plus possible, et pour cela, faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible ; avant tout, faire en sorte que les ouvriers ne puissent imaginer la possibilité d'un nouveau régime et restent convaincus qu'il y a toujours eu des patrons et qu'il y en aura toujours. Tels sont les buts des fabricants.

Il va de soi que les ouvriers et les paysans ont de tout autres buts, parce qu'ils ont de tout autres intérêts. Autrefois on disait : « Ce qui est bon pour un Russe est mortel pour un Allemand ». En réalité, il serait plus exact de dire : « Ce qui est bon pour un ouvrier est mortel pour un propriétaire ou un capitaliste ». On voit donc que l'ouvrier a son but propre, que le capitaliste en a un autre, et que le propriétaire a le sien aussi.

Mais chaque propriétaire foncier ne pense pas uniquement à la meilleure façon de réduire le paysan à sa merci ; plus d'un passe son temps à boire, sans même regarder ce que lui apporte son intendant. La même chose arrive souvent au paysan ou à l'ouvrier. Il y en a qui disent : « Bah ! On s'en tirera tout de même, pourquoi s'inquiéter ? Nos aïeux ont vécu de tout temps ainsi et nous ferons de même ». Ces gens-là ne se soucient de rien et ne comprennent même pas leurs propres intérêts. Au contraire, ceux qui réfléchissent à la meilleure façon de défendre leurs intérêts s'organisent en parti. Ce n'est donc pas l'ensemble d'une classe qui entre dans le parti, mais sa fraction la meilleure et la plus énergique ; et c'est elle qui guide les autres.

Au Parti ouvrier (Parti communiste bolchevik) adhèrent les ouvriers et les paysans pauvres, les meilleurs ; au Parti des propriétaires et des capitalistes (les Cadets, le Parti de la Liberté Populaire) adhèrent les plus énergiques parmi les propriétaires et les capitalistes, ainsi que leurs valets : avocats, professeurs, officiers et généraux, etc. Chaque parti représente donc la fraction la plus consciente de la classe dont il défend les intérêts.

C'est pourquoi un propriétaire ou un capitaliste qui entre dans un parti luttera avec beaucoup plus de succès contre le paysan et l'ouvrier que celui qui n'y entre pas. De même, un ouvrier appartenant à un parti luttera avec plus de succès contre le capitaliste et le propriétaire que celui qui n'appartient à aucun parti, car ayant bien réfléchi aux buts et aux intérêts de la classe ouvrière, il sait comment les poursuivre par le chemin le plus court.

La totalité des buts que poursuit un parti en défendant les intérêts de sa classe constitue le programme de ce parti. C'est donc dans son programme que sont indiqués les buts que poursuit chaque classe. Ainsi, dans le programme du Parti Communiste, est indiqué le but que doivent poursuivre les ouvriers et les paysans pauvres. Le programme est, pour chaque parti, la chose la plus importante. D'après son programme, on peut toujours juger quels intérêts défend un parti.

2. Quel était notre ancien programme ?

Notre programme actuel a été adopté par le VIII^e Congrès du Parti, fin mars 1919. Jusque-là, il n'y avait pas eu de programme exact, fixé, par écrit. Il n'y avait que l'ancien programme, élaboré par le II^e Congrès du Parti, en 1903. Lorsque cet ancien programme fut dressé, les bolcheviks et les mencheviks ne formaient encore qu'un seul parti, et leur programme était commun. La classe ouvrière commençait seulement à s'organiser. Les fabriques et les usines étaient beaucoup moins nombreuses. On discutait même toujours la question de savoir si notre classe ouvrière allait se développer. Les populistes (les frères des socialistes-révolutionnaires actuels) prétendaient que la classe ouvrière ne pouvait se développer en Russie, et que les fabriques et les usines ne s'y multiplieraient point. Les marxistes³ social-démocrates (les futurs bolcheviks, et mencheviks) estimaient au contraire qu'en Russie, tout comme dans les autres pays, la classe ouvrière devait grandir et qu'elle constituerait la principale force révolutionnaire. Les événements ont montré la fausseté de la façon de voir des populistes et l'exactitude du point de vue des social-démocrates.

Mais lorsque les social-démocrates, à leur II^e Congrès, dressaient leur programme (à son élaboration prirent part aussi bien Lénine que Plekhanov), les forces de la classe ouvrière étaient encore très insuffisantes. Aussi, personne ne croyait alors à la possibilité d'arriver d'un seul coup au renversement de la bourgeoisie. On tenait pour seul réalisable alors de tordre le cou au tsarisme, de conquérir la liberté pour les associations ouvrières et paysannes comme pour toutes les autres, de réaliser la journée de huit heures et mater un peu le propriétaire. Quant à réaliser de façon durable le pouvoir des ouvriers et à confisquer immédiatement à la bourgeoisie les fabriques et les usines, personne n'y pensait encore. Voilà quel était notre ancien programme de 1903.

3. Pourquoi il a été nécessaire d'adopter un nouveau programme

De cette époque à la Révolution de 1917, il s'est écoulé beaucoup d'années, et la situation s'est bien modifiée. En Russie, pendant ce laps de temps, la grande industrie avait beaucoup progressé et avec elle s'était accrue la classe ouvrière.

Déjà, pendant la Révolution de 1905, celle-ci s'était montrée une grande force. Et, vers l'époque de la deuxième Révolution (1917), il devint clair que la Révolution ne pourrait vaincre que par la victoire de la classe ouvrière. Mais cette classe ne pouvait plus se contenter du peu qui l'aurait satisfaite en 1905. Sa puissance devenait si grande qu'elle devait inévitablement réclamer la prise de possession des fabriques et des usines, le pouvoir aux ouvriers, la soumission de la classe capitaliste. C'est que, depuis l'élaboration du premier programme, la situation intérieure en Russie s'était profondément modifiée.

Mais, et ceci est encore plus important, la situation extérieure, elle aussi, avait subi des modifications. En 1905, c'était le calme et la paix dans toute l'Europe. En 1917, tout homme intelligent pouvait voir qu'à la faveur de la guerre mondiale se préparait la révolution mondiale. En 1905, la Révolution russe n'entraîna qu'un petit mouvement chez les ouvriers autrichiens, ainsi que des révolutions dans les pays arriérés de l'Orient : la Perse, la Turquie, la Chine. La Révolution russe, en 1907, a été suivie de révolutions, non seulement en Orient, mais aussi en Occident, où la classe ouvrière, sous le drapeau de la lutte de classe, combat pour le renversement du capitalisme.

Ainsi, les conditions, aussi bien intérieures qu'extérieures, sont tout autres qu'en 1903, et il eût été ridicule que le parti de la classe ouvrière conservât un seul et même programme pour l'année 1903 et pour les années 1917-1919, alors que les circonstances avaient complètement changé. Lorsque les mencheviks nous reprochent d'avoir « renoncé » à notre ancien programme, et par conséquent à la doctrine de Marx, nous répondons : La doctrine de Marx enseigne qu'un programme doit être tiré non

³ Les marxistes sont les disciples de Karl Marx, le grand savant et chef du mouvement ouvrier.

du cerveau, mais de la vie elle-même. Du moment que la vie a considérablement évolué, le programme ne peut plus rester le même. En hiver, l'homme a besoin d'une fourrure. En été, seul un fou portera une fourrure. C'est la même chose en politique. Marx lui-même nous a appris à examiner les circonstances dans chaque cas et à agir en conséquence.

Il ne s'ensuit pas que nous devons changer de convictions comme une grande dame change de gants. Le but principal de la classe ouvrière est la réalisation du régime communiste.

Et ce but est pour elle constant. Mais il va de soi que, suivant l'éloignement du but, ses revendications varient.

Sous l'autocratie, la classe ouvrière était obligée de se cacher, son parti était persécuté comme un parti de criminels. Actuellement, la classe ouvrière est au pouvoir, et son parti est le parti dirigeant. Un imbécile seul pourra rester sur le même programme en 1903 et de nos jours.

Les modifications dans les conditions intérieures de la vie russe, ainsi que le changement de toute la situation internationale, ont rendu nécessaires les modifications de notre programme.

4. Importance de notre programme

Notre nouveau programme de Moscou est le premier programme d'un parti de la classe ouvrière, détenant depuis un certain temps le pouvoir. Notre parti devait tenir compte de toute l'expérience que la classe ouvrière a acquise dans la pratique de la direction et de la construction d'une vie nouvelle. Cela est important, non seulement pour nous, pour les ouvriers, les ouvrières et les petits paysans russes, mais aussi pour nos camarades étrangers. Car nos succès et nos insuccès, nos erreurs et nos fautes servent d'enseignement, non seulement à nous-mêmes, mais aussi à tout le prolétariat international.

C'est pourquoi notre programme contient non seulement ce que notre parti veut réaliser, mais aussi ce qu'il a déjà réalisé en partie.

Notre programme doit être connu de chaque membre du parti dans tous ses détails. Pour chaque cellule du parti, pour chaque camarade, c'est le guide le plus sûr dans l'action. Car on ne saurait être membre du parti sans adopter les vues du programme, c'est-à-dire considérer ce programme comme juste.

Mais on ne peut le considérer comme juste que lorsqu'on le connaît. Naturellement, il y a beaucoup de gens qui n'ont jamais vu aucun programme, mais qui se glissent parmi les communistes et ne jurent que par le communisme, s'efforçant ainsi d'arracher quelques avantages ou d'obtenir une bonne petite place. Nous n'avons pas besoin dans notre parti d'adhérents de ce genre, lesquels ne font que nuire. Sans connaître le programme, nul ne peut devenir un véritable communiste bolchevik. Il faut que chaque ouvrier russe conscient et chaque paysan pauvre connaissent le programme de notre parti. Il faut que chaque prolétaire étranger l'étudie, afin de tirer profit des expériences de la Révolution russe.

5. Caractère scientifique de notre programme

Avant Karl Marx, les hommes qui défendaient les intérêts de la classe ouvrière ébauchaient souvent des tableaux merveilleux du paradis futur, mais sans se demander si l'on pourrait y parvenir et quelle était la véritable route à suivre pour la classe ouvrière et le prolétariat agricole. Marx nous apprit à agir tout autrement. Il considéra le régime mauvais, injuste, barbare, qui règne encore aujourd'hui dans tout l'Univers, et rechercha comment ce régime était fait. Tout comme nous examinerions une machine quelconque, par exemple une montre, Marx examina le régime capitaliste dans lequel règnent les industriels et les propriétaires fonciers, mais où les ouvriers et les paysans sont opprimés. Supposons que nous ayons remarqué que deux petites roues de la montre sont mal adaptées l'une à

l'autre, qu'à chaque tour, elles s'accrochent toujours davantage, nous pourrons ensuite prédire que la montre va se briser et s'arrêter. Marx examina non pas une montre, mais la société capitaliste, l'étudia et observa la vie sous la domination capitaliste. Et, grâce à cette étude, il vit clairement que le Capital creuse lui-même sa propre tombe, que cette machine va sauter et qu'elle sautera grâce à la révolte inévitable des ouvriers, qui transformeront ensuite l'univers entier selon leur propre volonté.

À tous ses disciples, Marx prescrivit, en guise de testament, d'étudier, avant tout, la vie telle qu'elle est. C'est seulement après cette étude qu'on peut dresser un programme juste. C'est pourquoi notre programme doit commencer par la description de la domination capitaliste.

Actuellement, la domination capitaliste est abolie en Russie ; les prédictions de Marx se réalisent sous nos yeux, l'ancienne société s'écroule. Les couronnes s'envolent de la tête des rois et des empereurs. Les ouvriers marchent partout à la Révolution et à l'établissement du pouvoir des Soviets. Pour bien comprendre comment cela est arrivé, il faut savoir exactement ce que c'est que le régime capitaliste ; après quoi nous verrons que sa chute était irrémédiable.

Et une fois reconnu qu'il n'y a plus aucun retour possible vers le passé, que la victoire des ouvriers est assurée, nous n'en mènerons qu'avec plus de force et de résolution la lutte pour la nouvelle organisation du travail.

1. LE REGIME CAPITALISTE

6. La production de marchandises

Lorsqu'on examine comment s'est développée la production sous la domination capitaliste, on voit avant tout qu'on y produit des marchandises. « Qu'y a-t-il là de si remarquable ? » pourrait-on demander. Il y a ceci de remarquable que la marchandise n'est pas un produit quelconque, mais un produit destiné au marché.

Un produit n'est pas une marchandise tant qu'il est fait pour notre propre besoin.

Quand le paysan sème son blé, puis le récolte et le bat, moule le grain et fait du pain pour lui-même, ce pain n'est pas une marchandise, c'est simplement du pain.

Il ne deviendra marchandise que lorsqu'il sera vendu et acheté, c'est-à-dire lorsqu'il sera produit pour l'acheteur, pour le marché ; il appartiendra à celui qui l'achètera.

Dans le régime capitaliste, tous les produits sont destinés au marché, tous deviennent des marchandises. Chaque fabrique, usine ou atelier ne confectionne ordinairement qu'un seul produit et ce produit, évidemment, n'est pas fait pour le propre besoin du fabricant. Quand un entrepreneur de pompes funèbres exploite une fabrique de cercueils, il est clair que ces cercueils ne sont point pour lui-même ou pour sa famille, mais pour le marché. Quand un fabricant produit de l'huile de ricin, il est également clair que, même s'il souffre continuellement d'un embarras gastrique, il ne pourra conserver qu'une infime portion de la quantité d'huile produite par sa fabrique. Sous le régime capitaliste, il en est exactement de même pour n'importe quel produit.

Dans une fabrique de boutons, on produit des boutons, mais ces millions de boutons sont fabriqués non pour être cousus au gilet du fabricant, mais pour la vente. Tout ce qui est produit dans la société capitaliste est produit pour le marché ; c'est au marché que vont les gants et le saucisson cuit, les livres et le cirage, les métaux et l'eau-de-vie, le pain, les bottes et les armes ; bref, tout ce qui est produit.

La production de marchandises suppose nécessairement l'existence de la propriété privée. L'artisan ou le petit industriel qui fabrique des marchandises est propriétaire de son atelier et de ses outils ; le fabricant ou l'usinier possède sa fabrique ou son usine, y compris tous les bâtiments, machines, etc.

Mais dès l'instant qu'il y a propriété privée et production de marchandises, il y a toujours lutte autour de l'acheteur, c'est-à-dire concurrence entre les vendeurs. Même quand il n'y avait pas encore de fabricants, d'usiniens, de gros capitalistes, mais de simples artisans, ces derniers déjà se disputaient l'acheteur. Et celui qui était le plus fort, le plus adroit, qui avait de meilleurs outils, mais surtout celui qui avait économisé de l'argent, avait toujours le dessus, accaparait l'acheteur, ruinait les autres artisans et arrivait à la prospérité. Donc, la petite propriété, productrice de marchandises, portait en germe la grande propriété et causait déjà beaucoup de ruines.

Ainsi, le premier trait caractéristique du régime capitaliste est la production de marchandises, la production destinée au marché.

7. Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste

Ce caractère ne suffit pas à définir le capitalisme. Il peut exister une production de marchandises sans capitalistes, comme, par exemple, la production par les petits artisans. Ceux-ci produisent pour le marché et vendent leurs produits ; par conséquent, leurs produits sont bien des marchandises, et leur production une production de marchandises. Cependant, c'est une production ordinaire de marchandises, et non une production capitaliste. Pour que cette production ordinaire se transforme en production capitaliste, il faut, d'une part, que les moyens de production (instruments, machines, bâtiments, sol, etc.) deviennent la propriété d'une classe peu nombreuse de riches capitalistes et, d'autre part, qu'un grand nombre d'artisans indépendants et de paysans se ruinent et deviennent des ouvriers.

Nous avons déjà vu que la production ordinaire de marchandises porte en germe la ruine des uns et l'enrichissement des autres. C'est ce qui est arrivé en effet et, dans tous les pays, les petits artisans et les petits patrons se sont ruinés pour la plupart. Les plus pauvres finissaient par vendre leurs outils et, de patrons, devenaient des gens ne possédant plus rien que leurs bras. Ceux qui étaient un peu plus riches le devenaient encore plus, transformaient et élargissaient leurs ateliers, installaient de nouveaux établis, puis des machines, se mettaient à embaucher de nombreux ouvriers et se transformaient en fabricants.

Petit à petit, ces riches réunirent entre leurs mains tout ce qui est nécessaire à la production : bâtiments, machines, matières premières, entrepôts et magasins, maisons, usines, mines, chemins de fer, navires. Tous ces moyens de production sont devenus la propriété exclusive de la classe capitaliste (ou, comme on dit, le « monopole » des capitalistes). Une poignée de riches possède tout ; une immense quantité de pauvres ne possède que ses bras. Le monopole de la classe des capitalistes sur les moyens de production est le deuxième trait caractéristique du régime capitaliste.

8. Le salariat

Une classe nombreuse d'hommes restés sans aucune propriété s'est transformée en ouvriers salariés du Capital. Et, en effet, que devait faire le paysan ou l'artisan ruiné ? Soit entrer comme domestique chez un propriétaire terrien, soit se rendre en ville pour travailler dans une fabrique ou une usine. Pour eux, pas d'autre issue. Telle fut l'origine du salariat, ce troisième trait caractéristique du régime capitaliste.

Qu'est-ce donc que le salariat ? Jadis, au temps des serfs et des esclaves, on pouvait vendre ou acheter chaque serf et chaque esclave. Des hommes, avec leur peau, leurs cheveux, leurs jambes et leurs bras, étaient la propriété privée de leurs maîtres. Le maître faisait fouetter à mort son serf, tout comme il brisait, par exemple, étant en état d'ivresse, une chaise ou un tabouret. Le serf ou l'esclave n'était qu'une simple chose. Chez les anciens Romains, les propriétés nécessaires à la production étaient franchement divisées en « instruments de travail muets » (les choses), « instruments de travail à moitié muets » (les bêtes de somme, moutons, vaches, bœufs, etc.) et « instruments parlants » (les esclaves,

les hommes). Une pelle, un bœuf, un esclave étaient pour le maître, au même titre, des instruments qu'il pouvait vendre, acheter, détruire.

Dans le salariat, l'homme lui-même n'est ni vendu ni acheté. Il n'y a de vendu ou d'acheté que sa force de travail et non lui-même. L'ouvrier salarié est personnellement libre ; le fabricant ne peut ni le bâtonner ni le vendre à son voisin, il ne peut pas même l'échanger contre un jeune lévrier, comme au temps du servage. L'ouvrier lui-même ne fait que louer ses services. Il semble bien que le capitaliste et les ouvriers soient des égaux : « Si tu ne veux pas, ne travaille pas, personne ne te force à le faire », ainsi parlent messieurs les patrons. Ils prétendent même qu'ils nourrissent les ouvriers en les faisant travailler.

En réalité, les ouvriers et les capitalistes ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. Les ouvriers sont enchaînés au Capital par la faim. C'est la faim qui les oblige à s'embaucher, c'est-à-dire à vendre leur force de travail. Pour l'ouvrier, pas d'autre issue, d'autre choix. Les mains vides, il ne peut organiser sa « propre » production ; qu'on essaye donc de fondre de l'acier, de tisser, de construire des wagons sans machines et sans outils ! Mais la terre elle-même, sous le régime du capitalisme, appartient tout entière à des particuliers ; on ne peut s'installer nulle part pour faire de la culture. La liberté pour l'ouvrier de vendre sa force de travail, la liberté pour le capitaliste de l'acheter, « l'égalité » du capitaliste et de l'ouvrier — tout cela n'est, en fait, qu'une chaîne, la chaîne de la faim qui contraint l'ouvrier à travailler pour le capitaliste.

Ainsi, le salariat consiste essentiellement dans la vente de la force de travail ou dans la transformation de cette force en marchandise. Dans la production de marchandises à forme simple, dont il a été question plus haut, on pouvait trouver au marché du lait, du pain, des tissus, des bottes, etc., mais point de force de travail. Cette force ne se vendait pas. Son propriétaire, l'artisan, possédait encore, en dehors d'elle, sa petite maison et ses outils. Il travaillait lui-même, utilisait sa propre force dans sa propre exploitation.

Il en est tout autrement en régime capitaliste. Ici, celui qui travaille ne possède aucun moyen de production ; il ne peut utiliser sa force de travail dans sa propre exploitation ; il est obligé, pour ne pas mourir de faim, de la vendre au capitaliste. À côté du marché où l'on vend le coton, le fromage et les machines, il se crée un marché du travail où les prolétaires, c'est-à-dire les ouvriers salariés, vendent leur force de travail. Par conséquent, ce qui distingue la production capitaliste de la production de marchandises, c'est que dans la production capitaliste, la force de travail elle-même devient une marchandise.

Ainsi, le troisième trait caractéristique du régime capitaliste est le travail salarié.

9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste

Les traits caractéristiques du régime capitaliste sont donc au nombre de trois :

1. la production pour le marché (production de marchandises) ;
2. la monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste ;
3. le travail salarié, c'est-à-dire fondé sur la vente de la force de travail.

Mais quels rapports entretiennent les hommes, quand ils créent et répartissent les produits ? Quand on parle de « production de marchandises » ou de « production pour le marché », qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les hommes travaillent les uns pour les autres, mais que chacun produit, dans sa partie, pour le marché, sans savoir qui lui achètera sa marchandise. Supposons l'artisan Ivonov et le paysan Sidorov. L'artisan Ivonov porte au marché les bottes qu'il a fabriquées et les vend à Sidorov ; avec l'argent reçu, il achète à Sidorov du pain. Ivonov, quand il se rendait au marché, ne savait

pas qu'il y trouverait Sidorov, et Sidorov ignorait qu'il y rencontrerait Ivonov; l'un et l'autre allaient tout simplement au marché. Lorsqu'Ivonov achète du pain, et Sidorov des bottes, il semble bien que Sidorov ait travaillé pour Ivonov et Ivonov pour Sidorov ; mais cela ne s'aperçoit pas du premier coup. C'est la confusion du marché qui les empêche de voir qu'en réalité, ils travaillent l'un pour l'autre et ne peuvent vivre l'un sans l'autre. Sous le régime de production de marchandises, les hommes travaillent les uns pour les autres. Par conséquent, sous ce régime, les rôles des hommes se répartissent de façon particulière ; les hommes se trouvent dans de certains rapports mutuels ; il s'agit donc bien, ici, de rapports entre les hommes.

Quand on parle de la « monopolisation des moyens de production » ou du « travail salarié », il s'agit également de rapports entre les hommes. Et, en effet, que signifie cette « monopolisation » ? Elle signifie que les hommes qui fabriquent les produits avec des moyens de production dont ils ne sont pas propriétaires — les travailleurs — sont assujettis aux possesseurs de ces moyens, c'est-à-dire aux capitalistes, etc. Bref, il s'agit là, également, de rapports entre les hommes dans la fabrication des produits. On appelle ces rapports entre les hommes, au cours de la production, rapports de production.

Il n'est pas difficile de voir que les rapports de production n'ont pas toujours été les mêmes. Il y a très longtemps de cela, les hommes vivaient en petites communautés, travaillaient ensemble, en camarades, allaient à la chasse, à la pêche, cueillaient les fruits et les racines, et partageaient ensuite tout cela entre eux. C'était une forme de rapports de production. Au temps où existait l'esclavage, il y avait d'autres rapports de production. Sous le régime capitaliste, ce sont encore d'autres rapports, et ainsi de suite. Par conséquent, il y a différentes sortes de rapports de production. On les nomme : structure économique de la société ou modes de production.

« Les rapports capitalistes de production », ou bien, ce qui revient au même, « la structure capitaliste de la société », — ce sont les rapports qui existent entre les hommes dans la production des marchandises, effectuée avec des moyens de production monopolisés par une poignée de capitalistes et avec le travail salarié de la classe ouvrière.

10. L'exploitation de la force de travail

Une question se pose : Dans quel but la classe des capitalistes embauche-t-elle des ouvriers ? Chacun sait que ce n'est nullement parce que les fabricants désirent nourrir les ouvriers affamés, mais parce qu'ils veulent tirer d'eux du profit. C'est pour le profit que le fabricant construit son usine, pour le profit qu'il engage des ouvriers, pour le profit qu'il flaire les endroits où l'on vend le plus cher. Le profit dirige tous ses calculs. Il y a, là aussi, un trait curieux de la société capitaliste. Ce n'est pas la société elle-même, en effet, qui produit ce qui lui est nécessaire et utile, mais c'est la classe des capitalistes qui oblige les ouvriers à produire ce qui se paye le plus cher, ce dont elle peut tirer le profit le plus grand. L'eau-de-vie, par exemple, est une chose très nuisible, et l'on devrait ne fabriquer l'alcool que pour des buts techniques et médicaux. Et cependant, dans le monde entier, des capitalistes consacrent à sa fabrication toute leur énergie. Pourquoi ? Parce qu'on peut tirer de l'ivrognerie du peuple un grand profit.

Il nous faut maintenant expliquer comment se forme le profit. Pour cela, serrons la question de plus près. Le capitaliste touche son bénéfice sous forme d'argent, quand il vend la marchandise produite dans sa fabrique. Quelle somme touche-t-il ? Cela dépend du prix de la marchandise. Mais qu'est-ce qui fixe ce prix ? Pourquoi est-il élevé pour certaines marchandises et bas pour d'autres ? Il y a une chose facile à constater : lorsque, dans une industrie quelconque, on a introduit de nouvelles machines et que le travail y est devenu avantageux ou, comme on dit, plus productif, le prix des marchandises

baisse. Au contraire, lorsque la production est gênée et qu'on produit moins de marchandises, le travail est moins productif, et le prix des marchandises monte.⁴

Si la société emploie, en moyenne, beaucoup de travail pour fabriquer une marchandise, le prix de cette dernière est élevé ; le travail a-t-il été moindre, le prix est bas. La quantité de travail social, fournie par une technique moyenne (c'est-à-dire par des machines et des outils qui ne sont ni les meilleurs, ni les pires) et employée pour la production d'une marchandise, détermine la valeur (ou le coût) de cette marchandise. Nous voyons maintenant que le prix est fixé par la valeur. En réalité, le prix est tantôt plus élevé, tantôt plus bas que la valeur, mais pour simplifier, nous pouvons admettre que valeur et prix sont égaux.

Maintenant, rappelons-nous ce que nous avons dit au sujet de l'embauchage des ouvriers : embaucher, c'est acheter une marchandise particulière, la force de travail. Mais une fois la force de travail devenue marchandise, tout ce qui concerne toutes les marchandises lui devient applicable. Quand le capitaliste engage un ouvrier, il lui paie le prix ou, pour simplifier, la valeur de sa force de travail. Par quoi cette valeur est-elle déterminée ? Nous avons vu que, pour toutes les marchandises, elle est déterminée par la quantité de travail employée à les produire. De même pour la force de travail.

Mais, qu'entend-on par production de la force de travail ? La force de travail ne se produit pas dans une fabrique ; elle n'est ni toile, ni cirage, ni machine. Qu'entend-on par sa production ?

Il suffit d'observer la vie réelle sous le régime capitaliste pour comprendre de quoi il s'agit. Supposons que les ouvriers viennent de terminer leur travail. Ils sont très fatigués, ils n'ont plus d'énergie, ils ne peuvent travailler davantage. Leur force de travail est presque épuisée. Que faut-il pour la reconstituer ? Il leur faut manger, se reposer, dormir, refaire leur organisme, et de cette façon « reconstituer leurs forces ». C'est seulement ensuite que reparaît la possibilité de travailler, que se reconstitue la force de travail.

C'est donc la nourriture, les vêtements, le logement, etc. — bref, la satisfaction des besoins de l'ouvrier, qui représentent la production de la force de travail. Mais il faut y ajouter aussi des éléments tels que les dépenses pour l'apprentissage, lorsqu'il s'agit d'ouvriers qualifiés.

Tout ce que consomme la classe ouvrière pour renouveler sa force de travail a une valeur ; par conséquent, la valeur des denrées de consommation, ainsi que les dépenses d'apprentissage, voilà ce qui constitue la valeur de la force de travail. À marchandises différentes, valeur différente. De même, chaque sorte de force de travail à sa valeur : la force de travail d'un typographe est différente de celle d'un manœuvre et ainsi de suite.

Mais retournons dans la fabrique. Le capitaliste achète la matière première, le combustible, les machines, l'huile de graissage et autres choses indispensables ; ensuite, il achète la force de travail, il « embauche des ouvriers ». Tout cela, il le paie argent comptant. La production commence. Les ouvriers travaillent, les machines tournent, le combustible se consume, l'huile se dépense, les bâtiments s'usent, la force de travail s'épuise. Par contre, de la fabrique sort une marchandise nouvelle. Cette marchandise, comme toutes les marchandises, a une valeur. Quelle est cette valeur ? D'abord, la marchandise a absorbé la valeur des moyens de production qui ont été dépensés pour elle : la matière première, le combustible consommé, l'usure des machines, etc. Tout cela fait maintenant partie de la valeur de la marchandise.

⁴ Nous parlons ici de la variation des prix indépendamment de la valeur de la monnaie, sans tenir compte si la monnaie est d'or ou de papier ni si elle est plus ou moins abondante. Ces variations peuvent être très grandes, mais alors elles se manifestent sur *toutes* les marchandises à la fois ; elles n'expliquent donc pas les *différences de prix* entre les marchandises. Par exemple, une grande quantité de papier-monnaie a enflé formidablement les prix dans tous les pays. Mais cette cherté n'explique pas encore pourquoi une marchandise coûte plus cher qu'une autre.

Ensuite, il y est entré le travail des ouvriers. Si trente ouvriers ont travaillé chacun trente heures à sa fabrication. Cela fait en tout 900 heures de travail ; donc, la valeur totale de la marchandise produite se composera de la valeur des matières dépensées (supposons, par exemple, cette valeur égale à 600 heures) et de la valeur nouvelle que les ouvriers y ont ajoutée par leur travail (900 heures), c'est-à-dire qu'elle sera de $(600+900) = 1.500$ heures de travail.

Mais que coûte la marchandise au capitaliste ? La matière première, il l'a payée en totalité, c'est-à-dire une somme correspondante, quant à sa valeur, à 600 heures de travail. Et la force de travail ? A-t-il payé en entier les 900 heures ? Toute la question est là. Il a payé, d'après notre supposition, la valeur entière de la force de travail pour les journées de travail. Lorsque trente ouvriers travaillent leurs trente heures pendant trois jours, soit dix heures par jour, le fabricant paie la somme nécessaire à la reconstitution de leur force de travail pour ces trois jours. Quelle est cette somme ? La réponse est claire : elle est de beaucoup inférieure à la valeur de 900 heures. Pourquoi ? Parce que, autre chose est la quantité de travail nécessaire à l'entretien de ma force de travail, autre chose la quantité de travail que je puis fournir. Je puis travailler dix heures par jour. Et pour manger, me vêtir, etc., j'ai besoin, pour une journée d'objets d'une valeur égale à cinq heures. Donc, je puis travailler beaucoup plus qu'il ne faut pour l'entretien de ma force de travail. Dans notre exemple, mettons que les ouvriers ne dépensent, pour se nourrir, s'habiller, etc., pendant trois jours, que des produits d'une valeur de 450 heures de travail, tout en fournissant un travail de 900 heures, 450 heures restent au capitaliste, et forment précisément la source de son profit.

En réalité, la marchandise coûte au capitaliste, ainsi que nous l'avons vu $(600+450) = 1.050$ heures, et il la vend pour une valeur de $(600+900) = 1.500$ heures ; les 450 heures sont la plus-value, créée par la force de travail. Il s'ensuit que les ouvriers travaillent la moitié de leur temps (soit cinq heures sur une journée de dix heures) afin de reconstituer ce qu'ils dépensent pour eux-mêmes, et l'autre moitié, ils l'emploient entièrement pour le capitaliste.

Observons maintenant la société tout entière. Car ce n'est pas ce que le fabricant ou l'ouvrier fait individuellement qui nous intéresse. Ce qui nous intéresse, c'est le mécanisme de cette machine géante qui s'appelle la société capitaliste. La classe capitaliste occupe la classe ouvrière, formidable en nombre. Dans des milliers de fabriques, dans des puits de mines, des forêts et des champs travaillent, pareils à des fourmis, des centaines de millions d'ouvriers. Le capitaliste leur paie, à titre de salaire, la valeur de leur force de travail, destinée à renouveler cette force de travail pour son service à lui, capitaliste. La classe ouvrière ne se paie pas seulement elle-même par son travail ; elle crée en outre le revenu des classes supérieures, elle crée la plus-value. Par des milliers de canaux, cette plus-value afflue dans les poches des patrons. Une partie est touchée par le capitaliste lui-même, c'est son gain d'entrepreneur ; une partie est touchée par le propriétaire, le possesseur du sol ; une partie parvient, sous forme d'impôts, aux mains de l'État capitaliste ; une partie va aux commerçants, aux boutiquiers, aux églises et aux maisons de joie, aux acteurs et aux clowns, aux écrivains bourgeois, etc. Aux dépens de cette plus-value, vivent tous les parasites couvés par l'ordre social capitaliste.

Une partie de cette plus-value est à son tour utilisée par les capitalistes. Leur capital s'augmente. Ils étendent leurs entreprises. Ils embauchent plus d'ouvriers. Ils se procurent de nouvelles machines. Un plus grand nombre d'ouvriers leur procure une plus-value encore plus grande. Les entreprises capitalistes deviennent de plus en plus vastes. Ainsi, à chaque minute, progresse le capital, entassant de la plus-value. Le capital, en pompant la plus-value chez les travailleurs, en les exploitants, croît, de façon ininterrompue.

11. Le capital

Nous voyons maintenant clairement ce qu'est le Capital. C'est, avant tout, une valeur déterminée, soit sous forme d'argent, de machines, de matières premières, de bâtiments, de fabriques, soit sous forme de produits fabriqués. Mais c'est une valeur qui sert à produire une nouvelle valeur : la plus-value. Le capital est une valeur qui produit la plus-value. La production capitaliste, c'est la production de la plus-value.

Dans la société capitaliste, les machines et les bâtiments représentent un capital. Mais sont-ils toujours du capital ? Non. S'il existait un mode fraternel de production pour toute la société, ni les machines, ni les matières premières ne seraient du capital, car elles ne serviraient plus à extraire du profit pour une poignée de riches. Donc, les machines, par exemple, ne deviennent du capital que dans la mesure où elles sont la propriété privée de la classe des capitalistes et servent à exploiter le travail salarié, à produire de la plus-value.

La forme de cette valeur est sans importance ; elle peut consister tout aussi bien en de petites rondelles d'or qu'en papier-monnaie, avec quoi le capitaliste achète les moyens de production et la force de travail ; cette valeur peut aussi prendre la forme de machines avec lesquelles travaillent les ouvriers, ou de matières premières qu'ils façonnent en marchandises, ou encore de produits manufacturés qui seront plus tard vendus. *Mais, du moment que cette valeur sert à la production de la plus-value, c'est du capital.*

Ordinairement, le capital ne quitte une forme que pour en prendre une autre. Voyons comment s'opère la transformation.

1. Le capitaliste n'a encore acheté ni force de travail, ni moyens de production. Mais il brûle du désir d'engager des ouvriers, de se procurer des machines, de faire venir des matières premières, du charbon en quantité suffisante. Pour le moment, il n'a rien, sauf de l'argent. Le capital se présente ici sous sa forme monétaire.
2. Avec cette provision d'argent, le capitaliste va au marché (pas en personne, bien entendu, car il y a pour cela le téléphone, le télégraphe, etc.). Là, se fait l'achat des moyens de production et de la force de travail. Le capitaliste retourne à la fabrique sans argent, mais avec des ouvriers, des machines, des matières premières, du combustible. Toutes ces choses ne sont plus maintenant des marchandises. Elles ont fini d'être des marchandises, du fait qu'elles ne sont plus à vendre. L'argent s'est transformé en moyens de production et en force de travail, il a quitté son enveloppe monétaire. Le capital se présente maintenant sous forme de capital industriel.

Puis, voilà le travail qui commence. Les machines entrent en action, les roues tournent, les leviers fonctionnent, les ouvriers et les ouvrières sont en nage, les machines s'usent, les matières premières diminuent, la force de travail s'épuise.

3. Alors, toutes ces matières premières, l'usure des machines, la force de travail en action se transforment, petit à petit, en monceaux de marchandises. Cette fois, le capital quitte son enveloppe matérielle d'instrument de fabrication, il apparaît comme un tas de marchandises. C'est le capital sous sa forme commerciale. Mais il n'a pas fait que changer d'enveloppe. Il a aussi augmenté de valeur, car au cours de la production, la plus-value s'y est ajoutée.
4. Cependant, le capitaliste fait produire des marchandises non pour son usage personnel, mais pour le marché, pour la vente. Ce qu'il a accumulé dans son entrepôt doit être vendu. Au commencement, le capital allait au marché comme acheteur, maintenant, il doit y aller comme vendeur. Au début, il avait en mains de l'argent et il voulait acquérir des marchandises (les moyens de production), maintenant il a en mains les marchandises et il veut obtenir de l'argent. Quand la marchandise est

vendue, le capital passe à nouveau de sa forme commerciale à sa forme monétaire. Mais la quantité d'argent que reçoit le capitaliste n'est plus celle qu'il avait donnée au commencement, car elle s'est augmentée du montant de la plus-value.

Mais la circulation du capital n'est pas encore achevée. Le capital grossi est remis en mouvement et acquiert une quantité encore plus grande de plus-value. Cette plus-value s'ajoute en partie au capital et commence un nouveau cycle, et ainsi de suite. Le capital, pareil à une boule de neige, roule sans cesse, et, à chaque tour, une quantité grandissante de plus-value s'y agrège. C'est dire que la production capitaliste s'accroît et s'élargit. Voilà comment le capital soutire la plus-value à la classe ouvrière et se répand partout. Sa croissance rapide s'explique par ses qualités particulières. Certes, l'exploitation d'une classe par une autre existait déjà auparavant. Mais prenons, par exemple, un propriétaire terrien, au temps du servage, ou un maître possédant des esclaves dans l'antiquité. Ils opprimaient leurs serfs ou leurs esclaves. Tout ce que ceux-ci produisaient, les maîtres le mangeaient, le buvaient, le consommaient eux-mêmes ou le faisaient consommer par leur cour ou leurs nombreux parasites. La production des marchandises était très faible et on ne pouvait les vendre nulle part. Si les propriétaires ou les maîtres avaient voulu forcer leurs serfs ou leurs esclaves à produire des montagnes de pain, de viande, de poisson, etc., tout cela aurait pourri. La production se limitait alors à la satisfaction des besoins du propriétaire et de sa suite. Il en est tout autrement en régime capitaliste. On n'y produit pas pour la satisfaction des besoins, mais pour le profit. On produit la marchandise pour la vendre, réaliser un gain, accumuler du profit. Plus le profit est grand, mieux cela vaut. De là, chez la classe capitaliste, cette course insensée au profit. Cette soif du profit n'a pas de limites. Elle est le pivot, le moteur principal de la production capitaliste.

12. L'état capitaliste

La société capitaliste est fondée, ainsi que nous l'avons vu, sur l'exploitation de la classe ouvrière. Une poignée d'hommes possède tout ; la majorité des ouvriers ne possède rien. Les capitalistes commandent, les ouvriers obéissent. Les capitalistes exploitent, les ouvriers sont exploités. La société capitaliste consiste essentiellement dans cette exploitation impitoyable et toujours grandissante.

La production capitaliste, c'est une pompe destinée à puiser la plus-value. Mais comment cette pompe peut-elle fonctionner longtemps ? Comment les ouvriers souffrent-ils un pareil état de choses ? Il est difficile de répondre immédiatement à cette question. Mais, en somme, il y a deux raisons à cela :

1. L'organisation et la force sont aux mains des capitalistes ;
2. La bourgeoisie domine généralement les cerveaux de la classe ouvrière.

Le moyen le plus sûr pour la bourgeoisie lui est offert par l'organisation de l'État. Dans tous les pays capitalistes, l'État n'est autre chose qu'une coalition d'entrepreneurs. Prenons n'importe quel pays : l'Angleterre ou les États-Unis, la France ou le Japon... Ministres, hauts fonctionnaires, députés sont toujours les mêmes capitalistes, propriétaires, usiniers, banquiers ou leurs serviteurs fidèles et bien payés, qui les servent, non pas par crainte, mais avec zèle : avocats, directeurs de banques, professeurs, généraux et évêques.

L'organisation de tous ces bourgeois, qui embrasse le pays entier et le tient dans ses griffes, s'appelle l'État. Elle a un double but : le principal, c'est de réprimer les désordres et les soulèvements des ouvriers, d'extraire plus aisément la plus-value de la classe ouvrière et d'assurer la solidité du mode capitaliste de production ; l'autre but, c'est de lutter contre d'autres organisations semblables (d'autres États bourgeois) pour la répartition de la plus-value extorquée. Ainsi, l'État capitaliste est une association d'entrepreneurs qui garantit l'exploitation. Ce sont exclusivement les intérêts du capital qui guident l'activité de cette association de brigands.

À cette conception de l'État bourgeois, on peut faire les objections suivantes :

- Vous dites que l'État est guidé uniquement par les intérêts du Capital. Mais regardez : dans tous les pays capitalistes, il existe des lois ouvrières qui interdisent ou limitent le travail des enfants, abrègent la journée de travail, etc...; en Allemagne, par exemple, du temps de Guillaume II, l'assurance ouvrière n'était pas mal organisée par l'État; en Angleterre, c'est également un ministre bourgeois, l'actif Lloyd George, qui a institué l'assurance et les retraites pour les vieillards; dans tous les États bourgeois, on bâtit des hôpitaux, des maisons de convalescence pour les ouvriers; on construit des chemins de fer qui transportent les pauvres comme les riches; on fait des aqueducs, des canalisations d'eau dans les villes, etc., et tout le monde en profite. Donc, — diront pas mal de gens — même dans un pays où le Capital domine, l'État n'agit pas uniquement dans l'intérêt du Capital, mais aussi dans l'intérêt des ouvriers. Même il inflige quelquefois des amendes aux fabricants qui transgressent les lois ouvrières.

Ces objections ne sont pas justifiées, et voici pourquoi. Il est vrai que le pouvoir bourgeois édicte quelquefois des lois et des décrets dont profite aussi la classe ouvrière. Mais il le fait dans l'intérêt de la bourgeoisie. Prenons les chemins de fer : ils sont utilisés par les ouvriers, ils servent aussi aux ouvriers, mais ne sont pas construits pour eux. Commerçants, fabricants en ont besoin pour le transport de leurs marchandises, la circulation de leurs chargements, le déplacement des troupes et des ouvriers, etc... Le Capital a besoin de chemins de fer et les construit dans son propre intérêt. Ils sont utiles également aux ouvriers, mais ce n'est pas pour cette raison que l'État capitaliste les fait construire. Prenons encore le nettoyage des rues, le service municipal d'assistance et des hôpitaux ; la bourgeoisie les assure aussi dans les quartiers ouvriers. Il est vrai que, comparés aux quartiers bourgeois, les quartiers ouvriers sont sales et constituent des foyers d'infection, etc... Mais, tout de même, la bourgeoisie fait quelque chose. Pourquoi ? Mais, parce que, autrement, les maladies et les épidémies se répandraient par la ville entière et que la bourgeoisie pourrait en souffrir aussi. L'État bourgeois et ses organes urbains sont donc là aussi guidés par les intérêts de la bourgeoisie elle-même.

Encore un exemple : En France, pendant les dernières décades, les ouvriers ont appris de la bourgeoisie à limiter artificiellement les naissances : ou les familles ne font plus d'enfants ou elles n'en font pas plus de deux. La gêne, parmi les ouvriers, est si grande qu'il est très difficile et presque impossible d'entretenir une famille nombreuse. La conséquence, c'est que la population de la France n'augmente presque plus. Les soldats commencent à manquer à la bourgeoisie française. Celle-ci se lamente : « La nation périclite ! Chez les Allemands, la population augmente plus vite que chez nous. » Soit dit en passant, les soldats qui se présentaient à l'armée tous les ans étaient de petite taille, faibles de poitrine, peu vigoureux. Alors, la bourgeoisie devint soudain plus « libérale » ; elle insista elle-même sur certaines améliorations au profit de la classe ouvrière, pour que celle-ci se remette un peu et fasse plus d'enfants. Car, la poule tuée, il n'y a plus d'œufs.

Dans tous les cas, c'est la bourgeoisie qui prend elle-même des mesures utiles aux ouvriers, mais elle est, en cela, guidée par ses propres intérêts. Il y a des cas où des lois utiles sont édictées par la bourgeoisie sous la pression de la classe ouvrière. Ce sont les plus nombreuses. Presque toutes les « lois ouvrières » ont été obtenues de cette façon — par des menaces de la part des ouvriers. En Angleterre, la première diminution de la journée de travail — réduite à dix heures — a été acquise sous la pression des ouvriers ; en Russie, le gouvernement tsariste a promulgué les premières lois sur les fabriques, effrayé par

l'agitation et les grèves. Dans ce cas, l'État hostile à la classe ouvrière, l'État, cette coalition d'entrepreneurs, fait ce calcul, dans son propre intérêt : « Mieux vaut céder quelque chose aujourd'hui, que de céder demain le double et de risquer, peut-être, notre peau. » De même que le fabricant, en cédant aux grévistes et en les augmentant de quelques sous, ne cesse pas d'être fabricant, l'État bourgeois ne cesse pas non plus d'être bourgeois quand, sous la menace d'une agitation ouvrière, il jette un petit os au prolétariat.

L'État capitaliste n'est pas seulement la plus grande et la plus puissante organisation bourgeoise ; il est en même temps une organisation très compliquée, aux nombreuses formations et dont les tentacules s'allongent en tous sens. Et tout cela a pour but principal la défense, l'affermissement et l'extension de l'exploitation ouvrière. L'État dispose, contre la classe ouvrière, de moyens de contrainte brutale aussi bien que d'asservissement moral, qui constituent les organes les plus importants de l'État capitaliste.

Parmi les moyens de contrainte brutale, il faut noter, en premier lieu, l'armée, la police et la gendarmerie, les prisons et les tribunaux, et leurs organes auxiliaires : espions, provocateurs, briseurs de grève, assassins stipendiés, etc.

L'armée, dans l'État capitaliste, est une organisation à part. À sa tête, se trouvent les officiers supérieurs, les « hauts galonnés ». Ils se recrutent parmi les intellectuels. Ce sont les ennemis les plus acharnés du prolétariat ; ils sont instruits, dès leur jeunesse, dans des écoles militaires spéciales. On leur apprend à abrutir les soldats, à défendre l'honneur de l'« uniforme », c'est-à-dire à tenir les soldats en complet esclavage et à en faire des pions d'échiquier. Les plus capables de ces aristocrates et grands bourgeois deviennent généraux et sont couverts de croix et de rubans.

Les officiers ne sortent pas non plus des classes pauvres. *Ils tiennent dans leurs mains toute la masse des soldats.* Et les soldats sont tellement travaillés qu'ils n'osent demander pourquoi ils se battent, et qu'ils ne savent que fixer leurs supérieurs dans les yeux. Une telle armée est destinée, avant tout, à réprimer les mouvements ouvriers.

En Russie, l'armée du tsar a servi, plus d'une fois, à réprimer des révoltes d'ouvriers et de paysans. Sous le règne d'Alexandre II ⁵, avant la libération des paysans, de nombreuses révoltes paysannes furent étouffées par l'armée. En 1905, l'armée fusilla les ouvriers pendant l'insurrection de Moscou ; elle effectua des expéditions punitives dans les Provinces Baltiques, au Caucase, en Sibérie ; en 1906-1908, elle réprima les révoltes des paysans et protégea les biens des propriétaires, etc... Pendant la guerre, elle fusilla les ouvriers à Ivanovo-Vosnessensk et à Kostroma, etc... Les plus cruels furent partout les officiers et les généraux.

À l'étranger, c'est la même chose. En Allemagne, l'armée de l'État capitaliste sert également à égorger les ouvriers. Le premier soulèvement de matelots fut réprimé par l'armée. En France, l'armée a fusillé plus d'une fois les grévistes ; actuellement, elle fusille les ouvriers et les soldats russes révolutionnaires. En Angleterre, rien que dans ces derniers temps, l'armée, à plusieurs reprises, a noyé dans le sang les révoltes des ouvriers irlandais, des demi-esclaves égyptiens et attaqué les réunions ouvrières en Angleterre même. En Suisse, à chaque grève, on mobilise les mitrailleuses et la soi-disant milice ; plus d'une fois, cette milice a tiré sur les prolétaires. Aux États-Unis d'Amérique, l'armée a souvent brûlé et rasé des cités ouvrières entières (par exemple, pendant la grève du Colorado). Les armées des États capitalistes s'entendent, actuellement, pour étouffer la Révolution des

⁵ 1855-1881. La libération des paysans (abolition du servage) est de 1861. (Note de l'Ed.)

ouvriers en Russie, en Hongrie, dans les Balkans, en Allemagne et pour réprimer la Révolution prolétarienne dans le monde entier.

Police et gendarmerie. — L'État capitaliste, en dehors de son armée régulière, possède encore un corps de gredins exercés et des troupes spécialement dressées à la lutte contre les ouvriers. Il est vrai que ces institutions (par exemple la police) ont également pour but la lutte contre les voleurs et le maintien de la soi-disant « sécurité personnelle et matérielle » des citoyens ; mais elles sont entretenues également pour chasser, poursuivre et punir les ouvriers mécontents. En Russie, les agents de police étaient les plus sûrs défenseurs des propriétaires et du tsar. La police la plus brutale est, dans tous les États capitalistes, la police secrète (la police politique, appelée chez nous Okhrana), ainsi que la gendarmerie. Avec eux, travaille une foule de détectives, provocateurs, espions, briseurs de grève et tutti quanti.

Très intéressante, sous ce rapport, la manière de faire de la police secrète américaine. Elle est en relations avec une quantité innombrable de bureaux de détectives privés ou semi-officiels. Les célèbres aventures de Nat Pinkerton ont été, en réalité, des agressions contre les ouvriers. Les provocateurs déposaient des bombes chez les chefs ouvriers, tâchaient de les pousser à l'assassinat des capitalistes, etc... Ces mêmes détectives enrôlent une grande quantité de briseurs de grèves (appelés scabs), ainsi que des détachements de vagabonds organisés qui tuent, à l'occasion, les ouvriers en grève. Il n'est pas d'infamies dont ne soient capables ces brigands, au service de l'État « démocratique » des capitalistes américains.

La Justice, dans l'État bourgeois, est un moyen de défense pour la bourgeoisie ; avant tout, elle condamne ceux qui osent attenter à la propriété capitaliste ou au régime capitaliste. Cette justice a condamné Liebknecht au bagne et acquitté ses assassins. Les autorités judiciaires procèdent avec la même rigueur que les bourreaux de l'État bourgeois. Le tranchant de leur arme est dirigé contre les pauvres, non contre les riches.

Telles sont les institutions de l'État capitaliste qui ont pour tâche la répression directe et brutale de la classe ouvrière.

Parmi les moyens d'asservissement moral de la classe ouvrière qui sont à la disposition de l'État capitaliste, il faut encore mentionner les trois principaux : *l'École officielle, l'Église officielle et la Presse officielle* ou, tout au moins, soutenue par l'État bourgeois.

La bourgeoisie comprend très bien qu'elle ne viendra pas à bout des masses ouvrières par la seule force brutale. Il lui faut donc tisser, tout autour des cerveaux de ces masses, une fine toile d'araignée. L'État bourgeois considère les ouvriers comme des bêtes de somme : il faut que ce bétail travaille, mais qu'il ne morde pas. Il faut donc non seulement l'assommer et le fusiller dès qu'il mord, mais aussi le dresser, le dompter, comme font certains spécialistes dans les ménageries. De la même façon, l'État capitaliste éduque, pour l'abêtissement, l'abrutissement et la domestication du prolétariat, des techniciens, des maîtres d'école et des professeurs bourgeois, des prêtres et des évêques, des écrivains et des journalistes bourgeois. À l'école, ces spécialistes apprennent aux enfants, dès l'âge le plus tendre, à obéir au Capital, à mépriser et à haïr les révoltés ; on leur débite des contes à dormir debout sur la Révolution et le mouvement révolutionnaire ; on glorifie tsars, rois, industriels, etc. ; dans les églises, les prêtres appointés par l'État enseignent : « Pas de puissance qui ne vienne de Dieu » ; les journaux bourgeois claironnent tous les jours aux oreilles de leurs lecteurs ouvriers ce mensonge bourgeois. Dans de pareilles conditions, est-il facile à l'ouvrier de sortir de son marécage ?

Un brigand impérialiste allemand a écrit : « **Nous avons besoin, non seulement des jambes des soldats, mais aussi de leur cerveau et de leur cœur.** » L'État bourgeois s'efforce justement de faire de la classe ouvrière

un animal domestique qui travaille comme un cheval, produit de la plus-value et reste tout à fait tranquille. Ainsi, le régime capitaliste assure son développement. La machine à exploiter tourne. De la classe ouvrière pressurée, on extrait continuellement de la plus-value. Et l'État capitaliste, montant la garde, veille à ce que les esclaves salariés ne se soulèvent point.

13. Contradictions principales du régime capitaliste

Maintenant, il nous faut rechercher si la société bourgeoise est bien construite. Une chose n'est solide et bonne que lorsque toutes ses parties sont bien ajustées ensemble. Prenons un mécanisme d'horlogerie : il ne fonctionne régulièrement et sans arrêt que si chaque roue est bien adaptée à la voisine, dent par dent. Considérons, maintenant, la société capitaliste. Nous remarquons sans peine qu'elle est loin d'être aussi solidement construite qu'elle le paraît, et qu'au contraire, elle trahit de très grandes contradictions et montre de graves fissures.

Avant tout, en régime capitaliste, *il n'y a pas de production ni de répartition organisée des marchandises ; il y a anarchie dans la production*. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que chaque entrepreneur capitaliste (ou chaque association de capitalistes) produit les marchandises indépendamment des autres. Ce n'est pas la société tout entière qui calcule ce qu'il lui faut, mais tout simplement les industriels, qui font fabriquer avec le seul but de réaliser le plus de profits possibles et de battre leurs concurrents sur le marché. C'est pourquoi il arrive parfois qu'on produit trop de marchandises (il s'agit, évidemment, de la situation d'avant-guerre) et qu'on ne peut les écouler, les ouvriers ne pouvant les acheter, faute d'argent. Alors, survient une crise : les fabriques sont fermées, les ouvriers sont jetés sur le pavé.

De plus, l'anarchie dans la production amène *la lutte sur le marché* ; chaque producteur veut enlever à l'autre ses acheteurs, les attirer à lui, accaparer le marché. Cette lutte prend différentes formes, différents aspects, commençant par la lutte entre deux fabricants et finissant par la guerre mondiale entre les États capitalistes pour le partage des marchés de l'Univers entier. Il ne s'agit plus là seulement de parties intégrantes de la société capitaliste qui s'accrochent l'une à l'autre, mais bien d'un véritable choc entre elles.

Ainsi, la première cause de la dislocation du capitalisme, c'est l'anarchie dans la production, qui se manifeste par les crises, la concurrence et les guerres.

La deuxième cause de dislocation est la division en classes. Car, la société capitaliste n'est pas, au fond, une seule société, elle est coupée en deux sociétés : les capitalistes d'un côté, les ouvriers et les pauvres de l'autre. Ces deux sociétés se trouvent entre elles en état d'hostilité continue, irréconciliable, ininterrompue ; hostilité qui se traduit par la lutte des classes. Nous voyons à nouveau que les différentes parties de la société capitaliste, non seulement ne sont pas ajustées l'une à l'autre, mais, au contraire, se trouvent entre elles dans un antagonisme continu. Le capitalisme s'écroulera-t-il, oui ou non ? La réponse dépend de l'examen suivant : si, observant le développement pris par le capitalisme au cours des temps, nous trouvons que sa dislocation va en diminuant, nous pouvons lui prédire une longue vie ; si nous découvrons, au contraire, qu'avec le temps, les différentes parties de la société capitaliste se heurtent inévitablement de plus en plus fort, et que les fissures de cette société doivent non moins inévitablement se changer en abîmes, alors nous pouvons entonner le *De Profundis*.

Il nous faut donc étudier le développement du régime capitaliste.

2. DEVELOPPEMENT DU REGIME CAPITALISTE

14. Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété capitaliste acquise sans travail

a) Lutte entre la petite et la grande production dans l'industrie.

Les grandes usines, qui comptent quelquefois plus de dix mille ouvriers, avec leurs machines gigantesques, monstrueuses, n'ont pas toujours existé. Elles sont nées de la disparition graduelle et presque complète du petit artisanat et de la petite industrie. Pour comprendre cette évolution, il faut d'abord observer que la propriété privée et la production de marchandises rendent inévitable la lutte pour l'acheteur : la concurrence. Qui triomphe dans cette lutte ? Celui qui sait attirer à lui l'acheteur et le détacher de son concurrent (son rival). Or, l'acheteur, on l'attire principalement par le plus bas prix des marchandises⁶. Mais qui peut vendre meilleur marché ? Il est clair que le gros fabricant peut vendre meilleur marché que le petit fabricant ou l'artisan, car la marchandise lui revient à meilleur compte. La grande industrie dispose, en effet, d'une foule d'avantages. D'abord l'entrepreneur-capitaliste est en mesure de faire installer de meilleures machines, d'employer de meilleurs instruments et de meilleurs appareils. L'artisan, le petit patron gagnent à grand-peine leur vie ; ils travaillent ordinairement avec des machines actionnées à la main ; ils n'osent même pas penser, faute de moyens, aux grandes et bonnes machines. Le petit capitaliste n'est pas non plus en état d'introduire les machines les plus modernes. Plus l'entreprise est grande, plus la technique est perfectionnée, plus le travail est productif, — meilleur marché revient la marchandise.

Dans les grandes usines d'Amérique et d'Allemagne, il y a même des laboratoires scientifiques qui découvrent continuellement de nouveaux perfectionnements, unissant ainsi la science à l'industrie ; ces inventions constituent le secret de l'entreprise et ne servent qu'à elle seule.

Dans la petite industrie et dans l'artisanat, un même ouvrier fabrique le produit presque en entier ; dans le travail à la machine avec de nombreux ouvriers, l'un en fait une partie, l'autre une seconde, un autre une troisième, et ainsi de suite. Le travail va bien plus vite ainsi ; c'est ce qu'on appelle la division du travail. On peut se rendre compte des avantages qu'on en retire, d'après une enquête américaine de 1898. En voici les résultats :

Pour la fabrication de dix charrues, le travail à la main exige 2 ouvriers, faisant chacun 11 opérations différentes, travaillant au total 1.180 heures et touchant 54 dollars ; le même travail fait à la machine exige 52 ouvriers, 97 opérations différentes (plus il y a d'ouvriers, plus ils sont spécialisés), travaillant 37 h. 28 minutes et touchant 7,9 dollars (par conséquent, la perte de temps a été infiniment moins grande et le travail est revenu considérablement moins cher). Pour la fabrication de 100 roues de montre, le travail à la main exige 14 ouvriers, 453 opérations différentes, 341.866 heures de travail et 80.822 dollars ; avec des machines : 10 ouvriers, 1.088 opérations, 8.343 heures de travail, 1.799 dollars. Pour la fabrication de 500 yards d'un tissu à carreaux, le travail à la main exige 3 ouvriers, 19 opérations, 7.534 heures, 135,6 dollars ; le travail à la machine : 252 ouvriers, 43 opérations, 84 heures, 6,81 dollars. On pourrait citer encore une grande quantité d'exemples semblables. D'un côté, toute une série de branches de production, qui nécessitent une haute technique, telles que la construction de wagons, des cuirassés, les mines, restent, peut-on dire, inaccessibles aux petits entrepreneurs ou aux artisans.

⁶ Il s'agit ici de la situation d'avant-guerre ; au lendemain des destructions de la guerre, ce n'est pas le vendeur qui court après l'acheteur, mais l'acheteur qui court après le vendeur.

La grande industrie *économise* sur tout : sur les bâtiments, les machines et les matières premières, l'éclairage et le chauffage, la main-d'œuvre, l'utilisation des déchets, etc. Figurons nous, en effet, mille petits ateliers et une seule grande fabrique qui produit à elle seule autant que ces mille ateliers; il est plus facile de construire un seul grand bâtiment que mille petits; on emploie plus de matières premières dans les mille petits ateliers; il y a plus de perte, plus de malfaçon, plus de gaspillage; il est plus facile d'éclairer et de chauffer une seule grande fabrique que mille petits ateliers; il est également plus facile de l'entretenir, de la balayer, de la surveiller, de la réparer, etc. Bref, dans une grande entreprise, sur tout cela, on pourra épargner ou, comme on dit : *économiser*.

Dans l'achat des matières premières et de tout ce qui peut être nécessaire pour la production, la grande industrie se trouve encore avantagée. C'est en gros qu'on achète la meilleure marchandise au meilleur compte ; de plus, le grand fabricant connaissant mieux le marché, sait où et comment acheter moins cher. Dans la vente de ses marchandises également, la petite entreprise est toujours infériorisée. Le grand patron sait mieux où il peut vendre le plus cher (il a, dans ce but, ses voyageurs, il est en relations avec la Bourse où sont centralisés tous les renseignements sur la demande de marchandises ; il communique presque avec le monde entier). Mais surtout, il peut attendre. Si, par exemple, les prix de ses marchandises sont trop bas, il peut garder ces marchandises en entrepôt et attendre le moment où les prix remonteront. Le petit patron ne le peut pas. Il vit de ce qu'il a vendu. La marchandise une fois vendue, il faut aussitôt vivre de l'argent reçu : il n'a pas d'argent d'avance. Aussi, est-il obligé de vendre à tout prix ; autrement c'est un homme fini. Il est clair qu'il y perd énormément.

Enfin, la grande industrie trouve encore un avantage dans le *crédit*. Lorsque le grand entrepreneur a un besoin pressant d'argent, il peut toujours en emprunter. N'importe quelle banque prêtera à une maison « sérieuse » et à un intérêt relativement minime. Mais presque personne n'aura confiance en un petit patron. Et même s'il inspire confiance, on lui prêtera de l'argent à un taux usuraire. Aussi le petit industriel tombe-t-il facilement dans les griffes de l'usurier.

Tous ces avantages de la grande industrie nous expliquent pourquoi la petite industrie disparaît inévitablement dans la société capitaliste. Le grand capital la tue, lui enlève l'acheteur, la ruine et transforme son propriétaire en prolétaire ou en va-nu-pieds. Il est évident que le petit patron cherche à se cramponner. Il lutte avec acharnement, travaille lui-même et fait travailler ses ouvriers et sa famille au-dessus de leurs forces, mais, finalement, est obligé de céder au capital. Souvent, un petit patron, indépendant en apparence, dépend complètement, en fait, d'un capitaliste, travaille pour lui, ne marche que grâce à lui. Le petit industriel dépend souvent de l'usurier : son indépendance est illusoire; en réalité, il ne travaille que pour cette sangsue; tantôt il dépend de l'accapareur qui lui achète ses marchandises, tantôt du magasin pour lequel il travaille (là encore, il n'est indépendant qu'en apparence; en réalité, il est devenu un salarié du commerçant capitaliste); il arrive aussi que le capitaliste lui fournit les matières premières et l'outillage (c'était souvent le cas dans notre travail à domicile); il est facile de voir que le travailleur à domicile n'est plus alors qu'un appendice du capital. Il y a d'autres modes de subordination par le capital : dans le voisinage des grandes entreprises s'installent souvent de petits ateliers de réparation ; dans ce cas, ils ne sont qu'un petit rouage de la fabrique, pas davantage. Eux aussi, ils ne sont indépendants qu'en apparence. Parfois, on voit de petits patrons, de petits artisans, des travailleurs à domicile, de petits commerçants, de petits capitalistes, chassés d'une branche d'industrie ou de commerce, passer dans une autre branche où le capital n'est pas encore aussi puissant. Le plus souvent, les petits patrons ruinés deviennent de petits détaillants ou même des marchands ambulants, etc. Ainsi, le gros capital évince partout, graduellement, la petite industrie. Il se crée des entreprises énormes, qui comptent jusqu'à des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers. Le gros capital devient le maître du monde. La petite propriété, acquise par le travail, disparaît. Elle est remplacée par la grande propriété capitaliste.

Les travailleurs à domicile peuvent servir d'exemple pour montrer la décadence de la petite industrie en Russie. Certains d'entre eux travaillaient avec leurs propres matières premières (fourreurs, vanniers) et vendaient leurs marchandises à leur gré. Plus tard, l'ouvrier à domicile se met à travailler pour un capitaliste (chapeliens de Moscou, fabricants de jouets, broisseurs, etc.). Ensuite, il reçoit du capitaliste qui lui passe les commandes les matières premières et tombe dans un véritable esclavage (serruriers de Pavlovsk et de Bourmakino). À la fin, il est payé à la pièce (cloutiers de Tver, cordonniers de Kimry, couteliers de Pavlovsk, nattiers de Makarievo). Au même servage arrivent les tisserands à domicile. En Angleterre, la petite industrie moribonde a reçu le surnom de « sweating system⁷ » tellement sa situation est mauvaise. En Allemagne, de 1882 à 1895, le nombre des petites entreprises a diminué de 8,6%, les entreprises moyennes (6 à 50 ouvriers) ont augmenté de 64,1% et les grandes entreprises de 90%. Depuis 1895, a disparu une quantité considérable d'entreprises moyennes. En Russie aussi, la fabrique a évincé le travailleur à domicile assez rapidement. Un des domaines les plus importants de la production en Russie, c'est l'industrie textile (le tissage). Si nous comparons, dans l'industrie cotonnière, le nombre des ouvriers de fabrique et celui des ouvriers à domicile, nous voyons avec quelle rapidité la fabrique a évincé le travailleur à domicile, le koustar :

Années	Ouvriers travaillant à domicile	Ouvriers travaillant dans les fabriques
1866	94 566	66.178
1879	162 691	50 152
1894-95	242 051	20 475

En 1866, pour 100 personnes travaillant dans l'industrie cotonnière, 70 travaillaient à domicile ; en 1894-95, elles n'étaient plus que 8. En Russie, la grande industrie s'est développée beaucoup plus vite parce que le capital étranger fondait de grandes entreprises. Déjà en 1902, les grandes entreprises occupaient presque la moitié (40%) des ouvriers d'industrie.

En 1903, les fabriques ayant plus de cent ouvriers représentaient en Russie d'Europe 17% du nombre total des fabriques et des usines, et occupaient 76,6% du nombre total des ouvriers d'industrie.

La victoire de la grande industrie dans tous les pays a pour cortège les souffrances des petits producteurs. Parfois, des régions industrielles et même des professions disparaissent presque totalement (par exemple, les tisserands de Silésie, en Allemagne, les tisserands de l'Inde, etc.).

b) Lutte entre la petite et la grande production dans l'agriculture

La lutte entre la petite et la grande production qui a lieu dans l'industrie existe également, sous le régime capitaliste, dans l'agriculture. Le propriétaire gérant son domaine comme le capitaliste gère sa fabrique, le paysan riche, le paysan moyen, les paysans pauvres qui font des journées chez le gros propriétaire ou le gros fermier, et enfin les ouvriers agricoles : tout cela, c'est la même chose que, dans l'industrie, le gros capitaliste, le petit patron, l'artisan, le travailleur à domicile, l'ouvrier salarié. A la campagne comme dans les villes, la grande propriété est mieux organisée que la petite.

Le grand propriétaire peut introduire chez lui une bonne technique. Les machines agricoles (charrues électriques, charrues à vapeur, moissonneuses-faucheuses, moissonneuses-lieuses, semeuses, batteuses, etc.) sont souvent inaccessibles au petit agriculteur ou au paysan. De même qu'il n'y a pas de raison d'installer une machine coûteuse dans le petit atelier de l'artisan (car il n'a pas les moyens de l'acheter et elle ne rapporterait pas les frais d'achat), de même le paysan ne peut se payer une

⁷ Système de la sueur. (Note de l'Ed.)

charrue à vapeur ; et même s'il l'achetait, elle ne lui servirait à rien : pour qu'une machine aussi importante fasse ses frais, il faut beaucoup de terre et non pas un petit lopin à peine suffisant pour qu'une poule y trouve sa vie.

La pleine utilisation des machines et des instruments dépend de la quantité de terre disponible. Une charrue à chevaux travaillera à plein rendement sur un terrain de trente hectares. Une semeuse, une moissonneuse, une batteuse ordinaire, sur 70 hectares ; une batteuse à vapeur sur 200, une charrue à vapeur sur 1.000 hectares. Dans ces derniers temps, on utilise des machines agricoles électriques, mais seulement dans les grandes exploitations.

L'arrosage, le dessèchement des marais, le drainage, la construction de voies ferrées étroites, etc., ne sont guère réalisables que par le grand propriétaire. La grande culture, comme la grande industrie, économise sur les instruments, les matériaux, la force de travail, le combustible, l'éclairage, etc.

Sur les grands domaines, il faut moins, par hectare, de fossés, de clôtures, de haies ; les semences se perdent moins.

En outre, un gros propriétaire peut engager des ingénieurs agronomes et gérer scientifiquement son domaine.

Au point de vue du *commerce et du crédit*, le grand propriétaire foncier, tout comme le grand industriel, connaît mieux le marché, il peut attendre, acheter à meilleur compte tout ce qui lui est nécessaire, vendre plus cher. Le petit propriétaire n'a qu'une ressource : lutter de toutes ses forces. C'est par le travail intensif, par la limitation des besoins et la sous-alimentation que se maintient la petite propriété agricole, sous la domination du capitalisme. Ce qui caractérise sa ruine, c'est l'énormité des impôts. L'État capitaliste lui impose une charge immense : il suffit de se rappeler ce qu'étaient pour le paysan les impôts au temps des tsars : « Vends tout, mais paie tes impôts. »

On peut dire, en général, que la petite production se défend mieux dans la culture que dans l'industrie. Dans les villes, les artisans et les petits entrepreneurs périssent assez rapidement, mais dans tous les pays, la culture paysanne se maintient un peu mieux. S'il y a bien, là aussi, appauvrissement du plus grand nombre, il est souvent moins apparent. Il semble quelquefois qu'une culture n'est pas très grande, à en juger par la superficie du terrain, mais en réalité elle est très grande par le capital investi et par le nombre d'ouvriers (par exemple, la culture maraîchère, dans la banlieue des grandes villes). Parfois, nous croyons, au contraire, avoir affaire à de nombreux petits propriétaires tout à fait indépendants ; en réalité, presque tous sont des ouvriers salariés, allant louer leurs services soit dans la propriété voisine, soit comme saisonniers, dans les villes. Avec les paysans, il arrive dans tous les pays ce qui arrive avec les artisans et les travailleurs à domicile. Un petit nombre deviennent des profiteurs (les aubergistes, les usuriers qui, petit à petit, arrondissent leur avoir) ; les autres végètent ou, ruinés définitivement, vendent leur vache, leur cheval ; puis, le lopin de terre ayant disparu à son tour, ils émigrent pour toujours à la ville ou deviennent ouvriers agricoles. Le paysan sans cheval devient salarié, le paysan qui loue des ouvriers devient *propriétaire ou capitaliste*.

C'est ainsi qu'une grande quantité de terres, d'instruments, de machines, de bétail, sont la possession d'une poignée de grands capitalistes propriétaires, et que des millions de paysans dépendent d'eux.

En Amérique, où le capital agricole est le plus développé, il existe de grandes propriétés où l'on travaille comme dans des fabriques. Et comme dans les fabriques, on y fait un seul produit. Il y a de grands champs plantés uniquement en fraisiers ou arbres fruitiers ; il y a des exploitations spéciales d'animaux domestiques ; là, on cultive le blé avec des machines. De nombreuses branches sont concentrées dans peu de mains. Ainsi il existe un « roi des

poulets » (un capitaliste entre les mains duquel est concentrée presque toute la production des poulets), un « roi des œufs », etc.

15. La dépendance du prolétariat, l'armée de réserve, le travail des femmes et des enfants

Des masses de plus en plus grandes de la population se transforment, sous le régime capitaliste, en ouvriers salariés. Artisans ruinés, travailleurs à domicile, paysans, commerçants, capitalistes moyens en faillite, bref, tous ceux qui ont été jetés par-dessus bord ou traqués par le gros capital tombent dans les rangs du prolétariat. À mesure que les richesses se concentrent entre les mains d'une poignée de capitalistes, le peuple se transforme de plus en plus en esclave salarié des premiers.

Grâce à la ruine continue des couches et des classes moyennes, il y a toujours plus d'ouvriers qu'il n'en faut au capital. C'est par là que l'ouvrier est enchaîné au capital. Il est forcé de travailler pour le capitaliste. S'il ne le veut pas, il y en a cent autres pour prendre sa place.

Mais cette dépendance n'est pas seulement consolidée par la ruine de nouvelles couches de la population. La domination du capital sur la classe ouvrière s'accroît encore du fait que le capital jette continuellement sur le pavé les ouvriers dont il n'a plus besoin et se constitue ainsi une réserve de force de travail. Comment cela ? Nous avons déjà vu que chaque fabricant s'efforce de réduire le prix de revient des marchandises. Pour cela, il introduit de plus en plus de nouvelles machines. Mais la machine, en règle générale, remplace l'ouvrier, rend une partie des ouvriers inutiles. Une nouvelle machine dans une fabrique, cela veut dire qu'une partie des ouvriers sont congédiés et deviennent des chômeurs. Mais comme de nouvelles machines sont introduites continuellement dans une branche d'industrie ou dans l'autre, il est clair que, sous le capitalisme, *il y a toujours fatalement du chômage*. Car le capitaliste ne se préoccupe ni de donner du travail à tous les ouvriers ni de fournir à tous des marchandises, mais d'obtenir le plus de profit. Et naturellement il jettera sur le pavé les ouvriers qui ne sont plus capables de lui rapporter le même profit qu'avant.

Et effectivement, dans les grandes villes de tous les pays capitalistes, nous voyons toujours un grand nombre de chômeurs. Il y a des ouvriers chinois ou japonais, anciens paysans ruinés, venus du bout du monde pour chercher du travail, d'anciens boutiquiers ou petits artisans ; mais nous y trouvons aussi des ouvriers métallurgistes, des typographes, des tisseurs qui, ayant longtemps travaillé dans les fabriques, en ont été chassés par de nouvelles machines. Ils forment, pris ensemble, une réserve de forces de travail pour le capital ou, comme l'a dit K. Marx, l'armée industrielle de réserve. L'existence de cette armée, la permanence du chômage, permettent aux capitalistes d'augmenter la dépendance et l'oppression de la classe ouvrière. Le capital, grâce aux machines, réussit à soutirer d'une partie des ouvriers plus d'or qu'avant ; quant aux autres, ils restent sur le pavé. Mais, même sur le pavé, ils servent aux capitalistes de fouet pour stimuler ceux qui travaillent.

L'armée industrielle de réserve offre des exemples d'abrutissement complet, de misère, de famine, de grande mortalité, même de criminalité. Ceux qui, des années durant, n'ont pu se procurer du travail, deviennent graduellement ivrognes, vagabonds, mendiants, etc. Dans les grandes villes : à Londres, à New-York, à Hambourg, à Berlin, à Paris, il existe des quartiers entiers habités par des chômeurs de cette espèce. Le marché de Chitrov, à Moscou, peut servir d'exemple. À la place du prolétariat, il se forme une nouvelle couche déshabituée du travail. Cette couche de la société capitaliste s'appelle en allemand Lumpenprolétariat : prolétariat en haillons.

L'introduction des machines a également donné naissance au travail des femmes et des enfants, travail plus économique, et, partant, plus avantageux pour le capitaliste. Avant les machines, une certaine habileté de main était nécessaire ; quelquefois, il fallait faire un long apprentissage. Maintenant, certaines machines peuvent être conduites par des enfants, qui n'ont qu'à lever le bras ou mouvoir le

ped jusqu'à épuisement. Voilà pourquoi les machines ont diffusé le travail des femmes et des enfants. Il faut ajouter que les femmes et les enfants offrent moins de résistance au capitalisme que les hommes. Ils sont plus dociles, plus timides, devant les prêtres et les autorités. C'est pourquoi le fabricant remplace souvent les hommes par des femmes et transforme en profit le sang des petits enfants.

En 1913, le nombre des ouvrières et employées était : en France, de 6.800.000 ; en Allemagne, de 9.400.000 ; en Autriche-Hongrie, de 8.200.000 ; en Italie, de 5.700.000 ; en Belgique, de 930.000 ; aux États-Unis, de 8.000.000 ; en Angleterre et au Pays de Galles, de 6.000.000. En Russie, le nombre des ouvrières a grandi continuellement. En 1900, leur nombre représentait 25% de tous les ouvriers et ouvrières de fabrique ; en 1903, 31%, et en 1912, 45%. Dans certaines branches de production, les femmes constituent la majorité : par exemple, dans l'industrie textile, en 1912, sur 870.000 ouvriers il y avait 453.000 femmes, c'est-à-dire plus de 52%. Pendant les années de guerre, le nombre des ouvrières augmenta énormément.

Quant au travail des enfants il fleurit dans beaucoup de pays, malgré l'interdiction. Dans le pays capitaliste le plus avancé, en Amérique, on le rencontre à chaque pas.

La conséquence, c'est la désagrégation des familles ouvrières. Dès que la femme et quelquefois l'enfant sont pris par la fabrique, il n'y a plus de vie de famille !

Lorsqu'une femme devient ouvrière de fabrique, elle subit, comme l'homme, toutes les horreurs du chômage. Elle est mise, elle aussi, à la porte par le capitaliste ; elle entre, elle aussi, dans les rangs de l'armée industrielle de réserve ; elle peut, tout comme un homme, descendre dans les bas-fonds. À cette situation est liée la prostitution qui consiste pour elle à se vendre au premier homme rencontré dans la rue. N'ayant rien à manger, sans travail, chassée de partout, elle est contrainte de trafiquer de son corps ; et même lorsqu'elle a du travail, son salaire est si misérable qu'elle est obligée de l'augmenter grâce au même trafic. Et elle se fait vite à sa nouvelle profession. Ainsi se crée la couche des prostituées professionnelles.

Dans les grandes villes, les prostituées sont très nombreuses. Des villes comme Hambourg ou Londres comptent des dizaines de milliers de ces malheureuses. Le capital en tire une source de revenus par la création de grands lupanars organisés d'une manière capitaliste. Il existe un large commerce international d'esclaves blanches, dont les villes d'Argentine sont le centre. La plus affreuse prostitution est celle des enfants, qui fleurit dans toutes les villes d'Europe et d'Amérique.

Ainsi, dans la société capitaliste, à mesure qu'on invente de nouvelles machines et de plus perfectionnées, qu'on construit des fabriques de plus en plus vastes et que la productivité s'accroît, augmentent parallèlement la pression du capital, la misère et les souffrances de l'armée industrielle de réserve, la dépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de ses exploités.

Si la propriété n'existait pas et si tout appartenait à tous, le tableau serait tout autre. Les hommes réduiraient tout simplement leur journée de travail, ménageraient leurs forces, économiseraient leur peine, songeraient à leur repos. Mais quand le capitaliste introduit les machines, il ne pense qu'au profit ; il ne réduit pas la journée de travail, il y perdrait. Sous la domination du capital, la machine ne libère pas l'homme, elle le rend esclave.

Avec le développement du capitalisme, une partie toujours plus grande du capital est consacrée aux machines, appareils, constructions de toute sorte, aux gigantesques bâtiments, aux énormes hauts-fourneaux, etc. ; au contraire, une partie toujours plus petite va au salaire des ouvriers. Quand on travaillait à domicile, la dépense pour les établis et autres outils n'était pas grande : presque tout le

capital passait dans le salaire. Maintenant, c'est le contraire : la plus grande partie est destinée aux bâtiments et aux machines. Et cela signifie que la demande de main-d'œuvre augmente moins vite que le nombre des gens ruinés, devenus des prolétaires. Plus la technique se développe, sous le capitalisme, et plus augmente la pression du capital sur la classe ouvrière, car il devient de plus en plus difficile de trouver du travail.

16. L'anarchie de la production, la concurrence et les crises

La misère de la classe ouvrière croît au fur et à mesure du développement de la technique qui, sous le capitalisme, au lieu d'être utile à tous, rapporte du profit au capital, mais amène le chômage et la ruine chez beaucoup d'ouvriers. Et cette misère augmente encore pour d'autres raisons.

Nous avons vu plus haut que la société capitaliste est très mal construite. La propriété privée y règne, sans aucun plan général. Chaque fabricant dirige son entreprise indépendamment des autres. Au contraire, il dispute aux autres l'acheteur : il est en « concurrence » avec eux.

Cette lutte s'affaiblit-elle ou s'accroît-elle avec le développement du capitalisme ? À première vue, il peut sembler qu'elle s'affaiblit. En effet, le nombre des capitalistes diminue sans cesse ; les gros mangent les petits ; autrefois, c'était par dizaines de mille que luttaient entre eux les entrepreneurs, la concurrence était féroce ; aujourd'hui les rivaux étant bien moins nombreux, la lutte devrait être moins acharnée, pourrait-on croire. En réalité, il n'en est rien. C'est exactement le contraire qui est vrai. Les rivaux, certes, sont moins nombreux, mais chacun d'eux est devenu plus gros et plus puissant. Et leur lutte est devenue non pas moindre, mais plus grande, non pas plus calme, mais plus acharnée. Que, dans chaque pays, il n'y ait plus qu'une poignée de capitalistes, et la lutte entre ces pays capitalistes éclatera. Nous en sommes arrivés finalement là. La rivalité a lieu actuellement entre d'énormes associations de capitalistes, entre leurs États. Et ils ne luttent pas seulement à coups de baisse de prix, mais aussi avec la force armée. La concurrence, au fur et à mesure du développement du capitalisme, ne diminue que le nombre des rivaux, mais elle devient toujours plus acharnée et plus destructrice !⁸

Il est nécessaire de souligner encore un symptôme, celui qu'on appelle les crises. Que sont ces crises ? Voici : Un beau jour, on s'aperçoit que telles marchandises ont été produites en quantités beaucoup trop grandes. Les prix baissent, car il n'y a pas d'écoulement. Les entrepôts regorgent de produits qui ne peuvent être vendus : il n'y a pas d'acheteurs ; et à côté de cela, il y a beaucoup d'ouvriers affamés, ne touchant plus que des salaires infimes et pouvant encore moins acheter que d'ordinaire. Alors c'est la misère. Dans une branche de production, ce sont d'abord les moyennes et les petites entreprises qui font faillite et ferment leurs portes ; après, c'est le tour des grandes. Mais chaque industrie dépend d'une autre, toutes sont clientes les unes des autres. Par exemple, les entreprises de confection achètent le drap dans les fabriques de drap, celles-ci s'approvisionnent dans les filatures de laine, etc. Les entreprises de confection, une fois en faillite, comme il n'y a plus personne pour acheter aux drapiers, l'industrie textile périclité, puis c'est la production de la laine. Partout fabriques et usines commencent à fermer ; des dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé, le chômage augmente démesurément, la vie des ouvriers empire. Et pourtant, il y a des quantités de marchandises et les entrepôts fléchissent sous leur poids. Il en fut souvent ainsi avant la guerre ; l'industrie prospérait, les affaires des fabricants marchaient admirablement ; tout à coup, c'était la faillite, la ruine, le chômage, la stagnation dans les affaires ; puis la situation s'améliorait, les affaires redevenaient brillantes ; puis de nouveau la faillite, et ainsi de suite.

⁸ Pour les détails, voir plus loin, p. 48 et suivante, le chapitre sur la guerre impérialiste.

Comment expliquer cette situation insensée où les hommes, parmi les richesses et le superflu, deviennent des mendiants ?

La réponse n'est pas si simple que cela. Nous avons déjà vu que, dans la société capitaliste, règne la confusion, l'anarchie dans la production. Chaque entrepreneur produit pour son compte, à ses risques et périls. Il arrive tôt ou tard, avec un tel mode de production, qu'il y a trop de marchandises produites (surproduction). Quand on fabriquait des produits et non des marchandises, c'est-à-dire quand la production n'était pas destinée au marché, la surproduction n'était pas dangereuse. Il en est tout autrement dans la production de marchandises. Là, chaque fabricant, pour acheter les matières nécessaires à sa fabrication ultérieure, doit vendre d'abord ses propres marchandises. Une fois la machine arrêtée en un seul endroit, il y a, grâce à l'anarchie dans la production, répercussion immédiate d'une branche à l'autre.

Une crise générale éclate. Ces crises sont très destructives. Quantité de marchandises périssent. Les vestiges de la petite industrie sont comme balayés par un balai de fer. Même les grandes firmes souvent ne peuvent pas résister et périssent en partie.

Certaines fabriques ferment complètement, d'autres réduisent leur production, ne travaillent pas tous les jours de la semaine, d'autres enfin ferment momentanément. Le nombre des chômeurs augmente. L'armée industrielle de réserve s'accroît, augmentant la misère et l'oppression de la classe ouvrière. Pendant la crise, la condition de la classe ouvrière, déjà mauvaise, devient encore pire.

Voici quelques chiffres sur la crise de 1907-1910 qui embrassa l'Europe et l'Amérique, en un mot, tout l'univers capitaliste. Aux États-Unis, le nombre des chômeurs faisant partie des syndicats augmenta de la façon suivante : en juin 1907, 8,1% ; en octobre, 18,5% ; en novembre, 22% ; en décembre, 32,7% (dans le Bâtiment : 42% ; dans la Confection : 43,6% ; dans les Tabacs : jusqu'à 55%) ; il va de soi que le chômage total (y compris les ouvriers non syndiqués) a été encore plus grand. En Angleterre, le nombre des chômeurs constituait, pendant l'été de 1907, 3,4 à 4% ; en novembre, il atteignait 5%, en décembre 6,1%, en juin 1908 il s'élevait à 8,2%. En Allemagne, vers janvier 1908, le nombre des chômeurs était le double des années précédentes. De même dans les autres pays.

Pour ce qui est de la réduction de la production, la fabrication de la fonte est tombée, aux États-Unis, de 26 millions de tonnes en 1907 à 16 millions de tonnes en 1908.

Pendant la crise, les prix baissent. Alors, messieurs les capitalistes, pour ne pas perdre leur profit, ont recours au sabotage. En Amérique, par exemple, ils laissent s'éteindre les hauts-fourneaux. Plus curieuse encore la manière de faire des planteurs de café, au Brésil. Pour maintenir les hauts prix, ils jetaient à la mer des sacs de café. À l'heure qu'il est, le monde entier souffre de la faim et du manque de produits, et c'est le résultat de la guerre engendrée par le capitalisme. Or, en temps de paix, le capitalisme étouffait sous l'abondance des produits qui ne pouvaient être utiles aux ouvriers, faute d'argent dans les poches de ces derniers. De tout ce superflu, l'ouvrier n'obtenait qu'une chose : le chômage avec toutes ses horreurs.

17. Le développement du capitalisme et les classes ; l'aggravation des antagonismes de classes

Nous avons vu que la société capitaliste souffre de deux maux essentiels : d'abord, elle est « anarchique » (elle manque d'organisation) ; ensuite, elle est composée de deux sociétés (classes) ennemies. Nous avons vu également qu'avec le développement du capitalisme, l'anarchie de la production, qui se manifeste par la concurrence, amène une aggravation, une désorganisation, une ruine toujours plus grande. La désagrégation de la société, loin de diminuer, augmente. De même s'élargit et s'approfondit le fossé qui divise la société en deux parties, en classes. D'un côté, chez les capitalistes, s'accumulent

toutes les richesses de la terre ; de l'autre, dans les classes opprimées, il n'y a que misères, souffrances et larmes. L'armée industrielle de réserve embrasse des couches d'hommes découragés, abrutis, dénués de toute ressource. Mais même ceux qui ne chôment pas se distinguent, par leur manière de vivre, toujours davantage des capitalistes. La différence entre le prolétariat et la bourgeoisie ne cesse de croître. Jadis, il y avait toutes sortes de capitalistes moyens et petits dont beaucoup étaient très près des ouvriers et ne vivaient guère mieux qu'eux. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les gros manitous vivent comme personne n'aurait osé le rêver jadis. Certes, la situation des ouvriers, avec le développement du capitalisme, s'est améliorée ; jusqu'au commencement du XX^e siècle les salaires, en général, allaient en augmentant. Mais dans ce même laps de temps, le profit du capitalisme croissait plus rapidement encore. Actuellement la masse ouvrière est aussi éloignée du capitaliste que la terre du ciel. Plus le capitalisme se développe, plus s'élève la petite poignée de capitalistes riches, et plus profond devient l'abîme entre cette poignée de rois sans couronne et les millions de prolétaires asservis.

Nous avons dit que si le salaire augmente, le profit augmente bien plus rapidement, et que, par suite, le fossé entre les deux classes s'élargit toujours. Cependant, depuis le commencement du XX^e siècle, les salaires ne montent plus ; au contraire, ils baissent. Dans ce même temps, les profits ont augmenté comme jamais auparavant, de sorte que, dans ces derniers temps, l'inégalité sociale s'est aggravée avec une rapidité extraordinaire. Cette inégalité croissante ne pouvait manquer d'amener tôt ou tard un conflit entre ouvriers et capitalistes. Si la différence entre eux allait diminuant, si la situation matérielle des ouvriers se rapprochait de celle des capitalistes, la paix pourrait régner un jour sur terre. Mais, en fait, dans la société capitaliste, les ouvriers ne se rapprochent pas des capitalistes, mais s'en éloignent tous les jours. Et cela signifie que la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peut que s'aggraver irrémédiablement.

*Les savants bourgeois avaient fortement combattu ce point de vue. Ils voulaient prouver que la situation des ouvriers, dans la société capitaliste, s'améliorait de plus en plus. Après eux, les socialistes de droite ont embouché la même trompette. Les uns et les autres prétendent que les ouvriers s'enrichiront peu à peu et pourront devenir eux-mêmes de petits capitalistes. Cette opinion s'est bientôt révélée fausse. En réalité, la situation des ouvriers par rapport à celle des capitalistes a été de mal en pis. En voici la preuve par un exemple emprunté au pays capitaliste le plus avancé, aux États-Unis. Si nous évaluons à 100 la force d'achat du gain ouvrier (c'est-à-dire la quantité de produits que l'ouvrier peut acheter), en tenant compte des prix des denrées, dans les années 1890-1899, la force d'achat du **salaire** a été successivement de :*

En 1890: 98,6.

En 1895: 100,6.

En 1900: 103,0.

En 1905: 101,4.

En 1907: 101,5.

C'est dire que le niveau de vie des travailleurs ne s'est presque pas élevé, qu'il est resté presque stationnaire. L'ouvrier achetait autant de nourriture, de vêtements, etc. en 1890 que dans les années suivantes. Sa force d'achat n'avait monté que de très peu : 3%. Mais, dans le même temps, les millionnaires américains (les plus gros industriels) encaissaient des profits énormes, et la plus-value qu'ils empochaient grossissait démesurément. Naturellement, le niveau de vie des capitalistes s'accroissait aussi en même temps.

La *lutte de classes* s'appuie sur les antagonismes d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ils sont aussi irréconciliables que ceux entre les loups et les moutons. Chacun comprendra facilement qu'il est de l'intérêt du capitaliste de faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible et de les

payer le moins cher possible ; au contraire, l'ouvrier a tout intérêt à travailler le moins possible et à toucher le plus possible. Aussi, dès l'apparition de la classe ouvrière, la lutte ne pouvait manquer de s'engager pour *l'élévation des salaires et la réduction de la journée de travail*.

Cette lutte n'a jamais cessé et ne cessera jamais complètement. Cependant, elle n'a pas limité son objet à quelques centimes de salaire en plus. Partout où s'est développé le régime capitaliste, les masses sont arrivées à la conviction qu'il était nécessaire d'en finir avec le capitalisme lui-même. Les ouvriers commencèrent à réfléchir au moyen de substituer à ce régime abhorré un régime de travail juste et fraternel. Ainsi prit naissance le mouvement communiste de la classe ouvrière.

La lutte ouvrière a été souvent accompagnée de défaites. Mais le régime capitaliste porte en lui-même la victoire finale du prolétariat. Pourquoi ? Mais parce que le développement capitaliste entraîne la transformation en prolétaires de larges couches populaires ! La victoire du grand capital, c'est la ruine de l'artisan, du commerçant, du paysan ; elle grossit sans cesse les rangs des ouvriers salariés. Le prolétariat augmente en nombre à chaque avance du développement capitaliste. Mais le développement de ce régime ruine des dizaines de milliers, des millions de petits patrons et de paysans, foulés aux pieds par les capitalistes. Par là même augmente le nombre des prolétaires, des ennemis du régime capitaliste. Mais la classe ouvrière ne devient pas seulement plus nombreuse, elle devient, en outre, toujours plus solidaire, car en même temps que le capitalisme se développent aussi les grandes usines. Et chaque grande usine réunit dans ses murs des milliers, parfois des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant côte-à-côte. Ils voient comment l'entrepreneur capitaliste les exploite. Ils voient que l'ouvrier est, pour un autre ouvrier, un ami et un camarade. Dans le travail, les ouvriers, réunis par l'usine, apprennent à agir en commun. Il leur est plus facile de se mettre d'accord. C'est pourquoi, avec le développement du capitalisme, augmentent non seulement le nombre, mais la solidarité de la classe ouvrière.

À mesure que les fabriques se multiplient et que le capitalisme se développe, les artisans, les campagnards travaillant à domicile, les paysans se ruinent, et les villes énormes, aux millions d'habitants, s'accroissent plus rapidement. À la fin, sur une étendue relativement petite — dans les grandes villes — se rassemblent de grandes masses populaires, dont l'immense majorité est formée par le prolétariat des usines. Il remplit les quartiers malpropres et enfumés, tandis que la poignée des maîtres qui possèdent tout habite dans de luxueux hôtels. Cette poignée devient toujours moins nombreuse. Le nombre des ouvriers grandit, et ils se lient entre eux toujours plus étroitement.

Dans ces conditions, l'aggravation inévitable de la lutte se terminera nécessairement par la victoire de la classe ouvrière. Tôt ou tard, la classe ouvrière entrera en conflit aigu avec la bourgeoisie, la précipitera de son trône, détruira son État de proie et édifiera un ordre nouveau, l'ordre du travail, l'ordre communiste. Ainsi, le capitalisme, dans son développement, mène inévitablement à la *Révolution communiste du prolétariat*.

La lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie a pris des formes diverses. Les trois formes principales de l'organisation ouvrière qui ont surgi dans cette lutte sont :

- *Les syndicats, qui groupent les ouvriers d'après leur profession ;*
- *Les coopératives, surtout les coopératives de consommation, qui ont pour but la suppression des intermédiaires ;*
- *enfin, les partis politiques de la classe ouvrière (socialistes ou social démocrates, et communistes) qui inscrivent dans leurs programmes la lutte pour le pouvoir politique de la classe ouvrière.*

Plus la lutte entre les classes s'aggravait, et plus devaient s'unir ces formes du mouvement ouvrier pour atteindre le but commun : le renversement de la domination bourgeoise. Ceux des chefs du

mouvement ouvrier qui jugeaient le mieux la situation ont toujours hésité pour une union étroite et une collaboration de toutes les organisations ouvrières. Ils disaient, par exemple, qu'il fallait l'unité d'action entre les syndicats et le parti politique du prolétariat, et que, par conséquent, les syndicats ne sauraient être « neutres » (c'est-à-dire indifférents en matière politique), mais doivent marcher avec le parti de la classe ouvrière.

Dans ces derniers temps, le mouvement ouvrier a créé de nouvelles formes, très importantes, comme les Conseils d'ouvriers. Nous en reparlerons plus tard.

De ces observations sur le développement du régime capitaliste, nous pouvons, sans risque de nous tromper, déduire ce qui suit : *le nombre des capitalistes diminue, mais ils deviennent de plus en plus riches et de plus en plus puissants ; le nombre des ouvriers croît continuellement et leur solidarité grandit en même temps, mais pas dans les mêmes proportions ; la différence entre l'ouvrier et le capitaliste devient de plus en plus grande. Par conséquent, le développement du capitalisme conduit à un conflit inévitable de ces classes, c'est-à-dire à la Révolution communiste.*

18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste

Le capitalisme, ainsi que nous l'avons vu, creuse lui-même sa propre tombe, parce qu'il engendre ses propres fossoyeurs : les prolétaires ; plus il se développe, plus il multiplie le nombre de ses ennemis mortels, et plus il les réunit contre lui-même. Mais il prépare également le terrain pour une nouvelle organisation économique, fraternelle et communiste.

En effet, nous avons vu plus haut (§ 11. Le Capital) que le capital croît sans cesse. Une partie de la plus-value que le capitaliste arrache à l'ouvrier est ajoutée au capital, qui devient ainsi plus grand. Mais le capital une fois accru, on peut élargir la production. Cette augmentation du capital, sa croissance dans les mêmes mains s'appelle accumulation ou concentration du capital.

Nous avons vu également⁹ qu'au fur et à mesure du développement capitaliste, petite et moyenne production sont anéanties ; les industriels et les commerçants, petits et moyens, sont ruinés, sans parler des artisans : tous sont dévorés par le gros capital. Ce que possédaient les petits et moyens capitalistes, — leurs capitaux, — s'échappe de leurs mains, et, par différents chemins, se concentre dans celles des grands brigands, accroissant ainsi le capital de ces derniers. Ainsi, le capital, partagé jadis entre plusieurs possesseurs, se rassemble dans une seule main, dans un seul poing victorieux. Cette concentration du capital, autrefois dispersé, s'appelle la centralisation du capital.

La concentration et la centralisation du capital, c'est-à-dire son accumulation dans un petit nombre de mains, ne signifie pas encore la concentration et la centralisation de la production. Supposons que le capitaliste ait acheté, avec la plus-value accumulée, la petite fabrique de son voisin et l'ait fait travailler comme par le passé. Il y a bien accumulation, mais la production reste ce qu'elle était. Cependant, d'ordinaire, le capitaliste transforme alors la production, l'élargit et agrandit les fabriques elles-mêmes. Il n'y a plus seulement accroissement du capital, mais aussi de la production elle-même. La production devient énorme, emploie quantité de machines, réunit des milliers d'ouvriers. Il arrive qu'une douzaine de très grandes fabriques satisfasse aux besoins de tout un pays. Dans ce cas, les ouvriers produisent pour toute la société, le travail, comme on dit, est socialisé. Mais la direction et le profit appartiennent au capitaliste.

Cette centralisation et cette concentration de la production rendent également possible une production véritablement fraternelle, mais seulement après la Révolution prolétarienne. En effet, si

⁹ Cf. plus haut, p 32 et § 14.

cette concentration de la production n'existait pas et si le prolétariat prenait le pouvoir alors que la production est dispersée entre des centaines de milliers de tout petits ateliers où ne travaillent que deux ou trois ouvriers, il serait impossible d'organiser ces ateliers sur une base sociale. Plus le capitalisme est développé, plus la production est centralisée, et plus il est facile au prolétariat, après sa victoire, de diriger la production.

Donc, non seulement le capitalisme engendre ses ennemis et mène à la Révolution communiste, mais encore il crée la base économique pour la réalisation du régime communiste.

3. LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT

19. Caractéristiques du régime communiste

Nous avons vu pourquoi doit disparaître le régime capitaliste (et nous le voyons disparaître sous nos yeux). Il périclète parce qu'il contient en lui deux contradictions fondamentales : d'un côté, l'anarchie de la production, qui conduit à la concurrence, aux crises, aux guerres ; d'un autre côté, son caractère de classe, qui a pour conséquence inévitable la lutte de classes. La société capitaliste est comme un mécanisme mal ajusté, où une partie accroche toujours l'autre¹⁰. C'est pourquoi, tôt ou tard, cette machine doit inévitablement se briser.

Il faut, et c'est clair, que la nouvelle société soit plus solidement organisée que le capitalisme. Une fois que les contradictions fondamentales du capitalisme auront fait sauter le régime, il faut que, sur ses ruines, se forme une société nouvelle qui ignore les contradictions de l'ancienne. Les traits caractéristiques de la société communiste sont les suivants :

1. Elle doit être organisée, c'est-à-dire qu'elle ne doit : Contradictions principales du régime capitaliste, comporter ni anarchie dans la production, ni concurrence des entreprises privées, ni guerres, ni crises ;
2. Elle ne doit pas être une société de classes, composée de deux moitiés en lutte éternelle l'une avec l'autre et dont l'une est exploitée par l'autre.

Une société sans classes et où toute la production est organisée ne peut être qu'une société fraternelle, la société du travail, la société communiste.

Examinons cette société de plus près. Le fondement de la société communiste, c'est la propriété commune des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire que les machines, les appareils, les locomotives, les bateaux à vapeur, les bâtiments, les entrepôts, les élévateurs, les mines, le télégraphe et le téléphone, la terre et le bétail, sont la possession de la société qui en dispose. Ce n'est ni un capitaliste particulier, ni une association de quelques gens riches qui ont le droit d'en disposer, mais la société tout entière. Qu'est-ce que cela veut dire : la société tout entière ? Cela veut dire non pas une classe particulière, mais tous les hommes constituant la société. Dans ces conditions, la société se transforme en une immense communauté fraternelle. Là, ni dispersion de la production, ni anarchie. Au contraire, seul un tel régime permettra d'organiser la production. Là, point de lutte ni de concurrence entre les entrepreneurs, car toutes les fabriques, usines, mines, etc., ne sont, dans la société communiste, que les différentes sections d'un grand atelier populaire embrassant toute l'économie générale. Il va sans dire qu'une aussi formidable organisation suppose un programme général de la production. Si toutes les fabriques, toute la culture forment une immense association, il faut évidemment calculer exactement comment répartir les forces de travail entre les différentes branches de l'industrie ; quels produits il faut fabriquer et en quelle quantité ; comment et où diriger

¹⁰ Cf. plus haut et § 13 : *Contradictions principales du régime capitaliste.*

les forces techniques, et ainsi de suite. Tout cela doit être calculé d'avance, au moins approximativement, et il faut dans l'exécution se conformer au plan tracé. C'est bien ainsi que se traduit l'organisation de la production communiste. Sans un plan général et une direction commune, sans un calcul exact, il n'y a pas d'organisation. Dans le régime communiste, tout cela existe.

Mais l'organisation seule ne suffit pas. L'essentiel, c'est qu'elle soit une organisation fraternelle de tous les membres de la société. Le régime communiste, son caractère organisateur mis à part, se distingue encore par ce fait qu'il supprime l'exploitation, qu'il abolit la division de la société en classes. Car on peut se représenter l'organisation de la production, par exemple, de la façon suivante : une poignée de capitalistes possède tout, mais le possède en commun ; la production est organisée, les capitalistes ne se combattent plus, ne se font plus concurrence, mais soutirent ensemble de la plus-value à leurs ouvriers, devenus des demi-esclaves. Là, il y a bien organisation, mais il y a aussi exploitation d'une classe par une autre. Là, il y a bien propriété commune des moyens de production, mais dans l'intérêt d'une seule classe, la classe capitaliste. Ce n'est donc point-là du communisme, bien qu'il y ait organisation de la production. Une pareille organisation sociale ne supprimerait qu'une des contradictions fondamentales du capitalisme : l'anarchie de la production, mais elle renforcerait l'autre : la division de la société en deux camps ; la lutte de classe s'accentuerait encore. Cette société ne serait organisée qu'à moitié : la séparation en classes n'y serait pas abolie. La société communiste n'organise pas seulement la production, elle libère aussi les hommes de l'oppression d'autres hommes. Elle est intégralement organisée.

Le caractère social de la production communiste se manifeste dans tous les détails de son organisation. Dans le régime communiste, par exemple, il n'y aura pas de directeurs perpétuels d'usines, où des gens passent toute leur vie sur le même travail. Aujourd'hui, il en est ainsi. Un cordonnier fait toute sa vie des chaussures et ne voit rien en dehors de ses formes ; le pâtissier fait toute sa vie des gâteaux ; le directeur de fabrique ne fait que diriger et commander ; quant au simple ouvrier, il lui faut, sa vie durant, obéir et exécuter les ordres des autres. Rien de pareil dans la société communiste. Là, tous les hommes jouissent d'une large culture et sont au courant de toutes les branches de la production ; aujourd'hui, j'administre, je calcule combien il faudra fabriquer, pour le mois prochain, de pantoufles ou de petits pains ; demain, je travaille dans une savonnerie, la semaine suivante, peut-être, dans une serre de la ville, et trois jours après, dans une station électrique. Cela ne sera possible que lorsque tous les membres de la société jouiront d'une instruction convenable.

20. La répartition en régime communiste

Le mode communiste de production ne suppose pas non plus la production pour le marché, mais pour les besoins. Seulement, chacun ne travaille pas pour soi, c'est toute la communauté géante qui travaille pour tous. Il n'y a pas ici de marchandises, mais seulement des produits. Ces produits ne sont pas échangés les uns contre les autres, ils ne sont ni achetés, ni vendus. Ils sont tout simplement déposés dans les entrepôts communaux et livrés à ceux qui en ont besoin. Aussi, nul besoin d'argent. « Comment ferez-vous ? Allez-vous demander. L'une prendra trop et l'autre pas assez. Quel avantage y aura-t-il à cette répartition ? » Ajoutons encore ceci : Au début, pendant les 20 ou 30 premières années, peut-être faudra-t-il établir certaines règles : par exemple, tels produits seront seulement délivrés d'après certaines indications sur le livret de travail ou contre présentation de la carte de travail. Mais plus tard, une fois la société communiste consolidée et développée, tout cela sera superflu. Tous les produits seront abondants, toutes les plaies seront depuis longtemps fermées et chacun pourra prendre autant qu'il lui faudra. Mais les hommes n'auront-ils point intérêt à prendre plus qu'ils n'auront besoin ? Mais non. Personne, aujourd'hui même, n'aurait l'idée de payer, dans un tramway, trois places, pour n'en occuper qu'une et laisser vides les deux autres ; ce besoin n'existe pas. Il en sera de même pour tous les produits. Chacun retirera de l'entrepôt communal ce dont il a besoin, et tout

sera dit. Vendre son surplus, personne n'y aura intérêt, car chacun pourra prendre ce qu'il lui faut. De plus, l'argent n'aura pas de valeur. Donc, au début de la société communiste, les produits seront vraisemblablement distribués d'après le travail accompli et, plus tard, tout simplement d'après les besoins des membres de la communauté.

On dit très souvent que dans la société future, sera réalisé le droit de chacun au produit intégral de son travail : chacun recevra ce qu'il aura gagné. C'est inexact et ne pourra jamais être entièrement réalisé. Si chacun recevait tout ce qu'il a gagné, il serait impossible de développer la production, de l'étendre et de l'améliorer. Il faudra toujours qu'une partie du travail accompli serve à l'extension et au perfectionnement de la production. Si nous mangions ou usions tout ce que nous avons produit, on ne pourrait point fabriquer de machines : elles ne sont ni mangées, ni portées, n'est-ce pas ? Chacun comprend que la vie s'améliore par le développement et le perfectionnement des machines. Il en résulte qu'une partie du travail qui y est inclus n'est pas rendue à celui qui l'a exécuté. Donc, il ne sera jamais possible de donner à chacun le produit intégral de son travail. Et ce n'est pas du tout nécessaire. Avec de bonnes machines, la production sera organisée de telle sorte que tous les besoins seront satisfaits.

Ainsi, au début, la répartition des produits sera faite d'après le travail accompli (mais non d'après le « produit intégral du travail »), et plus tard, quand tout sera en abondance, d'après les besoins.

21. L'administration en régime communiste

Dans la société communiste, il n'y aura pas de classes. Mais, s'il n'y a pas de classes, il n'y aura pas non plus d'État. Nous avons déjà dit que l'État est l'organisation de classe du pouvoir ; l'État a toujours été employé par une classe contre une autre ; si l'État est bourgeois, il est dirigé contre le prolétariat ; s'il est prolétarien, il est dirigé contre la bourgeoisie. Mais dans le régime communiste, il n'y a ni prolétaires, ni capitalistes, ni ouvriers salariés : il n'y a que de simples humains, des camarades. Il n'y a pas de classes, pas non plus de lutte de classes, pas d'organisation de classe. Par conséquent, il n'y a pas d'État non plus ; l'État n'est d'aucune utilité puisqu'il n'y a pas de lutte de classes, là il n'y a personne à tenir en bride, ni personne pour le faire.

- Mais comment, demandera-t-on, pourra fonctionner, sans direction aucune, une organisation si formidable ? Qui élaborera le plan de la production sociale ? Qui répartira les forces ouvrières ? Qui calculera les recettes et les dépenses communes ? Bref, qui veillera au maintien de l'ordre ?

La réponse n'est pas difficile. La direction centrale incombera à divers bureaux de comptabilité et offices de statistique. C'est là que, jour par jour, seront tenus les comptes de toute la production et de tous ses besoins ; c'est là qu'on indiquera où il y a lieu d'augmenter ou de diminuer le nombre d'ouvriers et combien il faudra travailler. Et comme chacun, dès son enfance, étant habitué au travail en commun, comprendra que ce travail est nécessaire et que la vie est bien plus facile lorsque tout marche d'après un plan, on travaillera tous d'après les instructions de ces bureaux et offices. Plus besoin de ministres spéciaux, ni de police, ni de prisons, ni de lois, ni de décrets, ni de rien. De même que les musiciens dans un orchestre suivent le bâton du chef et se règlent sur lui, de même les hommes suivront les tableaux de statistique et y conformeront leur travail.

Il n'y aura donc plus d'État. Plus de groupe ou de classe qui soit au-dessus des autres. De plus, dans ces bureaux de comptabilité, aujourd'hui travailleront ceux-ci, demain ceux-là. La bureaucratie, le fonctionnarisme permanent disparaîtront. L'État sera mort.

Évidemment, ceci n'aura lieu que dans un régime communiste développé et affermi, après la victoire complète et définitive du prolétariat, et même pas immédiatement après cette victoire. Car la classe ouvrière sera obligée de lutter longtemps encore contre ses ennemis et surtout contre les vestiges du passé : fainéantise, négligence, criminalité, présomption. Il faudra bien deux ou trois générations de

gens élevés dans ces nouvelles conditions pour que soient supprimées, par l'État ouvrier, les lois, les peines, la répression et pour que disparaissent toutes les survivances de l'ancien régime capitaliste. Si jusque-là un État ouvrier reste indispensable, dans ce régime développé où auront déjà disparu les dernières traces du capitalisme, le pouvoir politique du prolétariat mourra également. Le prolétariat lui-même se fondra avec toutes les autres couches sociales, car toutes auront pris, petit à petit, l'habitude du travail en commun, et dans 20 ou 30 ans, il y aura un autre monde, d'autres hommes et d'autres mœurs.

22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme)

Le régime communiste, après avoir vaincu et guéri toutes les blessures, fera rapidement progresser les forces productives. Cette accélération des forces productives sera due aux raisons suivantes :

Premièrement, une grande quantité d'énergie humaine, jadis dépensée pour la lutte de classe, sera rendue libre. Représentons-nous combien se perdent présentement de force nerveuse, d'énergie, de travail, pour la politique, les grèves, les soulèvements et leur répression, la justice, la police, le pouvoir d'État, pour les efforts journaliers d'un côté comme de l'autre ! La lutte de classes engloutit énormément de forces et de moyens. Toutes ces forces seront libérées ; les hommes ne se combattront plus les uns les autres. Les forces libérées serviront au travail productif.

Deuxièmement : Les forces et les moyens qui sont détruits ou dépensés pour la concurrence, les crises, les guerres, seront conservés. Si l'on tient compte des seules pertes de guerre, cela représente déjà des sommes énormes. Et combien coûtent à la société la lutte entre vendeurs, la lutte entre acheteurs, la lutte des vendeurs contre les acheteurs ! Que de produits périssent inutilement dans les crises ! Combien de dépenses inutiles d'énergie proviennent du manque d'organisation et du désordre dans la production ! Toutes ces forces, perdues aujourd'hui, seront conservées dans la société communiste.

Troisièmement : L'organisation et un plan rationnel, non seulement empêchent les dépenses superflues (la grande industrie économise de plus en plus), mais permettent d'améliorer la technique. On produira dans les usines les plus grandes, avec les moyens techniques les meilleurs. Car, même en régime capitaliste, il y a des limites à l'introduction des machines. Le capitalisme n'a recours aux machines que lorsque la force de travail à bon marché lui manque. Dans le cas contraire, il n'a pas besoin des machines : il encaisse sans elles un beau profit. La machine ne lui est nécessaire que quand elle lui économise la force de travail coûteuse. Et comme, en général, en régime capitaliste, la force de travail n'est pas chère, la misère de la classe ouvrière devient un obstacle à l'amélioration technique. Cela se manifeste surtout dans l'agriculture, où la force de travail ayant toujours été bon marché, le développement du machinisme est très lent. En société communiste, il s'agit non du profit, mais des travailleurs eux-mêmes. Toute amélioration y est immédiatement saisie au vol et réalisée. Le communisme ne suit pas les voies du capitalisme. Les inventions techniques, en régime communiste, progresseront également, car tous les travailleurs recevront une bonne instruction, et ceux qui actuellement succombent de misère (par exemple, les ouvriers bien doués) pourront développer entièrement leurs aptitudes.

La société communiste éliminera le parasitisme, c'est-à-dire l'existence de consommateurs qui ne font rien et vivent aux dépens des autres. Tout ce qui, en société capitaliste, est gaspillé, mangé et bu par les capitalistes, servira, dans la société communiste, à la production ; les capitalistes, avec leurs laquais et leur suite, les prêtres, les prostituées, etc., disparaîtront, et tous les membres de la société feront un travail productif.

Le mode communiste de production signifie un développement énorme des forces productives, de sorte que chaque travailleur aura moins à faire. La journée de travail deviendra de plus en plus courte,

et les hommes seront libérés des chaînes imposées par la nature. Quand l'homme ne dépensera que peu de peine pour se nourrir et se vêtir, il consacra une grande partie de son temps à son développement intellectuel. La culture humaine s'élèvera à une hauteur jamais atteinte. Elle deviendra une culture générale vraiment humaine et non une culture de classe. En même temps que l'oppression de l'homme par l'homme, le joug de la nature sur l'homme disparaîtra. L'humanité mènera alors, pour la première fois, une vie vraiment raisonnable, au lieu d'une vie bestiale.

Les adversaires du communisme l'ont toujours représenté comme un partage égalitaire. Ils disent que les communistes veulent tout confisquer et tout partager entre tous d'une façon égale : la terre et les autres moyens de production, ainsi que les moyens de consommation. Rien n'est plus stupide qu'un tel racontar. D'abord, un partage général est impossible : on peut partager la terre, le bétail, l'argent. Mais on ne peut partager les chemins de fer, les machines, les bateaux à vapeur, les appareils compliqués, etc., etc... Ceci d'abord. Ensuite, ce partage ne réalise aucun progrès, mais il fait, au contraire, régresser l'humanité. Il signifierait la formation d'une masse de petits propriétaires. Or nous savons que de la petite propriété et de la concurrence entre petits propriétaires naît la grande propriété. Si donc le partage général était réalisé, l'histoire recommencerait et les hommes chanteraient à nouveau la vieille chanson.

Le communisme *prolétarien* (ou socialisme prolétarien) est une grande *économie commune, fraternelle*. Il découle de tout le développement de la société capitaliste et de la situation du prolétariat dans cette société. Du communisme il faut distinguer¹¹ :

1. **Le Socialisme lumpenprolétarien** (*l'Anarchisme*). Les anarchistes reprochent aux communistes de conserver le pouvoir de l'État dans la société future. C'est inexact, nous l'avons vu. La vraie différence consiste en ce que les anarchistes consacrent plus d'attention à la répartition qu'à la production ; ils se représentent l'organisation, non comme une grande organisation économique fraternelle, mais comme une multitude de petites communes « libres », s'administrant elles-mêmes.

Il est évident qu'un pareil régime ne saurait libérer l'humanité du joug de la nature : les forces productives n'y pourraient atteindre le niveau atteint en régime capitaliste, car l'anarchie n'accroît pas la production mais la disperse. Rien d'étonnant si, dans la pratique, les anarchistes penchent souvent vers le partage des objets de consommation et s'élèvent contre la grande production. Ils reflètent les idées et les aspirations non de la classe ouvrière, mais de ce qu'on appelle le Lumpenprolétariat, le prolétariat des va-nu-pieds qui vit mal sous le capitalisme, mais qui est incapable de tout travail indépendant et créateur.

2. **Le Socialisme petit-bourgeois** (*de la petite bourgeoisie urbaine*) : Il s'appuie non sur le prolétariat, mais sur les artisans en voie de disparition, sur la petite bourgeoisie des villes, et en partie sur les intellectuels. Il proteste contre le grand capital, mais seulement au nom de la « liberté » des petites entreprises. Il est, en général, favorable à la démocratie bourgeoise et opposé à la révolution socialiste, et cherche à atteindre son idéal par la « voie pacifique » : développement des coopératives, des associations de petits producteurs, etc... Sous le régime capitaliste, les coopératives dégénèrent souvent en vulgaires organisations capitalistes, et les coopérateurs eux-mêmes ne se distinguent presque en rien des purs bourgeois.
3. **Le Socialisme agraire**. — Il revêt différentes formes, frisant parfois l'anarchisme paysan. Son trait caractéristique, c'est qu'il ne se représente jamais le socialisme comme une grande économie et qu'il se rapproche beaucoup du partage et du nivellement : en opposition

¹¹ Ce qui va suivre ne vaut guère que pour la Russie d'avant la révolution. (Note de l'Ed.)

principalement avec l'anarchisme, il réclame un pouvoir fort, à la fois contre le propriétaire foncier et contre le prolétariat ; son programme est la « socialisation des terres » de nos socialistes-révolutionnaires. Ceux-ci veulent éterniser la petite production, ils craignent le prolétariat et la transformation de l'économie populaire en une grande association fraternelle. Du reste, parmi certaines couches paysannes, il existe encore d'autres espèces de socialisme plus ou moins proches de l'anarchisme, qui ne reconnaissent pas le pouvoir de l'État, mais de caractère pacifique (tel le communisme des Sectaires, des Doukhobors, etc.). Ces tendances agraires et paysannes ne pourront disparaître qu'après de longues années, lorsque la classe paysanne aura compris tous les avantages de la grande économie (nous en reparlerons par la suite).

4. **Le « Socialisme » esclavagiste et grand-capitaliste.** — En réalité, il n'y a pas ici ombre de socialisme. Si, dans les trois groupes ci-dessus, on en trouve encore des traces, si on y trouve encore une protestation contre l'oppression, celui-ci n'est qu'un mot destiné à brouiller fallacieusement les cartes. La mode en a été introduite par des savants bourgeois, et après eux par les socialistes conciliateurs (partiellement, même, par Kautsky et Cie). Tel était, par exemple, le « communisme » du philosophe de l'ancienne Grèce, **Platon**. Il consistait en une organisation des maîtres exploitants « en camarades » et « en commun » la masse des esclaves privés de tous droits. Parmi les maîtres, égalité complète et tout en commun. Les esclaves n'ont rien, ils sont transformés en bétail. Il est évident que cela « ne sent même pas » le socialisme. Un même « socialisme » est aujourd'hui prêché par certains professeurs bourgeois sous le nom de « socialisme d'État », avec cette seule différence que les esclaves sont remplacés par le prolétariat moderne et les maîtres par les plus gros capitalistes. En réalité, ici non plus, il n'y a pas ombre de socialisme ; c'est le **capitalisme d'État**, avec son travail obligatoire (nous en reparlerons plus loin).

Les socialistes bourgeois, agraire et lumpenprolétarien ont un trait commun : toutes ces espèces de socialisme non prolétarien ne tiennent pas compte de la véritable évolution. La marche de l'évolution conduit à l'agrandissement de la production. Or chez eux tout repose sur la petite production. C'est pourquoi ce socialisme n'est qu'un rêve, une « utopie », dont la réalisation reste absolument invraisemblable.

23. La dictature du prolétariat

Pour réaliser le régime communiste, il faut que le prolétariat ait en mains tout le pouvoir, toute la puissance. Il ne pourra renverser le vieux monde tant qu'il ne possédera pas cette puissance, tant qu'il ne sera pas devenu, pour un temps, la classe dominante. Il va de soi que la bourgeoisie ne cédera pas ses positions sans lutte. Car le communisme signifie pour elle la perte de son ancienne prédominance, la perte de sa « liberté » de soutirer à l'ouvrier sa sueur et son sang, la perte de son droit au profit, à l'intérêt, à la rente, etc. La révolution communiste du prolétariat, la transformation communiste de la société se heurtent par conséquent à la résistance la plus furieuse des exploités. La tâche du pouvoir ouvrier est donc de réprimer impitoyablement cette résistance. Et comme cette résistance sera inévitablement très forte, il faudra que le pouvoir du prolétariat soit une dictature ouvrière. « Dictature » signifie un gouvernement particulièrement sévère et beaucoup de décision dans la répression des ennemis. Naturellement, dans un tel état de choses, il ne saurait être question de « liberté » pour tous les hommes. La dictature du prolétariat est inconciliable avec la liberté de la bourgeoisie. Elle est nécessaire précisément pour priver la bourgeoisie de sa liberté, pour lui lier les pieds et les mains et lui enlever toute possibilité de combattre le prolétariat révolutionnaire. Plus la résistance de la bourgeoisie est grande, plus ses efforts sont désespérés, dangereux, et plus la dictature prolétarienne devra être dure et impitoyable et aller, dans les cas extrêmes, jusqu'à la terreur.

C'est seulement après la répression complète des exploiters, une fois leur résistance brisée, une fois la bourgeoisie mise hors d'état de nuire à la classe ouvrière, que la dictature du prolétariat s'adoucirait ; cependant, l'ancienne bourgeoisie se confondra petit à petit avec le prolétariat, l'État ouvrier s'éteindra graduellement, et toute la société se transformera en une société communiste sans classes.

Sous la dictature du prolétariat, qui n'est qu'une institution temporaire, les moyens de production appartiennent, non à toute la société sans exception, mais uniquement au prolétariat, à son organisation d'État. C'est la classe ouvrière, c'est-à-dire la majorité de la population, qui monopolise temporairement tous les moyens de production. C'est pourquoi les rapports de production ne sont pas complètement communistes. Il existe encore une division de la société en classes ; il y a encore une classe dominante : le prolétariat ; une monopolisation, par cette nouvelle classe, de tous les moyens de production ; un pouvoir d'État (le pouvoir du prolétariat) qui soumet ses ennemis. Mais à mesure qu'est brisée la résistance des anciens capitalistes, propriétaires, bourgeois, généraux et évêques, le régime de la dictature prolétarienne devient, sans révolution aucune, le communisme.

La dictature prolétarienne est non seulement une arme pour la répression de l'ennemi, mais aussi le levier de la transformation économique. Il faut, par cette transformation, substituer à la propriété privée des moyens de production la propriété sociale ; il faut enlever à la bourgeoisie (« exproprier ») les moyens de production et de circulation. Qui donc le fera et qui est tenu de le faire ? Évidemment, ce ne sont pas des individus, même d'origine prolétarienne. Si cela était fait par des individus ou même par de petits groupes séparés, ce serait, dans le meilleur cas, un partage, et, dans le pire, un simple brigandage. Il est donc clair que l'expropriation de la bourgeoisie doit s'accomplir par la force organisée du prolétariat. Et cette force est précisément l'État dictatorial prolétarien.

De toutes parts s'élèvent des objections à la dictature du prolétariat. Il y a d'abord les anarchistes. Ils disent qu'ils luttent contre tout pouvoir, contre tout État, tandis que les bolcheviks communistes sont pour le pouvoir des Soviets. Or, tout pouvoir est violence, limitation de la liberté. Aussi faut-il renverser les bolcheviks, le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat. Plus de dictature, plus d'État ! Ainsi parlent les anarchistes, avec l'illusion de se croire révolutionnaires. En réalité, ils ne sont plus à la gauche, mais à la droite des communistes. Pourquoi la dictature ? Pour donner le dernier coup à la domination de la bourgeoisie, pour soumettre par la violence (nous le disons ouvertement) les ennemis du prolétariat. La dictature du prolétariat, c'est une hache aux mains du prolétariat. Celui qui n'en veut pas, qui a peur des actions décisives et craint de faire du tort à la bourgeoisie, celui-là n'est pas révolutionnaire. Lorsque la bourgeoisie sera complètement vaincue, nous n'aurons plus besoin de la dictature du prolétariat. Mais tant qu'il s'agit d'un combat mortel, le devoir sacré de la classe ouvrière consiste dans la répression absolue de ses ennemis. Entre le Communisme et le Capitalisme, il faut une période de dictature du prolétariat.

Contre la dictature se dressent aussi les sociaux-démocrates, en particulier les mencheviks. Ces messieurs ont complètement oublié leurs propres écrits d'autrefois. Dans notre ancien programme, élaboré en commun avec les mencheviks¹², il est dit textuellement : « La condition indispensable de la révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique qui lui permettra de briser toute résistance des exploiters. » Cette thèse a été souscrite en parole par les mencheviks. Mais lorsqu'il s'agit de passer à l'action, ils se mettent à crier contre la violation des libertés de la bourgeoisie, contre l'interdiction des journaux bourgeois, contre la « terreur des bolcheviks », etc. Cependant, Plekhanov lui-même approuvait jadis complètement les mesures les plus impitoyables contre la bourgeoisie ; il disait que nous pouvions la priver du droit de vote, etc. Actuellement, tout cela est oublié par les mencheviks, qui sont passés dans le camp de la bourgeoisie.

¹² En 1903, avant la séparation entre social-démocrates bolcheviks et social-démocrates mencheviks. (Note de l'Ed.)

Beaucoup de gens nous font enfin des objections d'ordre moral. On dit que nous raisonnons comme des Hottentots. Le Hottentot dit : « *Quand je vole la femme de mon voisin, c'est bien ; quand c'est lui qui me vole la mienne, c'est mal.* » Et les bolcheviks, dit-on, ne se distinguent en rien de ces sauvages, car ne disent-ils pas : « *Quand la bourgeoisie violente le prolétariat, c'est mal ; quand le prolétariat violente la bourgeoisie, c'est bien.* »

Ceux qui parlent ainsi ne comprennent pas du tout ce dont il s'agit. Chez les Hottentots, il y a deux hommes égaux qui, pour la même raison, se volent leurs femmes. Mais le prolétariat et la bourgeoisie ne sont pas égaux. Le prolétariat est une classe formidable, la bourgeoisie n'est qu'une poignée d'individus. Le prolétariat lutte pour l'affranchissement de toute l'humanité, la bourgeoisie pour le maintien de l'oppression, de l'exploitation, des guerres ; le prolétariat lutte pour le communisme, la bourgeoisie pour maintenir le capitalisme. Si le capitalisme et le communisme étaient une seule et même chose, la bourgeoisie et le prolétariat ressembleraient aux Hottentots. Mais, seul, le prolétariat lutte pour le monde nouveau : tout ce qui se met au travers du combat est nuisible.

24. La conquête du pouvoir politique

Le prolétariat réalise sa dictature par la conquête du pouvoir politique. Mais qu'est-ce que la conquête du pouvoir ? Beaucoup de gens croient qu'il est aussi simple d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie que de faire passer une balle d'une poche dans une autre.

Cette manière de voir est tout à fait fautive, et avec un peu de réflexion, nous verrons où se trouve l'erreur.

L'État est une organisation. L'État bourgeois est une organisation bourgeoise dans laquelle des rôles déterminés sont affectés aux hommes : des généraux, pris parmi les riches, sont à la tête de l'armée, des ministres, riches également, à la tête de l'administration, etc. Lorsque le prolétariat lutte pour le pouvoir, contre qui lutte-t-il ? Avant tout, contre cette organisation bourgeoise. Mais s'il lutte contre elle, sa tâche est de lui porter des coups, de la détruire. Et comme la force principale de l'État consiste dans son armée, il faut avant tout, pour vaincre la bourgeoisie, miner et détruire l'armée bourgeoise. Les communistes allemands ne peuvent renverser Scheidemann et Noske sans détruire au préalable leur garde blanche. Tant que l'armée de l'adversaire reste intacte, la révolution ne peut vaincre ; si la révolution est victorieuse, l'armée de la bourgeoisie se décompose et s'effrite. C'est pourquoi, par exemple, la victoire sur le tsarisme n'était qu'une destruction partielle de l'État tsariste, une décomposition partielle de l'armée ; seule la victoire de la révolution d'Octobre acheva la destruction de l'appareil d'État du Gouvernement provisoire et la dissolution de l'armée de Kerensky.

Ainsi, la révolution détruit le pouvoir ancien et crée un pouvoir nouveau. Il est évident que dans ce nouveau pouvoir entrent certains éléments essentiels de l'ancien, mais ils y trouvent une autre utilisation. La conquête du pouvoir d'État n'est donc pas la conquête de l'ancienne organisation, mais la création d'une organisation nouvelle : l'organisation de la classe qui a vaincu dans la lutte.

Cette question a une valeur pratique énorme. On reproche, par exemple, aux bolcheviks allemands (comme autrefois aux bolcheviks russes) de décomposer l'armée et de favoriser l'indiscipline, la désobéissance aux généraux, etc. Cette accusation paraissait et paraît encore grave à beaucoup de gens. Et pourtant elle n'a rien de si effrayant. Une armée qui marche contre les ouvriers sur l'ordre de généraux et de bourgeois, qui sont pourtant nos compatriotes, cette armée, il faut la détruire, sinon la révolution est morte. Nous n'avons rien à craindre de cette destruction de l'armée bourgeoise, et c'est un mérite pour un révolutionnaire de détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie. Là où la discipline bourgeoise n'est pas rompue, la bourgeoisie est invincible. On ne peut désirer la soumettre et, en même temps, craindre de lui faire du mal.

25. Le parti communiste et les classes dans la société capitaliste

Pour que, dans un pays, le prolétariat puisse vaincre, il faut qu'il soit uni et organisé, qu'il ait son parti communiste qui voie clairement où mène le capitalisme, qui comprenne la vraie situation politique et les vrais intérêts de la classe ouvrière, qui lui explique cette situation, le mène à la bataille et dirige le combat.

Jamais aucun parti n'a groupé dans ses rangs tous les membres d'une classe : nulle classe n'a encore atteint un pareil degré de conscience. Ordinairement, entrent dans un parti les membres les plus avancés d'une classe, les plus conscients de leurs intérêts de classe, les plus hardis, les plus énergiques, les plus tenaces dans la lutte. Aussi, ce parti est-il toujours bien moins nombreux que la classe qu'il défend. Mais comme le parti défend précisément la classe, il a ordinairement le rôle dirigeant. Il dirige toute la classe, et la lutte des classes pour le pouvoir prend la forme d'une lutte des partis politiques pour le pouvoir. Pour comprendre la nature des partis politiques, il faut examiner la situation des différentes classes de la société capitaliste. Cette situation détermine des intérêts de classe, dont la défense constitue précisément la tâche essentielle des partis politiques.

Les propriétaires fonciers. — Dans la première période du développement capitaliste, la culture était basée sur le travail de paysans à moitié esclaves. Les propriétaires leur donnaient la terre dont ils payaient le fermage, soit en nature (par exemple la moitié des fruits), soit en argent. La classe propriétaire était intéressée à ce que les paysans n'aillent pas dans les villes, elle s'opposait à toute innovation, afin de conserver dans le village des rapports de demi esclavage ; aussi, était-elle contraire au développement de l'industrie. Ces propriétaires, qui possédaient d'anciens biens nobiliaires, ne s'occupaient pas eux-mêmes, pour la plupart, de leur exploitation et vivaient, en parasites, du travail de leurs paysans. Par suite, les partis des propriétaires fonciers ont toujours été et sont encore les piliers de la plus noire réaction : ils tendent partout à la restauration de l'ancien régime, avec la domination des propriétaires et du tsar, avec la prééminence de la noblesse et l'asservissement complet des paysans et des ouvriers. Ce sont les partis conservateurs ou, plus exactement, réactionnaires.

Comme les militaires, de tout temps, sont sortis des rangs des propriétaires nobles, rien d'étonnant que le parti des propriétaires soit en excellents termes avec les généraux et les amiraux. Il en est ainsi dans tous les pays.

On peut citer les « junkers » (grands propriétaires) prussiens, parmi lesquels on choisit le corps des officiers ; citons aussi la noblesse russe, ceux dont on appelait les représentants à la Douma les « sauvages » et les « aurochs ». Le Conseil d'État tsariste était composé en grande partie de représentants de cette classe. Ces grands propriétaires appartenant à d'anciennes familles, comtes, princes, etc., etc., possédaient autrefois des milliers de serfs. En Russie, il y avait plusieurs partis de propriétaires fonciers : l'Union du peuple russe, les nationalistes (Kroupensky), les octobristes de droite, etc.

La bourgeoisie capitaliste. — Son intérêt est d'obtenir le profit le plus élevé de « l'industrie nationale », c'est-à-dire la plus-value suée par la classe ouvrière. Il est clair que ses intérêts ne se confondent pas tout à fait avec ceux des propriétaires. Lorsque le capital pénètre au village, il y détruit l'ancien ordre des choses ; il attire le paysan à la ville, où il crée un immense prolétariat, il éveille dans les villages de nouveaux besoins ; les paysans, naguère paisibles, commencent à devenir « turbulents ». Toutes ces innovations ne plaisent pas aux propriétaires. Au contraire, pour la bourgeoisie capitaliste, elles sont le gage de sa prospérité. Plus la ville attire de paysans, plus nombreuse est la force de travail au service des capitalistes, moins cher elle sera payée. Plus la campagne se dépeuple, plus nombreux sont les petits patrons qui cessent de fabriquer pour leur propre usage, plus vite disparaît l'ancien ordre de

choses où la campagne produisait tout pour son propre usage, plus s'élargissent les débouchés pour les produits manufacturés, et plus le profit de la classe capitaliste augmente.

C'est pourquoi la classe capitaliste murmure contre les vieux propriétaires. Il y a aussi des propriétaires capitalistes qui cultivent eux-mêmes à l'aide de travail salarié et de machines ; leurs intérêts les rapprochant de la bourgeoisie, ils entrent, en général, dans les partis de la haute bourgeoisie. Et naturellement leur lutte principale est dirigée contre la classe ouvrière. Lorsque la classe ouvrière lutte uniquement, ou presque, contre les propriétaires fonciers, la bourgeoisie reste bienveillante (par exemple, en Russie, de 1904 à octobre 1905). Mais lorsque les ouvriers commencent à concevoir leur intérêt communiste et se dressent contre la bourgeoisie, celle-ci s'allie aux propriétaires contre les ouvriers. Actuellement, dans tous les pays, les partis de la bourgeoisie capitaliste (qu'on appelle les partis libéraux) mènent une lutte acharnée contre le prolétariat révolutionnaire et forment le grand état-major politique de la contre-révolution.

En Russie, ce sont : le « *Parti de la Liberté du Peuple* », appelé aussi « Parti Constitutionnel-Démocrate » ou, simplement, « *Cadet* » (K.D.), ainsi que le parti, presque disparu, des « *Octobristes* ». La bourgeoisie industrielle, les propriétaires capitalistes, les banquiers, ainsi que leurs défenseurs, les intellectuels (*professeurs, avocats bien payés, écrivains à la mode, directeurs de fabriques et d'usines*) constituent le noyau de ces partis.

En 1905, ils murmuraient contre l'autocratie, mais ils craignaient déjà les ouvriers et les paysans ; après la Révolution de Février 1917 ce sont les Cadets qui se mirent à la tête de tous les partis coalisés contre le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire contre les bolcheviks-communistes.

En 1918-1919, les Cadets ont dirigé tous les complots contre le pouvoir des Soviets, et ont participé aux gouvernements du général Denikine et de l'amiral Koltchak. Bref, ce parti, devenu le chef de la réaction sanglante, s'est fondu complètement avec les partis des propriétaires. Car, sous la pression de la classe ouvrière, tous les groupes de grands propriétaires se réunissent en une seule armée noire, à la tête duquel se place d'ordinaire le parti le plus énergique.

La petite-bourgeoisie urbaine et les intellectuels petits-bourgeois. — En font partie : les artisans, les petits boutiquiers, les petits intellectuels employés et les petits fonctionnaires. En somme, ce n'est pas une classe, mais une masse très hétérogène. Tous ces éléments, plus ou moins exploités par le capital, travaillent souvent au-dessus de leurs forces. Beaucoup périssent au cours du développement capitaliste. Mais leurs conditions de travail sont telles que, pour la plupart, ils ne se rendent pas compte du caractère désespéré de leur situation sous la domination capitaliste. Prenons par exemple un artisan. Il travaille comme un bœuf. Le capital l'exploite de diverses façons ; il est exploité par l'usurier, par le grand magasin pour lequel il travaille, etc. Mais il se considère comme un petit patron : travaillant avec ses propres instruments, il est en apparence « indépendant » (quoique, en réalité, il soit pris, de toutes parts, dans la toile d'araignée du capitalisme) ; il espère toujours « réussir » par ses propres forces (« quand mes affaires se seront améliorées, pense-t-il continuellement, je m'achèterai ceci ou cela »). Il s'efforce de se fondre, non avec les ouvriers, — qu'il ne veut pas imiter, — mais avec les patrons, car, dans son âme, il espère un jour devenir aussi patron. C'est pourquoi, bien que pauvre comme un rat d'église, il est plus près de ses exploiters que de la classe ouvrière. Les partis petits-bourgeois prennent souvent l'étiquette de parti « *radicaux* », « *républicain* », parfois même « *socialiste* ¹³ ». Il est très difficile de faire sortir le petit patron de son erreur, et ce n'est pas sa « faute », c'est son malheur.

En Russie, les partis petits-bourgeois se mettaient, plus que partout ailleurs, le masque socialiste : tels les « Socialistes Populaires », les « Socialistes-Révolutionnaires », les « Mencheviks ». Il faut noter que les Socialistes-

¹³ CF. plus haut. P 41 et suiv.

Révolutionnaires s'appuyaient, principalement, dans les campagnes, sur les éléments moyens et sur les exploités.

Les paysans. — Les paysans, à la campagne, occupent une position analogue à celle de la petite bourgeoisie dans les villes. Eux non plus ne forment pas une classe à proprement parler, car, sous le régime capitaliste, ils se morcellent continuellement. Dans chaque village, certains partent à la recherche de travail et finissent par devenir des prolétaires, tandis que d'autres deviennent des exploités. Les paysans moyens sont également un élément très instable : certains d'eux se ruinent, devenant des « paysans sans cheval ¹⁴ », et ensuite des valets de ferme, ouvriers agricoles, artisans ou ouvriers de fabrique ; d'autres améliorent graduellement leur situation, achètent une ferme, des machines, louent des domestiques, bref, deviennent entrepreneurs-capitalistes. La paysannerie ne constitue donc pas une classe. Il y faut distinguer au moins trois groupes : la bourgeoisie agricole, exploitant le travail salarié ; les paysans moyens, travaillant eux-mêmes, sans exploiter le travail salarié, et enfin les semi-prolétaires et prolétaires.

Il n'est pas difficile de comprendre que, suivant leur situation, tous ces groupes prennent une attitude différente dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les paysans aisés sont d'ordinaire les alliés de la bourgeoisie, et très souvent même des gros propriétaires (en Allemagne, par exemple, les « gros paysans », comme on les appelle, entrent dans les mêmes partis que les prêtres et les propriétaires ; de même en Suisse, en Autriche, et, en partie, en France ; en Russie, les paysans aisés soutenaient déjà, en 1918, tous les complots contre-révolutionnaires). Les couches semi-prolétariennes et prolétariennes soutiennent naturellement les ouvriers dans leur lutte contre la bourgeoisie et les paysans aisés. En ce qui concerne le « paysan moyen », la chose est plus compliquée.

Si les *paysans moyens* comprenaient qu'il n'y a pas d'issue possible pour la plupart d'entre eux, sous le régime capitaliste, que seuls, quelques-uns d'entre eux pourront devenir de « gros bonnets » de village, tous les autres étant condamnés à une vie misérable, tous soutiendraient résolument les ouvriers. Mais le malheur est qu'il en est des paysans moyens comme des artisans et de la petite bourgeoisie urbaine. Chacun espère, dans les profondeurs de son âme, s'enrichir. Mais, d'un autre côté, ils sont opprimés par le capitaliste, l'usurier, le propriétaire. C'est pourquoi la plupart d'entre eux oscillent entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ne peuvent accepter le point de vue ouvrier, mais, d'autre part, ils craignent le gros propriétaire comme le feu.

Cela se constate chez nous, en Russie, avec une acuité particulière. Les paysans moyens soutinrent les ouvriers contre le gros propriétaire et le paysan aisé, mais ensuite, craignant que la « commune » n'empire leur situation, ils marchèrent contre les ouvriers ; les paysans aisés réussirent à les séduire ; mais lorsque le danger du gros propriétaire (Denikine, Koltchak) menaça à nouveau, ils recommencèrent à soutenir les ouvriers.

Même situation dans la lutte des partis. Les paysans moyens marchèrent tantôt avec le parti ouvrier (les bolcheviks-communistes), tantôt avec celui des paysans aisés et des gros propriétaires (les socialistes-révolutionnaires).

La classe ouvrière (le prolétariat) n'a rien à perdre, sauf ses chaînes. Non seulement, elle est exploitée par les capitalistes, mais, nous l'avons déjà vu, le cours du développement capitaliste la cimente en une force puissante, homogène, habituée à travailler et à lutter en commun. C'est pourquoi la classe ouvrière est la classe la plus avancée de la société capitaliste, son parti le parti le plus avancé, le plus révolutionnaire qui puisse exister.

¹⁴ Expression usitée en Russie pour désigner les paysans pauvres. (Note de l'Ed.)

Il est naturel aussi que ce parti ait pour but la révolution communiste. Et pour atteindre ce but, le parti du prolétariat doit se montrer irréconciliable. Il n'a pas à marchander avec la bourgeoisie, mais à la renverser et à en briser la résistance. Il doit « démasquer l'abîme infranchissable entre les intérêts des exploités et ceux des exploités » (ainsi s'exprimait notre ancien programme, signé également par les mencheviks qui l'ont malheureusement tout à fait oublié et font maintenant les yeux doux à la bourgeoisie).

Mais, quelle position notre parti doit-il prendre à l'égard de la *petite bourgeoisie* ?

Après ce que nous avons dit plus haut, notre position est claire. Il faut lui démontrer de toutes manières que tout espoir en une vie meilleure, sous le régime capitaliste, est mensonge ou chimère. Il nous faut expliquer inlassablement au paysan moyen qu'il doit passer résolument dans le camp du prolétariat, lutter aux côtés du prolétariat, en dépit de toutes les difficultés ; nous devons indiquer que la victoire de la bourgeoisie ne profiterait qu'aux paysans aisés, transformés en nouveaux propriétaires. Bref, il faut appeler tous les travailleurs à une entente avec le prolétariat, en se plaçant au point de vue de la classe ouvrière. La petite bourgeoisie et les paysans moyens sont pleins de préjugés qui ont leur origine dans leurs conditions d'existence. Notre devoir est de leur expliquer les choses telles qu'elles sont et que la situation de l'artisan et du petit paysan, en régime capitaliste, est sans espoir. En régime capitaliste, le paysan aura toujours sur le dos un propriétaire ; c'est seulement après la victoire et l'affermissement du pouvoir prolétarien qu'on pourra construire la vie sur des bases nouvelles. Et comme seul le prolétariat peut vaincre par sa solidarité et son organisation, et grâce à un parti fort et résolu, il nous faut appeler dans ses rangs tous les travailleurs à qui cette nouvelle vie est chère et qui ont appris à penser, à vivre et à lutter en prolétaires.

Nous voyons par l'exemple de l'Allemagne et de la Russie l'importance d'un parti communiste résolu et combatif. En Allemagne, où le prolétariat était développé, il n'y avait point cependant, avant la guerre, de parti combatif de la classe ouvrière pareil à celui des bolcheviks russes. C'est seulement pendant la guerre que les camarades Karl [Liebknecht](#), Rosa [Luxemburg](#) et autres se mirent à organiser un véritable parti communiste. C'est pourquoi, en 1918-1919, malgré toute une série de soulèvements, les ouvriers allemands n'ont pu vaincre la bourgeoisie. En Russie, au contraire, il y avait un véritable parti de classe — le nôtre. Grâce à cela, le prolétariat russe fut bien dirigé, et, malgré toutes les difficultés, il fut le premier prolétariat à pouvoir montrer une telle union et à vaincre si rapidement. Notre parti, sous ce rapport, peut servir d'exemple aux autres partis communistes. Sa cohésion et sa discipline sont connues de tout le monde. Il est véritablement le parti le plus combatif, celui qui dirige la révolution prolétarienne.

4. COMMENT LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME A CONDUIT À LA REVOLUTION COMMUNISTE

(L'impérialisme, la guerre et la faillite du capitalisme)

26. Le capital financier

Nous avons vu qu'il y a entre les entrepreneurs des luttes acharnées et ininterrompues autour de l'acheteur, et que, dans cette lutte, les grands entrepreneurs triomphent toujours. Les petits capitalistes ont le dessous et succombent, tandis que le capital et la production se concentrent entre les mains des plus gros capitalistes (concentration et centralisation du capital). Peu après 1880, le capital était déjà assez fortement centralisé. Alors surgirent, à la place des anciens entrepreneurs individuels, des sociétés par actions qui étaient, bien entendu, des sociétés de capitalistes. Qu'est-ce

que ces sociétés ? Quelle est leur origine ? La réponse n'est pas difficile. Chaque entreprise nouvelle devait disposer, dès l'abord, d'un capital assez considérable. Une entreprise faiblement financée n'avait que peu de chances de vivre, car elle était immédiatement encerclée par de puissants rivaux, les grands industriels ; si elle ne voulait pas périr, mais vivre et prospérer, la nouvelle entreprise devait être, dès le début, solidement organisée. Ce qui n'était possible que si elle disposait, du premier coup, d'un gros capital. *Telle est l'origine de la société par actions. Elle est caractérisée par ce fait que quelques grands capitalistes exploitent les capitaux des petits capitalistes et même la petite épargne des non capitalistes (employés, paysans, fonctionnaires, etc.).* Chacun verse une ou plusieurs parts et reçoit en échange un ou plusieurs bouts de papier, une ou plusieurs « actions », qui lui donne le droit de toucher une part du revenu. Cette accumulation de sommes versées produit d'un seul coup un fort capital par actions.

Lorsque surgirent *les sociétés par actions*, certains savants bourgeois et, avec eux, les socialistes conciliateurs, déclarèrent qu'une ère nouvelle commençait, que le capital ne menait pas à la domination d'une poignée de capitalistes, mais qu'au contraire chaque employé pourrait, avec ses économies, acheter une action et devenir capitaliste. Le capital allait devenir ainsi de plus en plus démocratique et la différence entre le capitaliste et l'ouvrier allait disparaître sans révolution.

Tout ça n'était que plaisanterie. C'est le contraire qui est arrivé. Les gros capitalistes n'ont fait qu'exploiter les petits pour leurs propres fins, et la centralisation du capital a progressé encore plus rapidement qu'auparavant, car la lutte s'est engagée entre les grandes sociétés par actions.

Il est facile de comprendre pourquoi les grands capitalistes actionnaires ont fait des petits actionnaires leurs auxiliaires. Le petit actionnaire, habitant souvent une ville lointaine, ne peut faire des centaines de kilomètres pour assister à l'assemblée générale des actionnaires. Et même si des petits actionnaires sont présents, ils ne sont pas organisés¹⁵. En revanche, les gros actionnaires, qui sont organisés et qui savent ce qu'ils veulent, parviennent aisément à leurs fins. *L'expérience a montré qu'il leur suffit de posséder un tiers des actions pour être les maîtres absolus de l'entreprise.*

Mais la concentration et la centralisation du capital ne s'arrêtèrent pas là. Les dernières décades ont vu surgir, à la place des entreprises individuelles et des sociétés par actions, des sociétés de sociétés capitalistes, des syndicats (ou cartels) et des trusts. Supposons que, dans une branche de production, par exemple dans l'industrie textile ou l'industrie métallurgique, les petits capitalistes aient déjà disparu ; il ne reste que cinq ou six entreprises énormes qui produisent presque toutes les marchandises de cette branche. Elles entrent en lutte, baissent, pour se concurrencer, leur prix, d'où une baisse de profit. Supposons maintenant que quelques-unes de ces entreprises soient plus fortes que les autres. Elles vont continuer la lutte jusqu'à ce que les plus faibles soient ruinées. Mais admettons que leurs forces à toutes soient à peu près égales : elles ont la même puissance de production, un nombre égal d'ouvriers, les mêmes machines, le même prix de revient. Qu'arrivera-t-il ? La lutte ne donnera la victoire à personne, épuisera chaque entreprise également, diminuera le profit de tous. Alors les capitalistes arriveront à cette conclusion : « À quoi bon nous gêner mutuellement les prix ? Ne vaudrait-il pas mieux nous unir et dévaliser le public en commun ? Si nous nous unissons, plus de concurrence, toutes les marchandises seront entre nos mains et nous pourrons hausser les prix à notre gré. » Ainsi naît une association de capitalistes : un **syndicat** ou un **trust**.

Le *syndicat* (ou cartel) se distingue du *trust*. Lorsqu'ils forment un syndicat, les capitalistes conviennent entre eux qu'ils ne vendront pas les marchandises au-dessous d'un certain prix, qu'ils se partageront les commandes ou les débouchés (« tu ne vendras qu'en tel endroit, et moi qu'en tel autre », etc.).

¹⁵ En France tout au moins, il faut posséder un nombre d'actions relativement élevé pour pouvoir assister à l'assemblée générale des actionnaires qui élit le conseil d'administration. (Note de l'Ed.)

Mais la direction du syndicat ne peut fermer aucune des entreprises : chacune fait partie de l'association, tout en gardant une certaine indépendance. Dans un trust, au contraire, les entreprises s'unissent si étroitement que chaque entreprise perd toute indépendance : la direction d'un trust peut fermer une usine, la transformer, la transférer ailleurs, si cela est avantageux pour le trust. Le propriétaire de cette entreprise continue évidemment à toucher son profit, qui augmente même, mais tout est dirigé par l'union étroite et cohérente des capitalistes, par le trust.

Les *syndicats* et les *trusts* dominent presque entièrement le marché. Ils ne craignent aucune concurrence, ils l'ont étouffée complètement et remplacée par le monopole capitaliste, c'est-à-dire par la domination du *trust*.

Ainsi, la *concentration* et la *centralisation* du capital ont écarté graduellement la concurrence. La concurrence s'est dévorée elle-même, car, plus elle grandissait, plus la centralisation progressait rapidement, et plus rapidement aussi se ruinaient les capitalistes les plus faibles. À la fin, la concentration du capital tuait elle-même cette concurrence qui l'avait fait naître. Au libre jeu de l'entreprise, c'est-à-dire à la libre concurrence, se substituait la domination des entreprises monopolisées, des syndicats et des trusts.

Il suffit de quelques exemples pour apprécier la force gigantesque des trusts et des syndicats. Aux États-Unis, en 1900, la part des syndicats était, dans la production textile, de plus de 50%, dans la production minière de 54%, dans la papeterie de 60%, dans la production métallurgique (sauf le fer et l'acier) de 84%, dans la production du fer et de l'acier de 84%, dans la production chimique de 81%, etc... Inutile de dire qu'à l'heure actuelle leur part a grandi démesurément. En fait, toute la production américaine est maintenant concentrée entre les mains de deux trusts : le trust du naphte (pétrole) et le trust de l'acier. De ces deux trusts dépendent tous les autres.

En Allemagne, vers 1913, 92,6% de la production du charbon dans le bassin rhéno-westphalien (bassin de la Ruhr) étaient entre les mains d'un seul syndicat. Le syndicat de l'acier produisait presque la moitié de l'acier allemand. Le trust du sucre produisait 70% environ de la vente intérieure et 80% de la vente extérieure, etc.

Même en Russie, toute une série de branches était déjà sous le contrôle complet des syndicats. Le syndicat Prodougol fournissait 60% du charbon du Donetz ; le syndicat Prodamet de 88 à 93% de la production métallurgique ; Krovlia, 60% de celle du fer blanc. Prodwagon avait centralisé 14 des 16 entreprises de construction ; le syndicat du cuivre 90% ; le syndicat sucrier toute la production du sucre, etc...

D'après les calculs d'un savant suisse, au début du XX^e siècle, la moitié des capitaux du monde entier se trouvait déjà entre les mains des syndicats et des trusts. Les syndicats et les trusts ne centralisent pas seulement des entreprises de même nature. De plus en plus, on voit surgir des trusts embrassant à la fois plusieurs branches d'industrie. Comment cela se produit-il ?

Toutes les branches de la production sont liées entre elles avant tout par l'achat et la vente. Prenons l'extraction du minerai de fer et du charbon, qui servent de matières premières pour les fonderies et les usines métallurgiques. À leur tour, ces usines vont produire, par exemple, des machines. Ces machines vont servir comme moyens de production dans une série d'autres branches, etc.

Supposons maintenant que nous possédions une fonderie de fer. Elle achète du minerai de fer et du charbon, qu'elle est intéressée à acheter bon marché. Oui, mais si le minerai et le charbon se trouvent entre les mains d'un autre syndicat ?

Alors va commencer entre les deux syndicats une lutte qui se terminera soit par la victoire de l'un sur l'autre, soit par leur fusion. Dans l'un et l'autre cas, surgit un nouveau syndicat unissant les deux

branches à la fois. Il va de soi que 2, 3, 10 branches peuvent fusionner de la sorte. Les entreprises de ce genre sont dites *intégrées* (ou *combinées*).

Ainsi les syndicats et les trusts associent non seulement des branches particulières, mais fondent en une seule organisation des producteurs hétérogènes, rattachent une branche à une seconde, à une troisième, à une quatrième, etc. Jadis, dans toutes les branches, les entrepreneurs étaient indépendants les uns des autres et toute la production était morcelée entre des centaines de mille de petites fabriques. Vers le commencement du XX^e siècle, cette production était déjà concentrée dans des trusts gigantesques réunissant de nombreuses branches de production.

Les unions entre différentes branches de la production ne sont pas dues uniquement à la formation d'entreprises « combinées ». Il nous faut encore diriger notre attention sur un phénomène plus important que ces entreprises combinées, c'est la *domination des banques*.

Mais d'abord, il faut dire quelques mots des banques.

Nous avons vu que, la concentration et la centralisation ayant atteint un certain degré, le besoin de capitaux se fit sentir pour donner aux nouvelles entreprises une grande et rapide extension. (C'est ce besoin, soit dit en passant, qui fit naître les sociétés par actions). La création de nouvelles entreprises exigea donc des capitaux de plus en plus considérables.

D'un autre côté, observons ce que le capitaliste fait de son profit. Nous savons qu'une part sert à son entretien, à son habillement, bref est dépensé pour lui-même ; mais le reste, il « l'accumule ». Comment cela ? Peut-il à tout moment, agrandir son entreprise en lui apportant cette part de son profit ? Non, car l'argent lui arrive bien continuellement, mais petit à petit. Il vend une partie de sa marchandise, dont il encaisse le montant en argent, puis il en vend une autre partie et il encaisse une nouvelle somme d'argent. Mais pour servir à l'agrandissement de l'entreprise, il faut que cet argent représente une certaine somme, sinon il ne peut être utilisé, il reste sans emploi. Et il en est ainsi non seulement pour un ou deux capitalistes, mais pour tous. Il y a toujours du capital sans emploi. Or, nous avons vu qu'il existe aussi une demande de capitaux. D'un côté, il y a des capitaux sans emploi, et de l'autre, des besoins d'argent. Plus se centralise le capital et plus ce besoin de capitaux considérables grandit, en même temps que la quantité de capital disponible. C'est cette situation qui a accru l'importance des banques. Pour que son argent ne reste pas inemployé, le capitaliste le dépose dans une banque qui le prête à des industriels pour l'agrandissement d'anciennes entreprises ou la création de nouvelles. Les industriels, à l'aide du capital reçu, soutiennent de la plus-value ; ils en donnent une partie à la banque, comme intérêt pour le prêt ; la banque, de son côté, en cède à ses déposants et garde le reste pour elle-même, en qualité de profil bancaire. Ainsi tournent les rouages de la machine.

Dans ces derniers temps, le rôle, l'importance, l'activité des banques se sont accrus de façon prodigieuse. Les banques absorbent des capitaux de plus en plus grands et en placent une quantité toujours plus considérable dans l'industrie. Le capital bancaire « travaille » continuellement dans l'industrie, il devient lui-même capital industriel. L'industrie tombe sous la dépendance des banques qui la soutiennent et l'alimentent en capital. Le capital bancaire se greffe sur le capital industriel. Cette forme du capital s'appelle capital financier. Le capital financier, c'est donc le capital bancaire greffé sur le capital industriel.

Le capital financier relie entre elles, par l'entremise des banques, toutes les branches de l'industrie dans une mesure encore plus grande que les combinaisons. Pourquoi ?

Voici une grande banque. Elle fournit des capitaux, non à une seule, mais à de nombreuses entreprises ou à de nombreux syndicats : elle les finance, comme on dit. De ce fait, elle est intéressée à ce que les entreprises ne se mangent pas entre elles ; la banque les unit : sa politique constante vise à réaliser la fusion de ces entreprises en une seule, sous sa direction ; la banque acquiert la maîtrise de toute

l'industrie, de toute une série de branches de production ; les hommes de confiance des banques deviennent directeurs des trusts, des syndicats et des entreprises.

En définitive, nous obtenons le tableau suivant : toute l'industrie d'un pays est réunie en syndicats, trusts et entreprises combinées, par l'intermédiaire des banques ; à la tête de toute la vie économique, une poignée de très gros banquiers dirige toute l'industrie. Et l'État exécute toutes les volontés de ces potentats des banques et des syndicats.

On peut très aisément observer cela en Amérique. Aux États-Unis, le gouvernement n'est que le serviteur des trusts américains. Le Parlement ne fait qu'homologuer les décisions des potentats de la banque et des syndicats. Les trusts dépensent des sommes énormes pour la corruption des députés, pour les campagnes électorales, etc... Un écrivain américain (Myers) raconte qu'en 1904, le trust d'assurances Mutual a dépensé à cette œuvre de corruption 364.254 dollars, l'Équitable 172.698, la New-York 204.019 et ainsi de suite. Le gendre de Wilson, le ministre des Finances, Mac Adoo est un des plus gros banquiers et administrateurs de syndicats. Les sénateurs, les ministres, les députés sont de simples employés ou des membres des grands trusts. L'État dans la « libre République » n'est qu'une usine à dépouiller le public.

Ainsi, nous pouvons dire qu'un pays capitaliste, sous la domination du capital financier, se transforme entièrement en un énorme trust combiné, à la tête duquel se trouvent les banques et dont le conseil d'administration est le pouvoir d'État bourgeois. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc., ne sont que des trusts capitalistes nationaux, des organisations puissantes de potentats des banques et des syndicats, qui exploitent et dominent des centaines de millions d'ouvriers, d'esclaves salariés.

27. L'impérialisme

Le *capital financier* supprime jusqu'à un certain point dans chaque pays l'anarchie de la production capitaliste. Les entrepreneurs individuels en lutte se fondent dans un trust d'État capitaliste. Mais qu'advient-il alors d'une des contradictions fondamentales du capitalisme ? Car nous avons dit plus d'une fois que ce régime disparaîtra certainement, d'une part faute d'organisation et d'autre part parce qu'en son sein règne la lutte des classes. Mais si une de ces contradictions¹⁶ disparaît, la prédiction concernant la fin du capitalisme reste-elle fondée ?

En réalité, l'anarchie de la production et la concurrence ne sont pas supprimées ; ou, plus exactement, elles ne sont supprimées en un endroit que pour se manifester avec plus d'acuité ailleurs. Examinons ce phénomène en détail.

Le capitalisme actuel est un capitalisme mondial. Tous les pays dépendent les uns des autres. Pas un seul coin sur terre qui ne soit aujourd'hui sous le talon du capital, pas de pays qui produise lui-même tout ce qui lui est nécessaire.

Toute une série de produits ne peuvent être obtenus qu'en des lieux déterminés : les oranges ne viennent pas dans les pays froids et le minerai de fer ne saurait être extrait que des sols où il se trouve. Le café, le cacao, le caoutchouc ne peuvent venir que dans les pays chauds. Le coton est récolté aux États-Unis, dans l'Inde, en Égypte, dans le Turkestan, d'où on l'exporte dans tous les pays du monde. Disposent du charbon : l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, la Tchécoslovaquie, la Russie ; tandis que l'Italie, qui n'en possède pas, dépend entièrement du charbon anglais ou allemand, etc... Le blé est expédié d'Amérique, de l'Inde, de Russie, de Roumanie dans tous les pays.

D'autre part, certains pays sont plus civilisés que d'autres. Aussi toutes sortes de produits de l'industrie urbaine sont-ils jetés par eux sur les marchés des pays arriérés : les produits métallurgiques sont

¹⁶ Cf. § 13 : *Contradictions particulières du régime capitaliste.*

fournis à l'univers entier principalement par l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne ; les produits chimiques étaient fournis, avant la guerre, surtout par l'Allemagne.

Chaque pays dépend d'un autre. Jusqu'où peut aller cette dépendance, on le voit par l'exemple de l'Angleterre qui importe de 75 à 80% de son blé et la moitié de sa viande, mais qui, en revanche, est obligée d'exporter la plus grande partie de ses produits manufacturés.

Le capital financier supprime-t-il la concurrence sur le *marché mondial* ? Et lorsqu'il réunit des capitalistes dans tel ou tel pays, crée-t-il une organisation mondiale ? Non. L'anarchie de la production et la concurrence dans un pays déterminé cessent bien plus ou moins, car les plus grosses entreprises individuelles se réunissent en un trust capitaliste national. Mais avec d'autant plus d'acharnement s'engage la lutte entre les trusts capitalistes nationaux eux-mêmes. C'est ce qu'on observe toujours dans la centralisation du capital : quand les petits entrepreneurs périssent, le nombre des concurrents diminue, car il ne reste plus que les gros, mais ceux-ci combattent avec des moyens puissants et la concurrence entre fabricants particuliers fait place à la bataille entre les trusts. Le nombre des trusts est évidemment moindre que celui des fabricants. Mais leur combat n'en est que plus violent, plus acharné et plus destructif. Lorsque les capitalistes d'un pays particulier ont évincé tous leurs petits concurrents et se sont organisés en un trust capitaliste national, le nombre des concurrents diminue encore. Les concurrents sont uniquement des puissances capitalistes formidables. Et leur lutte est accompagnée de dépenses et de dévastations inouïes. Car la concurrence des trusts capitalistes nationaux se manifeste en temps de « paix » par la course aux armements, pour se terminer par des guerres dévastatrices. Ainsi le capital financier qui supprime la concurrence dans chaque pays conduit à une concurrence acharnée, monstrueuse entre tous les pays capitalistes.

Pourquoi cette concurrence entre pays capitalistes conduit-elle finalement à une politique de conquêtes, à la guerre ? Pourquoi cette concurrence ne peut-elle être pacifique ? Lorsque deux fabricants sont en concurrence, ils ne se jettent pas l'un sur l'autre, le couteau à la main, mais ils cherchent à s'enlever l'un à l'autre leurs acheteurs dans une lutte pacifique. Pourquoi donc la concurrence sur le marché mondial est-elle devenue si acharnée et armée ?

Examinons comment a dû se modifier la politique de la bourgeoisie, en passant du capitalisme ancien, où fleurissait la libre concurrence, au nouveau capitalisme, où l'hégémonie appartient au capital financier.

Droits de douane.

Commençons par ce qu'on appelle la politique douanière. Dans la lutte entre les pays, chaque gouvernement, qui protège toujours ses capitalistes, a depuis longtemps trouvé un moyen de lutte dans les droits de douane. Lorsque, par exemple, les fabricants de textile russes craignaient que leurs concurrents anglais ou allemands n'importent leurs marchandises en Russie et n'y abaissent ainsi les prix, le gouvernement tsariste à leur dévotion mettait aussitôt des droits sur les tissus anglais ou allemands. Ceci entravait évidemment l'entrée en Russie des marchandises étrangères et les fabricants déclaraient que les droits de douane étaient nécessaires à la protection de l'industrie nationale. Or, dans les différents pays, on pouvait voir que c'était des desseins différents qui guidaient les uns ou les autres. Il était à remarquer que c'étaient surtout les capitalistes des pays les plus grands et les plus puissants, l'Amérique en tête, qui réclamaient le plus fort et imposaient des droits élevés. La concurrence pouvait-elle réellement leur nuire ?

Supposons que toute l'industrie textile d'un pays soit monopolisée par un syndicat ou un trust. Qu'arrivera-t-il, une fois les droits de douane établis ? Les potentats des syndicats capitalistes de ce pays font d'une pierre deux coups : d'abord, ils se débarrassent de la concurrence étrangère ; ensuite ils peuvent, sans risque aucun, augmenter le prix de leurs marchandises presque de la valeur des droits

de douane. Supposons que sur un mètre de tissu, les droits aient été augmentés d'un rouble. Alors, les barons du syndicat textile peuvent sans crainte augmenter d'un rouble ou de 90 kopecks le prix du mètre de tissu. Si le syndicat n'existait pas, la concurrence entre capitalistes à l'intérieur du pays ferait immédiatement baisser les prix. Mais le syndicat peut sans crainte opérer cette augmentation : le droit de douane est trop élevé pour que joue la concurrence étrangère, et la concurrence intérieure est supprimée. L'État des potentats du syndicat se fait des revenus avec les droits de douane, et le syndicat lui-même réalise un profit supplémentaire, grâce à l'augmentation des prix. Les potentats, grâce à ce profit supplémentaire, peuvent exporter leurs marchandises dans d'autres pays et les y vendre avec perte, dans le seul but d'écarter leurs rivaux de ces pays. C'est ainsi que le syndicat russe des raffineurs de sucre maintenait, en Russie, le sucre à des prix relativement élevés, mais le vendait en Angleterre à vil prix, dans le seul but d'évincer ses concurrents du marché anglais. Il est passé en proverbe qu'en Angleterre on nourrissait *les porcs avec le sucre russe*. Donc, à l'aide des droits de douane, les potentats d'un syndicat ont la possibilité de piller à fond leurs compatriotes et de mettre sous leur domination les acheteurs étrangers.

Les conséquences de tout cela sont très importantes. Il est clair que la plus-value des maîtres du syndicat va croître avec le nombre des moutons qui se laissent tondre à l'abri des barrières douanières. Si le pays est petit, le profit ne sera pas grand. Si, au contraire, le pays est vaste et très peuplé, le gain sera considérable ; on pourra se lancer hardiment sur le marché mondial, tous les espoirs seront permis. Mais la frontière douanière coïncide en général avec la frontière de l'État. Comment élargir cette dernière ? Comment arracher un morceau de territoire étranger et l'incorporer au territoire de sa propre nation ? Par la guerre. La domination des maîtres du syndicat est donc nécessairement liée aux guerres de conquête. Chaque État capitaliste s'efforce, par le brigandage, d'élargir ses frontières : les intérêts des maîtres des syndicats, ceux du capital financier l'exigent. *Élargir les frontières, c'est synonyme de faire la guerre.*

Ainsi, la politique douanière des syndicats et des trusts, d'accord avec leur politique sur le marché mondial, conduit aux conflits les plus violents. Mais d'autres causes y conduisent encore.

Nous avons vu que le développement de la production amène une accumulation ininterrompue de plus-value. Dans chaque pays capitaliste avancé, il se forme donc continuellement du capital en excédent, rapportant moins que dans un pays arriéré. Plus cet excédent de capital est grand, plus on s'efforce de l'exporter et de le placer dans d'autres pays. La politique douanière favorise extrêmement ce genre de placements.

En effet, les droits de douane entravent l'importation des marchandises. Lorsque les fabricants russes, par exemple, ont fait frapper de droits élevés les marchandises allemandes, les fabricants allemands ont eu plus de peine à écouler leurs marchandises en Russie.

Exportation de capitaux

Ce que voyant, les capitalistes allemands trouvèrent une autre issue : c'était *d'exporter* en Russie *leurs capitaux* ; ils y construisirent des usines, achetèrent des actions d'entreprises russes ou créèrent de nouvelles entreprises. Mais les droits de douane ne sont-ils pas un obstacle à cette exportation ? Nullement. Loin de l'empêcher, ils la favorisent, au contraire, ils la provoquent. En effet, lorsque les capitalistes allemands créaient des fabriques en Russie et que, de plus, ils adhéraient à quelque syndicat « russe », les droits d'entrée russes les aidaient à empocher de la plus-value ; ils leur étaient tout aussi utiles dans leur entreprise de pillage public qu'à leurs collègues russes.

Le capital n'est pas seulement exporté d'un État dans un autre pour y fonder ou y soutenir des entreprises ; très souvent, il est prêté à intérêt à cet autre État, c'est-à-dire que cet autre État augmente sa dette publique et devient débiteur du premier. En pareil cas, l'État débiteur s'engage

ordinairement à faire tous ses achats (surtout les achats d'armements) chez les industriels de l'État qui lui a prêté le capital. Ainsi affluent d'un État dans un autre des capitaux formidables, placés en partie dans des entreprises et des constructions, en partie dans des emprunts d'État. Sous la domination du capital financier, l'exportation des capitaux atteint des proportions inouïes.

Voici, à titre d'exemple, quelques chiffres déjà vieux, mais suffisamment éloquents. La France, en 1902, avait, dans 26 États, 35 milliards de francs placés. Près de la moitié étaient des emprunts d'État, dont la part du lion revenait à la Russie avec 10 milliards. (*Voilà pourquoi — soit dit en passant — la bourgeoisie française est si furieuse que nous ayons annulé les dettes du tsar et refusons de les payer aux usuriers français*). En 1905, le montant du capital exporté dépassait déjà 40 milliards. L'Angleterre, en 1911, avait à l'étranger près de 1.600.000.000 de livres sterling (une livre sterling, au cours d'avant-guerre, valait à peu près 10 roubles ou 25 francs) et si l'on tient compte des colonies anglaises, ce chiffre dépassait 3 milliards de livres sterling. L'Allemagne avait à l'étranger, avant la guerre, à peu près 35 milliards de marks. Bref, chaque État capitaliste exportait de formidables capitaux pour piller ainsi les peuples étrangers.

L'exportation du capital entraîne de grosses conséquences. Les grands États se disputent les pays où exporter leur capital. C'est que lorsque les capitalistes exportent leurs capitaux dans un pays « étranger », ils risquent non quelques marchandises, mais des sommes énormes, se chiffrant par millions et milliards. D'où naturellement le désir croissant d'avoir entièrement en main les petits pays où ils ont placé ces capitaux et d'obliger leurs propres troupes à surveiller ces placements. Les États exportateurs s'efforcent de soumettre à tout prix ces pays à leur domination, autrement dit de les conquérir. Et comme ces petits pays, plus faibles, peuvent être assaillis à la fois par plusieurs grands États brigands, il est clair que les États brigands finissent par se heurter les uns aux autres. Et c'est ce qui est arrivé. Donc, *l'exportation du capital conduit également à la guerre.*

Avec les droits imposés par les syndicats, la lutte pour les débouchés s'est terriblement aggravée. Vers la fin du XIX^e siècle, il n'y avait presque plus de territoires libres où exporter ses marchandises et son capital. Et du même coup, les prix des matières premières montaient, ainsi que ceux des métaux, de la laine, du bois, du charbon et du coton. Dans les années qui précèdent la guerre mondiale, c'était une course folle aux débouchés ; c'était la lutte pour de *nouvelles sources de matières premières*. Les *capitalistes* étaient dans le monde entier à l'affût de nouvelles mines, de nouveaux gisements et de nouveaux marchés pour leurs produits métallurgiques, leurs tissus et leurs autres marchandises, ainsi que d'un public nouveau à voler. Autrefois, plusieurs maisons pouvaient, souvent dans un même pays, se faire une concurrence « pacifique » et s'arrangeaient tant bien que mal. Avec la domination des banques et des trusts, la situation a changé. Supposons qu'on ait découvert de nouveaux gisements de minerai de cuivre. Immédiatement ils tombent aux mains d'une banque ou d'un trust, qui les accapare entièrement et fait de leur possession un monopole. Pour les capitalistes des autres pays, plus rien à faire. Il en est ainsi non seulement pour les matières premières, mais aussi pour les débouchés. Supposons que du capital étranger pénètre dans quelque colonie éloignée. Du premier coup l'écoulement des marchandises va être organisé en grand. Ordinairement, c'est quelque firme géante qui prend l'entreprise en mains, fonde immédiatement des filiales et s'efforce, par une pression sur le pouvoir local et par mille ruses et artifices, de monopoliser la vente et d'écarter ses concurrents. Il est bien clair que la forme syndicale s'impose au capital monopolisateur, aux trusts et aux syndicats. Ce n'est plus « le bon vieux temps », c'est désormais la lutte sur le marché mondial des brigands et des pillards monopoliseurs.

La croissance du capital financier a fatalement aggravé la lutte pour les débouchés et les matières premières et amené les collisions les plus violentes.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les grands États brigands s'annexèrent des territoires étrangers qui appartenaient à de petites nations. De 1876 à 1914, les « *grandes puissances* », comme on les

appelle, ont accaparé près de 25 millions de kilomètres carrés ; elles ont ainsi volé des territoires étrangers d'une superficie égale à plus du double de l'Europe. *L'univers entier s'est trouvé partagé entre ces gros pillards* : ils ont fait de tous ces pays leurs colonies, leurs tributaires et leurs esclaves.

Quelques exemples : l'Angleterre, depuis 1870, a acquis, en Asie, le Béloutchistan, la Birmanie, Chypre, tout le nord de Bornéo, Wei-hai-Wei, Hong-Kong, elle a agrandi ses Établissements de Singapour, accaparé la presqu'île du Sinaï, etc... ; en Océanie, elle a pris toute une série d'îles, la partie orientale de la Nouvelle-Guinée, la plus grande partie des îles Salomon, l'île Tonga, etc... En Afrique, elle a étendu sa domination sur l'Égypte, le Soudan avec l'Ouganda, l'Afrique Orientale, la Somalie « britannique », Zanzibar, Pemba ; elle a absorbé les deux Républiques des Boers, la Rhodésie, l'Afrique centrale « britannique », occupé la contrée du Niger, etc., etc...

La France, depuis 1870, s'est soumise l'Annam, le Tonkin, le Laos, la Tunisie, les îles Comores, Madagascar, de grandes étendues dans le Sahara, le Soudan et la Guinée, acquis des terres sur la côte d'Ivoire, au Dahomey, dans la Somalie, etc... Au commencement du XX^e siècle, les colonies françaises étaient presque 20 fois plus grandes que la France elle-même. Pour l'Angleterre, ses colonies sont 100 fois plus grandes que la métropole.

L'Allemagne a participé à ces raptus à partir de 1884 et, en peu de temps, elle a réussi à accaparer de vastes territoires.

La Russie tsariste a également pratiqué en grand la politique de brigandage, ces derniers temps surtout, en Asie, ce qui l'a conduite à un conflit avec le Japon qui voulait voler l'Asie par l'autre bout.

Les États-Unis se sont saisis de beaucoup d'îles entourant l'Amérique, puis ils se mirent à voler le bien d'autrui sur le continent même. Particulièrement odieuse est leur politique de brigandage au Mexique.

Au total, ces six grandes puissances avaient, en 1914, 16 millions de kilomètres carrés de superficie, tandis que leurs colonies embrassaient 81 millions de kilomètres carrés.

Ces incursions de brigands atteignaient, en premier lieu, de petits pays faibles et sans défense. Ceux-ci succombaient les premiers. De même que dans la lutte entre les fabricants et les petits artisans, ces derniers étaient les premiers ruinés, de même les gros trusts d'États, les gros capitalistes, les brigands organisés détruisaient d'abord les petits États et se les soumettaient. Ainsi s'opérait la centralisation du capital dans l'économie mondiale : les petits États périssaient, les grands États pillards s'enrichissaient, gagnaient en étendue et en puissance.

Mais une fois tout l'univers pillé, la lutte allait se déchaîner entre eux : la lutte à mort pour un nouveau partage du monde devenait fatale entre les États brigands.

La politique de conquête que le capital financier mène pour les débouchés, les matières premières, les placements de capitaux, s'appelle l'IMPERIALISME.

L'impérialisme sort du capital financier. De même qu'un tigre ne peut se nourrir d'herbe, de même le capital financier ne peut avoir qu'une politique d'accaparement, de pillage, de violence, de guerre. Chacun des trusts d'État financiers-capitalistes veut vraiment conquérir le monde entier, fonder un empire universel où régnera sans partage la poignée de capitalistes de la nation victorieuse. L'impérialisme anglais, par exemple, rêve d'une « Grande-Bretagne » qui dominerait l'univers entier, où les potentats des syndicats anglais tiendraient sous leur fouet les Nègres et les Russes, les Allemands et les Chinois, les Hindous et les Arméniens, bref, des centaines de millions d'esclaves noirs, jaunes, blancs et rouges. Ce rêve n'est pas loin de se réaliser. Et l'appétit vient en mangeant. De même les impérialistes russes rêvent d'une « Grande-Russie », les impérialistes allemands d'une « Grande-Allemagne ».

Il était clair que la domination du capital financier précipiterait fatalement l'humanité entière dans l'abîme sanglant de guerres faites au profit des banquiers et des syndicats industriels, de guerres ayant pour but non la défense nationale, mais le pillage de terres étrangères, la soumission du monde au capital financier du pays victorieux. Telle a été la guerre mondiale de 1914-1918.

28. Le militarisme

La domination du capital financier, des banquiers et des syndicats se manifeste encore par un autre phénomène remarquable : la croissance inouïe des dépenses pour l'armement des armées, des flottes maritime et aérienne. Et c'est bien naturel. Aux temps passés, aucun de ces brigands n'aurait songé, même en rêve, à une pareille domination universelle. Mais maintenant les impérialistes espèrent réaliser leur rêve. Pour ce combat suprême, les grandes puissances rassemblent leurs forces. Pendant qu'elles dérobent le bien d'autrui, ces bêtes fauves s'observent mutuellement l'une l'autre, de crainte d'être mordues par l'autre. Chaque grande puissance fut donc obligée d'organiser une armée non seulement contre ses colonies et contre ses propres ouvriers, mais aussi contre ses concurrents en brigandage. Chaque fois qu'une puissance inaugurerait un nouveau système d'armement, une autre cherchait à la dépasser pour ne pas rester en état d'infériorité. Ainsi commença la course folle aux armements : une puissance entraînait les autres. On vit naguère les entreprises gigantesques et les trusts des rois des canons : les Poutilovs, les Krupps, les Armstrong, les Wickers. Ces trusts de fabricants de canons encaissent des bénéfices énormes, nouent des relations avec les états-majors et, par tous les moyens, versent eux aussi de l'huile sur le feu, aiguisant chaque conflit : car de la guerre dépend la prospérité de leurs affaires.

Tel était l'aspect insensé de la société capitaliste avant la guerre. Les trusts nationaux se hérissaient de millions de baïonnettes ; sur terre, sur mer, dans les airs, tout était prêt pour une lutte universelle ; parmi les dépenses de l'État, le budget de la guerre prenait une place de plus en plus grande. En Angleterre, par exemple, en 1875, les dépenses militaires comptaient pour 38,6%, soit un peu plus du tiers, et en 1907-1908 pour 48,6%, soit près de la moitié de toutes les dépenses de l'État ; aux États-Unis, en 1908, elles représentaient 56,9%, c'est-à-dire plus de la moitié. De même dans les autres États. Le militarisme « prussien » fleurissait dans tous les grands « États-trusts ». Les rois du canon s'enrichissaient. Et le monde entier roulait avec une rapidité vertigineuse à la plus sanglante des guerres, à la tuerie impérialiste mondiale.

Particulièrement curieuse a été la rivalité entre les bourgeoisies anglaise et allemande. En 1912, l'Angleterre décida de construire trois cuirassés-dreadnoughts, chaque fois que l'Allemagne en construirait deux. En 1913, l'Allemagne devait avoir dans la mer du Nord 17 dreadnoughts, l'Angleterre 21 ; en 1916, l'Allemagne 26, l'Angleterre 36, et ainsi de suite.

Les dépenses pour l'armée et la flotte augmentèrent de la façon suivante :

	<i>Millions de francs</i>	
	1888	1908
<i>Russie</i>	546	1 222
<i>France</i>	780	1 079
<i>Allemagne</i>	468	1 053
<i>Autriche-Hongrie</i>	260	520
<i>Italie</i>	195	312
<i>Angleterre</i>	390	728
<i>Japon</i>	18	234
<i>États-Unis</i>	260	520

En l'espace de 20 ans, les dépenses avaient doublé ; au Japon, elles étaient treize fois plus grandes. Immédiatement avant la guerre, la fièvre des armements était devenue insensée. La France dépensait pour ses besoins militaires : en 1910, 1.305 millions de francs ; en 1914, 1.924 ; l'Allemagne, en 1906, 1.242 millions de francs ; en 1914, 2.451 millions, c'est-à-dire le double. L'Angleterre s'armait plus formidablement encore. En 1900, elle dépensait 1.298 millions de francs ; en 1910, 1.804 millions, et en 1914, 2.090 millions ; en 1913, l'Angleterre dépensait, rien que pour sa flotte, plus que toutes les puissances réunies n'avaient dépensé pour la leur en 1886. Quant à la Russie tsariste, elle avait dépensé pour ses besoins militaires, en 1892 : 762 millions de francs ; en 1902 : 1.094 millions ; en 1906 : 1.376 millions ; en 1914, son budget de la guerre atteignait 2.535 millions de francs.

Les dépenses d'armements engloutissaient une partie énorme des recettes budgétaires. La Russie, par exemple, y consacrait presque un tiers de ses dépenses totales, et plus encore, en comptant les intérêts de ses emprunts.

Sur 100 roubles, en Russie tsaristes, étaient dépensés :

Pour l'armée, la flotte, l'intérêt des emprunts.	40 r. 14 kop.
Pour l'Instruction publique (13 fois moins)	3 r. 86 kop.
Pour l'Agriculture (10 fois moins)	4 r. 06 kop.
Pour l'Industrie, les Finances, etc.	51 r. 94 kop.
Au total :	100 roubles

De même, dans d'autres pays. Prenons la « démocratique Angleterre ». En 1904, sur 100 livres sterling, elle dépensait :

Pour l'armée et la flotte	53 £ 80
Pour l'amortissement des dettes d'État et l'intérêt des emprunts	22 £ 50
Pour les administrations civiles	23 £ 70
Au total :	100 £ 29

29. La guerre impérialiste de 1914-1918

La politique impérialiste des « grandes puissances » devait tôt ou tard produire une collision. Il est tout à fait clair que cette politique de rapine de toutes les grandes puissances a causé la guerre. Il n'y a que les imbéciles pour croire actuellement que la guerre a éclaté parce que les Serbes ont tué un prince autrichien et que l'Allemagne a envahi la Belgique. Au début de la guerre, on discutait beaucoup pour savoir qui en était responsable. Les capitalistes allemands prétendaient que la Russie avait attaqué l'Allemagne et les commerçants russes que l'Allemagne avait attaqué la Russie. En Angleterre, on disait qu'on faisait la guerre pour défendre la malheureuse petite Belgique. En France, par la plume, par la chanson, par la parole, on célébrait la générosité de la France défendant l'héroïque peuple belge. Et en même temps, l'Autriche et l'Allemagne colportaient partout qu'elles se défendaient contre l'agression des cosaques russes et faisaient une guerre sainte de défense nationale.

Tout cela, du commencement à la fin, n'était que bêtises destinées à tromper les masses ouvrières. La bourgeoisie avait besoin de ces mensonges pour entraîner les soldats. Ce n'était pas la première fois qu'elle avait recours à ce moyen. Nous avons déjà vu comment les syndicats industriels ont introduit des droits de douane afin de mener avec plus de succès la lutte pour les marchés étrangers, tout en pillant leurs propres compatriotes. Ces droits étaient donc, pour eux, un moyen d'agression. Mais la

bourgeoisie criait qu'elle voulait ainsi défendre l'« industrie nationale ». Dans la guerre impérialiste faite pour soumettre le monde à la domination du capital financier, tous les participants sont essentiellement des agresseurs. N'est-ce pas maintenant clair comme le jour ? Les valets du tsar disaient qu'ils « se défendaient ». Mais lorsque la révolution d'octobre eut enfoncé les armoires secrètes du Ministère, il fut établi par des documents officiels que le tsar, aussi bien que Kerensky, en accord touchant avec les Anglais et les Français, avait fait une guerre de brigandage, qu'il voulait prendre Constantinople qui n'était pas à lui, détrousser la Turquie et la Perse, arracher la Galicie à l'Autriche.

Les impérialistes allemands se sont démasqués aussi. Il n'y a qu'à rappeler le traité de Brest-Litovsk, les pillages de Belgique, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande. La révolution allemande a fait également plus d'une découverte ; nous savons maintenant, par des documents authentiques, que l'Allemagne s'était préparée à l'agression en vue du pillage et qu'elle rêvait de s'appropriier presque toutes les colonies étrangères et maints territoires ennemis.

Et les « nobles Alliés » ? Entièrement démasqués eux aussi. Après les avoir vus, par la paix de Versailles, détrousser l'Allemagne, lui imposer 132 milliards de marks-or de « réparations », lui enlever toute sa flotte, toutes ses colonies, presque toutes ses locomotives et ses vaches laitières, personne ne croira plus à leur générosité. Maintenant, ils pillent la Russie au nord et au sud. Donc, eux aussi, ont fait la guerre en vue du pillage.

Les communistes (bolcheviki) avaient dit tout cela dès le début de la guerre, mais bien peu les croyaient. Maintenant tout homme, tant soit peu intelligent, sait qu'ils disaient la vérité. Le capital financier est un brigand rapace et sanguinaire, quelle que soit son origine : russe, allemand, français, japonais ou américain.

Il est donc ridicule de dire, dans le cas d'une guerre impérialiste, qu'un impérialiste est coupable, un autre, non ; ou que certains impérialistes sont les agresseurs, tandis que les autres se défendent. Tout cela a été inventé pour bernier les travailleurs. En réalité, tous se sont attaqués d'abord aux petits peuples coloniaux ; tous ont conçu le dessein de se livrer au pillage du monde entier et de le soumettre au capital financier de leur propre pays.

La guerre devait fatalement se transformer en une guerre mondiale. Le globe entier étant alors découpé en morceaux et partagé entre les « grandes puissances » et toutes les puissances étant unies entre elles par une économie mondiale commune, il était inévitable que la guerre embrassât presque tous les continents.

L'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro, le Japon, les États-Unis, la Chine et des douzaines d'autres petits États ont été entraînés dans le remous sanglant. La population du globe s'élève à environ un milliard et demi d'hommes. Tous ont souffert, directement ou indirectement de cette guerre imposée par une poignée de capitalistes criminels. Le monde n'avait encore jamais vu d'armées aussi immenses, des engins de mort aussi monstrueux. Jamais le monde n'avait vu non plus pareille puissance du capital. L'Angleterre et la France ont contraint à la défense de leurs coffres forts, non seulement des Anglais et des Français, mais aussi des milliers et des milliers de leurs esclaves coloniaux noirs ou jaunes. Les brigands « civilisés » n'ont pas craint d'employer pour leurs desseins jusqu'à des cannibales. Et tout cela masqué sous les plus nobles formules.

La guerre de 1914 a eu ses précédents dans les guerres coloniales. Telles furent : la campagne des puissances « civilisées » contre la Chine, la guerre hispano-américaine, la guerre russo-japonaise de 1904 (pour la Corée, Port-Arthur, la Mandchourie, etc.), la guerre italo-turque en 1912 (pour la colonie africaine de Tripoli) ; la guerre anglo-boer dans laquelle, au commencement du XX^e siècle,

l'Angleterre « démocratique » a étranglé les deux républiques boers. Plus d'une fois ces compétitions risquèrent d'allumer un immense incendie. Le partage des territoires africains menaça d'amener une guerre entre l'Angleterre et la France (pour Fachoda), ensuite entre l'Allemagne et la France (pour le Maroc); la Russie tsariste a failli entrer en guerre avec l'Angleterre pour le partage de l'Asie Centrale.

Déjà, à la veille de la guerre mondiale, les antagonismes d'intérêts se sont fortement accusés entre l'Angleterre et l'Allemagne pour la prédominance en Afrique, en Asie Mineure et dans les Balkans. Et les circonstances firent alors que l'Angleterre marchât avec la France qui voulait enlever à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine, et avec la Russie qui désirait faire ses petites affaires dans les Balkans et la Galicie. L'impérialisme allemand, rapace, avait pour allié principal l'Autriche-Hongrie. L'impérialisme américain ne s'en mêla que plus tard, car il guettait l'affaiblissement réciproque des États européens.

En plus du militarisme, l'arme la plus employée par les puissances impérialistes est la diplomatie secrète avec ses traités secrets, ses complots, voire ses assassinats, ses bombes, etc... Il existait des traités secrets d'un côté entre l'Angleterre, la France et la Russie, de l'autre entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. L'assassinat de l'archiduc autrichien avant la guerre n'eut pas lieu, semble-t-il, sans que les agents secrets de l'Entente en eussent été informés. Mais la diplomatie allemande elle-même n'y voyait pas d'inconvénients ; l'impérialiste allemand Rohrbach écrivait : « Nous devons considérer comme un bonheur que, grâce à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le grand complot antiallemand ait éclaté avant le terme fixé. Deux ans plus tard, la guerre aurait été pour nous beaucoup plus dure. » Les provocateurs allemands eussent été prêts à sacrifier un de leurs princes pour déchaîner eux-mêmes la guerre.

30. Le capitalisme d'état et les classes

La guerre impérialiste ne se distingue pas seulement par ses proportions gigantesques et par son action dévastatrice, mais aussi par le fait que toute l'économie du pays en guerre est subordonnée aux intérêts militaires. L'argent suffisait jadis à la bourgeoisie pour faire la guerre. Mais la guerre mondiale prit une telle ampleur et les pays englobés par elle avaient une telle immensité, que l'argent seul ne put suffire à ses besoins. Les aciéries durent exclusivement fondre des canons plus monstrueux les uns que les autres ; la guerre absorba tout le charbon extrait des mines, tous les métaux, les tissus, le cuir, etc. Bien entendu, parmi les trusts capitalistes nationaux, c'est celui dont la production et les transports répondaient le mieux aux besoins de la guerre, qui pouvait espérer être victorieux. Comment se fit cette adaptation ? Par la centralisation de toute la production.

Il fallait que la production marchât sans à-coup, qu'elle fût bien organisée, soumise aux instructions directes de l'état-major général, afin que les ordres de « ces messieurs à galons et képis étoilés » fussent ponctuellement exécutés.

Pour cela, la bourgeoisie n'eut qu'à mettre la production privée et les différents syndicats et trusts à la disposition de son État de proie bourgeois. Ainsi fut fait. L'industrie fut « mobilisée » et « militarisée », c'est-à-dire mise à la disposition de l'État et des autorités militaires. « Mais, objectera-t-on, la bourgeoisie a perdu ses profits ? Car ce fut alors la nationalisation ? Une fois tout remis à l'État, quel a été le profit de la bourgeoisie et comment accepta-t-elle un pareil marché ? » Et cependant, la bourgeoisie l'a accepté et il n'y a rien d'étonnant à cela. Car les syndicats particuliers ont tout remis, non à l'État ouvrier, mais à leur propre État impérialiste. Et qu'y avait-il là de si effrayant pour la bourgeoisie ? Elle ne faisait que passer ses richesses d'une poche dans l'autre, sans y perdre un centime.

Il faut se rappeler constamment le caractère de classe de l'État. L'État n'est pas une sorte de troisième pouvoir placé au-dessus des classes ; il est, de haut en bas, une organisation de classe. Sous la dictature

des ouvriers, l'État est une organisation d'ouvriers. Sous la domination de la bourgeoisie, l'État est une organisation d'entrepreneurs, tout comme un trust ou un syndicat.

Par conséquent, lorsque la bourgeoisie a remis ses syndicats privés entre les mains de son État (pas un État prolétarien, mais son propre État capitaliste de proie), elle n'y a absolument rien perdu. Que le fabricant Dupont ou Durand touche son profit à la caisse d'un syndicat ou à celle de la banque d'État, n'est-ce pas la même chose ? Non seulement, la bourgeoisie n'y perdit rien, mais elle y gagna. Grâce à cette centralisation, en effet, la machine militaire marcha mieux et ainsi s'accrurent les chances de victoire dans cette guerre de brigandage.

C'est ainsi que pendant la guerre, dans presque tous les pays capitalistes, un capitalisme d'État prit la place des syndicats particuliers. L'Allemagne, par exemple, ne put remporter ses victoires et résister si longtemps à l'assaut de forces ennemies supérieures en nombre, que parce que la bourgeoisie allemande s'entendit admirablement à organiser ce *capitalisme d'État*.

Le passage au *capitalisme d'État* s'est opéré de diverses manières. Le plus souvent, des monopoles d'État furent créés dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire que l'industrie et le commerce passèrent, dans leur totalité, entre les mains de l'État bourgeois. Ce passage ne s'accomplissait pas toujours d'un seul coup, mais peu à peu, comme lorsque l'État achetait une partie seulement des actions d'un syndicat ou d'un trust.

Alors cette entreprise appartenait pour moitié à l'État, pour moitié à des particuliers, et l'État bourgeois y imposait ses vues. De plus, même dans les entreprises restées aux mains des particuliers, il imposait souvent une réglementation rigoureuse : ainsi, certaines entreprises étaient tenues, par une loi spéciale, d'acheter des produits à d'autres entreprises qui, à leur tour, ne devaient vendre que par quantités déterminées et à un prix fixé ; l'État rendait aussi obligatoires certaines méthodes de travail, certains matériaux, il imposait la carte d'achat pour tous les produits importants. Ainsi, à la place du capitalisme privé, se développa le capitalisme d'État.

Le capitalisme d'État substitua aux organisations particulières de la bourgeoisie son organisation unique, son État. Jusqu'à la guerre, il y avait dans chaque pays capitaliste l'organisation de l'État bourgeois et, en dehors d'elle, des syndicats, des trusts, des consortiums d'entrepreneurs, des unions de propriétaires fonciers, des partis politiques bourgeois, des associations de journalistes, de savants, d'artistes bourgeois, des associations culturelles, des congrégations, des sociétés de jeunes gardes blancs, des bureaux de détectives privés, etc. Sous la domination du capitalisme d'État, toutes ces organisations particulières se fondent dans l'État bourgeois, deviennent ses filiales, exécutent ses plans, se soumettent à un « commandement suprême ». Dans les mines et dans les usines, on exécute les ordres de l'état-major général ; les journaux ne publient que ce qui plaît au grand état-major ; on prêche dans les églises comme le veulent ces brigands galonnés ; dessinateurs, poètes, chansonniers se soumettent à leur censure ; on invente les machines, les canons, les munitions, les gaz dont l'état-major a besoin. Ainsi, toute la vie est « militarisée » pour assurer à la bourgeoisie ses profits souillés de boue et de sang.

Le capitalisme d'État signifie un renforcement formidable de la haute bourgeoisie. De même que, sous la dictature du prolétariat, la classe ouvrière est d'autant plus forte que la collaboration dans le travail des soviets, des syndicats ouvriers, du Parti Communiste, etc., est plus intime ; de même, sous la dictature de la bourgeoisie, cette dernière est d'autant plus puissante que toutes les organisations bourgeoises sont rattachées l'une à l'autre par des liens plus solides. Le capitalisme d'État, en les centralisant et en en faisant les rouages d'une seule et unique machine, favorise la puissance formidable du capital. La dictature de la bourgeoisie célèbre vraiment là son triomphe.

Le capitalisme d'État est apparu, pendant la guerre, dans tous les grands pays capitalistes et même dans la Russie tsariste (comité d'industrie de guerre, monopoles, etc.). Mais, par la suite, la bourgeoisie russe, effrayée par la Révolution, craignit que la production, avec le pouvoir d'État, ne passât dans les mains du prolétariat. C'est pourquoi, après la révolution de février 1917, elle s'opposa à l'organisation de la production.

Nous avons vu que le capitalisme d'État ne supprime en aucune façon l'exploitation, mais augmente prodigieusement la puissance de la bourgeoisie. Néanmoins, les partisans de Scheidemann, en Allemagne, et autres socialistes d'union sacrée ont proclamé que cette contrainte dans le travail était du socialisme, qu'une fois tout en possession de l'État, le socialisme serait réalisé. Ils ne voyaient pas qu'il ne s'agit point d'un État prolétarien, mais d'une concentration de la puissance gouvernementale dans les mains des ennemis les plus acharnés et des assassins du prolétariat.

En unissant et en organisant la bourgeoisie, et en augmentant ainsi sa puissance, le Capitalisme d'État affaiblit la classe ouvrière. Sous sa domination, les ouvriers devinrent les esclaves à peau blanche d'un État de proie. On les priva du droit de faire grève, on les mobilisa et militarisa ; tous ceux qui se déclaraient contre la guerre étaient aussitôt condamnés pour crime de trahison ; dans beaucoup de pays, on leur enleva la liberté de circuler, le droit de passer d'une entreprise dans une autre, etc. Le « libre » ouvrier salarié était devenu un serf condamné soit à mourir sur les champs de bataille pour la cause de ses ennemis, soit à travailler jusqu'à épuisement, non pour lui-même, pour ses camarades ou pour ses enfants, mais dans l'intérêt de ses oppresseurs.

31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière

Ainsi, la guerre favorisa au début la centralisation et l'organisation de l'économie capitaliste. L'œuvre que les syndicats, banques, trusts, entreprises combinées n'avaient pu achever, le capitalisme d'État s'efforça de la réaliser. Il créa tout un réseau d'organes, régularisant la production et la répartition et préparant ainsi le terrain pour que le prolétariat puisse entreprendre la grande production centralisée.

Mais la guerre, dont tout le poids retombait sur la classe ouvrière, allait déchaîner inévitablement le soulèvement des masses prolétariennes. La guerre fut avant tout une tuerie comme on n'en avait pas encore vu dans l'Histoire. La production des cadavres prenait un développement gigantesque. Le prolétariat était voué à l'extermination sur les champs de bataille. D'après certains calculs, le nombre des tués, blessés et disparus, rien que jusqu'en mars 1917, atteignait vingt-cinq millions d'hommes ; le nombre des tués au 1er janvier 1918 était d'environ huit millions. En estimant le poids moyen d'un homme à 60 kilogrammes, on peut dire que les capitalistes ont produit, d'août 1914 à janvier 1918, 480.000.000 de kilogrammes de viande humaine en putréfaction. Pour évaluer exactement les pertes, il faudrait ajouter encore des millions de malades. La seule syphilis, qui a pris, pendant la guerre, une extension inouïe, a infecté presque tout le genre humain. Les hommes, après la guerre, avaient perdu les deux tiers de leurs forces ; les éléments les plus sains, les plus capables de travailler, la fleur des nations, ont été exterminés.

Et ce sont évidemment les ouvriers, les paysans, qui souffrirent le plus.

Dans les grands centres des États belligérants, il s'est même créé de petites agglomérations de soldats particulièrement défigurés et mutilés ; le visage recouvert d'un masque, réduit à la boîte crânienne, ces malheureux tronçons végètent là, témoignages vivants de la « civilisation » bourgeoise.

Mais le prolétariat ne fut pas seulement immolé dans de sauvages combats. Des charges incroyables pèsent sur les épaules des survivants. La guerre exigea des dépenses folles. Et pendant que les fabricants et les usiniers touchaient des « bénéfiques » fabuleux, on imposait aux ouvriers des impôts énormes, pour payer les frais formidables de la guerre. En 1919, à la Conférence de la Paix, le ministre des finances de la France déclara que la guerre avait coûté aux nations belligérantes un trillion de

francs. Peu de gens savent ce que signifient de pareils chiffres. Autrefois, c'est avec des chiffres de ce genre qu'on calculait la distance d'une étoile à une autre.

Et aujourd'hui, on calcule avec eux les dépenses de la tuerie scélérate. Un trillion, c'est un million de millions.

D'après d'autres calculs, les dépenses de la guerre ont été les suivantes :

	<i>En millions de francs</i>
1914 - Première année	236
1915 - Deuxième année	354,9
1916 - Troisième année	532,2
1917 (Première moitié) de la quatrième année	399,1
Total	1 522,2

Évidemment, les dépenses n'ont fait qu'augmenter après 1917. De pareilles dépenses exigeaient, pour être couvertes, des recettes folles. Et tout naturellement, les États capitalistes se sont mis à augmenter d'autant les impôts de la classe ouvrière : soit sous forme d'impôts directs, soit — pour faire payer quelque chose aussi à la bourgeoisie — par la hausse patriotique des prix. La cherté de la vie s'accrut. Et les fabricants — ceux surtout qui travaillaient pour la guerre — encaissèrent des bénéfices inouïs.

Les fabricants russes élevèrent leurs dividendes de plus du double, certaines entreprises en versèrent de fabuleux. Voici quelques chiffres : La Société du Naphte des frères Mirsoiev paya 40% de dividende ; la Société par actions des frères Danichevsky, 30% ; la Manufacture de tabacs de Kalfa, 30%, etc. En Allemagne, le bénéfice net des entreprises qui était, en 1913-1914, pour quatre branches (chimie, explosifs, métallurgie, automobiles), de 133 millions, passa, en 1915- 1916, à 259 millions, c'est-à-dire qu'il doubla en une seule année. Aux États-Unis, les bénéfices du trust de l'acier triplèrent de 1915 à 1916. De 1915 à 1917, ils montèrent de 98 millions à 478 millions de dollars ! Les dividendes de 200% n'étaient pas rares. Tout aussi formidable a été l'augmentation des profits des banques. Les gros requins s'enrichirent de manière incroyable, les petites gens se ruinèrent et le prolétariat tomba sous le joug des impôts et de la vie chère.

Pendant la guerre, on fabriqua surtout des shrapnells, des grenades, de la dynamite, des canons, des autos blindées, des avions, des gaz asphyxiants, de la poudre, etc... Aux États- Unis, il surgit des villes entières bâties hâtivement autour de poudrières construites si vite que souvent elles sautaient, tant on était pressé de fabriquer de la poudre et de gagner de l'argent. Les fabricants de canons et d'obus réalisèrent des profits formidables. Mais la situation du peuple n'en devenait que plus mauvaise. Car les véritables produits, ceux qui servent à l'alimentation, à l'habillement, etc., se fabriquaient de moins en moins. Avec de la poudre et des balles, on peut tirer et détruire ; mais on ne peut ni se nourrir, ni se vêtir. Et toutes les forces économiques étaient absorbées par la fabrication de la poudre et des engins de destruction. La production normale et utile disparaissait de plus en plus. La main-d'œuvre passait dans l'armée et toute l'industrie travaillait pour la guerre. Les marchandises utiles devenaient de plus en plus rares, amenant la famine et la vie chère. Manque de pain, manque de charbon, manque de tous les objets utiles, et par-dessus le marché disette mondiale et épuisement général de l'humanité, telles sont les conséquences de la criminelle tuerie impérialiste.

En **France**, la production agricole, dans les premières années de la guerre, diminua de la façon suivante:

	<i>En quintaux</i>	
	1914	1916
Blé	42.272.500	15.300.000
Plantes à racines	46.639.000	15.260.000
Plantes industrielles	59.429.000	20.448.000
Légumes	---	374.500

En **Angleterre**, les stocks de minerais étaient évalués :

Vers la fin de 1912, à - 241.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1913, à - 138.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1914, à - 108.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1915, à - 113.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1916, à 3.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1917, à 600 tonnes ;

En **Allemagne**, la production de la fonte qui était, en 1913, de 19,3 millions de tonnes, descendit en 1916 à 13,3 millions, en 1917 à 13,1, en 1918, à 12 millions, et en 1919 encore à moins.

Le manque de charbon mit toute l'industrie mondiale dans la situation la plus désespérée. En Europe, le fournisseur de charbon était l'Angleterre. Mais en Angleterre, dès le milieu de 1915, la production avait diminué de 13% ; en 1917, les industries essentielles n'avaient presque plus de charbon ; les usines électrotechniques ne recevaient que le sixième du charbon nécessaire ; les entreprises textiles, onze fois moins qu'avant la guerre. Lors de la Conférence de la « Paix » à Versailles, presque tous les pays subissaient une terrible crise charbonnière ; les fabriques fermaient faute de combustible, la circulation sur les chemins de fer était réduite, ce qui désorganisa toute l'industrie des transports.

En Russie, la situation était la même. Déjà en 1917, grâce à la guerre, l'extraction du charbon se faisait très mal. Le rayon de Moscou ayant besoin de 12 millions de pouds¹⁷ par mois, le gouvernement de Kerensky en promit six millions (la moitié). Mais, en réalité, il fut seulement fourni : en janvier 1917, 1,8 millions de pounds ; en février, 1,3 millions ; en mars, 0,8 million. L'industrie russe, évidemment, ne put que périr. En Russie, comme dans le monde entier, commençait la désagrégation du Capitalisme.

En 1917 (au temps de Kerensky), voici le nombre des fabriques qui fermèrent :

	Entreprises	Ouvriers
Mars	74	6 646
Avril	55	2 816
Mai	108	8 701
Juin	125	38 455
Juillet	206	47 754

¹⁷ 1 poud : environ 16 kilogrammes.

La décadence se précipitait.

Pour se rendre compte du renchérissement de la vie provoquée par l'insuffisance des marchandises et par l'abondance du papier-monnaie, il suffit d'observer le pays qui, avec l'Amérique, a le moins souffert de la guerre, l'Angleterre. Voici les prix moyens des cinq principales denrées :

	<i>Thé, sucre</i>	<i>Pain, viande, beurre</i>
<i>En 1901-1905</i>	500	300
<i>Fin juillet 1914</i>	579	350
<i>Fin janvier 1915</i>	786	413
<i>Fin janvier 1916</i>	946,5	465
<i>Fin janvier 1917</i>	1 310	561
<i>Fin janvier 1918</i>	1 221,5	681
<i>Fin mai 1918</i>	1 247	777,5

Pendant la guerre, les prix, même en **Angleterre**, ont plus que doublé, tandis que les salaires n'ont augmenté que de 18%. Les prix augmentèrent donc six fois plus que les salaires. La situation empira surtout en Russie, où la guerre, dévastant le pays, fit de lui, par la grâce de Messieurs les capitalistes, un pauvre mendiant en haillons.

Même en **Amérique**, le pays qui a le moins souffert de la guerre, le prix des 16 produits les plus importants a augmenté, de 1913 à 1918 inclusivement, de 160% et les salaires de 80% seulement.

Le manque de charbon, d'acier, de tout le nécessaire finit par bouleverser la production de guerre elle-même. Tous les pays, à l'exception de l'Amérique, s'appauvrirent continuellement. La famine, la destruction, le froid marchaient triomphalement sur la terre. Et tous ces maux frappaient surtout la classe ouvrière. Elle tenta bien de protester, mais la guerre dressait contre elle toute la puissance capitaliste de l'État de rapine. La classe ouvrière, dans tous les pays, aussi bien monarchiques que républicains, subit des persécutions inouïes. Les ouvriers furent privés non seulement du droit de grève, mais la moindre tentative protestataire fut impitoyablement réprimée. La domination du capitalisme conduisit ainsi à la guerre civile entre les classes.

Les persécutions des ouvriers pendant la guerre sont très bien exposées dans la résolution de l'Internationale Communiste concernant la terreur blanche : « Dès le commencement de la guerre — y est-il dit — les classes dirigeantes qui ont fait tuer et mutiler sur les champs de bataille plus de 10 millions d'hommes, ont introduit, à l'intérieur de leurs pays, le régime de la dictature sanglante (de la bourgeoisie). Le gouvernement tsariste russe a fusillé et pendu les ouvriers et il a organisé des pogromes juifs. La monarchie autrichienne a noyé dans le sang le soulèvement des paysans et des ouvriers ukrainiens et tchèques. La bourgeoisie anglaise a exécuté les meilleurs représentants du peuple irlandais. L'impérialisme allemand sévit à l'intérieur du pays et les matelots révolutionnaires ont été les premières victimes de cette bête sauvage. En France, on fusilla les soldats russes qui ne voulaient pas défendre les intérêts des bourgeois français. En Amérique, la bourgeoisie lyncha les internationalistes, condamna les meilleurs éléments du prolétariat à 20 ans de travaux forcés et fusilla les ouvriers en grève. »

Le régime capitaliste craquait de toutes parts, L'anarchie de la production avait conduit à la guerre, et celle-ci avait provoqué une exaspération sans exemple des antagonismes entre les classes ; ainsi la guerre menait à la Révolution. Le capitalisme se mit à se désagréger dans deux directions principales.¹⁸ La faillite du capitalisme commençait.

¹⁸ Cf. § 13 : Contradictions principales du régime capitaliste.

Examinons de plus près cette faillite.

La société capitaliste était entièrement fondue dans un seul moule : l'usine était organisée exactement de la même manière qu'un ministère ou un régiment ; en haut, les riches, qui dirigent, en bas, les pauvres, les ouvriers et les employés, qui obéissent ; dans l'entre-deux, les ingénieurs, les sous-officiers, les employés supérieurs. On voit que la société capitaliste ne peut durer qu'aussi longtemps que le soldat ouvrier obéit au propriétaire, général ou officier issu de la noblesse ou de la bourgeoisie, et tant que l'ouvrier de fabrique exécute l'ordre de Monsieur le Directeur richement appointé ou du fabricant, suceur de plus-value ouvrière. Mais, aussitôt que les masses laborieuses refusent d'être de simples pions entre les mains de leurs ennemis, les fils qui relient le soldat au général, l'ouvrier au fabricant commencent à se rompre. Les ouvriers cessent d'obéir à leurs patrons, les soldats à leurs officiers, les employés à leurs chefs. C'est la décadence de l'ancienne discipline, où les riches dominaient les pauvres et où la bourgeoisie maltraitait le prolétariat. Cette période durera inévitablement jusqu'à ce que la nouvelle classe, le prolétariat, ait soumis la bourgeoisie, l'ait contrainte à servir les travailleurs et ait organisé la discipline nouvelle. Cette période de confusion, où l'ordre ancien étant déjà détruit, l'ordre nouveau n'est pas encore créé, ne peut finir qu'avec la victoire complète du prolétariat dans la guerre civile.

32. La guerre civile

La guerre civile est une lutte de classes exaspérée, qui se transforme en révolution. La guerre impérialiste mondiale entre différents groupes de la bourgeoisie pour un nouveau partage du monde fut menée à l'aide des esclaves du capital. Mais elle imposa aux ouvriers de telles charges que la lutte des classes commença à se transformer en une guerre civile des opprimés contre leurs oppresseurs, guerre que Marx appelait déjà la seule guerre équitable.

Il est tout naturel que le capitalisme ait conduit à la guerre et que la guerre impérialiste entre États bourgeois ait été suivie de la guerre civile. Notre parti avait prédit cela, dès 1914, alors que personne encore ne songeait à la Révolution. Et cependant il était clair que le prolétariat, accablé par la guerre sous des charges énormes, finirait par se soulever et que la bourgeoisie ne pourrait réaliser une paix durable, à cause des antagonismes insurmontables entre les groupes nationaux de pillards capitalistes.

Notre prédiction se réalise intégralement aujourd'hui. Aux terribles années de tuerie, de bestialité et de sauvagerie, succéda la guerre civile contre les oppresseurs. Elle fut ouverte par la Révolution russe, en février et en octobre 1917 ; les Révolutions finlandaise, hongroise, autrichienne et allemande l'ont continuée ; puis la Révolution commença dans d'autres pays... Et en même temps, la bourgeoisie est manifestement incapable de faire une paix durable. Les Alliés ont vaincu l'Allemagne en novembre 1918 ; ils n'ont signé à Versailles la paix de rapine que sept mois plus tard. Tout le monde sent que cette paix ne peut durer ; depuis, se sont battus les Yougoslaves et les Italiens, les Polonais et les Tchécoslovaques, les Polonais et les Lithuaniens, les Lettons et les Allemands. Et tous les États bourgeois ont attaqué la République des ouvriers russes victorieux. Ainsi la guerre impérialiste se termine par la guerre civile d'où le prolétariat sortira nécessairement triomphant.

La guerre civile n'est due ni au caprice d'un parti ni au hasard, c'est une manifestation de la Révolution, qui était inévitable parce que la guerre des pillards impérialistes devait ouvrir définitivement les yeux des masses ouvrières.

Une révolution sans guerre civile est aussi chimérique qu'une révolution « pacifique ». Ceux qui pensent de la sorte (par exemple les mencheviks qui pestent contre la guerre civile) régressent de Marx vers les socialistes antédiluviens qui croyaient pouvoir convaincre les capitalistes. C'est comme si l'on voulait, à force de caresses, convaincre le tigre de se nourrir d'herbe et de laisser les veaux tranquilles. Marx était partisan de la guerre civile,

c'est-à-dire de la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie. Il écrivait, au sujet de la Commune de Paris de 1871, que les communards n'ont pas été assez résolus ; dans le manifeste de la 1er Internationale, rédigé par Marx, il est dit d'un ton de reproche : « Les sergents de ville même, au lieu d'être désarmés et arrêtés, comme cela aurait dû se faire, trouvaient les portes de Paris grandes ouvertes pour qu'ils pussent, sains et saufs, se retirer à Versailles. Non seulement les hommes d'ordre (les contre-révolutionnaires) ne furent pas molestés, mais on les laissa se rallier et s'emparer tout doucement de plus d'une position forte, au centre même de Paris... Il répugnait au Comité central de continuer la guerre civile que Thiers [le Denikine français] avait engagée par son attaque nocturne à Montmartre. Il commit cette fois la faute capitale, décisive, de ne pas marcher sur Versailles, alors sans défense, et perdit ainsi l'occasion d'en finir avec le complot de Thiers et de ses Ruraux. Au lieu de cela, le parti de l'ordre put encore essayer sa force devant les urnes du scrutin, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. » Marx se prononce donc clairement pour l'écrasement par les armes des gardes blancs dans la guerre civile.

Ainsi les maîtres du socialisme prenaient la révolution très au sérieux. Ils comprenaient que le prolétariat ne peut convaincre la bourgeoisie et doit imposer sa volonté par la guerre civile menée, à l'aide des baïonnettes, de fusils et de canons, jusqu'à la victoire.

La guerre civile mit l'une en face de l'autre, les armes à la main, les classes de la société capitaliste dont les intérêts sont opposés. Le fait que la société capitaliste est partagée en deux, qu'elle est formée en réalité d'au moins deux sociétés — ce fait restait, en temps normal, invisible. Pourquoi ? Parce que les esclaves obéissaient en silence à leurs maîtres. Mais avec la guerre civile, la partie opprimée de la société s'insurge contre la partie qui opprime. Il va de soi que, dans ces conditions, aucune « vie commune », aucune « union pacifique » entre les classes n'est possible : l'armée se divise en gardes blancs issus de la noblesse, de la bourgeoisie, des intellectuels rouges, et en soldats rouges, sortis de la classe ouvrière et paysanne; toute Assemblée Constituante où siègeront en même temps des fabricants et des ouvriers, devient impossible : comment pourraient-ils siéger « paisiblement » dans la même Constituante, quand ils se fusillent dans la rue ? La guerre civile dresse les deux classes l'une contre l'autre. C'est pourquoi elle ne peut se terminer par la conciliation, le compromis, mais seulement par la victoire complète d'une classe sur l'autre. La guerre civile en Russie et dans d'autres pays (en Allemagne, en Hongrie) confirme cela entièrement. N'est possible aujourd'hui que la dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie et des généraux. Le gouvernement des classes moyennes et de leurs partis (socialiste-révolutionnaire, menchevik, etc.) n'est qu'une voie de passage. Lorsque le gouvernement des Soviets en Hongrie eut été renversé par une « coalition » que suivit bientôt la réaction. Lorsque les socialistes-révolutionnaires constitutionnels eurent, pour quelques temps, réussi à s'emparer d'Oufa, de l'autre côté de la Volga, et de la Sibérie, ils en furent chassés 24 heures après, par l'amiral Koltchak, appuyé par la haute bourgeoisie et les propriétaires. Et Koltchak mit la dictature des propriétaires et des bourgeois à la place de celle des ouvriers et des paysans. La victoire décisive sur l'ennemi et la réalisation de la dictature prolétarienne sont le résultat inévitable de la guerre civile mondiale.

33. Les formes de la guerre civile et son prix

L'époque des guerres civiles a été inaugurée par la Révolution russe qui n'a été qu'une manifestation partielle, le commencement de la Révolution universelle. En Russie, la révolution éclata plus tôt que dans les autres pays parce que la désagrégation du capitalisme y commença plus tôt. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers qui, convoitant Constantinople et la Galicie, avaient préparé, avec leurs compères français et allemands, la boucherie sanglante de 1914, ont sauté les premiers, par suite de leur faiblesse et de leur désorganisation : c'est en Russie qu'avaient apparu d'abord le désordre et la

famine. Aussi at-il été plus facile au prolétariat russe de venir à bout de ses ennemis, de remporter le premier la victoire et de réaliser le premier sa dictature.

Il ne s'ensuit nullement que la Révolution communiste russe soit la révolution la plus parfaite du monde et que le communisme puisse être réalisé d'autant plus tôt dans un pays que le capitalisme y est moins développé. S'il en était ainsi, le socialisme devrait se réaliser d'abord en Chine, en Perse, en Turquie, pays très peu capitalistes où le prolétariat n'existe presque pas. Toute la doctrine de Marx serait fausse.

Raisonnement ainsi, c'est prendre le commencement pour la fin qui, seule, donne à la révolution son caractère. La Révolution en Russie a éclaté plus tôt à cause du faible développement du capitalisme. Mais la faiblesse du capitalisme dans ce pays arriéré qu'est la Russie, où dominent les artisans et les boutiquiers, où le prolétariat est en minorité, etc., rend précisément plus difficile le passage à l'organisation communiste.

En Angleterre, la Révolution se déclarera plus tard. Mais là, après la victoire, le prolétariat pourra organiser le communisme plus rapidement, car il y forme l'immense majorité et il est habitué au travail en commun. La production y est incomparablement plus centralisée. En Angleterre, la révolution commencera plus tard, mais elle sera plus parfaite qu'en Russie.

Beaucoup de gens pensent que la cruauté de la guerre civile est la conséquence de l'« asiatisme » russe, d'une culture arriérée. Les adversaires de la révolution dans l'Europe occidentale, ne cessent de répéter qu'en Russie fleurit le « socialisme asiatique » et que dans les pays civilisés la révolution s'accomplira sans cruauté. Verbiage stupide. Dans un pays capitaliste, la bourgeoisie ne peut qu'offrir une résistance plus grande ; les intellectuels (techniciens, ingénieurs, officiers) y sont attachés plus fortement au capital et partant plus hostiles au communisme. La guerre civile y sera donc inévitablement plus violente qu'en Russie. En Allemagne, par exemple, la révolution a prouvé que la lutte revêt, dans les pays à fort développement capitaliste, des formes encore plus sanglantes.

Ceux qui se plaignent de la terreur des bolcheviks oublient que la bourgeoisie, pour conserver ses coffres forts, ne recule devant rien. Voici ce que dit à ce sujet la résolution du Congrès communiste international : « Lorsque la guerre impérialiste commença à se transformer en guerre civile, et que, devant les classes dirigeantes les plus criminelles qu'ait connues l'histoire de l'humanité, le danger se dressa tout proche, de l'écroulement de leur domination sanglante, leur férocité se fit encore plus cruelle. »

Les généraux russes, cette incarnation vivante du régime tsariste, ont organisé et organisent encore des fusillades d'ouvriers en masse, avec l'appui direct ou indirect des sociaux traîtres. Pendant la domination, en Russie, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons, et les généraux exterminaient, pour insubordination, des régiments entiers. Aujourd'hui Kirsanov et Denikine, avec le concours bienveillant des puissances de l'Entente, massacrent et pendent des ouvriers par dizaines de mille, fusillent « un soldat sur dix », ont même été jusqu'à laisser trois jours durant à la potence les cadavres des pendus, pour terroriser les vivants. Dans l'Oural et sur la Volga, les bandes blanches tchécoslovaques coupaient aux prisonniers les pieds et les mains, les noyaient dans la Volga, les enterraient vivants. En Sibérie, les généraux assommaient les communistes par milliers et ont exterminé un nombre considérable d'ouvriers et de paysans.

Les bourgeois allemands et autrichiens et les social-traîtres ont montré pleinement leurs instincts de cannibales lorsque, en Ukraine, ils pendirent à des potences de fer transportables les ouvriers et les paysans qu'ils exploitaient auparavant, les communistes, leurs compatriotes, qui sont nos camarades autrichiens et allemands.

En Finlande, pays de démocratie bourgeoise, ils ont aidé les bourgeois finnois à fusiller 13 ou 14.000 prolétaires et à en faire périr par la torture dans les prisons plus de 15.000. À Helsingfors ils poussaient devant eux, comme boucliers contre les mitrailleuses, des femmes et des enfants. Grâce à leur concours, les gardes blancs finnois et leurs auxiliaires suédois réussirent à célébrer de sanglantes orgies aux dépens du prolétariat finnois vaincu. À Tammerfors, on obligea les femmes et les enfants condamnés à mort à creuser leur propre tombe ; à Viborg, on extermina des milliers de Russes, hommes, femmes et enfants.

À l'intérieur du pays, les bourgeois et les social-démocrates allemands ont atteint le suprême degré de la fureur réactionnaire dans la répression sanglante du soulèvement communiste ouvrier, dans l'assassinat féroce de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, dans l'extermination des ouvriers spartakistes. La terreur blanche, en masse et individuelle, c'est le drapeau sous lequel marche la bourgeoisie.

Même tableau dans les autres pays. Dans la Suisse démocratique, tout est prêt pour le massacre des ouvriers qui oseraient toucher à la loi capitaliste. En Amérique, la prison, le lynchage et l'électrocution sont les plus hauts symboles de la démocratie et de la liberté. En Hongrie et en Angleterre, en Tchécoslovaquie et en Pologne, partout c'est la même chose. Les assassins bourgeois ne reculent devant aucune atrocité. Pour consolider leur domination, ils déchaînent le chauvinisme et organisent contre les juifs de monstrueux pogromes dont la cruauté laisse loin derrière eux les pogromes organisés par la police du tsar... Et lorsque la canaille réactionnaire et « socialiste » polonaise a massacré les représentants de la Croix-Rouge russe, ce n'a été qu'une goutte de sang dans la mer des crimes et des atrocités, commis journellement par le cannibalisme bourgeois aux abois.

À mesure que la guerre civile se développe, elle revêt de nouvelles formes. Lorsque le prolétariat est opprimé dans tous les pays, la guerre civile prend la forme d'insurrections contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie. Mais voici que, dans tel ou tel pays, le prolétariat a vaincu et qu'il s'est emparé du pouvoir politique. Que va-t-il arriver ? Le prolétariat dispose du pouvoir de l'État, de l'armée prolétarienne, de tout l'appareil du pouvoir. La bourgeoisie organise alors contre lui des complots et des insurrections. Mais en même temps il a à lutter, comme État, avec les États bourgeois. La guerre civile prend là une autre forme, celle d'une vraie guerre de classe, où l'État prolétarien lutte contre les États bourgeois ; ici, les ouvriers ne se soulèvent pas seulement contre la bourgeoisie de leur propre pays, ils font, comme État ouvrier, une guerre en règle aux États impérialistes. Cette guerre est faite non pour piller le bien d'autrui, mais pour le communisme, pour la dictature de la classe ouvrière.

C'est en réalité ce qui est arrivé. Après la Révolution d'octobre, tous les États capitalistes : l'Allemagne, la France, l'Amérique, le Japon, etc., se sont jetés, de tous côtés, sur le pouvoir des Soviets. Plus l'exemple de la Révolution russe agissait sur les ouvriers des autres pays, et plus étroitement se liguaient contre elle le Capital international, tâchant de dresser contre le prolétariat la coalition des brigands capitalistes.

Cette tentative fut faite par les capitalistes, sur l'initiative de Wilson, le chef habile et retors du capital américain, à la soi-disant « Conférence de la paix » de Versailles. Ils ont appelé cette association de brigands la « Société des Nations », c'est-à-dire les « États-Unis des Peuples ». Mais, en réalité, ce n'est pas une Société des Peuples, mais une société des capitalistes internationaux et de leurs gouvernements.

Cette société tente de créer un trust mondial formidable qui embrasserait toute notre planète, exploiterait le monde entier et réprimerait partout, de la façon la plus féroce, la classe ouvrière et la Révolution. Les allégations, d'après lesquelles cette société aurait pour but la paix, ne sont qu'une fable vaine. Son vrai but est double : l'exploitation impitoyable du prolétariat mondial, des colonies et des esclaves coloniaux, et l'étranglement de la Révolution mondiale en voie de développement.

Bien que, pour des raisons qui n'infirmen en rien le jugement à porter sur la Société des Nations, l'Amérique s'en soit jusqu'ici tenue à l'écart, c'est elle qui en a eu l'idée. L'Amérique s'est enrichie formidablement pendant la guerre. Elle est actuellement le créancier de tous les États bourgeois de l'Europe. Sa force vient ensuite de ce qu'elle possède des matières premières, du combustible et des céréales. Avec cela, elle peut s'attacher tous les autres brigands.

Il est curieux de noter comment les États-Unis dissimulèrent sous toutes sortes de nobles paroles leur politique de brigandage. Leur entrée dans la guerre de rapine se fit sous la devise du « salut de l'humanité », etc. Il était dangereux, aux États-Unis, d'avoir une Europe en morceaux, partagée en douzaines d'États apparemment « indépendants », mais en réalité dépendants de l'Amérique. Ils dissimulèrent leur poursuite de l'intérêt particulier sous le noble masque « du droit de libre disposition des peuples ». La gendarmerie capitaliste, la garde blanche et la police qui, selon le plan de Wilson, serviraient à étouffer partout la Révolution, étaient destinés — oh ! La belle phrase — à punir « la rupture de paix ». En 1919, tous les impérialistes, adversaires de la veille, devenus subitement des pacifistes, se mirent à crier que les vrais impérialistes et adversaires de la paix étaient les bolcheviks. L'égorgeement des révolutionnaires se cachait ici sous le masque de « l'amour de la paix » et de la « démocratie ».

La Société des Nations s'est déjà révélée comme un gendarme et un bourreau international. Ses délégués ont étouffé la République des Conseils en Hongrie et en Bavière. Elle cherche continuellement à égorger le prolétariat russe : les troupes anglaises, américaines, japonaises, françaises, etc., collaborent dans le Nord, dans le Midi, dans l'Ouest et dans l'Est de la Russie avec les bourreaux de la classe ouvrière. La Société des Nations lâcha même des esclaves noirs sur les ouvriers russes et hongrois (Odessa, Budapest). À quel degré d'ignominie elle peut atteindre, ces brigands gantés l'ont montré en entretenant une « Ligue d'Assassins », ayant à sa tête le général Youdénitch, chef du soi-disant « gouvernement du Nord-Ouest » de la Russie. La Société des Nations excite la Finlande, la Pologne, etc., contre la Russie des Soviets, organisant des complots avec l'aide des consuls des puissances étrangères ; ses agents ont fait sauter des ponts, tué des communistes à coups de bombes. Il n'y a pas d'infamie dont ne soit capable la Société des Nations.

Plus est forte la pression du prolétariat et plus se resserre la clique des capitalistes. Dans le Manifeste Communiste, Marx et Engels écrivaient, en 1847 : « *Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.* » Bien des années se sont écoulés depuis lors. Le spectre du communisme a pris chair et os. Et contre lui, non seulement la vieille Europe part en campagne, mais tout l'univers capitaliste. Cependant, la Société des Nations sera dans l'incapacité de remplir ses deux tâches : l'union, en un seul trust, de toute l'économie mondiale et l'égorgeement de la révolution mondiale. Même parmi les grandes puissances, l'union n'est pas parfaite. L'Amérique est opposée au Japon, et ces deux puissances continuent à armer. Il serait ridicule de penser que l'Allemagne écrasée nourrit des sentiments amicaux à l'égard des pillards « désintéressés » de l'Entente. Il y a donc là aussi une fissure. Les petits États se font la guerre. Mais ce qui est encore plus important, les insurrections et les guerres commencent dans les colonies : dans l'Inde, en Égypte, en Irlande, etc. Les pays asservis se soulèvent contre leurs oppresseurs « civilisés ». À la guerre civile, guerre de classe que mène le prolétariat contre la bourgeoisie impérialiste, s'ajoutent dans les colonies des soulèvements qui continuent à miner et à détruire la domination de l'impérialisme mondial. Ainsi, le régime impérialiste craque sous la pression du prolétariat qui se lève, des guerres des républiques prolétariennes, des soulèvements et des guerres des nations asservies par l'impérialisme et grâce aussi aux antagonismes et aux discordes entre grandes puissances capitalistes. Au lieu d'une « paix durable », c'est le chaos complet ; au lieu de l'apaisement du prolétariat mondial, c'est la guerre civile exaspérée. Dans cette guerre civile croissent

les forces du prolétariat et diminuent les forces de la bourgeoisie. Au terme, c'est inévitablement la victoire du prolétariat.

Certes, la dictature prolétarienne ne vaincra point sans sacrifices. La guerre civile, comme toute autre guerre, se traduit par des pertes en hommes et en biens. Toute révolution amène de pareilles pertes. Aussi, dans les premiers temps de la guerre civile, la désagrégation économique causée par la guerre impérialiste s'aggraverait encore. Car les ouvriers, au lieu de travailler et d'organiser la production, devront rester au front, le fusil à la main, et se défendre contre les propriétaires et les généraux, et la vie des fabriques en souffrira évidemment. Mais cela est inévitable dans toute Révolution. Dans la Révolution bourgeoise de 1789-1793, lorsque la bourgeoisie française renversait les propriétaires fonciers, la guerre civile était accompagnée de grandes destructions. Mais après la défaite de la propriété féodale, la France fit des progrès rapides.

Chacun comprendra que, dans une Révolution aussi formidable que la Révolution mondiale du prolétariat, lorsque s'écroule un régime d'oppression édifié durant des siècles, les pertes puissent être particulièrement grandes. La guerre civile prend aujourd'hui des proportions mondiales ; elle devient, en partie, la guerre des États bourgeois contre les États prolétariens. Les États prolétariens, qui se défendent contre les brigands impérialistes, mènent une guerre de classes, une guerre véritablement sainte, mais qui demande des sacrifices de sang. Et plus s'étend la guerre, plus les sacrifices sont grands, plus le chaos augmente.

Le coût élevé d'une révolution ne prouve rien contre elle. Le régime capitaliste édifié pendant des siècles a conduit à la mer de sang de la monstrueuse tuerie impérialiste. Quelle guerre civile pourrait se comparer à cette destruction sauvage et à cet anéantissement de tant de richesses accumulées par l'humanité ? Il faut que l'humanité en finisse une fois pour toutes avec le capitalisme. Et cela vaut de tenir bon durant les guerres civiles, afin de frayer le chemin au communisme qui guérira toutes les blessures et donnera un rapide essor aux forces productives de la société humaine.

34. Ou la décomposition générale ou le communisme

La Révolution en cours est *mondiale*, pour les mêmes raisons qui ont fait de la guerre impérialiste une guerre *mondiale*. Les principaux pays, constituant des chaînons de l'économie mondiale, ont été presque tous entraînés dans la guerre qui les a liés ensemble, d'une façon ou d'une autre. Dans tous les pays, la guerre a causé des dévastations terribles, provoqué la famine, l'asservissement du prolétariat, la décomposition progressive et la décadence du capitalisme, la fin de la discipline de la « trique » dans les armées, les fabriques et les usines, et, avec la même nécessité implacable, elle conduira à la Révolution communiste du prolétariat.

Une fois commencés, la décomposition du capitalisme et le développement de la Révolution communiste ne peuvent être contenus. Toute tentative pour replacer la société humaine dans l'ancienne voie capitaliste est vouée d'avance à un insuccès complet. La conscience des masses prolétariennes a atteint une telle hauteur qu'elles ne peuvent plus et ne veulent plus ni travailler, ni s'entr'égorguer pour les intérêts du capital et les conquêtes coloniales. L'armée de Guillaume ne peut être reconstituée en Allemagne. Mais de même qu'on ne peut rétablir la discipline impérialiste dans l'armée, en obligeant le soldat prolétaire à se soumettre au joug du général bourgeois ou noble, on ne peut plus rétablir la discipline capitaliste du travail et obliger l'ouvrier à travailler pour le capitaliste ou le propriétaire foncier. La nouvelle armée ne peut être créée que par le prolétariat. La nouvelle discipline du travail ne peut être réalisée que par la classe ouvrière.

Il n'y a plus que deux possibilités : soit une décadence générale, un chaos complet, une mêlée sanglante, une sauvagerie grandissante, le désordre et l'anarchie — soit le communisme. Toutes les tentatives de restauration du capitalisme, dans un pays où les masses ont été une fois au pouvoir, le

confirment. Ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie hongroise, ni Koltchak, ni Denikine, ni Skoropadsky n'ont pu organiser la vie économique, n'ont pu établir leur ordre sanglant.

La seule issue pour l'humanité est le communisme. Et puisque le communisme ne peut être réalisé que par le prolétariat, il peut sauver l'humanité des horreurs du capitalisme, de l'exploitation barbare, de la politique coloniale, des guerres continuelles, de la famine, de la sauvagerie, de la bestialité et de toutes les horreurs du capital financier et de l'impérialisme. C'est ce qui fait la grande importance historique du prolétariat. Il peut essuyer des défaites partielles, mais sa victoire est inévitable, aussi inévitable que la défaite de la bourgeoisie.

Il ressort clairement de ce qui précède que tous les groupes, toutes les classes et tous les partis qui peuvent restaurer le capitalisme ou s'imaginent que le temps du socialisme n'est pas encore venu, jouent, en réalité, un rôle contre-révolutionnaire, réactionnaire, et cela qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient ou non conscience. Tels sont les partis sociaux-démocrates.

5. LA DEUXIEME ET LA TROISIEME INTERNATIONALES

35. L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste

La Révolution communiste ne peut vaincre que si elle est une Révolution mondiale. Si dans un pays, par exemple, la classe ouvrière s'empare du pouvoir, mais que, dans les autres, le prolétariat reste sincèrement dévoué au capitalisme, ce pays sera finalement étranglé par les grands États de rapine. De 1917 à 1919, toutes les puissances essayèrent d'étrangler la Russie des Soviets ; en 1919, elles ont étranglé la Hongrie des Soviets. Mais elles n'ont pu étrangler la Russie des Soviets parce que leur situation intérieure était telle qu'elles pouvaient craindre d'être renversées elles-mêmes par leurs propres ouvriers qui réclamaient le retrait des troupes de Russie. La dictature prolétarienne dans un seul pays est continuellement menacée, si elle ne trouve pas d'appui chez les ouvriers des autres pays. En outre, dans ce pays, l'organisation économique est très difficile, car il ne reçoit rien ou presque rien de l'étranger : il est bloqué de tous côtés.

Mais si, pour le triomphe du communisme, la victoire de la révolution mondiale et la solidarité des ouvriers entre eux sont nécessaires, cela signifie que la condition indispensable de la victoire est dans la solidarité internationale de la classe ouvrière. De même que les ouvriers ne peuvent être victorieux dans une grève que si les ouvriers des différentes fabriques se soutiennent les uns les autres, créent une organisation commune et mènent la lutte commune contre tous les fabricants. De même les ouvriers des différents pays bourgeois ne pourront vaincre que s'ils marchent ensemble, en rangs serrés, s'ils ne se querellent pas entre eux, mais au contraire, s'ils s'unissent de pays à pays, s'ils se sentent une seule classe avec les mêmes intérêts. Seule, une confiance mutuelle, parfaite, une union fraternelle, l'unité d'action révolutionnaire contre le capital mondial assurera la victoire de la classe ouvrière. Le mouvement communiste ouvrier ne saurait vaincre que comme mouvement international.

La nécessité de la lutte internationale du prolétariat a été reconnue depuis longtemps. A la veille de la Révolution de 1848 existait déjà une organisation secrète internationale, la Ligue des Communistes. À sa tête se trouvaient Marx et Engels. Au congrès de cette Ligue, à Londres, ils reçurent mandat de composer un manifeste au nom de la Ligue. Ainsi est né le [Manifeste du Parti communiste](#), dans lequel ces grands champions du prolétariat ont exposé pour la première fois la doctrine communiste.

En 1864, prit naissance, sous la direction de Marx, [l'Association internationale des Travailleurs](#), la première Internationale. Elle comprenait beaucoup de chefs du mouvement ouvrier de différents pays,

mais il y avait peu d'unité dans ses rangs. De plus, elle ne s'appuyait pas sur de larges masses ouvrières, mais ressemblait plutôt à un groupement international de propagande révolutionnaire. En 1871, les membres de l'Internationale prirent part au soulèvement des ouvriers parisiens (la Commune), ce qui entraîna partout la persécution de l'Internationale. En 1874, elle s'est dissoute, affaiblie en particulier par la lutte intérieure entre les partisans de Marx et ceux de l'anarchiste Bakounine. Après sa désagrégation, les partis socialistes commencèrent à naître en divers pays, au fur et à mesure du développement de l'industrie. Le besoin d'un appui réciproque se fit bientôt sentir, et en 1889 fut convoqué un congrès socialistes international, composé de représentants des partis socialistes de différents pays. La Deuxième Internationale fut fondée, mais elle devait s'écrouler à la déclaration de la guerre mondiale. Les raisons en seront expliquées plus loin.

Dès le Manifeste Communiste, Marx avait proclamé le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Voilà ce qu'écrivait Marx à ce sujet à la fin du Manifeste : « *Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » La solidarité internationale du prolétariat n'est donc pour les ouvriers ni un jouet ni une belle phrase ; elle est une nécessité vitale sans laquelle la cause de la classe ouvrière serait vouée à l'échec.

36. La faillite de la Deuxième Internationale et ses causes

Lorsqu'en août 1914 éclata la grande guerre mondiale, presque tous les partis sociaux-démocrates se placèrent aux côtés de leurs gouvernements, et soutinrent eux aussi la tuerie sanglante. Seul, le prolétariat de Russie, de Serbie et, plus tard, d'Italie, déclara la guerre à la guerre et invita les ouvriers à se soulever. Les députés social-démocrates de France et d'Allemagne votèrent, le même jour, dans leurs Parlements respectifs, les crédits de guerre. Au lieu de provoquer un soulèvement général contre la bourgeoisie criminelle, les partis socialistes se dispersèrent et chacun se rangea sous le drapeau de son « propre » gouvernement bourgeois. La guerre reçut ainsi l'appui direct des partis socialistes dont les chefs abandonnèrent et trahirent le socialisme. La deuxième Internationale y a trouvé une mort sans gloire.

Chose curieuse, quelques jours seulement avant la trahison, la presse des partis socialistes et leurs chefs avaient stigmatisé la guerre. Ainsi, par exemple, G. Hervé, aujourd'hui traître au socialisme français, écrivait dans son journal la Guerre Sociale (à qui il donna plus tard le titre de Victoire) : « Se battre pour sauver le prestige du tsar ! ... Quelle joie de mourir pour une cause aussi noble ! » Trois jours avant la guerre, le Parti socialiste français publiait un manifeste contre la guerre et les syndicalistes français proclamaient dans leur journal : « Ouvriers, si vous n'êtes pas des lâches... protestez ! » La social-démocratie allemande organisait d'énormes meetings de protestation. Tous avaient encore en mémoire la décision du Congrès international de Stuttgart, disant qu'en cas de guerre, il fallait se saisir de tous les moyens pour « agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute du capitalisme. » Mais, dès le lendemain, les mêmes partis et leurs chefs affirmaient la nécessité de « sauver la patrie » (c'est-à-dire l'État de rapine de leur propre bourgeoisie), et l'Arbeiter Zeitung de Vienne déclarait qu'il fallait défendre « l'humanité allemande (!) ».

Pour comprendre les raisons de la faillite et de la fin sans gloire de la II^e Internationale, il faut se faire une idée nette des conditions du mouvement ouvrier avant la guerre. Le capitalisme des pays européens et des États-Unis se développait alors aux dépens des colonies : de tous les aspects du capitalisme, c'était le plus répugnant et le plus sanglant. Par une exploitation barbare des peuples

coloniaux, par le pillage, la tromperie, la violence, on leur extorquait des richesses dont profitaient abondamment les requins du capital financier européen et américain. Plus un trust d'État capitaliste était fort et puissant sur le marché mondial, plus il tirait profit de l'exploitation des colonies. Grâce à cette plus-value, il pouvait payer à ses esclaves salariés un peu plus que le salaire ordinaire. Pas à tous, certes, mais du moins aux plus instruits. Certaines couches de la classe ouvrière furent ainsi corrompues par le capital. Elles raisonnaient ainsi : « Si notre industrie possède des débouchés dans les colonies africaines, c'est bien, elle ne s'en développera que mieux ; les profits de nos patrons augmenteront et nous en bénéficierons aussi. » C'est ainsi que le Capital enchaînait à son État ses esclaves salariés.

Ce fait a été déjà noté par les fondateurs du communisme scientifique. F. Engels, en 1882, écrivait à [Kautsky](#) : « Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale ? Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Il n'existe ici aucun parti ouvrier ; il n'y a que les conservateurs et les radicaux-libéraux, et les ouvriers ne font que prendre part avec zèle à la jouissance des biens qu'apporte avec lui le monopole anglais sur le marché mondial et dans les colonies. »

Ainsi s'est développé un servilisme particulier, l'attachement de l'ouvrier à sa bourgeoisie, son obséquiosité devant elle. Le même Engels écrivait en 1889 : « Ce qu'il y a de plus écœurant ici (en Angleterre), c'est la respectabilité bourgeoise que les ouvriers ont dans la chair et dans le sang. Le respect inné envers les betters et superiors s'est enraciné depuis si longtemps et si solidement, que messieurs les bourgeois prennent encore assez facilement les ouvriers dans leurs filets. Je ne suis, par exemple, nullement convaincu que John Burns [un des chefs ouvriers d'alors] ne soit pas plus fier de sa popularité auprès du cardinal Manning, du lord-maire, et, en général de la bourgeoisie, que de sa popularité au sein de sa propre classe. »

Les masses ouvrières n'avaient pas l'habitude, ni l'occasion, de mener la lutte internationalement. Leurs organisations se bornaient à agir, la plupart du temps, à l'intérieur de l'État de leur propre bourgeoisie. Et cette « propre » bourgeoisie intéressait à sa politique coloniale une partie de la classe ouvrière, en particulier les ouvriers qualifiés. À cet hameçon mordaient les chefs des organisations ouvrières, la bureaucratie ouvrière, et les représentants au Parlement qui avaient des places plus ou moins lucratives et étaient habitués à une activité paisible, tranquille, légale. Nous avons déjà dit que le côté sanglant du capitalisme apparaissait dans toute sa crudité surtout aux colonies. Dans l'Europe même et en Amérique, l'industrie progressait rapidement et la lutte ouvrière prenait des formes plus ou moins pacifiques. Il n'y avait pas eu de grande révolution (sauf en Russie) depuis 1871, et, pour la majorité des pays, depuis 1848. On s'habitua à cette idée que le capitalisme se développerait dans l'avenir de la même façon pacifique, et, quand on parlait de la guerre qui venait, on n'y ajoutait pas grande foi. Une partie des ouvriers — et, parmi eux, les chefs ouvriers — se pénétraient toujours davantage de cette idée que la classe ouvrière était, elle aussi, intéressée à la politique coloniale et qu'elle devait, avec sa bourgeoisie, veiller à la prospérité de cette « affaire nationale ». Aussi les masses petites-bourgeoises commençaient-elles à affluer dans la social-démocratie. Rien d'étonnant si, au moment décisif, l'attachement à l'État des brigands impérialistes l'emporta sur la solidarité internationale de la classe ouvrière.

Ainsi, la principale cause de la chute de la II^e Internationale a été que la politique coloniale et l'établissement de véritables monopoles par les plus grands trusts d'État capitalistes avaient enchaîné les ouvriers et surtout les « dirigeants » de la classe ouvrière à l'État impérialiste de la bourgeoisie.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, on vit jadis aussi l'ouvrier faire cause commune avec ses oppresseurs, par exemple, lorsqu'il mangeait à la table du patron. Il considérait alors l'atelier de son

patron comme le sien ; le patron n'était pas pour lui un ennemi, mais « l'homme qui lui procurait du travail ». Ce n'est qu'avec le temps que les ouvriers des différentes fabriques commencèrent à s'unir contre tous les patrons. Lorsque les grands pays se sont transformés eux-mêmes en « trusts nationaux capitalistes », les ouvriers leur montrèrent d'abord le même attachement qu'auparavant à leurs patrons particuliers.

La guerre seule leur a appris qu'il ne faut pas être du côté de son propre État bourgeois, mais qu'il faut renverser, tout État bourgeois et marcher vers la dictature du prolétariat.

37. Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme

La trahison de la cause ouvrière et de la lutte commune de la classe ouvrière furent justifiées par les chefs des partis socialistes de la II^e Internationale au nom de la « défense nationale ».

Nous avons déjà vu que, dans une guerre impérialiste, aucune des grandes puissances ne se défend, mais que toutes attaquent. Le mot d'ordre de défense de la patrie bourgeoise n'était donc qu'une duperie sous laquelle les chefs cherchaient à dissimuler leur trahison.

Mais il nous faut examiner de plus près cette question.

Qu'est-ce, au fond, que la patrie ? Qu'est-ce qu'on entend par ce mot ? Les hommes qui parlent la même langue ? La « Nation » ? Pas du tout. Prenons, par exemple, la Russie tsariste. Lorsque la bourgeoisie russe réclamait à grands cris la défense de la patrie, elle n'entendait pas une patrie habitée par une seule nationalité, disons les Grands-Russiens ; non, il s'agissait d'une patrie habitée par des peuples différents. De quoi s'agissait-il, en réalité ? De rien d'autre que du pouvoir d'État de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. On appelait les ouvriers russes à le « défendre » (ou plutôt à élargir ses frontières jusqu'à Constantinople et Cracovie). Lorsque la bourgeoisie allemande clamait la nécessité de la défense du Vaterland, de quoi s'agissait-il ? Encore une fois du pouvoir de la bourgeoisie allemande, de l'élargissement des frontières de l'État impérialiste des Hohenzollern.

Et c'est ici qu'il faut nous rendre compte si, sous la domination capitaliste, la classe ouvrière possède bien une patrie. Marx, dans le Manifeste du Parti Communiste, a répondu : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. » Pourquoi ? Mais tout simplement parce que, sous la domination capitaliste, ils n'ont aucun pouvoir, parce que, sous le capitalisme, toute la puissance se trouve entre les mains de la bourgeoisie ; parce que, sous le capitalisme, l'État n'est qu'un instrument pour l'oppression et la répression de la classe ouvrière.

Le devoir du prolétariat est de détruire l'État de la bourgeoisie, et nullement de le défendre. Le prolétariat n'aura de patrie que lorsqu'il aura conquis le pouvoir de l'État et sera devenu le maître du pays. Alors, et alors seulement, il aura une patrie et sera tenu de la défendre. Car ce qu'il défendra, c'est son propre pouvoir et sa propre cause et non le pouvoir de ses ennemis et non la politique de brigandage de ses oppresseurs.

La bourgeoisie comprend très bien cela. Par exemple, lorsque le prolétariat russe eut conquis le pouvoir, la bourgeoisie russe engagea la lutte contre la Russie par tous les moyens, en s'alliant avec n'importe qui : avec les Allemands, les Japonais, les Américains, les Anglais, — s'il l'eût fallu, avec le diable et sa grand-mère. Pourquoi ? Parce qu'elle avait perdu en Russie le pouvoir, sa patrie de brigandage, de pillage, d'exploitation bourgeoise. Elle est, à tout moment, prête à faire disparaître la Russie prolétarienne, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets. Il en fut de même en Hongrie. La bourgeoisie proclama la « défense » de la patrie hongroise tant que le pouvoir fut entre ses mains ; mais quand elle l'eut perdu, elle fit bien vite alliance avec les Roumains, les Tchécoslovaques, les Autrichiens pour étouffer, avec leur aide, la Hongrie prolétarienne. Cela veut dire que la bourgeoisie

comprend très bien de quoi il s'agit. Elle oblige, sous la belle formule de la patrie, tous les citoyens à fortifier son propre pouvoir bourgeois et condamne pour haute trahison ceux qui n'y consentent pas. Mais, en revanche, elle ne recule devant rien pour faire sauter la patrie prolétarienne.

Il faut que le prolétariat apprenne de la bourgeoisie à faire sauter la patrie bourgeoise, et non à la défendre ou à l'élargir ; mais sa patrie à lui, il faut qu'il la défende de toutes ses forces, jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Nos adversaires peuvent objecter à tout cela : « Vous reconnaissez donc que la politique coloniale et l'impérialisme ont aidé le développement industriel des grandes puissances et que, de la table des maîtres, ont pu tomber ainsi quelques miettes pour la classe ouvrière ! Il faut donc tout de même défendre son patron et l'aider dans sa concurrence ! »

Pas du tout. Supposons deux fabricants : Schultz et Petrov. Ils se chamaillent sur le marché. Schultz dit à ses ouvriers : « Amis, défendez-moi de toutes vos forces. Faites tout le mal que vous pourrez à la fabrique de Petrov, à lui-même, à ses ouvriers, etc. Alors, ma fabrique à moi marchera, j'en finirai avec Petrov, les affaires seront prospères. Et je vous donnerai un demi-rouble de plus. » Petrov en dit autant à ses ouvriers. Supposons que Schultz soit vainqueur. Dans les premiers temps, peut-être donnera-t-il un demi-rouble de plus, mais par la suite il le reprendra. Et si les ouvriers de Schultz, voulant faire grève, demandent l'aide des anciens ouvriers de Petrov, ces derniers répliqueront : « Comment ! Après ce que vous nous avez fait, maintenant vous venez à nous ? Allez-vous-en ! » Impossible, la grève commune. Quand les ouvriers sont divisés, le capitaliste est fort. Une fois qu'il a vaincu son concurrent, il se retourne contre les ouvriers divisés. Les ouvriers de Schultz avaient bien gagné pour un temps un demi-rouble de plus, mais par la suite ils l'ont perdu. L'État bourgeois est une association de patrons. Quand cette association veut s'engraisser aux dépens des autres, elle peut, à prix d'argent, acheter l'assentiment des ouvriers. La faillite de la II^e Internationale et la trahison du socialisme par les chefs ouvriers furent possibles parce que les chefs acceptèrent de « défendre » les maîtres et d'augmenter les miettes tombant de la table des maîtres. Mais au cours de la guerre, lorsque les ouvriers, trahis, se trouvèrent divisés, le capital, dans tous les pays, s'abattit sur eux avec un poids formidable. Les ouvriers virent qu'ils s'étaient trompés, que les chefs socialistes les avaient vendus pour un denier. Alors commença la régénération du socialisme. Les protestations sortirent d'abord des rangs des ouvriers mal payés, non qualifiés. L'aristocratie ouvrière (par exemple, les imprimeurs dans tous les pays) et les anciens chefs continuèrent longtemps encore leur trahison.

En dehors du mot d'ordre de la défense de la patrie (bourgeoise), un bon moyen de tromper les masses ouvrières fut ce qu'on appelle le pacifisme. Qu'est-ce que cela ? C'est l'opinion gratuite que, dans les limites mêmes du capitalisme, sans révolution, sans soulèvement du prolétariat, etc., une paix perpétuelle peut régner sur la terre. Il suffirait d'organiser l'arbitrage entre les différentes puissances, de supprimer la diplomatie secrète, de désarmer ou, pour commencer, de réduire les armements, etc., et tout irait bien.

L'erreur fondamentale du pacifisme est de croire que la bourgeoisie consentira à des réformes comme le désarmement. En dépit des vœux du pacifisme, la bourgeoisie continuera toujours à s'armer, et si le prolétariat désarme ou ne s'arme pas, il se fera écraser, tout simplement. C'est en quoi les belles phrases pacifistes dupent le prolétariat. *Leur but est de détourner la classe ouvrière de la lutte armée pour le communisme.*

Le meilleur exemple de la fausseté du pacifisme est offert par Wilson qui, avec ses quatorze points, sous le masque de nobles projets comme la Société des Nations, veut organiser le pillage mondial et la guerre contre le prolétariat. Jusqu'à quelle infamie peuvent atteindre les pacifistes, on le voit par les

exemples suivants. L'ancien président des États-Unis, Taft, est un des fondateurs de la Ligue américaine de la Paix, en même temps qu'un impérialiste forcené ; le fabricant d'automobiles américain bien connu, Ford, a organisé des expéditions entières à travers l'Europe pour y claironner son pacifisme ; mais en même temps, il encaissait des centaines de millions de dollars de bénéfices, car toutes ses entreprises travaillaient pour la guerre. Un des pacifistes les plus autorisés, A. Fried, dans son Manuel du Pacifisme, voit la fraternité des peuples, entre autres choses, dans la campagne commune des impérialistes contre la Chine, en 1900. Il écrit à ce sujet : « L'entreprise chinoise a démontré l'influence des idées de paix sur les événements contemporains (!). Elle a démontré la possibilité d'une association internationale des armées. Les armées alliées sont une force mondiale sous le commandement d'un seul généralissime européen. Nous, amis de la paix, nous voyons dans ce généralissime mondial (c'était le comte Waldersee, nommé par Guillaume II) le précurseur de cet homme d'État mondial qui réalisera notre idéal par des moyens pacifiques. »

Un brigandage collectif évident est considéré comme un exemple de « fraternité des peuples ». Il en est de même lorsqu'on sert une « Association de brigands capitalistes » à la sauce « Société des Nations ».

38. Les sociaux-chauvins

Les trompeuses formules dont la presse de la bourgeoisie, tous les jours, inondait les masses (journaux, périodiques, tracts, etc.), sont devenues les formules des traîtres du socialisme.

Les anciens partis socialistes se sont divisés dans presque tous les pays en trois courants : les social-chauvins, traîtres avérés et cyniques, les traîtres dissimulés et hésitants qu'on appelle centristes, et enfin ceux qui sont restés fidèles au socialisme et autour desquels se sont organisés plus tard les partis communistes.

Les social-chauvins prêchent la haine de l'humanité sous le drapeau du socialisme, l'appui donné aux États de brigands bourgeois sous la formule trompeuse de la défense nationale. On trouve parmi eux les chefs de presque tous les anciens partis socialistes : En Allemagne, [Scheidemann](#), [Noske](#), [Ebert](#), David, Heine, etc.; en Angleterre, [Henderson](#); en Amérique, Samuel [Gompers](#) (le chef de la Fédération du Travail); en France, [Renaudel](#), Albert Thomas, Jules [Guesde](#) et les chefs du syndicalisme, comme [Jouhaux](#); en Russie, [Plekhanov](#), Potressov; les socialistes-révolutionnaires de droite, Katherine Brechkovsky, Kerensky, [Tchernov](#); les mencheviks de droite, Lieber, Rosanov; en Autriche, [Renner](#), Seitz, Victor [Adler](#); en Hongrie, Garami, Buchinger, etc.

Tous ont été pour la défense de la patrie bourgeoise. Quelques-uns adhèrent même ouvertement à la politique de rapine, admirent annexions, dommages de guerre, pillage des colonies (on les appelle ordinairement : social-impérialistes). Pendant toute la guerre, ils soutinrent cette politique, non seulement par le vote des crédits, mais aussi par leur propagande. Le manifeste de Plekhanov a été affiché en Russie par le ministre du tsar, Khvostov. Le général Kornilov avait pris Plekhanov comme ministre dans son cabinet. Kerensky (socialiste-révolutionnaire) et [Tséréteïli](#) (menchevik) cachèrent au peuple les traités secrets du tsar ; ils écrasèrent le prolétariat de Pétersbourg pendant les journées de juillet ; socialistes-révolutionnaires et mencheviks de droite firent partie du gouvernement de Koltchak; Rosanov se fit l'espion de Youdenitch. Bref, avec toute la bourgeoisie, ils étaient partisans de prêter appui à la patrie pillarde bourgeoise et de renverser la patrie prolétarienne des Soviets. Les social-chauvins français ont fait partie d'un ministère de brigands (Guesde, [Sembat](#), Thomas), ont soutenu tous les projets de brigandage des alliés, l'étranglement de la Révolution russe et l'envoi de troupes contre les ouvriers russes. Les social-chauvins allemands, Guillaume étant encore empereur, ont également fait partie du gouvernement (Scheidemann), ont soutenu Guillaume lorsqu'il assassinait la révolution en Finlande, pillait l'Ukraine et la Grande-Russie; des social-démocrates (Winning à Riga)

ont dirigé les batailles contre les ouvriers russes et lettons; plus tard, ils ont assassiné [Liebknecht](#) et Rosa [Luxemburg](#) et réprimé, de la façon la plus atrocement sanglante, les soulèvements des ouvriers communistes à Berlin, Leipzig, Hambourg, Munich, etc. Les social-chauvins hongrois, après avoir soutenu en son temps le gouvernement monarchique, ont trahi ensuite la République des Soviets. Bref, dans tous ces pays, ils se sont montrés de vrais bourreaux de la classe ouvrière.

Lorsque **Plékhanov** était encore révolutionnaire, il écrivait dans le journal *Iskra*, publié à l'étranger, que le XX^e siècle, auquel il est réservé de réaliser le socialisme, verrait probablement se produire une énorme scission parmi les socialistes et une lutte formidable et acharnée entre eux. De même que, sous la Révolution française, de 1789 à 1793, le parti révolutionnaire extrême (la Montagne) fut en guerre avec le parti modéré, devenu contre-révolutionnaire (la Gironde), de même — disait Plekhanov — le XX^e siècle verra probablement se dresser les uns contre les autres les anciens camarades, car une partie d'entre eux passera du côté de la bourgeoisie.

Cette prophétie de **Plekhanov** s'est entièrement réalisée. Seulement il ignorait alors qu'il serait au nombre des traîtres.

Les social-chauvins (on les appelle aussi opportunistes) se sont ainsi transformés en ennemis de classe déclarés du prolétariat. Pendant la grande Révolution mondiale, ils combattent dans les rangs des blancs contre les rouges ; ils marchent avec les généraux, la bourgeoisie, les gros propriétaires. Il va de soi qu'il faut mener contre eux une lutte impitoyable, aussi résolue que contre la bourgeoisie dont ils sont les agents.

Ce qui reste de la II^e Internationale, que ses différents partis essayent de ranimer, n'est au fond qu'un bureau de la Société des Nations que la bourgeoisie utilise contre le prolétariat.

39. Le centre

Un autre groupe des vieux partis socialistes forme ce qu'on appelle le Centre. On l'appelle ainsi parce qu'il hésite entre les communistes d'un côté et les social-chauvins de l'autre. À ce courant appartiennent : en Russie, les mencheviks de gauche, [Martov](#) en tête; en Allemagne, les indépendants (Parti social-démocrate indépendant), avec [Kautsky](#) et [Ledebour](#); en France, le groupe de Jean [Longuet](#); en Amérique, le Parti socialiste américain, avec Hillquit; en Angleterre, une fraction du Parti socialiste britannique et de l'Independent Labour Party, etc.

Au commencement de la guerre, ces gens se sont prononcés, avec tous les social-traîtres, pour la défense nationale et contre la révolution. Kautsky écrivait que la pire calamité est l'invasion ennemie et que c'est seulement après la guerre qu'on pourrait reprendre la lutte contre la bourgeoisie. Pendant la guerre, l'internationalisme, de l'avis de Kautsky, n'avait rien à faire. Après la conclusion de la « paix », Kautsky écrivit que tout étant démoli, il ne fallait plus penser au socialisme. Ainsi, pendant la guerre, on ne doit pas combattre, car il n'y a rien à faire, mais la paix revenue, on ne peut pas non plus combattre, car la guerre a tout démoli. La théorie de Kautsky est une proclamation d'impuissance absolue qui abrute le prolétariat. Pis encore, pendant la révolution, Kautsky est parti dans une rage folle contre les bolcheviks. Lui, qui a oublié la doctrine de Marx, il fait maintenant campagne contre la dictature prolétarienne, contre la terreur, etc., sans s'apercevoir qu'il ne fait ainsi qu'aider la terreur blanche de la bourgeoisie. Son programme à lui est d'un vulgaire pacifiste : tribunal d'arbitrage, etc. En quoi il est d'accord avec n'importe quel pacifiste bourgeois.

La politique du Centre oscille, trébuche, impuissante, entre la bourgeoisie et le prolétariat, désire concilier l'inconciliable et, dans les moments décisifs, trahit le prolétariat. Pendant la Révolution d'Octobre, le Centre russe (Martov et Cie) se plaignait de la violence des bolcheviks. Il s'efforçait de réconcilier tout le monde, en aidant la garde blanche et en affaiblissant l'énergie combative du prolétariat. Le parti menchevik n'a même pas exclu ceux de ses membres qui avaient comploté avec

les généraux et leur avaient servi d'espions. Dans les journées difficiles du prolétariat, ce Centre prêchait la grève au nom de la Constituante et contre la dictature du prolétariat ; pendant l'avance de Koltchak, certains centristes lançaient, en pleine solidarité avec les conspirateurs bourgeois, le mot d'ordre de la cessation de la guerre civile (le menchevik Pleskov). En Allemagne, les indépendants ont joué le rôle de traîtres pendant le soulèvement des ouvriers de Berlin, quand ils se mirent eux-mêmes à « réconcilier », en plein combat, contribuant ainsi à la défaite ; nombre d'entre eux sont pour une action commune avec les partisans de Scheidemann. Mais le plus grave, c'est qu'ils ne préconisent pas le soulèvement en masses contre la bourgeoisie et endorment le prolétariat avec des espoirs pacifistes. En France et en Angleterre, le « Centre » condamne la contre-révolution, « proteste » en paroles contre l'étranglement de la révolution, mais manifeste une incapacité absolue pour l'action de masses.

Actuellement, le Centre est tout aussi nuisible que les social-chauvins. Les centristes ou, comme on les appelle encore, les kautskystes, essaient également de ranimer la II^e Internationale, ce cadavre, et de la « réconcilier » avec les capitalistes. Il est clair que sans une rupture complète avec eux et sans lutte contre eux, la victoire sur la contre-révolution est impossible.

Les tentatives pour reconstituer la II^e Internationale se sont faites sous le patronage bienveillant de la Société des Nations, association de brigands. Car les social-chauvins sont vraiment aujourd'hui le dernier appui du régime capitaliste en décomposition. La guerre impérialiste n'a pu faire rage pendant cinq années que grâce à la trahison de classe des partis socialistes. Puis, lorsque vint l'époque révolutionnaire, la bourgeoisie commença à s'appuyer directement sur eux pour étouffer par eux le mouvement du prolétariat. Les anciens partis socialistes sont devenus l'obstacle principal à la lutte de classe pour le renversement du capital. Pendant la guerre, chacun des partis social-traîtres répétait les mots d'ordre de sa bourgeoisie. Après la paix de Versailles, lorsque s'est formée la Société des Nations, ce qui restait de la II^e Internationale (c'est-à-dire les social-chauvins et le Centre) se mit à répéter les mots d'ordre lancés par la Société des Nations. Avec la Société des Nations, la II^e Internationale reprocha aux bolcheviks la terreur, la violation des principes démocratiques, leur « impérialisme rouge ». Au lieu de mener une lutte décisive contre les impérialistes, elle en soutient les principes.

40. La Troisième Internationale Communiste

Les social-chauvins et le centre, nous l'avons vu, lancèrent pendant la guerre le mot d'ordre de la défense nationale (bourgeoise), c'est-à-dire de la défense de l'État des ennemis du prolétariat.

Ce fut « l'union sacrée », c'est-à-dire la soumission complète à l'État bourgeois. Défense de faire grève, par exemple, et à plus forte raison de se soulever contre la bourgeoisie criminelle. Les social-traîtres raisonnaient ainsi : « D'abord en finir avec l'ennemi extérieur, ensuite on verra. »

C'est ainsi que les ouvriers de tous les pays se vendirent à la bourgeoisie. Toutefois, dès le début de la guerre, des groupes de socialistes honnêtes reconnurent que la « défense nationale » et « l'union sacrée », qui liaient pieds et poings au prolétariat, n'étaient qu'une trahison du prolétariat.

Le parti des bolcheviks, dès 1914, déclara que ce n'était pas l'union sacrée avec la bourgeoisie criminelle qui était nécessaire, mais la guerre civile contre la bourgeoisie, c'est-à-dire la révolution. Avant tout, le devoir du prolétariat était de renverser sa propre bourgeoisie. En Allemagne, un groupe de camarades, avec Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, prit le nom de Groupe international et déclara que la solidarité internationale du prolétariat était au-dessus de tout. Peu après, Karl Liebknecht proclama ouvertement la nécessité de la guerre civile et se mit à appeler la classe ouvrière à l'insurrection armée contre la bourgeoisie. Ainsi prit naissance le parti des bolcheviks allemands, ou spartakistes.

En Suède, se forma le Parti socialiste de gauche ; en Norvège, les gauches conquièrent tout le Parti. Les socialistes italiens se sont bien tenus tout le temps de la guerre. Ainsi grandirent petit à petit les partis

qui voulaient la révolution. Sur ce terrain se fit, en Suisse, leur première tentative d'unification. Aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal fut créé l'embryon de la Troisième Internationale. Mais bientôt on s'aperçut que s'étaient glissés là des gens suspects du Centre, qui ne faisaient que freiner le mouvement. À l'intérieur des groupements internationalistes de Zimmerwald prit naissance la gauche de Zimmerwald, avec le camarade Lénine à sa tête. La gauche de Zimmerwald réclamait une action résolue et critiquait âprement le Centre que dirigeait Kautsky.

Depuis la Révolution d'Octobre et l'avènement du pouvoir des Soviets, la Russie est devenue le foyer principal du mouvement international. Notre Parti, pour rompre avec les social-traîtres, revint à son ancien et glorieux nom de bataille, Parti communiste. Sous l'influence de la Révolution russe, il se forma des partis communistes dans d'autres pays. La Ligue des Spartakistes prit le nom de Parti communiste d'Allemagne ; des partis communistes se formèrent en Hongrie, en Finlande, etc. ; plus tard, un parti communiste s'est formé également en France. En Amérique, le Centre a exclu du Parti socialiste les gauches, qui se formèrent alors en Parti communiste ; en Angleterre, ce parti fut fondé en l'automne de 1919. De ces partis sortit [l'Internationale Communiste](#) En mars 1919, à Moscou, dans l'ancien château du tsar, le Kremlin, eut lieu le [premier Congrès international communiste](#) où fut fondée la Troisième Internationale. Assistèrent à ce Congrès, les représentants des communistes allemands, russes, autrichiens, hongrois, suédois, norvégiens, finlandais, ainsi que des camarades français, américains et anglais.

Le Congrès adopta la plate-forme proposée par les communistes allemands et russes. Les débats montrèrent que le prolétariat s'est rangé résolument sous le drapeau de la dictature ouvrière, du pouvoir des Soviets et du communisme.

La Troisième Internationale a pris le nom d'Internationale Communiste, comme jadis la Ligue des Communistes, à la tête de laquelle se trouvait Karl Marx. Par toute son action, la Troisième Internationale prouve qu'elle suit les traces de Marx, c'est-à-dire la voie révolutionnaire qui mène au renversement violent du régime capitaliste.

Rien d'étonnant si tout ce qu'il y a de vivant, d'honnête, de révolutionnaire dans le prolétariat international, adhère de plus en plus à la nouvelle Internationale, qui groupe les efforts des pionniers de la classe ouvrière.

Par son nom seul, *l'Internationale Communiste* montre qu'elle n'a rien de commun avec les social-traîtres. Marx et Engels estimaient déjà le nom de social-démocrate inexact pour le parti du prolétariat révolutionnaire. « Démocrate » veut dire partisan d'une certaine forme d'État. Mais, comme nous l'avons vu, dans la société future, il n'y aura point d'État du tout. Et dans la période de transition doit régner la dictature ouvrière. Les traîtres de la classe ouvrière ne vont pas plus loin que la république bourgeoise. Nous, nous allons vers le communisme.

Dans la préface du Manifeste Communiste Engels écrivait que le mot socialiste s'appliquait de son temps au mouvement des intellectuels avancés, tandis que le communisme était un mouvement purement ouvrier. La chose se reproduit sous nos yeux. Les communistes s'appuient uniquement sur les ouvriers ; les social-traîtres sur l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, les cafetiers, boutiquiers, en général sur la petite bourgeoisie.

Ainsi l'Internationale Communiste réalise la doctrine de Marx en la débarrassant des excroissances qui y étaient apparues pendant la période « pacifique » du développement capitaliste. Les prédictions du grand penseur communistes se réalisent aujourd'hui, après soixante-dix ans, sous la direction de l'Internationale Communiste.

II^e PARTIE

La dictature du prolétariat et L'édification du communisme

LES CONDITIONS DE L'ÉDIFICATION COMMUNISTE EN RUSSIE

INTRODUCTION

41. Situation internationale de la Russie

La nécessité d'une révolution communiste fut imposée par le fait que la Russie est étroitement liée au système économique mondial. Et lorsqu'on nous pose cette question : « Comment la Russie, ce pays arriéré, pourrait-elle passer au régime communiste ? » Notre réponse doit s'appuyer sur la signification internationale de la révolution. La révolution du prolétariat ne peut être actuellement que mondiale. C'est dans ce sens qu'elle se développe. L'Europe tout entière passera inévitablement au régime de la dictature du prolétariat et de là au communisme. En conséquence, la Russie ne saurait rester capitaliste lorsque l'Allemagne, la France, l'Angleterre seront passées à la dictature du prolétariat. Il est clair que la Russie sera fatalement entraînée vers le socialisme. Son manque de culture, l'insuffisance de son développement industriel, etc., tout cela sera de peu d'importance lorsque la Russie s'associera avec les pays les plus cultivés dans une République mondiale ou au moins européenne des Soviets. Il est exact que les ruines causées par la guerre et la révolution auront affreusement épuisé l'Europe entière. Mais un prolétariat conscient et puissant saura, en quelques années, rétablir la formidable industrie qui contribuera à son tour à aider la Russie arriérée. La Russie, d'autre part, est un pays extrêmement riche en produits naturels tels que le bois, le charbon, le pétrole, les minerais et le blé. On aura tous ces produits en abondance avec la paix et une bonne organisation. Nous aiderons, à notre tour, nos camarades de l'Occident par l'envoi de nos matières premières. Si toute l'Europe passait au pouvoir du prolétariat, son industrie suffirait à tous les besoins. Et puisque la prise du pouvoir par le prolétariat, en Europe, est inévitable, la tâche de la classe ouvrière russe sera de contribuer par tous les moyens à l'établissement du communisme. C'est pour cela (nous l'avons vu dans la première partie) que notre Parti a pour premier devoir de procéder à l'édification immédiate du communisme.

42. La grande industrie en Russie

Notre industrie, d'ailleurs, quoique peu développée, en comparaison de l'agriculture, possédait une organisation capitaliste considérable. Nous avons vu dans la première partie, que les principales branches de la production capitaliste en Russie étaient entre les mains d'entrepreneurs qui occupaient parfois plus de 10 000 ouvriers. À partir de 1907, l'industrie russe s'est rapidement centralisée. Un réseau de syndicats et de trusts s'y est formé. Depuis le début de la guerre, la bourgeoisie fit même quelques essais d'organisation du capitalisme d'État. Cela confirme notre opinion que l'industrie peut être organisée et dirigée, quoique non sans difficultés, dans toute la Russie à l'échelle étatique. Il est curieux de constater que les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks qui affirmaient continuellement que le socialisme était absolument impossible en Russie se prononçaient toujours pour l'organisation et le contrôle de l'industrie par l'État. Mais selon eux, cette organisation du contrôle de l'industrie n'était nécessaire que lorsque tout le pouvoir appartenait à la bourgeoisie, l'État bourgeois seul devant « régler et contrôler ». Autrement dit, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, malgré tout leur chauvinisme, étaient partisans du capitalisme d'État à la manière prussienne. Il est clair pourtant qu'admettre le capitalisme d'État, c'est en même temps croire possible l'organisation socialiste de la production. En effet, la seule différence, c'est que, dans le premier cas, l'organisation et le contrôle de la production appartiennent à l'État bourgeois, tandis que dans le second ils appartiennent à l'État prolétarien. Si notre production avait été tellement arriérée que toute

question d'organisation eût été superflue, cette production n'aurait pu être organisée non plus sur la base du capitalisme d'État. Nous savons bien que l'organisation et la production ne deviennent possibles que quand la centralisation du capital atteint un certain degré. Ce degré de centralisation, le capitalisme russe l'a atteint. Et les adversaires même du communisme le reconnaissent lorsqu'ils croient possible l'organisation de l'industrie par l'État bourgeois. L'industrie russe était arriérée non par suite du manque d'usines importantes, mais parce que toute l'industrie n'était qu'une infime partie de la production en comparaison de l'agriculture. De là il ressort que le prolétariat russe doit, malgré toutes les difficultés, organiser l'industrie à sa manière et la garder sans faiblesse jusqu'à ce que les camarades d'Occident lui apportent aide et appui. En ce qui concerne l'agriculture, nous devons organiser une série de points d'appui sous forme d'exploitations en communauté, et dès que nous pourrons nous unir à l'industrie occidentale, l'industrie organisée en commun permettra rapidement aux petits producteurs et aux agriculteurs d'entrer dans la grande association fraternelle. Si l'industrie européenne était tout entière organisée par la classe ouvrière, elle pourrait, d'après un plan établi, livrer à la campagne quantité de produits manufacturés. Il n'y aurait pas des centaines de milliers de commerçants et de spéculateurs : ce sont les magasins de l'État ouvrier qui répartiraient ces produits dans les campagnes. Les paysans, eux aussi, seraient tenus de livrer leurs produits d'après un plan organisé, et ils s'accoutumeraient ainsi petit à petit à la production en commun. Une puissante industrie contribuerait beaucoup au bien-être de la classe paysanne et cette dernière constaterait de visu les bienfaits du nouveau régime.

43. *Triste héritage de la guerre impérialiste*

Nous nous rendons bien compte combien tout cela est difficile à atteindre. Il se passera bien des années avant que la société marche dans la nouvelle voie Essayons d'exposer les raisons des difficultés que nous prévoyons.

Nous sommes obligés d'agir seuls jusqu'à la victoire de la Révolution mondiale et la classe ouvrière qui conquiert le pouvoir en 1917 recueille un triste héritage. La Russie à ce moment n'était plus qu'un pays complètement appauvri et ruiné.

La guerre consumait toutes ses forces. La plupart des usines étaient obligées de travailler pour la guerre et de fabriquer le matériel pour l'œuvre de destruction. En 1915, des 11 milliards et demi du budget national, 6 milliards furent employés aux dépenses de guerre. Déjà au début de la Révolution, on pouvait se rendre compte des effroyables conséquences de la guerre. La production des usines métallurgiques baissa de 40 %, celle des fabriques de textiles de 20 %, de même la production du charbon, de la fonte, du fer, de l'acier, diminuait rapidement. Du 1er mars au 1er août 1917, 568 entreprises furent fermées, et plus de 100 000 prolétaires furent jetés sur le pavé. La dette de l'Empire atteignait un chiffre fantastique et, de jour en jour, la situation du pays s'aggravait.

C'est ainsi que le prolétariat, ayant saisi le pouvoir en octobre 1917, se trouvait devant une tâche extrêmement difficile : organiser la production socialiste dans un pays complètement ruiné. La démobilisation seule nous coûta bien des efforts extraordinaires ; c'est à cette époque que nos transports militaires, déjà désorganisés par la guerre, furent presque complètement anéantis et que nos chemins de fer cessèrent presque complètement de marcher. Tout transport devint à peu près impossible. Après la production, le trafic même s'arrêta.

Mais tout cela ne peut servir d'objection contre la révolution ouvrière. Si la bourgeoisie avait continué à régner, elle aurait poursuivi la guerre impérialiste, elle aurait payé des intérêts énormes aux Français et aux Anglais, et surtout, elle aurait fait supporter toutes les dépenses aux ouvriers et aux paysans. C'est notre appauvrissement et notre épuisement mêmes qui incitèrent le prolétariat à transformer le monde sur des bases nouvelles. C'est avec un esprit d'économie et d'ordre qu'il fallut organiser les

ressources qui nous restaient. Il était nécessaire d'imposer à la bourgeoisie le fardeau des dépenses, il fallait absolument tirer d'affaire la classe ouvrière par les seuls moyens à sa disposition. Cette œuvre indispensable fut imposée au prolétariat révolutionnaire dans des conditions extrêmement difficiles : il s'agissait de boire le vin tiré par messieurs les impérialistes.

44. La guerre civile et la lutte contre l'impérialisme mondial

Pendant tout ce temps, la bourgeoisie mettait tout en œuvre pour empêcher l'organisation de la production par la classe ouvrière. Après la victoire du prolétariat, elle appliqua le sabotage sur une grande échelle. Tous les anciens hauts fonctionnaires, tous les ingénieurs, les instituteurs, les anciens propriétaires et employés des banques sabotaient le travail par tous les moyens. Les conjurations et les soulèvements de gardes blancs se suivaient sans interruption. La bourgeoisie russe entra en relations avec l'Entente, avec les Tchécoslovaques, avec les Allemands, les Polonais, etc., et tenta d'étrangler le prolétariat russe dans une guerre ininterrompue.

Le prolétariat fut obligé de créer une forte armée afin de se défendre contre les hobereaux et les capitalistes de tous les pays. L'impérialisme mondial en entier s'abattit sur le prolétariat russe. Il va sans dire que cette guerre — véritable guerre d'indépendance — exige de grands sacrifices. Ce qui subsiste de notre industrie doit fournir à l'Armée Rouge tout le nécessaire, des milliers des meilleurs ouvriers organisateurs doivent aller renforcer cette armée. En outre, la bourgeoisie réussit dès le début à se fortifier sur quelques points d'importance économique capitale. Les généraux du Don privèrent la classe ouvrière du charbon du bassin du Donetz. Les Anglais s'emparèrent des puits de pétrole de Bakou ; l'Ukraine, riche en céréales, la Sibérie, des régions riveraines de la Volga passèrent à plusieurs reprises aux mains de la contre-révolution. La classe ouvrière eut non seulement à se défendre, armes en mains, contre ses ennemis innombrables, mais aussi à organiser la production presque sans matières premières et sans combustible.

Ces faits expliquent clairement la lenteur de l'organisation de la production par les ouvriers. Il faut que la classe ouvrière abatte d'abord définitivement ses ennemis, sans quoi elle ne pourra point établir l'ordre nouveau.

Dans sa lutte contre les ouvriers, la bourgeoisie a recours à tout ce qui peut nuire économiquement au prolétariat russe. Voilà plusieurs années déjà que la Russie est bloquée de tous côtés, qu'aucune marchandise ne peut y pénétrer de l'étranger. Les Blancs, en se retirant, brûlent et détruisent tout. C'est ainsi que l'amiral Koltchak livra aux flammes des millions de tonnes de blé et brûla une bonne moitié de la flotte de la Volga, etc... La résistance de la bourgeoisie, fortifiée dans sa lutte acharnée par le secours que lui apporte l'impérialisme mondial, est le second obstacle qui se dresse devant la classe ouvrière.

45. Caractère petit-bourgeois du pays. Absence de traditions organisatrices dans le prolétariat

Nous avons déjà vu que notre industrie était suffisamment centralisée pour que la question de sa nationalisation et de son organisation sur des bases nouvelles puisse être posée. D'autre part, notre industrie est trop faible en comparaison de toute la production du pays. L'écrasante majorité de la population en Russie est paysanne et non urbaine. D'après le recensement de 1897, on comptait en Russie (y compris la Sibérie, mais excepté la Finlande), 16 millions d'habitants des villes, sur un total de 117 millions. En 1913, d'après les données d'Organovsky, la population se composait de 140 millions d'habitants des campagnes contre 30 millions de citadins, de sorte que ces derniers ne constituaient que 18 % de la population entière. Mais les villes ne sont pas peuplées uniquement de prolétaires d'usines ou d'ateliers, il y aussi des industriels, des commerçants, des petits-bourgeois et des gens de professions libérales, qui ensemble représentent plusieurs millions. Il est vrai que l'on trouve dans les

campagnes d'anciens journaliers, des indigents qui appuient aussi la classe ouvrière. Mais ils ne sont ni aussi conscients, ni aussi organisés.

L'immense majorité de la population russe est composée de tout petits propriétaires. Bien qu'ils gémissent sous le joug des capitalistes, des gros propriétaires fonciers, ils sont si habitués à la propriété privée et à l'exploitation individuelle qu'il est difficile de les faire participer d'un seul coup à l'œuvre commune, à l'organisation de la production commune. Profiter de son prochain, ne s'occuper que de sa propre exploitation, telles sont les habitudes bien enracinées de chaque petit propriétaire, et c'est encore — sans compter les autres — une cause de difficultés pour l'application en Russie du communisme.

Notre faiblesse se reflète aussi dans la classe ouvrière. Elle a généralement l'esprit révolutionnaire et combatif, mais elle englobe dans son sein des éléments rétrogrades, non habitués à l'organisation. Tous les ouvriers ne ressemblent pas à ceux de Pétrograd. Il en est beaucoup d'arriérés et d'inconscients qui n'ont pas l'habitude de travailler pour la cause commune. Il en est aussi qui viennent seulement de quitter la campagne : ils ont encore la mentalité paysanne et sont sujets aux erreurs du milieu qu'ils viennent d'abandonner.

Ces défauts disparaissent à mesure que la classe ouvrière entre en lutte et qu'elle est entraînée au travail. Néanmoins, cette circonstance, elle aussi, rend plus difficile, sinon impossible, la réalisation de nos tâches.

6. LE POUVOIR SOVIETIQUE

46. Le pouvoir soviétique sous la forme de la dictature du prolétariat

Notre Parti, le premier, a exigé et réalisé le pouvoir soviétique. La grande Révolution d'Octobre 1917 eut pour mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ». Ce mot d'ordre n'existait pas avant que notre parti l'eût adopté, ce qui ne signifie point que nous l'ayons inventé. Il sortit des besoins mêmes de la classe ouvrière. Déjà au cours de la Révolution de 1905-1906, des organisations ouvrières de classe se formèrent : les conseils de délégués ouvriers. Dans la Révolution de 1917 ces organisations se constituèrent en nombre bien plus considérable : partout surgirent comme des champignons les conseils d'ouvriers, de soldats et plus tard de paysans. Il était clair que ces conseils qui apparaissaient comme des organes de lutte pour le pouvoir allaient inévitablement devenir des organes du pouvoir.

Déjà bien avant la Révolution de 1917, on parlait beaucoup de la dictature du prolétariat, mais personne ne savait sous quelle forme elle serait réalisée. La Révolution russe l'a réalisée sous la forme du pouvoir soviétique. Le pouvoir soviétique réalise la dictature du prolétariat qui, organisée en classe dominante dans ses Soviets, brise, à l'aide de la classe paysanne, la résistance de la bourgeoisie et des gros propriétaires.

Bien des gens croyaient auparavant que la dictature du prolétariat pourrait s'exercer sous forme d'une « République démocratique » instituée par une Assemblée Constituante et gouvernée par un Parlement issu de toutes les classes de la nation. Maintenant encore les opportunistes et les réformistes défendent le même point de vue et déclarent que seules l'Assemblée Constituante et la République démocratique peuvent éviter au pays les horreurs de la guerre civile. Mais la réalité se charge de nous prouver le contraire. En Allemagne, par exemple, sortit de la Révolution de novembre 1918 une République démocratique, ce qui n'empêcha point, au cours de 1918 et 1919, des luttes sanglantes où les ouvriers combattirent pour la République des Conseils. Le mot d'ordre du pouvoir des Soviets est devenu celui du prolétariat. Non seulement en Russie mais partout où il y a une classe ouvrière la réalité confirme la justesse de nos revendications : « Tout le pouvoir aux Soviets ».

47. Démocratie prolétarienne et démocratie bourgeoise

La République démocratique bourgeoise s'appuie sur le suffrage universel et sur la volonté populaire ou nationale « en dehors des classes ». Ses partisans et les partisans de la Constituante nous disent que nous violons la volonté commune de la nation. Nous allons d'abord examiner cette question.

Nous avons déjà indiqué dans la première partie de ce livre que la société actuelle est composée de classes aux intérêts opposés. On ne peut pas plus concilier les classes que les loups et les moutons. Les loups dévorent les moutons. Ces derniers sont obligés de se défendre contre les loups. Dans ces conditions est-il possible de déterminer des intérêts communs et par conséquent une volonté commune aux loups et aux moutons : toute personne sensée nous dira que c'est une folie. Il n'y a qu'une alternative possible. Ou bien la volonté des loups l'emportera et les moutons esclaves seront dupés et mangés, ou le contraire se produira. Dans ce dernier cas les moutons se défendront et se débarrasseront des fauves. Il n'y a pas de milieu. C'est la même situation entre les classes de la société. Une classe lutte contre l'autre : la bourgeoisie contre le prolétariat et ce dernier contre la bourgeoisie. Ils sont à couteaux tirés. Ces deux classes ne peuvent avoir ni volonté ni intérêts communs. Ou la volonté de la bourgeoisie l'emportera et elle s'imposera au prolétariat ; ou ce sera ce dernier qui imposera sa volonté à la bourgeoisie. Il est stupide de croire à des intérêts nationaux communs aux classes opposées, au cours d'une guerre civile et d'une révolution, lorsque tout le vieux monde craque de toutes parts. Le prolétariat lutte alors pour transformer le monde sur des bases nouvelles, la bourgeoisie combat pour sauvegarder et même raffermir l'ancien esclavage.

Quelle volonté commune peuvent-elles donc avoir, les classes bourgeoise et prolétarienne ? Toutes ces phrases sur la volonté nationale ne sont évidemment qu'imposture, s'il s'agit de la nation embrassant toutes les classes. Une telle volonté n'existe pas et ne peut pas exister.

Mais ce mensonge est nécessaire à la bourgeoisie pour justifier sa domination. Ne constituant qu'une minorité, elle ne peut dire ouvertement que seul un petit groupe de capitalistes est au pouvoir. Elle a donc recours au mensonge et déclare qu'elle gouverne au nom de toute la nation, de toutes les classes, de tout le peuple, etc...

De quelle façon cette duperie s'accomplit-elle dans la République démocratique ? Grâce à la dépendance, à l'esclavage économique du prolétariat. Même dans les Républiques très démocratiques, toutes les usines et tous les ateliers se trouvent aux mains des capitalistes, et la terre appartient à des propriétaires ruraux ou à d'autres capitalistes. L'ouvrier n'a rien, hors sa force de travail, le paysan rien qu'un petit lopin de terre. Ils sont à jamais contraints de travailler dans les plus dures conditions. D'après la loi écrite ils peuvent beaucoup, mais en réalité ils ne peuvent rien, parce que toutes les richesses, tout le pouvoir du capital se trouvent aux mains de leurs adversaires. C'est ce qu'on appelle la démocratie bourgeoise.

[La République bourgeoise existe aux États-Unis d'Amérique, en Suisse et en France. Mais dans tous ces pays, ce sont les impérialistes les plus ignobles, les rois des trusts et de la haute finance, les pires ennemis de la classe ouvrière qui détiennent le pouvoir. C'est la République allemande, avec son *Assemblée Constituante*, la plus démocratique du monde, qui fut la meurtrière de Karl Liebknecht.]

Le pouvoir soviétique réalise un type nouveau et bien plus parfait de démocratie, *la démocratie prolétarienne*. Elle est basée surtout sur la transmission aux ouvriers des moyens de production, c'est-à-dire sur l'affaiblissement de la puissance de la bourgeoisie. Dans la démocratie prolétarienne ce sont précisément les organisations des masses actuellement opprimées qui deviennent les organes du pouvoir. Des organisations ouvrières et paysannes existent aussi sous le régime capitaliste et par conséquent dans les Républiques démocratiques bourgeoises, mais elles sont bien faibles auprès des

organisations capitalistes. Dans la démocratie prolétarienne, les organisations ouvrières et paysannes (soviets, syndicats professionnels, comités d'usines, etc.) forment la base réelle du pouvoir prolétarien. Le premier article de la Constitution de la République des Soviets est ainsi conçu : « La Russie est déclarée République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir central et local appartient à ces Soviets ».

La démocratie soviétique, loin d'écarter du pouvoir les organisations ouvrières, fait d'elles des organes du pouvoir. Et comme les soviets et les autres organisations ouvrières et paysannes englobent des millions de travailleurs, le pouvoir soviétique élève pour la première fois vers de nouvelles tâches une quantité innombrable de gens jusqu'alors oubliés et écartés. Des contingents de plus en plus forts d'ouvriers et de paysans sont partout gagnés au travail commun grâce aux Soviets, aux syndicats professionnels, aux comités d'usines, etc... Dans les plus petites villes de province, dans les campagnes les plus éloignées, bien des gens, jusqu'alors dédaignés, sont appelés à collaborer à la création d'une vie nouvelle, à participer au travail d'administration. C'est ainsi que le pouvoir soviétique réalise la plus large autonomie administrative des différentes régions et la participation de masses considérables au travail collectif.

Il est évident que le but de notre parti est le plus grand développement possible de cette nouvelle démocratie prolétarienne. Nous devons faire notre possible pour que des couches de plus en plus considérables d'ouvriers et de paysans pauvres soient représentées dans les organes du pouvoir des Soviets. Dans une brochure parue avant la Révolution d'Octobre 1917, le camarade Lénine disait, avec juste raison, que notre but était d'enseigner même à une cuisinière à gouverner l'État. Ce but est certainement difficile à atteindre et bien des obstacles s'opposent à sa réalisation. La principale difficulté réside dans le degré insuffisant de culture des masses. Les ouvriers éclairés sont relativement peu nombreux. On en trouve surtout parmi les métallurgistes. L'écrasante majorité des ouvriers et des paysans surtout est assez arriérée. Ils n'ont pas l'esprit d'initiative suffisamment développé, et c'est là une des causes pour lesquelles ils ne pourront pas, au début, participer au pouvoir autant que nous le désirons. Il nous faut systématiquement élever le niveau de la culture populaire pour pouvoir attirer petit à petit tout le monde à l'œuvre commune du gouvernement. C'est là un des buts principaux du parti communiste.

48. Caractère de classe temporaire de la dictature du prolétariat

La bourgeoisie a toujours dissimulé sa domination de classe sous le masque de « la cause nationale ». Elle ne peut pas reconnaître ouvertement qu'elle impose à tous sa volonté de classe. Elle ne peut pas avouer que l'État n'est qu'un groupe de brigands et de parasites. Même lorsque la bourgeoisie lève le drapeau sanglant de la dictature militaire, elle affirme que c'est dans l'intérêt général de la nation. C'est surtout dans les Républiques démocratiques qu'elle trompe le plus habilement le peuple. Dans ces pays la bourgeoisie gouverne et exerce sa dictature en gardant certaines apparences. Tous les trois ou quatre ans, elle accorde aux ouvriers le droit de glisser dans l'urne un bulletin de vote, ce qui ne l'empêche pas de les écarter du pouvoir pendant le reste du temps, mais l'autorise à proclamer que c'est le peuple entier qui gouverne.

Le pouvoir soviétique reconnaît ouvertement son caractère. Il n'a pas à cacher que l'État soviétique est la dictature des pauvres. Il le souligne même en se proclamant gouvernement ouvrier et paysan. La constitution de la République des Soviets, établie par le cinquième Congrès des Soviets 16¹⁹ dit textuellement « ART. 7.

¹⁹ 10 Juillet 1918.

— Le cinquième Congrès panrusse des Soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans, estime qu'actuellement, au moment de la lutte décisive du prolétariat contre ses exploiters, il ne peut y avoir de place pour les exploiters dans aucun des organes du pouvoir ».

Le pouvoir soviétique, non seulement reconnaît son caractère de classe, mais encore prive les représentants des classes hostiles aux ouvriers et aux paysans de leurs droits civiques et les exclut de tous les organes du pouvoir.

Pourquoi le pouvoir soviétique peut-il et doit-il être aussi franc et aussi sincère ? Parce qu'il est effectivement le pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire de la majorité de la population. Il n'a pas à se cacher d'être né dans les quartiers ouvriers, bien au contraire : plus il soulignera son origine et son caractère, plus il sera près des masses et plus il sera secondé dans sa lutte contre les exploiters.

Mais une telle situation ne durera pas toujours. Il s'agit surtout de briser la résistance des exploiters. Une fois domptés, ces derniers seront obligés de devenir des travailleurs comme le reste de la population. Il n'y aura plus lieu de sévir contre eux et la dictature du prolétariat disparaîtra peu à peu.

[Tout cela est mentionné dans notre Constitution. On y lit textuellement (Section II, art. 9) :

« Le but principal de la Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, Constitution établie pour la période de transition actuelle, réside dans l'établissement, sous forme d'un puissant pouvoir soviétique, de la dictature du prolétariat urbain et rural et des paysans les plus pauvres, en vue d'écraser complètement la bourgeoisie, de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer le socialisme sous le régime duquel il n'y aura ni division en classes ni pouvoir d'État. »]

C'est ce programme qui nous dicte notre devoir. Le parti doit systématiquement divulguer le mensonge bourgeois qui consiste à concéder quelques droits aux ouvriers, tout en les maintenant dans une dépendance économique. Le parti a pour devoir de supprimer les exploiters par tous les moyens qui sont à la disposition du prolétariat. Mais en même temps, un de ses devoirs est aussi d'adoucir et d'abolir toutes les mesures actuellement nécessaires au fur et à mesure de la disparition des exploiters et de leurs serviteurs. Lorsque les intellectuels de professions libérales se seront rapprochés de la classe ouvrière et qu'ils auront cessé de comploter contre cette dernière (et ce n'est qu'une question de temps) le pouvoir soviétique se devra de les accueillir en frères et de leur accorder tous les droits. Mais à l'heure actuelle, quand tout le monde marche en armes contre la République prolétarienne, il serait prématuré d'accorder des droits aux classes toujours hostiles. Il reste de notre devoir d'affirmer sans cesse que ce moment viendra d'autant plus vite que toutes les tentatives des exploiters contre le communisme seront plus activement réprimées. Alors l'État prolétarien disparaîtra lentement en se transformant en une Société communiste sans classes opposées et par suite sans État.

49. Possibilité matérielle de la réalisation des droits de la classe ouvrière

La démocratie bourgeoise trompe les ouvriers en leur accordant des droits qui sont purement illusoires. Elle prétend que les ouvriers peuvent élire au Parlement qui bon leur semble, qu'ils ont les mêmes droits que leurs patrons (ne sont-ils pas « égaux devant la loi ? »). Ils ont le droit de former librement des associations, de tenir des réunions, de faire paraître des journaux, de publier des livres, etc. de n'importe quelle tendance. La bourgeoisie voit en cela « l'essence de la démocratie », elle déclare que sa démocratie est pour tous : pour tout le peuple, pour tous les citoyens et qu'il n'en est pas ainsi dans la République des Soviets.

Une telle démocratie bourgeoise n'existe en réalité nulle part.

[L'exemple de l'Amérique est caractéristique à ce point de vue. Au cours de la guerre, le Parlement des États-Unis adopta les lois suivantes : Défense d'insulter le Président de la République, défense d'insulter les Alliés, défense d'expliquer l'entrée en guerre des États-Unis et des Alliés par de vils mobiles d'intérêt matériel, défense de préconiser une paix prématurée, défense de critiquer publiquement la politique du gouvernement, défense d'admirer l'Allemagne, défense de prêcher le renversement du régime en vigueur, la suppression de la propriété privée, la lutte des classes, etc. Des peines de 3 à 20 ans de travaux forcés étaient prévues pour infraction à ces lois. Au cours d'une année seulement, environ 1 500 ouvriers furent arrêtés pour infraction à ces lois. Toute une organisation ouvrière, les Travailleurs Industriels du Monde (I.W.W.) fut dissoute et une partie de ses chefs assassinés. Comme exemple de liberté de grèves, nous pouvons indiquer celle des mines de cuivre de l'Arizona, en été 1917, grève au cours de laquelle des ouvriers furent fusillés, frappés à coups de knout, enduits de goudron, cependant qu'on chassait des familles entières de leurs habitations, les contraignant à partir sans aucun moyen de subsistance. Rappelons encore les grèves des mineurs (mines de charbon du Colorado) où des troupes payées par le banquier Rockefeller fusillèrent et brûlèrent quelques centaines d'ouvriers et d'ouvrières. Le Parlement des États-Unis, quoiqu'issu du suffrage universel, exécute tous les ordres des rois des trusts. Presque tous les députés sont achetés par eux. Les rois non couronnés dictent leurs lois : Rockefeller, roi de la banque, du pétrole, du blé, du lait ; Morgan, autre roi de la banque et des chemins de fer, Schwab, roi de l'acier ; Swift, roi de la viande ; Dupont, roi de la poudre, qui gagna au cours de la guerre une fortune inouïe. Pour nous figurer la fortune d'un Rockefeller, il nous suffit de savoir qu'il gagne en une heure 10 000 dollars ; qu'un de ses dîners de gala lui revint à 11 millions de dollars. Comment résister à une pareille puissance ? Et c'est cette bande des Rockefeller et des Schwab qui détient tout le pouvoir, sous le masque de la « démocratie ».]

Même si un tel pouvoir démocratique existait, il ne vaudrait pas un rouge liard, comparé au pouvoir soviétique, car il ne suffit pas à l'**ouvrier de posséder des droits sur le papier, il lui faut aussi la possibilité de les réaliser**. Et c'est précisément ce qui est impossible tant que le capital sera une force dominante, tant que durera le régime dans lequel on laisse aux **capitalistes leur droit de propriété sur toutes les richesses**. Même si les ouvriers ont sur le papier le droit de réunion, il leur est parfois impossible de trouver un local pour s'y réunir, il suffit que les cafetiers, à l'instigation des requins du capitalisme ou à cause de leur haine des ouvriers, refusent de louer leurs salles et c'en est fini de ce droit. Autre exemple : les ouvriers veulent faire paraître un journal et ils ont le droit de le faire. Mais pour cela il faut de l'argent, du papier, un local pour la rédaction, une imprimerie, etc... Or, toutes ces choses sont entre les mains des capitalistes qui n'en céderont rien aux ouvriers. Donc rien à faire, et avec les gros sous des ouvriers on ne peut constituer les capitaux nécessaires. En revanche, la bourgeoisie possède la grande presse aux millions d'exemplaires, et journallement elle peut tromper le peuple qui reste avec son droit.

Voilà essentiellement en quoi consistent toutes les « libertés » ouvrières dans la démocratie bourgeoise. Ces libertés n'existent que sur le papier. Ce sont des libertés de pure forme. Il n'y a pas de liberté là où on ne peut pas la réaliser.

Il en est ainsi dans tous les domaines de la vie. D'après la thèse bourgeoise, les patrons et les ouvriers sont égaux dans le régime capitaliste, grâce à la « liberté des contrats ». Le patron est libre d'engager l'ouvrier, l'ouvrier est libre de s'embaucher. Mais cela encore n'est que sur le papier. En réalité le patron mange à sa faim et il est riche, l'ouvrier est pauvre et affamé, il est obligé d'accepter le travail. Il n'y a pas d'égalité possible entre les riches et les pauvres, malgré toutes les lois écrites. En régime capitaliste, toutes les libertés sont des chiffons de papier.

Dans la République des Soviets, les libertés ouvrières consistent avant tout dans la possibilité de les exercer. On lit textuellement dans notre Constitution :

« ART. 14. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté d'opinion, la République socialiste fédérative des Soviets de Russie met fin à l'état de dépendance de la presse vis-à-vis du capital, remet à la classe ouvrière et aux paysans pauvres toutes les ressources techniques et matérielles nécessaires pour la publication des journaux, brochures, livres et autres productions de presse, et en assure la libre diffusion à travers tout le pays.

« ART. 15. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté de réunion, la R.S.F.S.R., reconnaissant le droit des citoyens de la République soviétique d'organiser librement des réunions, des meetings, des processions, etc., met à la disposition de la classe ouvrière et paysanne tous les locaux qui conviennent aux assemblées populaires, avec aménagement, éclairage et chauffage.

« ART. 16. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté d'association, la R.S.F.S.R., qui a brisé le pouvoir économique et politique des classes possédantes et qui a ainsi écarté tous les obstacles qui, dans la société bourgeoise, ont empêché jusqu'ici les ouvriers et les paysans d'user de la liberté d'organisation et d'action, prête aux ouvriers et aux paysans pauvres tout son concours matériel et autre pour les aider à s'unir et à s'organiser.

« ART. 17. — En vue d'assurer aux travailleurs la possibilité effective de s'instruire, la R.S.F.S.R. se propose pour tâche d'offrir gratuitement aux ouvriers et aux paysans pauvres une instruction complète et universelle. »

C'est en cela que consiste la différence énorme entre les libertés trompeuses de la démocratie bourgeoise et les libertés réelles de la démocratie prolétarienne.

Le pouvoir soviétique et notre parti ont fait beaucoup dans ce sens. Les palais aristocratiques, les théâtres, les imprimeries, le papier, etc... appartiennent actuellement aux organisations ouvrières et au pouvoir d'État ouvrier. Notre but actuel est d'aider aux masses ouvrières et paysannes arriérées à user de leurs droits. D'une part, nous devons suivre continuellement la voie tracée par nous en améliorant les conditions matérielles des libertés ouvrières, c'est-à-dire rechercher d'autres maisons, en construire de nouvelles, installer de nouvelles imprimeries, construire des palais ouvriers, etc... Nous devons d'autre part éclairer les masses arriérées sur les possibilités déjà existantes et que, dans leur ignorance, elles n'utilisent pas encore.

50. Egalité des travailleurs sans distinction de sexe, de religion ni de race

La démocratie bourgeoise a proclamé en paroles une série de libertés, mais qui sont toujours restées inaccessibles aux masses opprimées. Entre autres, la bourgeoisie a proclamé souvent l'égalité des personnes sans distinction de sexe, de religion, de race ou de nationalité. Sous le régime démocratique bourgeois, affirme-t-elle, blancs, jaunes et noirs, Européens et Africains, chrétiens, bouddhistes ou israélites sont pratiquement égaux. Mais en fait la bourgeoisie n'a rien réalisé de tout cela. Au contraire, à l'époque de l'impérialisme, l'oppression des races et des peuples s'aggrave terriblement (voir le chapitre suivant). Même à l'égard des femmes, la bourgeoisie ne réalise pas non plus l'égalité. La femme est restée un être sans droit et un animal domestique. La femme ouvrière est particulièrement opprimée dans la société capitaliste, ses droits sont encore plus restreints que ceux, pourtant insignifiants, de l'ouvrier-homme. Elle ne possède les droits électoraux que dans deux ou trois États, ses droits de succession sont limités, dans la famille elle est toujours subordonnée à son mari. En résumé, en régime capitaliste règnent à peu près les mêmes us et coutumes que chez les sauvages où l'on peut acheter, vendre ou échanger les femmes comme du bétail ou des jouets. « Une poule n'est pas un oiseau, la femme n'est pas une personne », dit un proverbe russe qui apprécie bien la situation de la femme dans ce régime d'esclavage. Cette situation est très désavantageuse pour le

prolétariat. Nous avons indiqué dans la première partie de ce volume que les femmes constituent une partie considérable de la classe ouvrière. Il est évident que s'il n'y a pas d'égalité entre les deux moitiés du prolétariat, sa lutte en sera singulièrement affaiblie, l'émancipation du travail et la victoire commune sont impossibles sans l'aide du prolétariat féminin. L'intérêt de l'ouvrier veut que la camaraderie s'établisse entre la partie masculine et la partie féminine du prolétariat et que cette camaraderie soit fortifiée par l'égalité. Le pouvoir soviétique a appliqué le premier cette égalité dans tous les domaines de la vie : dans le mariage, dans les relations de famille, dans les droits politiques, etc., partout les femmes ont actuellement les mêmes droits que les hommes.

La tâche de notre parti consiste maintenant à faire passer cette égalité dans la pratique. Il s'agit surtout de faire comprendre aux larges masses de travailleurs que l'esclavage de la femme ne peut être que nuisible à eux aussi. Encore à l'heure actuelle, les ouvriers considèrent les femmes comme des êtres inférieurs : dans les villages on rit encore des femmes qui veulent participer aux affaires publiques. Dans la République des Soviets, la femme travailleuse a le droit, tout comme l'homme, d'élire et d'être élue. Elle peut occuper le poste de commissaire, avoir n'importe quel emploi dans l'armée, dans l'administration et dans la production nationale.

Mais les femmes ouvrières chez nous sont bien plus arriérées que les hommes. On les regarde d'ailleurs de très haut. Un travail énergique s'impose, d'abord pour apprendre aux hommes à considérer les femmes ouvrières comme égales aux travailleurs hommes, ensuite pour éclairer les femmes et les inciter à user des droits qui leur sont accordés, sans embarras ni crainte.

Il faut se souvenir des paroles de Lénine : « Même à une simple cuisinière, nous devons enseigner à gouverner l'État ».

Nous avons indiqué plus haut que le principal n'est pas d'accorder des droits sur le papier, mais de donner la possibilité de les exercer.

Comment l'ouvrière pourrait-elle exercer ses droits s'il faut s'occuper du ménage domestique ?

Il faut que la République des Soviets allège le sort de la femme laborieuse et la libère d'obligations domestiques qui remontent au déluge. L'organisation de maisons communes (où l'on ne se dispute pas », où l'on vit fraternellement, avec des buanderies communes, l'organisation de restaurants populaires, de crèches, de jardins d'enfants, de colonies d'enfants pour l'été, d'écoles où les enfants soient nourris, etc. ; tout cela doit décharger la femme et lui donner la faculté de s'occuper de tout ce qui intéresse l'homme.

Il est difficile de créer ces institutions pendant cette période de misère et de famine. Mais le parti doit faire tout son possible pour attirer la femme ouvrière au travail commun.

[Lire le chapitre suivant²⁰ sur l'égalité des droits des différentes races ou nationalités. Voici les articles de notre Constitution concernant cette question :

« ART. 20. — Au nom de la solidarité des travailleurs de tous les pays, la R.S.F.S.R. accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers qui travaillent sur le territoire de la République et qui appartiennent à la classe ouvrière ou à la classe des paysans ne vivant pas du travail d'autrui ; elle reconnaît aux Soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers, sans autres formalités, les droits de citoyen russe.

« ART. 21. — La R.S.F.S.R. accorde le droit d'asile à tous les étrangers persécutés pour des crimes politiques et religieux.

²⁰ Pages 97 et suivantes.

« ART. 22. — La R.S.F.S.R., reconnaissant l'égalité des droits à tous les citoyens, indépendamment de leur race ou de leur nationalité, déclare qu'il est contraire aux lois fondamentales de la République d'instituer ou de tolérer des privilèges ou des prérogatives quelconques fondées sur ces motifs, ainsi que d'opprimer des minorités nationales ou de limiter leurs droits. »]

51. Le parlementarisme et le régime soviétique

Les démocraties bourgeoises ont à leur tête le Parlement. C'est une institution qui est élue d'une manière ou d'une autre. Dans certains pays, seuls les riches sont électeurs, dans d'autres une partie des pauvres sont admis à voter ; ou bien sont électeurs tous les hommes à partir d'un certain âge et parfois les femmes aussi.

Même dans les pays où le Parlement est élu au suffrage universel, ce sont toujours les représentants de la bourgeoisie qui passent en majorité. Après ce que nous avons écrit, il est facile de comprendre pourquoi. Représentons-nous un pays où les ouvriers qui forment la majorité de la population ont le droit de suffrage, songeons également que toutes les richesses se trouvent aux mains des capitalistes, que toute la presse leur appartient, qu'ils disposent des salles de réunion, qu'ils ont à leur service des artistes, des imprimeries, des millions de feuilles, que tous les ministres de tous les cultes prêchent leur cause pendant que leurs autres agents : avocats, journalistes, orateurs, flattent les ouvriers et paraissent défendre leurs idées. Ajoutons-y la puissance financière, la force énorme des syndicats patronaux qui cherchent à corrompre l'élu ouvrier, même honnête, en lui offrant des places avantageuses ou en le flattant dans leurs journaux. Voyons, au contraire, les ouvriers occupés toute la journée à un dur labeur et qui n'ont ni le temps ni les moyens pour se réunir. Et nous comprendrons pourquoi, dans ces parlements démocratiques, la majorité est composée d'agents déclarés ou secrets de la bourgeoisie, du capital financier ou des rois des banques.

Le député, difficile à choisir pour les ouvriers, une fois au Parlement, se rit de ses électeurs. Son poste lui est assuré pour trois ou quatre ans. Le voilà indépendant de ses électeurs, il se vend à droite et à gauche, et la loi s'oppose à ce qu'il soit révoqué.

Telle est la situation du parlementarisme ou régime démocratique bourgeois. C'est tout autre chose dans la République des Soviets. Là, tous les parasites, commerçants et industriels, évêques et propriétaires ruraux, généraux et mercantis, tous sont privés des droits électoraux : ils ne sont pas électeurs et ne peuvent pas être élus. Par contre le vote est facile aux ouvriers et paysans pauvres. De plus les électeurs peuvent à tout instant révoquer leur élu et le remplacer par un autre. Si un député fait mal son devoir, trahit son drapeau, etc., on le révoque. Ce droit de révocation n'est appliqué nulle part aussi largement que dans la République des Soviets.

Le Parlement dans les républiques bourgeoises est une institution où l'on ne fait que des discours. Le vrai travail est fait par les ministres, les fonctionnaires, etc. Quant au Parlement, il adopte ou repousse les projets de lois, « contrôle » les ministres par des interpellations et vote pour ou contre la proposition du gouvernement. Le Parlement a, dit-on, le pouvoir législatif. Quant au pouvoir exécutif, il appartient aux ministres. Par conséquent ce n'est pas le Parlement qui traite les affaires du pays, les députés ne font qu'y bavarder. En régime soviétique, il en est tout autrement. L'organe suprême du Gouvernement est le Congrès des Soviets. Notre Constitution déclare à ce sujet :

« ART. 24. — Le Congrès panrusse des Soviets est l'autorité suprême de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie. » Il doit se réunir au moins deux fois par an Il examine tout le travail accompli, prend les décisions nécessitées par la situation et ces décisions ont force de lois. Tous les membres du Congrès sont des travailleurs de différentes provinces qui participent à la vie politique de leur région et qui y travaillent continuellement. En tout cas, ce ne sont pas des politiciens de métier, ni de beaux parleurs. Le pouvoir pendant les intervalles qui séparent les Congrès appartient au Comité

Exécutif Central élu par le Congrès. Ce Comité adopte les lois et les fait appliquer, il possède en même temps le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Il se subdivise en Commissariats du Peuple où travaillent les membres du Comité. C'est ainsi que le Comité Central Exécutif est bien un organe de travail.

Le Comité Central Exécutif, comme toutes les autres institutions soviétiques, s'appuie sur un réseau d'organisations ouvrières : les institutions soviétiques s'appuient sur le Parti communiste, sur les Syndicats, sur les Comités d'usines et sur les Coopératives. Ces organisations embrassent des dizaines de millions de travailleurs et qui tous soutiennent le pouvoir soviétique. Grâce à elles les masses ouvrières participent effectivement au pouvoir. Le Parti communiste ouvrier, de même que les syndicats, placent des personnes de confiance à tous les postes de direction. C'est ainsi que les meilleurs ouvriers occupent tous les postes de travail et non d'apparat Rien de pareil dans la soi-disant République démocratique. L'électeur ouvrier met son bulletin dans l'urne et son rôle est terminé. Il a rempli son « devoir de citoyen », lui dit la bourgeoisie, et il n'a plus à s'occuper de rien.

C'est là un des principaux mensonges de la bourgeoisie. Il semble « sur le papier » que les ouvriers participent à la direction politique de leur pays, tandis qu'en réalité ils en sont complètement écartés. Tout est fait par une caste spéciale de fonctionnaires bourgeois, éloignée des masses, comme l'est tout l'appareil gouvernemental et qui n'a aucun point de contact avec la population : *la bureaucratie*.

[Jusqu'au XVIe ou au XVIIe siècles, les nobles, seuls, étaient fonctionnaires d'État. À l'avènement du régime capitaliste apparaît une caste professionnelle de fonctionnaires. Ces temps derniers, les fonctionnaires étaient recrutés surtout dans les professions libérales. Quant aux postes d'importance, c'est la haute bourgeoisie qui les occupe. Même les petits fonctionnaires sont élevés dans l'esprit de dévouement au gouvernement de bandits. Aux plus capables on donne la possibilité de se faire « une carrière », ainsi que des rangs, des décorations, des titres. C'est pourquoi tous ces Messieurs sont, la plupart du temps, imbus d'un profond mépris pour le peuple. Nous allons citer quelques chiffres afin de donner une idée du nombre des fonctionnaires dans différents pays d'Europe. (Nous prenons ces chiffres dans le livre de M. Olchevsky : La Bureaucratie). L'Autriche comptait, en 1874, 27 000 fonctionnaires ; en 1891, 36 000 ; et en 1900, 169 000. En France on en comptait 1 million et demi déjà en 1891, c'est-à-dire 4 % de la totalité de la population. En Angleterre il y en avait environ 1 million en 1891 (2,6 %) ; aux États-Unis, en 1890, 750 000, etc... M. Olchevsky, un écrivain bourgeois pourtant, reconnaît que les traits caractéristiques de la bureaucratie sont : la routine, le ton hautain, l'esprit de caste, la mesquinerie. Et c'est cette bureaucratie qui gouverne dans tous les pays capitalistes. Encore une fois, l'administration supérieure est composée des représentants de la haute bourgeoisie et de la noblesse rurale, et il ne saurait en être autrement dans la société capitaliste où la classe bourgeoise détient le pouvoir.]

Dans la République des Soviets, les masses non seulement votent (et ce n'est pas des avocats mercenaires qu'elles élisent, mais des leurs), mais elles prennent aussi une part directe au pouvoir parce que les Soviets et toutes les autres organisations ouvrières sont appelés à y participer.

En ce qui concerne les Soviets, leurs élections sont organisées de façon à rester en liaison avec les masses : ces élections se font non par localité, mais par centre de travail (par usine, atelier), ou comme l'on dit : par « unités de production ».

C'est ainsi que le pouvoir soviétique réalise une forme supérieure, bien plus populaire de démocratie : la démocratie prolétarienne.

Quel est ici la tâche du parti ? Notre voie est claire : il faut réaliser la démocratie prolétarienne par le rapprochement progressif des camarades fonctionnaires (députés, hommes de confiance, etc.) avec les masses, par la participation effective de masses de plus en plus nombreuses à l'administration, et enfin par le contrôle vigilant des députés par des milliers de citoyens. La responsabilité des fonctionnaires et des élus doit être de plus en plus exigée et élargie.

La réalisation de tous ces buts exige un travail considérable. Elle rencontre beaucoup d'obstacles. Il faut les vaincre tous et atteindre l'unité complète et indissoluble de l'appareil gouvernemental et des masses ouvrières et paysannes pauvres. La réalisation du communisme est à ce prix.

52. *L'armée et le pouvoir soviétique*

La démocratie prolétarienne, comme tout pouvoir d'État, possède des forces armées : une armée et une flotte. En régime de démocratie bourgeoise, l'armée sert à opprimer le prolétariat et à défendre le porte-monnaie des bourgeois. L'armée prolétarienne, l'armée rouge de la République des Soviets sert à défendre les intérêts de la classe du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie. C'est pourquoi la situation et les droits politiques de l'armée prolétarienne diffèrent énormément de ceux de l'armée bourgeoise. La bourgeoisie est contrainte de faire croire qu'elle maintient son armée « hors de la politique », mais en réalité elle en fait l'instrument de sa politique criminelle et contre-révolutionnaire sous couleur de défendre « l'intérêt national ». Elle fait tous ses efforts pour séparer l'armée du peuple ; elle emploie tous les moyens pour priver l'armée de ses droits politiques. Dans la République des Soviets, c'est tout différent. Le prolétariat déclare ouvertement que son armée est un instrument de lutte contre la bourgeoisie. L'État contribue par tous les moyens à la fusion de l'armée et du peuple. Le prolétariat et l'armée sont réunis dans leurs soviets (qui s'appellent soviets des ouvriers et des soldats rouges) ; les soldats de l'armée rouge et les ouvriers s'instruisent dans les mêmes écoles, suivent les mêmes cours, participent ensemble aux meetings et aux manifestations. À plusieurs reprises les ouvriers confièrent leurs fanions à l'armée rouge et réciproquement. Le pouvoir soviétique, qui n'est que la grande République des travailleurs, ne peut lutter avec succès contre ses ennemis que grâce à l'union réalisée de l'armée rouge avec le prolétariat révolutionnaire.

Plus la classe ouvrière sera solidaire de l'armée et réciproquement, plus notre puissance militaire sera forte. C'est pourquoi notre parti doit soutenir, développer et fortifier cette solidarité. L'expérience a déjà prouvé l'influence produite sur l'armée par son union avec les organisations prolétariennes. Il suffit de rappeler la résistance contre Koltchak et Dénikine en été et automne 1919. Ces victoires ne furent possibles que grâce à l'appui donné à l'armée par des camarades venus du parti et des syndicats. Aussi l'armée rouge prolétarienne est bien réellement la première armée nationale, créée par les efforts des travailleurs, organisée par le prolétariat, en liaison étroite avec lui. Elle participe au pouvoir par l'intermédiaire de ses représentants aux Soviets. Elle n'est pas un corps à part, elle est constituée par ces mêmes ouvriers et paysans pauvres marchant sous la direction de la classe ouvrière. A l'arrière, elle remplit les mêmes fonctions que le reste du prolétariat. Un devoir absolu de notre parti est de resserrer encore, si possible, cette solidarité.

53. *Rôle directeur du prolétariat*

C'est le prolétariat qui joue le rôle principal, le rôle de chef dans notre Révolution qui est une révolution communiste. Le prolétariat est la classe la plus unie et la mieux organisée. Le prolétariat est la seule classe qui, par ses conditions d'existence sous le régime capitaliste, se soit élevée aux conceptions communistes et ait trouvé le vrai but et la seule voie qui y conduit. C'est ce qui a fait du prolétariat le chef et le pionnier au cours de toute la révolution. La classe paysanne (les paysans moyens et en partie les paysans pauvres) hésitait souvent. Par contre chaque fois que la classe paysanne se dressait contre

le prolétariat, elle tombait au pouvoir d'un Koltchak, d'un Dénikine ou de quel qu'autre hobereau, capitaliste ou général.

C'est ce rôle directeur du prolétariat qui trouva son expression dans la Constitution de la République des Soviets. D'après nos lois le prolétariat à certaines prérogatives politiques. Aux Congrès des Soviets, un nombre déterminé d'ouvriers est représenté par plus de délégués que le même nombre de paysans.

[Notre Constitution s'exprime ainsi :

« ART. 25. — Le Congrès panrusse des Soviets se compose des représentants des Soviets urbains à raison de 1 député pour

25 000 électeurs, et de représentants des congrès de gouvernement²¹, à raison de 1 député pour 125 000 habitants. »

Les Congrès des Soviets locaux et régionaux sont composés de la façon suivante, d'après l'art. 53 de la Constitution :

- a) Les Congrès régionaux comprennent des représentants des soviets urbains (1 par 5 000 électeurs) et des représentants des congrès d'arrondissement²² (1 par 25 000 habitants) et ne peuvent compter plus de 500 membres.
- b) Les Congrès de gouvernement comprennent des représentants des soviets urbains (1 pour 2 000 électeurs) et des représentants des congrès de canton²³ (1 par 10 000 habitants), sans que le nombre total des représentants puisse dépasser 300.

Il est vrai que les délégués des villes sont élus d'après le nombre des électeurs, mais par contre ceux des communes rurales sont élus d'après le chiffre de la population entière, y compris les non-travailleurs, exploités, curés, bourgeoisie rurale, etc. et même les mineurs qui ne possèdent pas les droits électoraux. Par conséquent, les avantages des ouvriers des villes sont moins importants qu'ils ne paraissent de prime abord. Mais ils n'en existent pas moins.]

La Constitution, en confirmant ces prérogatives aux travailleurs urbains, n'a fait que consacrer une situation de fait puisque c'est le prolétariat des villes, conscient et uni, qui conduit les masses des campagnes sans lien et en majeure partie inconscientes.

Notre parti a pour devoir d'expliquer que ces prérogatives n'ont qu'un caractère temporaire. Plus les masses rurales arriérées acquerront de culture, plus l'expérience leur montrera la justesse de vues et la supériorité de tactique du prolétariat, plus elles comprendront que leurs intérêts sont solidaires de ceux du prolétariat et contraires à ceux de la bourgeoisie, plus vite disparaîtra cette inégalité.

Notre parti doit profiter des prérogatives du prolétariat urbain en exerçant grâce à lui son influence sur la campagne, en unissant les ouvriers avancés avec les paysans dans le but d'éclairer autant que possible le prolétariat paysan. Ce n'est pas pour que la classe ouvrière se renferme en elle-même et se sépare de la campagne que ces prérogatives lui sont accordées ; c'est au contraire pour que cette classe ouvrière, ayant la prépondérance dans les Soviets et dans la direction du pays, puisse contribuer plus efficacement au rapprochement du prolétariat et des cultivateurs pauvres et moyens et aide à les libérer de l'influence nuisible des exploités, des prêtres et des anciens propriétaires fonciers.

²¹ Le « gouvernement » en Russie équivaut approximativement à un département français.

²² L'oulezd {?} est une unité territoriale russe qui, toutes proportions gardées, correspond à l'arrondissement français [County pour les traducteurs américains de 1922].

²³ Le volost est une unité territoriale russe composé d'un certain nombre de villages et correspondant à peu près au canton français.

54. La bureaucratie et le pouvoir soviétique

Le pouvoir soviétique comme nouveau pouvoir de classe du prolétariat est fondé sur les ruines de l'ancien pouvoir bourgeois. Avant d'organiser son propre pouvoir, le prolétariat commença par détruire celui de ses adversaires. Le pouvoir soviétique s'applique à détruire les restes de l'ancien État. Il détruisit l'ancienne police, l'Okhrana, la gendarmerie, le tribunal tsariste avec ses procureurs et ses avocats mercenaires. Il supprima quantité d'anciens bureaux, supprima les ministères bourgeois avec tous leurs fonctionnaires. En agissant ainsi notre but était de remplacer l'ancienne bureaucratie par les masses elles-mêmes, nous voulions faire en sorte que toute la population laborieuse s'intéresse à la direction de l'État (en occupant certains emplois à tour de rôle ou pour un laps de temps plus ou moins long). Mais cette œuvre vint se heurter contre une série de grosses difficultés.

Premièrement, *la culture insuffisante des masses, l'ignorance et la timidité des éléments arriérés dans les villes et surtout dans les campagnes.* Il y a relativement peu d'éléments avancés, actifs, débrouillards, courageux et conscients. Ils sont nombreux ceux qui n'osent pas encore se mettre à la besogne, qui ne connaissent pas encore leurs droits et qui ne se sentent pas maîtres du pays. Cela est bien compréhensible. Les masses opprimées et tenues à l'écart depuis des siècles ne peuvent passer brusquement de leur état presque primitif à la direction du pays. Les éléments les plus avancés seuls se mettent en avant. C'est ainsi qu'on voit les ouvriers de Pétrograd occuper des postes de commissaires à l'Armée, d'organiseurs dans l'industrie, de délégués des Comités exécutifs dans les campagnes, de propagandistes, de membres des institutions supérieures des Soviets, etc... Peu à peu, les masses inaptées encore se transforment. Néanmoins le manque de culture des masses se fait sentir comme un obstacle sérieux.

Deuxièmement : *Le manque d'expérience dans l'œuvre de direction.* Cela concerne même les meilleurs de nos camarades. C'est pour la première fois que la classe ouvrière a pris le pouvoir : elle n'a jamais dirigé l'État et n'a jamais appris à le faire. Bien au contraire : le gouvernement tsariste et le gouvernement éphémère de Kerensky ont tout fait pour écarter le prolétariat du pouvoir. L'État capitaliste et bourgeois était une organisation pour opprimer la classe ouvrière et non pour l'éduquer. Aussi la classe ouvrière actuellement au pouvoir et qui s'instruit par la pratique commet-elle inévitablement des erreurs. Ces erreurs lui servent de leçons, mais elles restent commises.

Troisièmement : *Les anciens spécialistes bourgeois.* Le prolétariat russe fut obligé de les laisser en service, il les dompta, les obligea à travailler, empêcha leur sabotage. Il arrivera à les transformer définitivement. Actuellement ils apportent encore au travail leurs anciens procédés et habitudes. Ils regardent de haut les masses, en restent éloignés, ils augmentent démesurément les formalités bureaucratiques, etc., et ce qui est pis : ils contaminent des hommes dévoués à notre cause.

Quatrièmement : *le départ de nos meilleures forces à l'armée.* Aux moments les plus difficiles de la guerre civile, lorsque la présence dans les rangs de l'armée d'éléments fidèles, honnêtes, dévoués et courageux est particulièrement nécessaire, il faut envoyer à l'armée les meilleurs ouvriers. Nos services de l'intérieur en sont d'autant plus réduits.

Toutes ces circonstances rendent notre travail très difficile et favorisent la *renaissance* partielle de la *bureaucratie* sous le régime soviétique. C'est un grand danger pour le prolétariat. Il faut que notre parti surmonte ce danger en entraînant les masses au travail administratif. Il faut surtout élever le niveau de la culture des masses ouvrières et paysannes, les éclairer et les instruire. Entre autres, notre Parti recommande les suivantes :

- 1) *L'accomplissement par tous les membres d'un Soviet quelconque d'un travail concernant la direction du pays.* Tout membre d'un Soviet doit non seulement prendre part aux délibérations, mais encore occuper un poste quelconque dans l'administration.

2) *Les changements successifs de postes.* — C'est-à-dire l'obligation pour tout camarade, après avoir occupé un poste pendant un certain temps, de l'échanger contre un autre afin de se former graduellement aux fonctions dans les principales branches de l'administration. Il ne faut pas qu'en occupant longtemps le même poste il devienne bureaucrate.

3) Le parti recommande encore d'entraîner progressivement toute la *population ouvrière sans exception* à l'œuvre de l'administration de l'État. C'est là la base fondamentale de notre politique.

Il y a déjà quelques pas de fait dans cette direction. C'est ainsi que des dizaines de milliers de prolétaires participèrent aux perquisitions chez la bourgeoisie à Pétrograd, que toute la population ouvrière se chargea d'assurer la garde de la ville, que les femmes ouvrières entrèrent dans les milices pour y relayer les hommes, etc. Dans ce but nous pouvons introduire dans nos Soviets des personnes non élues qui, à tour de rôle, apprendront le travail du Comité Exécutif et des commissions. Ce système peut être appliqué également aux Comités d'usines et aux syndicats.

En résumé, sous une forme ou sous une autre, il nous faut suivre l'exemple donné à ce sujet par la Commune de Paris. Nous devons simplifier l'appareil administratif, y attirer les masses et écarter tout bureaucratisme. Plus la participation du prolétariat à l'administration sera étendue, plus vite les derniers vestiges de l'ancienne bureaucratie auront complètement disparu, plus courte sera la dictature du prolétariat. Et la disparition de la résistance de la bourgeoisie sera le signe de la disparition de l'État lui-même. Les individus n'auront plus à en diriger d'autres, ils n'auront plus qu'à conduire les outils, les machines, les locomotives et les autres appareils. Ce sera le régime communiste intégral.

[La suppression de l'État s'accomplira rapidement après la victoire complète sur les impérialistes. Actuellement, au cours de la guerre civile, toutes nos organisations sont militarisées et les organes du pouvoir soviétique ne peuvent pas fonctionner normalement. Souvent on ne peut même pas convoquer les Soviets, quoique constitutionnellement toutes les questions doivent être tranchées par les Comités Exécutifs de ces Soviets.

C'est que nous vivons sous le régime de la dictature militaire du prolétariat. La République est un camp retranché. Cette situation cessera dès que l'organisation militaire ne sera plus nécessaire.]

7. LA QUESTION NATIONALE ET LE COMMUNISME

55. L'oppression nationale

L'oppression nationale est une des formes de l'oppression de l'homme par l'homme.

La haine nationale sciemment exploitée et dirigée par la bourgeoisie est un moyen éprouvé pour berner le prolétariat et obscurcir sa conscience de classe.

Examinons comment un prolétaire conscient doit aborder le problème national pour le résoudre dans l'intérêt de la victoire la plus rapide du communisme.

Une nation est un groupe d'hommes unis par une langue commune et habitant un territoire déterminé. Telles sont les principales caractéristiques de la nation²⁴.

²⁴ Les Juifs, par exemple, avaient jadis un territoire à eux et une langue commune ; à présent ils n'ont pas de territoire et ne savent pas tous l'hébreu. Les Tsiganes ont une langue à eux, mais ne possèdent pas de territoire particulier. Les Toungouses en Sibérie ont leur territoire mais ont oublié leur langue.

Les exemples suivants illustreront très bien ce que c'est que l'oppression nationale. Le gouvernement tsariste persécutait les Juifs, leur défendant d'habiter certaines régions de la Russie, leur refusant toute fonction dans l'administration ; il limitait l'accès de leurs enfants dans les écoles, organisait contre eux des pogromes, etc... Ce même gouvernement interdisait aux Ukrainiens l'enseignement secondaire et la publication de journaux dans leur langue maternelle.

Le gouvernement allemand fermait les écoles polonaises ; celui d'Autriche imposait aux Tchèques la langue allemande par la violence. La bourgeoisie anglaise opprimait et opprime encore les naturels d'Afrique et d'Asie ; elle subjugué les peuples incultes, les exploite et les fait fusiller à chaque tentative d'indépendance.

En résumé, lorsque dans un État quelconque une nationalité à tous les droits et qu'une autre n'en possède qu'une partie, lorsqu'une nation faible est annexée par une autre plus forte, qu'une langue et des mœurs étrangères lui sont imposées et qu'il ne lui est pas permis de vivre à sa guise, il y a oppression et inégalité nationales.

56. L'unité du Proletariat

Nous devons tout d'abord examiner et résoudre la question principale : un ouvrier ou un paysan russe peut-il considérer comme ses ennemis un Allemand, un Français, un Anglais, un Juif, un Chinois ou un Tartare, indépendamment de leur classe ? Peut-il se défier d'un représentant d'une autre nation pour la seule raison qu'il parle une autre langue, qu'il a la peau jaune ou noire ou qu'il a d'autres mœurs et d'autres habitudes. Certes, il ne le peut ni ne le doit. L'ouvrier de France, d'Allemagne ou l'ouvrier nègre sont des prolétaires, tout comme l'ouvrier russe. Quelle que soit leur langue, ils sont tous exploités par le capitalisme rapace. Ils sont tous camarades de misère, d'oppression et d'injustice.

L'ouvrier russe peut-il aimer davantage un capitaliste russe uniquement parce que celui-ci l'insulte dans sa langue maternelle, qu'il lui donne des coups de poing à la manière russe ou qu'il fouette les grévistes avec un knout authentiquement russe ?

Il ne le peut certes pas plus que l'ouvrier allemand ne peut préférer son capitaliste pour la seule raison qu'il le maltraite en langue allemande, à la manière allemande. Les ouvriers de tous les pays sont frères de classe et ennemis des capitalistes de tous les pays.

On peut en dire autant des paysans pauvres de tous les pays. Le paysan russe, pauvre ou moyen, se sent plus près du prolétaire hongrois ou du pauvre paysan de Sicile ou de Belgique que du paysan aisé russe et, à plus forte raison, du gros propriétaire foncier, exploiteur de son propre pays.

Il ne suffit pas que les ouvriers du monde entier se reconnaissent frères de classe. Il ne leur suffit pas de pester chacun dans sa langue et de lutter chacun dans son pays. Frères dans l'oppression et dans l'esclavage, ils doivent être frères aussi dans une union internationale pour la lutte contre le capital. C'est par cette union internationale seulement qu'ils peuvent vaincre le capital mondial. C'est pourquoi il y a plus de soixante-dix ans, les fondateurs du Communisme, Marx et Engels, ont proclamé dans leur glorieux Manifeste Communiste la grande devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Il faut que la classe ouvrière triomphe de tous les préjugés nationaux, de toutes les inimitiés nationales, non seulement dans l'intérêt de l'offensive universelle contre le capital, mais encore pour l'organisation mondiale de la production. De même que la Russie des Soviets ne peut vivre sans le bassin minier du Don, sans le pétrole de Bakou, sans le coton du Turkestan, l'Europe entière ne peut pas non plus se passer du bois, du chanvre, du lin, du platine provenant de la Russie ou du blé qui lui vient de l'Amérique. L'Italie ne pourrait se passer du charbon anglais, l'Angleterre, du coton de l'Égypte, etc., etc. La bourgeoisie n'est pas capable d'organiser la production mondiale et c'est pour cela qu'elle doit périr.

Une telle production ne peut être organisée que par le prolétariat, et pour cela il doit avoir comme devise : L'univers et toutes ses richesses appartiennent au monde des travailleurs.

Mais cette devise signifie la renonciation de chaque prolétariat à ses richesses nationales. Partout où les préjugés nationaux, où la rapacité nationale barre le chemin à l'internationalisation de l'industrie et de l'agriculture, il faut les combattre et s'en débarrasser.

57. Causes des haines nationales

Déclarer la guerre à l'oppression nationale, aux préjugés nationaux, proclamer l'union internationale pour la lutte contre le capital et l'union économique universelle du prolétariat victorieux, tout cela ne peut suffire aux travailleurs. Ils doivent aussi rechercher les moyens efficaces pour faire disparaître le plus rapidement possible dans les masses ouvrières tout égoïsme et tout chauvinisme, toute mesquinerie et toute méfiance nationale, ainsi que tout orgueil patriotique.

Les querelles, les hostilités nationales ont une origine très ancienne. Il fut un temps où les différentes tribus luttaient l'une contre l'autre, non seulement pour s'approprier des terres et des forêts, mais encore pour faire des prisonniers qu'ils dévoraient. Les vestiges de cette défiance bestiale, de la haine entre peuples et entre races subsistent encore aujourd'hui chez les ouvriers et chez les paysans du monde entier. Ils disparaissent peu à peu au fur et à mesure du développement de l'échange mondial, des relations économiques, de l'émigration, de la fusion des diverses nationalités habitant le même territoire et surtout grâce au développement de la lutte de classe organisée par les ouvriers de tous les pays. Néanmoins, ils se raniment parfois d'une vigueur nouvelle lorsque viennent s'ajouter à la haine nationale les antagonismes de classes.

La bourgeoisie de chaque pays opprime son prolétariat. Mais elle fait tous ses efforts pour prouver au prolétariat que ce n'est pas elle et que ce sont les peuples qui l'entourent qui sont ses ennemis. La bourgeoisie d'Allemagne excite le prolétariat de ce pays contre les Français et contre les Anglais ; la bourgeoisie anglaise crie à son tour : « Sus aux Allemands ! »

Ces derniers temps, les bourgeoisies de tous les pays ont excité les ouvriers contre les Juifs. Tout cela dans le but de faire dégénérer la lutte de classe du prolétariat en une lutte nationale.

La bourgeoisie ne se contente pas d'exciter à la haine nationale afin de détourner les ouvriers de leur lutte pour le socialisme. Elle essaye de les intéresser matériellement à l'oppression des autres peuples. Lorsque, au cours de la dernière guerre mondiale, les bourgeois allemands chantaient en cœur : « L'Allemagne au-dessus de tout ! », les économistes bourgeois allemands expliquaient aux ouvriers allemands ce qu'ils gagneraient par la victoire, c'est-à-dire par l'exploitation et l'oppression du prolétariat des pays vaincus. Avant la guerre, la bourgeoisie corrompait effectivement les chefs de la classe ouvrière avec les bénéfices qu'elle retirait du pillage des colonies et de l'oppression des peuples faibles et arriérés. Les ouvriers des pays cultivés d'Europe se sont laissés entraîner par la provocation des capitalistes et se sont laissés convaincre par leurs social-patriotes qu'ils avaient, eux aussi, une patrie, puisqu'ils participaient au pillage des colonies et à l'exploitation des pays de faible développement économique. L'ouvrier qui, en régime capitaliste, se montre patriote, vend pour un denier sa vraie patrie, le socialisme, et se fait le complice de l'oppression des peuples faibles et arriérés.

58. L'égalité des nations et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. La confédération

Le Parti communiste, en déclarant la guerre à toute oppression de l'homme par l'homme, se dresse de la façon la plus résolue contre l'oppression nationale inévitable en régime bourgeois. Il lutte encore plus impitoyablement contre la moindre participation de la classe ouvrière à cette oppression. Mais il ne suffit pas que les prolétaires des grands et puissants États se refusent à toute tentative d'oppression d'autres peuples. Il faut aussi que le prolétariat des peuples opprimés ne nourrisse pas de méfiance à

l'égard de ses camarades appartenant aux pays oppresseurs. Lorsque la Bohême fut écrasée par la bourgeoisie austro-allemande, l'ouvrier tchèque considérait tous les Allemands comme ses ennemis. Bien que les Polonais n'aient été opprimés que par le tsarisme, la population polonaise a gardé sa méfiance envers tous les Russes, et pas seulement envers le tsar, les capitalistes et les propriétaires fonciers. Pour extirper toute méfiance des ouvriers des pays opprimés à l'égard du prolétariat du pays oppresseur, il est nécessaire non seulement de proclamer, mais de réaliser l'égalité nationale. Cette égalité doit être complète entre les langues, les écoles, les religions, etc. Bien plus, le prolétariat doit être prêt à donner le droit de libre disposition nationale, c'est-à-dire laisser à la majorité des travailleurs de n'importe quelle nation la possibilité de continuer à faire partie intégrante de l'État auquel elle appartenait, ou de s'en séparer complètement, ou de constituer avec lui un État confédéré (Confédération).

— Permettez, va dire le lecteur, un communiste peut-il être partisan de la séparation des nations ? Comment concilier cela avec l'idéal communiste de l'État prolétarien universel ? Il semble qu'il y ait là contradiction.

— Il n'y a point de contradiction, répondrons-nous. Pour atteindre le plus rapidement l'unité complète de tout le monde du travail, il faut parfois consentir à une séparation temporaire entre deux nations.

Examinons tous les cas qui peuvent se produire.

Admettons que la Bavière, qui fait partie de l'Allemagne confédérée, proclame la République des Soviets, tandis qu'à Berlin continue à régner la dictature bourgeoise de Noske et de Scheidemann. Les communistes bavarois doivent-ils en ce cas chercher à obtenir l'indépendance de la Bavière ? Non seulement les communistes bavarois, mais aussi les communistes du reste de l'Allemagne doivent saluer la séparation de la Bavière socialiste de l'Empire, parce qu'elle sera en même temps la libération du prolétariat bavarois du joug de la bourgeoisie allemande au pouvoir. Prenons le cas contraire. Toute l'Allemagne, à l'exception de la Bavière, proclame la République des Soviets. La bourgeoisie de la Bavière se prononce pour la séparation de l'Allemagne ; son prolétariat est pour l'union. Quelle devra être la conduite des communistes allemands ? Ils auront à soutenir les ouvriers bavarois et à réprimer, les armes à la main, les tentatives de séparation de la bourgeoisie bavaroise.

Admettons maintenant que la République des Soviets soit proclamée simultanément en Angleterre et en Irlande, c'est-à-dire dans le pays oppresseur et dans le pays opprimé. Admettons encore que les ouvriers irlandais n'aient pas confiance dans les ouvriers anglais, car l'Angleterre les opprime depuis plusieurs siècles. Les voilà qui demandent leur séparation complète de l'Angleterre. Cette séparation est nuisible économiquement. Quelle sera la ligne de conduite des communistes anglais ? Ils ne devront aucunement s'opposer, par la force, aux aspirations des Irlandais comme le faisait la bourgeoisie anglaise. Et voici pourquoi :

Premièrement, pour prouver une fois pour toutes, aux ouvriers irlandais que ce n'est pas la classe ouvrière, mais la bourgeoisie anglaise qui opprimait l'Irlande et pour conserver ainsi la confiance des Irlandais.

Deuxièmement, pour que les ouvriers irlandais se rendent compte que l'existence indépendante de leur petit État n'offre point d'avantages ; pour qu'ils voient clairement que la production en Irlande ne peut être bien organisée que par une étroite union politique et économique avec l'Angleterre prolétarienne et les autres États prolétariens.

Admettons encore qu'une nation en régime bourgeois veuille se séparer d'une nation en régime prolétarien et que la majorité de la classe ouvrière du pays désireux de se séparer soit pour cette séparation parce qu'elle garde encore sa méfiance non seulement envers la bourgeoisie, mais envers le prolétariat du pays qui l'opprimait jadis, et qu'aussi elle veuille se séparer. Dans ce cas, également,

il serait préférable de ne pas s'opposer à cette séparation. Il faut laisser le prolétariat de ce pays seul à seul avec sa bourgeoisie, afin que cette dernière ne puisse plus lui répéter tous les jours que ce n'est pas elle, mais tel ou tel pays qui l'opprime. Le prolétariat aura vite fait de s'apercevoir que la bourgeoisie réclamait l'indépendance du pays afin de pouvoir librement écorcher son prolétariat. Il se rendra compte également que le prolétariat de l'État socialiste voisin l'appelle à l'union non pour l'exploiter ou pour l'opprimer, mais pour faire l'effort commun de libération.

Ainsi les communistes, tout en étant contre la division du prolétariat en pays différents, surtout lorsque ces pays sont liés économiquement, peuvent admettre toutefois une séparation temporaire. De même, la mère laisse son enfant toucher au feu, afin qu'il en perde le désir pour toujours.

59. Qui exprime la volonté nationale ?

Le Parti Communiste reconnaît à toute nation le droit de libre disposition jusqu'à la séparation complète. Mais il considère que la volonté du peuple ne peut être exprimée que par la majorité laborieuse de la nation et non par la bourgeoisie.

Par conséquent, il serait plus juste de dire que nous reconnaissons le droit de disposer d'elle-même non pas à une nation en général, mais seulement à sa majorité laborieuse. En ce qui concerne la bourgeoisie, après l'avoir privée de tous droits civiques dans la période de guerre civile, nous la privons également du droit de suffrage dans les questions nationales.

Nous allons examiner maintenant comment étendre le droit de libre disposition et le droit à l'indépendance même aux pays de culture tout à fait inférieure. Comment devons-nous agir envers les peuples qui n'ont pas encore de prolétariat ni de bourgeoisie ou qui n'en possèdent qu'un embryon rudimentaire ?

Prenons, par exemple, nos Toungouses, nos Kalmouks, etc., ou d'autres peuples coloniaux. Que devons-nous faire si ces nations réclament leur séparation complète de peuples plus cultivés et même de nations qui ont déjà réalisé le socialisme ? Dire oui, n'est-ce pas renforcer la barbarie aux dépens de la civilisation ? Nous croyons que le socialisme, une fois réalisé dans les pays les plus avancés du monde, les peuples les plus primitifs eux-mêmes entrèrent volontairement dans l'union Universelle des peuples. La bourgeoisie impérialiste qui pillait les colonies et les annexait par la violence, avait des raisons de craindre la séparation des colonies. Le prolétariat, qui n'a pas l'intention de voler les peuples coloniaux et qui pourra recevoir d'eux les matières nécessaires par voie d'échanges, laisseront les peuples des colonies organiser leur vie nationale à leur guise.

Le Parti communiste pose le principe de la libre disposition des peuples pour en finir une fois pour toutes avec les formes d'inégalité et d'oppression. Le prolétariat espère ainsi porter le dernier coup au nationalisme et amener tous les peuples de plein gré à l'union fédérative. Et si finalement l'union fédérative n'était point suffisante pour l'organisation de la production mondiale et si la grande majorité, une fois l'expérience faite, en reconnaissait l'insuffisance, on instaurerait la République socialiste mondiale.

[Si nous examinons de plus près comment la bourgeoisie posait et résolvait (ou plutôt embrouillait) la question nationale, nous allons voir qu'elle la réglait au début de son règne autrement qu'à l'époque de son déclin.

Lorsque la bourgeoisie était une classe opprimée et que le pouvoir se trouvait aux mains de la noblesse avec un roi à la tête, lorsque les tsars et les rois donnaient des peuples tout entiers en dot à leurs filles, à cette époque la bourgeoisie ne proclamait pas seulement en paroles la liberté des nations, elle essayait aussi de la réaliser, au moins dans son propre pays. C'est ainsi qu'à l'époque de l'assujettissement de l'Italie à la monarchie autrichienne la bourgeoisie italienne se mit à la tête du

mouvement d'émancipation de son pays, et réalisa la libération de l'Italie du joug étranger et son unification. À l'époque où l'Allemagne était divisée en de nombreuses petites principautés et qu'elle gémissait sous la botte de Napoléon, la bourgeoisie allemande luttait pour l'unification de l'Allemagne et pour son émancipation. Lorsque la France, après avoir détruit la monarchie absolue de Louis XVI, fut attaquée par les États monarchistes du reste de l'Europe, ce fut la bourgeoisie radicale française qui dirigea la défense de son pays et qui créa la Marseillaise. En résumé, dans tous les pays opprimés, ce fut la bourgeoisie qui se mit à la tête de la lutte pour la libération. Elle créa une riche littérature nationale qui eut ses écrivains, ses peintres, ses poètes et ses philosophes de génie. C'est ainsi qu'agit la bourgeoisie lorsqu'elle était elle-même opprimée.

Pourquoi la bourgeoisie des pays opprimés luttait-elle pour la libération de son pays ? À lire ses poètes et ses écrivains, on peut croire qu'elle menait ces luttes au nom du droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes et parce qu'elle s'opposait à toute oppression, fut-elle exercée contre la nation la plus petite. Mais en réalité elle voulait secouer le joug étranger afin de créer son propre État bourgeois et de pouvoir elle-même, sans concurrents, dévaliser son propre prolétariat et encaisser elle-même toute la plus-value créée par le travail des ouvriers et des paysans de ce pays.

L'histoire de tous les pays capitalistes est là qui le prouve. Chaque fois que la bourgeoisie est opprimée en même temps que le reste du peuple, elle revendique hautement la liberté des peuples en général, et déclare inadmissible toute oppression nationale. Mais dès que la classe capitaliste arrive au pouvoir et qu'elle a chassé le conquérant étranger, que ce soit la noblesse ou la bourgeoisie étrangère, elle tend à son tour à soumettre les peuples plus faibles dont l'oppression lui est profitable. La bourgeoisie révolutionnaire française, personnifiée par Danton, Robespierre et les autres grands chefs de la première Révolution, appelait tous les peuples du monde à la libération de toutes les tyrannies. La Marseillaise de Rouget de L'Isle que chantaient les soldats de la Révolution est chère et sympathique à tous les peuples opprimés. Mais cette même bourgeoisie française, commandée par Napoléon et aux accents de cette même Marseillaise, opprima les peuples d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche et les pilla durant toute l'époque napoléonienne. La bourgeoisie allemande opprimée exaltait dans Guillaume Tell, de Schiller, la lutte des peuples contre la tyrannie étrangère ; mais cette même bourgeoisie, avec Bismarck et de Moltke, déroba à la France les provinces d'Alsace et de Lorraine, annexa le Schlesvig danois, opprima les Polonais en Posnanie, etc. Après sa libération du joug autrichien la bourgeoisie italienne fusilla les Bédouins vaincus en Tripolitaine, les Albanais et les Dalmates sur le littoral de l'Adriatique et les Turcs en Anatolie.]

Pourquoi cela ? Pour quel motifs la bourgeoisie, après avoir partout et toujours proclamé le principe de la liberté nationale, ne l'a-t-elle réalisé nulle part et jamais ?

Parce que chaque État bourgeois, après sa libération du joug national étranger, tend inévitablement à son expansion.

La bourgeoisie de n'importe quel pays capitaliste ne se contente jamais de l'exploitation de son propre prolétariat. Elle a besoin de matières premières et cherche à acquérir des colonies où, après avoir soumis les indigènes, elle puisse se procurer facilement les matières premières nécessaires à ses usines. Elle a besoin de débouchés pour ses marchandises et elle les cherche dans les pays arriérés sans s'occuper des intérêts véritables de la population. Elle a besoin de pays où exporter le surplus de ses capitaux, pour y établir des entreprises et exploiter aussi le prolétariat indigène, et ainsi elle opprime ces pays en s'y établissant comme chez elle. Si la bourgeoisie puissante d'un autre pays ayant les mêmes visées s'oppose à ses entreprises mondiales, une guerre s'ensuit fatalement, comme la guerre mondiale qui vient d'ensanglanter toute l'Europe. En somme, les colonies et les pays arriérés sont restés opprimés, seul l'opresseur a changé. De plus, dans la catégorie des pays opprimés sont entrés les pays vaincus récemment : l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, etc. qui, avant la guerre,

étaient des pays libres. Ainsi le développement du régime bourgeois, loin de diminuer le nombre des pays opprimés, l'accroît, et la domination bourgeoise conduit à l'oppression nationale universelle. L'univers entier est courbé sous le knout du groupe d'États capitalistes victorieux.

60. L'antisémitisme et le prolétariat

L'antisémitisme, c'est-à-dire la haine de la race sémitique à laquelle appartiennent les Juifs (de même que les Arabes) est une des formes les plus dangereuses de la persécution nationale. Le tsarisme autocrate persécutait les Juifs afin de se sauver de la révolution ouvrière et paysanne. Il affirmait à la classe ouvrière qu'elle était pauvre parce qu'elle était pillée par les Juifs et il tâchait de diriger l'indignation des ouvriers et des paysans opprimés non pas contre la bourgeoisie, ni contre les propriétaires ruraux, mais contre le peuple juif en entier. Or, ce peuple, tout comme les autres, se divise en classes différentes et seule la bourgeoisie juive, d'accord avec celle d'autres peuples, pille le monde ouvrier. Mais les ouvriers et les artisans juifs vivaient, dans les régions où leur séjour était autorisé, souvent encore plus misérablement que les ouvriers du reste de la Russie.

La bourgeoisie russe excitait la population contre les Juifs non seulement pour détourner d'elle la colère des travailleurs exploités, mais encore pour se débarrasser de la concurrence juive dans le commerce et dans l'industrie.

On assiste actuellement, dans presque tous les pays, à une recrudescence des persécutions contre les Juifs. La bourgeoisie lutte ainsi contre ses concurrents dans l'œuvre de détroussement du prolétariat et se défend en même temps contre la révolution imminente à la manière de Nicolas II. Récemment encore l'antisémitisme était très peu développé en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis. Actuellement les ministres anglais font des discours antisémites. C'est le premier signe précurseur de l'effondrement du régime bourgeois en Occident. Il pense se sauver en sacrifiant à la Révolution ouvrière les Rothschild et les Mendelsohn. En Russie, l'antisémitisme avait diminué d'intensité au cours de la Révolution de février, mais il reprit avec d'autant plus d'intensité que les tentatives bourgeoises devenaient plus désespérées au cours de la lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Tout cela prouve que l'antisémitisme n'est qu'une forme de lutte contre le socialisme, et gare à l'ouvrier ou au paysan qui se laissera ainsi rouler par son ennemi de classe !

8. LE PROGRAMME MILITAIRE DES COMMUNISTES

61. Notre ancien programme militaire

Nous avons indiqué dans le paragraphe 12 comment et dans quel but a été créée l'armée permanente de l'État bourgeois. Il est tout à fait compréhensible que les socialistes de tous les pays, y compris ceux de Russie, aient exigé la suppression des armées permanentes et qu'ils se soient déclarés partisans de l'armement de tout le peuple, de la suppression de la caste des officiers et de l'éligibilité des cadres par les soldats.

Examinons quel doit être le point de vue des communistes à ce sujet.

Nous devons tout d'abord nous poser la question suivante : À quelle société ce programme doit-il être appliqué ? Est-ce à la société bourgeoise, à la société socialiste ou dans la période de lutte du socialisme contre la société bourgeoise ?

Il faut avouer que les partis socialistes de la IIe Internationale ne savaient point, en définitive, à quelle société devait s'appliquer leur programme. La majorité, toutefois, supposait que c'était à la société bourgeoise. Les socialistes citaient d'ordinaire l'exemple de la République suisse qui n'a pas d'armée permanente, mais seulement une milice nationale.

Il est clair que ce programme est irréalisable en régime bourgeois, surtout en période de lutte de classes de plus en plus violente. Démolir la caserne, c'est détruire l'endroit où l'on dresse l'ouvrier et le paysan en bourreau de ses frères travailleurs. C'est détruire le seul endroit où l'on puisse transformer ces travailleurs en une armée toujours prête à faire la guerre à d'autres peuples quand il plaira aux capitalistes. Supprimer la caste des officiers, c'est éloigner ces instructeurs seuls capables de créer une discipline de fer et de soumettre par un dressage spécial la nation armée à l'arbitraire de la classe bourgeoise. Admettre l'éligibilité du commandement, c'est permettre aux ouvriers et aux paysans armés de choisir leurs chefs à eux, et non des chefs bourgeois. Ce serait pour le capitalisme aider lui-même à sa propre chute.

L'histoire du capitalisme européen prouve l'impossibilité de réaliser en régime capitaliste le programme militaire adopté par les partis socialistes. À notre époque d'aggravation de la lutte de classes, la bourgeoisie au pouvoir ne tient point du tout à armer la nation entière. Elle s'efforce au contraire de la désarmer et de ne confier les armes qu'à une garde blanche éprouvée.

Le programme militaire des socialistes, si l'on veut le réaliser sous la domination de la bourgeoisie, n'est donc qu'une pitoyable utopie de petits-bourgeois. Mais peut-être ce programme est-il destiné à briser la domination de la bourgeoisie ?

Ça n'est pas possible non plus. La bourgeoisie qui a à se défendre contre la classe ouvrière ne peut aucunement consentir à armer cette classe. La bourgeoisie a introduit le service militaire obligatoire pour tous et confié des armes à l'ouvrier, devenu soldat, tant qu'elle a pu espérer s'en faire obéir. Mais dès que le peuple se lève pour la lutte, la première chose est de le désarmer immédiatement. Tout ceci est connu des politiciens de la classe bourgeoise. D'autre part, les ouvriers et les paysans n'ont aucune raison d'exiger l'armement général lorsqu'ils ont l'intention de s'armer afin de désarmer la bourgeoisie pour lui enlever le pouvoir. Par conséquent, dans la période transitoire de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, l'ancien programme socialiste sur l'armement n'est pas applicable. Il ne peut servir que pendant la courte période de désagrégation de l'armée bourgeoise existante, et encore seulement dans celle de ses parties qui concerne la suppression de la caste des officiers et l'éligibilité des cadres par les soldats. Les communistes-bolcheviks adoptèrent et appliquèrent en 1917 cette partie du programme militaire des socialistes. Ils ont arraché à l'armée du tsar et de Kérensky sort venin : les généraux et les officiers, et soustrait ainsi les troupes à l'obéissance de la classe bourgeoise et féodale.

Ce programme peut être intégralement appliqué après la victoire du socialisme. Lorsque le prolétariat aura vaincu le capitalisme et aboli les classes dans plusieurs pays, on pourra procéder à l'armement général du peuple. Alors tout le peuple travailleur sera armé parce que tout le monde sera travailleur dans la société socialiste victorieuse. À ce moment on pourra introduire l'élection des cadres qui, en une époque de guerres civiles acharnées, ne peut, à quelques heureuses exceptions près, être utile à l'armée prolétarienne.

Mais voilà une nouvelle question qui se pose : A qui et à quoi l'armement général peut-il être nécessaire dans les pays socialistes, une fois la bourgeoisie vaincue et soumise au travail ? Est-ce qu'on prévoit des guerres entre États socialistes ?

Il faut se rappeler que le socialisme ne peut pas être victorieux dans tous les pays du monde à la fois. Il y aura donc des pays moins avancés dans l'œuvre de la suppression des classes et de la réalisation du socialisme. Les pays vainqueurs de leur bourgeoisie où la suppression des classes sera terminée auront encore à faire la guerre ou à se préparer à la faire contre les bourgeoisies des pays où la dictature du prolétariat n'est pas encore proclamée. Ils auront également à prêter main-forte au prolétariat des pays qui a bien proclamé sa dictature, mais qui n'a pas encore terminé sa lutte contre la bourgeoisie.

62. Nécessité de l'armée rouge ; sa composition au point de vue de classe

Le plus grand nombre des socialistes de la IIe Internationale supposait que le socialisme pourrait être réalisé par la conquête de la majorité dans les Parlements. Se berçant de ses espoirs petits-bourgeois et mesquins, la majorité socialiste ne pensa naturellement plus à la nécessité d'organiser une armée prolétarienne dans la période de lutte pour le socialisme. Les autres socialistes qui tenaient pour inévitable un coup d'État violent n'avaient pu toutefois prévoir que cette lutte armée pourrait se prolonger longtemps et que l'Europe entière vivrait non seulement une époque de révolutions socialistes, mais encore une période de guerres socialistes. C'est pourquoi aucun programme socialiste n'avait prévu l'organisation de l'armée rouge, c'est-à-dire d'une armée d'ouvriers et de paysans.

C'est la classe ouvrière russe qui dût l'organiser la première²⁵ parce que c'est elle qui réussit la première à se saisir du pouvoir qu'elle eut ensuite à défendre contre les attaques de la bourgeoisie et contre les États capitalistes du monde entier. Il est évident que, sans l'Armée rouge, les ouvriers et les paysans de Russie n'auraient pas gardé une seule des conquêtes de leur révolution et qu'ils auraient été écrasés par la réaction russe et internationale.

L'Armée Rouge ne peut être constituée sur la base du service obligatoire pour tous. Pendant la période où la lutte n'est pas encore terminée, le prolétariat victorieux ne peut confier des armes aux bourgeois des villes, ni aux exploiters de la campagne ; seuls doivent entrer dans son armée les éléments ouvriers et paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui et qui sont intéressés directement à la victoire de la Révolution ouvrière. La base de l'Armée rouge ne peut être constituée que par les prolétaires des villes et les paysans pauvres des campagnes ; peuvent s'y joindre encore les paysans moyens pour faire de l'Armée rouge une armée de tous les travailleurs. Quant à la bourgeoisie et aux paysans exploiters, astreints aussi au service militaire dans l'État prolétarien, ils ne sont employés qu'aux besoins de l'arrière. Cela ne veut pas dire qu'un État prolétarien assez fort n'obligera jamais les exploiters à tirer sur leurs amis de l'armée blanche qui se trouvent de l'autre côté du front, comme la bourgeoisie le faisait lorsqu'elle obligeait les prolétaires, grâce à son armée permanente, à fusiller leurs frères de classe.

L'armée permanente bourgeoise, bien que formée sur la base du service militaire obligatoire pour tous, qui lui donne l'apparence d'une armée nationale, n'est en réalité qu'une armée de classe. Le prolétariat, au contraire, n'a aucune raison de cacher le caractère de classe de son armée, pas plus qu'il ne cache le caractère de classe de sa dictature.

L'Armée rouge est un des organismes de l'État soviétique.

Elle est constituée sur la même base que les autres institutions de la dictature du prolétariat. Et de même que la Constitution soviétique prive du droit de vote ceux contre qui ses institutions sont dirigées, elle n'admet pas non plus dans les rangs de l'Armée rouge ceux contre qui cette armée doit combattre dans la guerre civile.

63. L'instruction militaire générale des travailleurs.

L'instruction militaire générale de tous les travailleurs que la République des Soviets commence à réaliser doit tout d'abord réduire au strict minimum le séjour à la caserne. L'ouvrier et le paysan doivent faire leur instruction militaire autant que possible sans interrompre leur activité productrice.

On obtient ainsi une diminution considérable des dépenses de l'armée et beaucoup moins de pertes dans la production. Les ouvriers et les paysans font dans leurs moments de loisirs leur instruction militaire, mais ne cessent pas pour cela d'être des producteurs. La seconde tâche principale est

²⁵ Nous parlons ici d'une armée dans le sens complet du mot. On peut considérer comme l'embryon de la première armée rouge, celle qui fut formée pendant la Commune en 1871 par les ouvriers et la population pauvre de Paris.

d'organiser l'instruction militaire de tous les travailleurs de façon à créer dans toutes les villes, dans toutes les communes rurales, des réserves capables de prendre les armes dès l'approche de l'ennemi. L'expérience de la guerre civile a montré quelle importance énorme avaient ces réserves pour le succès de la guerre socialiste. Il suffit de se rappeler le rôle joué par les régiments de réserve composés des ouvriers de Pétrograd qui repoussèrent les bandes blanches de la capitale rouge, celui joué par les ouvriers de l'Oural et du bassin minier du Don ou par les ouvriers et les paysans d'Orenbourg, etc...

64. *Discipline du knout ou discipline librement consentie*

La discipline librement consentie ne peut exister dans une armée impérialiste à cause de sa nature même. Elle est composée de groupes appartenant à des classes différentes.

Les ouvriers et les paysans amenés de force dans les casernes bourgeoises, loin de se plier consciencieusement à la discipline de leurs oppresseurs à épaulettes dorées, se mettent à l'enfreindre sciemment dès qu'ils commencent à avoir conscience de leurs véritables intérêts. C'est pourquoi la discipline dans les armées bourgeoises ne peut être que celle du knout, c'est pourquoi les punitions de toutes sortes, jusqu'aux punitions corporelles et aux exécutions en masse, sont à la base de tout ordre, de toute discipline et de toute « éducation militaire ».

Par contre dans l'Armée rouge composée d'ouvriers et de paysans et qui défend les intérêts des travailleurs, la contrainte le cède de plus en plus à la soumission volontaire des travailleurs, à la discipline de la guerre civile. Au fur et à mesure que la conscience du devoir augmente dans l'Armée rouge, ses soldats se rendent de plus en plus compte que c'est toute la classe ouvrière qui les commande par l'intermédiaire de leurs chefs. La discipline de l'Armée rouge est par conséquent la soumission de la minorité (des soldats) aux intérêts de la majorité des travailleurs. Derrière chaque ordre rationnel du commandement il n'y a ni l'arbitraire du chef, ni le désir de rapine de la minorité bourgeoise, mais la République ouvrière et paysanne tout entière. Aussi l'éducation politique des soldats par la propagande et par l'agitation a-t-elle une importance considérable pour le développement de la discipline dans l'Armée rouge.

65. *Commissaires politiques et cellules communistes*

Dans la République soviétique russe où, grâce aux Soviets, tous les travailleurs peuvent exprimer librement leur volonté, les ouvriers et les paysans ont depuis deux ans choisis des communistes dans les organismes directeurs. Le Parti communiste est, par la volonté des masses, le parti dirigeant de la République parce qu'aucun autre parti n'a su assurer jusqu'au bout la direction de la Révolution ouvrière et paysanne victorieuse. Il est ainsi devenu un immense Comité exécutif de la dictature du prolétariat, et c'est à lui qu'appartient le rôle directeur dans l'Armée rouge. Des commissaires politiques, mandatés par les centres militaires du parti, représentent dans l'armée la volonté de classe du prolétariat. Telles sont les attributions des commissaires politiques dans les cadres de l'armée et les cellules communistes des différentes unités. Le noyau communiste de l'armée est une cellule du parti dirigeant, le commissaire politique est le délégué du parti entier.

De là son autorité sur les unités et sur leurs cellules communistes. De là aussi son droit de contrôle sur le commandement. Il surveille le commandement ; directeur politique, il contrôle le technicien.

La tâche des cellules communistes est d'expliquer aux soldats de l'Armée rouge le sens de la guerre civile et la nécessité de subordonner les intérêts privés à ceux de tous les travailleurs. Leur but est encore d'enseigner par leur exemple le dévouement à la Révolution et de développer l'esprit de sacrifice chez les camarades des unités. Tout membre d'un noyau communiste a le droit de surveiller la conduite de son commissaire ou de ceux des autres unités. Il a le droit de chercher à obtenir que, dans l'organisme supérieur du Parti ou chez les camarades commissaires responsables, on examine toutes mesures qu'il juge utiles pour la bonne conduite des opérations. Ce n'est qu'ainsi que le Parti

communiste peut arriver à contrôler efficacement tous ses membres et à éviter tout abus de pouvoir de leur part sans porter atteinte à la discipline militaire générale.

En dehors des cellules communistes et des commissaires, l'éducation politique de l'Armée rouge incombe à tout un réseau d'organismes politiques dans les divisions, dans les armées et sur les fronts, ainsi qu'aux institutions de propagande et de culture des commissariats militaires de l'arrière.

Grâce à ces institutions, le gouvernement prolétarien de Russie crée un appareil puissant d'organisation et de culture, afin d'obtenir dans l'année le maximum de résultats avec le minimum d'efforts. Avec cet appareil notre travail d'organisation et d'éducation dans l'armée prend un caractère systématique ; le journal, la conférence et l'instruction scolaire sont dispensés à chaque soldat de l'Armée rouge.

Malheureusement, ces institutions n'ont pas évité le sort de toutes les grandes organisations du pouvoir soviétique ; elles subissent l'influence de la **bureaucratie**, elles ont tendance à se détacher du Parti communiste et des masses et elles servent souvent de refuge à des camarades militaires paresseux et incapables. Le Parti communiste doit lutter contre ces déviations avec plus d'énergie encore que dans les institutions de l'administration civile parce que c'est du succès de cette lutte que dépend dans une certaine mesure notre victoire définitive et prochaine dans la guerre civile.

66. La formation de l'armée rouge

L'instruction générale doit être faite de façon à abrégé autant que possible le séjour à la caserne et à le supprimer ensuite complètement.

La formation de l'Armée rouge doit être calquée graduellement sur celle des Unions d'ouvriers groupés par branches de production, de façon à supprimer toute organisation militaire spéciale et artificielle.

L'armée permanente du tsar, comme celle des États capitalistes, était composée d'hommes appartenant aux différentes classes de la société et les recrues étaient arrachées de force à leur milieu naturel : l'ouvrier à l'usine, le paysan à la charrue, le fonctionnaire à son emploi, le commerçant à son comptoir. Ensuite ils étaient réunis artificiellement dans les casernes et étaient affectés à différentes unités. La classe bourgeoise avait avantage à supprimer tout lien entre le paysan et son village, entre l'ouvrier et son usine, pour faire plus facilement de chacun un instrument d'oppression des travailleurs et arriver plus commodément à faire fusiller les ouvriers et les paysans d'une région par leurs frères d'une autre région.

Le Parti communiste cherche à appliquer à la formation de l'Armée rouge une méthode tout à fait opposée. Bien que les conditions de la guerre civile l'obligent parfois à recourir aux anciennes formations de l'armée, il tend toutefois à l'organiser de sorte que chaque unité militaire coïncide autant que possible avec l'usine, l'atelier ou la commune rurale. En d'autres termes, il s'efforce de supprimer l'agglomération artificielle de l'armée et de la remplacer par les groupements naturels des ouvriers par profession. Les unités de l'armée prolétarienne formées de la sorte sont plus compactes ; elles sont déjà disciplinées par l'habitude du travail en commun et la discipline d'en haut leur est moins nécessaire.

La création de cadres prolétariens fermes et conscients a une importance énorme pour la formation de l'Armée rouge.

La dictature du prolétariat, dans un pays agricole par excellence comme la Russie, signifie que la minorité prolétarienne organise et dirige la majorité des paysans moyens qui suivent le prolétariat organisateur et lui confient la direction politique et économique. C'est surtout vrai de l'Armée rouge dont la force et la discipline dépendent étroitement de la solidité de sa charpente prolétarienne et communiste.

Pour le Parti communiste, le problème principal dans l'œuvre de la création d'une armée rouge victorieuse consiste à rassembler les matériaux pour cette charpente, à les répartir judicieusement, à entourer cette ferme ossature des masses moins consistantes, mais plus nombreuses, des paysans.

67. Le commandement dans l'armée rouge

L'Armée rouge fut créée sur les débris de l'ancienne armée tsariste. Le prolétariat victorieux dans la Révolution d'octobre n'avait pas d'officiers prolétariens, Le prolétariat, au cours de la guerre civile, eût à s'assimiler les leçons de la guerre mondiale et à utiliser l'expérience militaire et technique du régime déchu à l'instruction de son armée. Pour le faire il fallait recourir à l'un des deux moyens suivants : soit créer des cadres rouges supérieurs, seuls admis au commandement, en ne laissant aux anciens officiers que le rôle d'instructeurs, soit laisser le commandement de l'armée aux officiers de l'ancien régime sous la surveillance nécessaire des commissaires, ou bien adapter simultanément ces deux systèmes.

Le temps pressait, la guerre civile était commencée, il fallait former rapidement les armées et les engager immédiatement dans la lutte. C'est pour ces raisons que le prolétariat adopta le dernier système. On fonda des écoles pour former des officiers rouges capables d'occuper les postes subalternes. En même temps on appela dans la plus large mesure les anciens officiers à la formation et au commandement de la nouvelle armée.

L'utilisation d'anciens officiers présentait de très grandes difficultés qui ne sont même pas encore vaincues à l'heure actuelle. Ces officiers se répartissaient en trois groupes différents : une minorité plus ou moins acquise au pouvoir soviétique, une autre minorité qui était et qui est encore avec les ennemis de classe, du prolétariat et lui prête un actif secours, enfin la majorité qui se range du côté du plus fort et qui sert le pouvoir soviétique tout comme les ouvriers produisent pour le capitaliste qui achète leur force de travail. La tâche du Parti communiste dans ces conditions est d'utiliser surtout la minorité qui lui est favorable et de rendre inoffensifs les officiers réactionnaires par les mesures de répression les plus sévères. Quant à l'officier politiquement neutre, il se l'attachera afin d'obtenir sa fidélité au combat et un travail consciencieux à l'arrière. L'utilisation des anciens officiers nous a déjà donné de grands résultats au point de vue technique et militaire. Mais elle fut aussi extrêmement dangereuse, car les officiers réactionnaires nous trahirent à plusieurs reprises, ce qui nous coûta des sacrifices considérables, des troupes entières ayant été trompées et livrées à l'ennemi.

Il s'agit donc pour le Parti communiste d'activer la préparation de vrais chefs, des chefs rouges de l'armée ouvrière et paysanne, et la formation militaire de communistes dans l'Académie rouge de l'État-Major créée par le pouvoir soviétique ; il doit en outre obtenir la solidarité la plus étroite de tous les commissaires communistes et de tous les propagandistes militaires du Parti afin d'exercer le contrôle le plus efficace sur tous les officiers non communistes de l'armée.

68. Faut-il élire le commandement ?

L'armée de l'État bourgeois ayant à sa base le service militaire obligatoire pour tous est composée en grande majorité d'ouvriers et de paysans, mais elle est commandée par des officiers appartenant à la noblesse ou à la bourgeoisie.

Lorsque dans notre ancien programme nous réclamions l'éligibilité des cadres, c'était dans le but d'arracher à la classe des exploités le commandement de l'armée. On escomptait ainsi démocratiser l'armée pendant que le pouvoir politique restait encore à la bourgeoisie. Il va sans dire que cette revendication était irréalisable parce qu'aucun État bourgeois n'aurait jamais consenti à livrer sans combat son appareil militaire d'oppression. Mais cette revendication de l'éligibilité des cadres avait une importance énorme aussi bien pour la lutte contre le militarisme et contre les privilèges de la caste des officiers que pour la destruction des armées impérialistes en général.

L'Armée rouge, au contraire, est soumise au prolétariat.

Celui-ci la dirige par les organes principaux des Soviets élus par lui. Il la dirige à tous les degrés à l'aide des commissaires communistes dont la majorité écrasante est recrutée parmi les ouvriers. Dans ces conditions, l'éligibilité des cadres n'est plus qu'une question technique. L'essentiel maintenant est seulement de savoir ce qui est le plus avantageux et ce qui, dans la situation actuelle, rend l'armée plus combative : l'élection ou la désignation des cadres. Si nous nous rendons compte de la composition surtout paysanne de notre Armée Rouge, des privations qu'elle doit endurer, des fatigues de deux guerres consécutives, du niveau inférieur de conscience dans la partie paysanne de l'armée, il apparaît clairement que l'éligibilité des cadres amènerait la désagrégation de l'armée. Certes, l'éligibilité des cadres peut ne pas être nuisible dans certains cas particuliers comme dans les détachements volontaires et dans les unités d'hommes étroitement liés entre eux par le même idéal révolutionnaire. Dans ce cas seraient élus les mêmes hommes qui, à quelques exceptions près, auront été désignés. Mais en général l'éligibilité des cadres qui apparaît comme un idéal est pour le moment dangereuse et nuisible. Et il est vraisemblable qu'à l'époque où la masse des travailleurs qui composent actuellement l'Armée rouge aura atteint un niveau suffisant pour que l'éligibilité des cadres devienne utile et possible, la nécessité de l'armée elle-même aura partout disparu.

69. *L'armée rouge, armée temporaire*

La bourgeoisie considère le régime capitaliste comme un régime « naturel » de la société humaine et elle croit sa domination éternelle. Aussi forme-t-elle l'instrument de sa domination — l'armée — de manière à le rendre durable si ce n'est éternel. Le prolétariat considère son Armée Rouge autrement. Elle est créée par les prolétaires pour la lutte contre l'armée blanche du capital. Elle est née dans la guerre civile et elle disparaîtra avec la fin victorieuse de cette guerre, avec la suppression des classes, avec la liquidation spontanée de la dictature du prolétariat. La bourgeoisie veut son armée éternelle et reflétant ainsi le caractère permanent du régime bourgeois. Par contre, la classe ouvrière ne souhaite que la disparition naturelle et glorieuse de son enfant parce que le jour où l'on pourra supprimer l'Armée rouge sera celui de la victoire intégrale du régime communiste.

Il faut que le Parti communiste explique aux soldats de l'Armée rouge qu'ils sont les soldats de la dernière armée du monde, une fois l'armée blanche du capital vaincue. En même temps il faut faire comprendre à tous ceux qui participent à la formation de l'Armée rouge et aux solides cadres prolétariens de cette armée que le prolétaire n'est devenu soldat que temporairement et par nécessité, que le domaine de la production est son champ d'action naturel et que la participation à l'Armée rouge ne saurait en aucun cas amener la création d'une couche sociale qui resterait pour longtemps séparée de l'industrie et de l'agriculture.

[Lorsqu'on se mit à former l'Armée rouge, sortie elle-même de la Garde rouge du prolétariat, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires accusèrent violemment les communistes d'avoir trahi les principes de l'armement général du peuple en créant une armée de classe permanente. Pourtant l'Armée rouge ne peut pas être une armée permanente, car la guerre civile ne peut pas durer éternellement, mais elle doit absolument être une armée de classe à l'époque où la lutte de classes est la plus acharnée. Seul un esprit utopiste, petit-bourgeois stupide peut reconnaître la lutte de classes tout en se prononçant contre l'armée de classe. N'est-il pas caractéristique qu'aujourd'hui la bourgeoisie elle-même ne tienne plus pour nécessaire ni possible de nier le caractère de classe de son armée ? Le sort des armées allemande, anglaise, française, etc., est très instructif à cet égard. L'Assemblée Constituante de l'Allemagne fut élue au suffrage universel, mais elle s'appuie sur les détachements blancs volontaires de Noske. Une armée formée sur la base du service militaire obligatoire ne pourrait plus servir d'appui à

l'Allemagne bourgeoise à cette époque de décomposition de la société capitaliste où la lutte de classes a atteint un tel degré d'acharnement.

En France et en Angleterre, nous constatons également qu'en 1919 le principal appui du gouvernement ne fut plus l'armée formée par le service militaire général et obligatoire et qui participa à la guerre mondiale, mais également les détachements blancs volontaires, la gendarmerie et la police. Par conséquent c'est dans toute l'Europe et non pas en Russie seulement que l'époque de 1917-1918 est caractérisée par la suppression du système de l'armée permanente et par le passage au système de l'armée de classe. Les social-traîtres russes, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, « s'élèvent » contre la création d'une Armée rouge du prolétariat au moment où en Occident leurs camarades Noske et Scheidemann organisent une armée blanche de la bourgeoisie. Et la lutte contre la création de l'armée de classe du prolétariat au nom de l'armement national général, au nom de la « démocratie », apparaît en réalité comme une action en faveur de l'armée de classe de la bourgeoisie].

En ce qui concerne la milice nationale, l'exemple de la Suisse nous a montré ce qu'elle devient au moment où la lutte de classes s'aggrave. La milice « nationale » suisse en régime de domination de la bourgeoisie est devenue un instrument d'oppression du prolétariat tout comme n'importe quelle armée permanente des pays moins démocratiques. Tel sera le sort de « l'armement national général » partout où il sera réalisé sous la domination politique et économique du capital.

Le Parti communiste est pour l'armement général des travailleurs, mais il est contre l'armement national général qui ne sera possible — s'il est encore nécessaire — qu'à l'époque où la société sera composée exclusivement de travailleurs et ne connaîtra plus de classes.

9. LA JUSTICE PROLÉTARIENNE

70. La Justice dans la société bourgeoise

Parmi bien d'autres institutions de l'État bourgeois, la justice sert à opprimer et à tromper les masses ouvrières.

Cette institution respectable prononce ses jugements en se basant sur des lois faites dans l'intérêt de la classe des exploiters. Aussi, quelle que soit la composition du tribunal, la justice qu'il rend est limitée à l'avance par les articles d'un Code qui consacre les privilèges du Capital et l'absence de droits des masses ouvrières.

En ce qui concerne l'organisation même de la justice, elle correspond complètement aux besoins de l'État bourgeois. Dans les pays où l'État bourgeois ou usurier a plus ou moins besoin de recourir à l'hypocrisie pour obtenir des jugements favorables aux classes dominantes, les tribunaux sont désignés par l'autorité supérieure, et lorsqu'ils sont élus ce n'est que par les sphères privilégiées de la société. Par contre, dans les pays où les masses sont suffisamment dressées par le Capital, où elles sont assez obéissantes à ses lois, on permet aux travailleurs d'être leurs propres juges dans la mesure où on leur permet de choisir des représentants au Parlement parmi les exploiters et leurs valets. C'est ainsi que fut créée la cour d'assises. Grâce à cette institution, on peut faire croire que les jugements rendus dans l'intérêt du t capital sont les verdicts du peuple lui-même.

71. L'éligibilité des juges par les travailleurs

Le programme des socialistes de la II^e Internationale renfermait le principe de l'éligibilité des juges par le peuple. À l'époque de la dictature du prolétariat, l'éligibilité des juges par toute la nation est aussi

irréalisable et aussi réactionnaire que le principe du suffrage universel ou celui de l'armement général. Le prolétariat maître du pouvoir ne peut pas admettre que ses ennemis -de classe soient ses juges. Les représentants du capital ou de la grande propriété foncière ne sauraient être les gardiens de la loi favorable à la suppression de la domination capitaliste. Enfin dans tout jugement civil ou criminel, la justice doit être rendue dans le nouvel esprit de la société socialiste.

Pour ces raisons, le pouvoir soviétique supprima tout l'appareil de l'ancienne justice qui, au service du capital, passait hypocritement pour la justice nationale. Il créa à sa place une justice nouvelle sans dissimuler son caractère de classe. Sous l'ancienne justice de classe une minorité d'exploiteurs jugeait la majorité laborieuse. La justice de la dictature du prolétariat est celle de la majorité ouvrière qui impose ses décisions à la minorité des exploiters. Aussi les juges en sont-ils choisis exclusivement par les travailleurs. Quant aux exploiters, ils n'ont que le droit d'être jugés.

72. Le tribunal national unique

Dans la société bourgeoise, l'organisation de la justice est très compliquée. Les juristes bourgeois sont très fiers de ce que le nombre d'erreurs judiciaires soit réduit au minimum et la justice bien assurée grâce à l'existence de plusieurs instances judiciaires. En réalité, le recours aux tribunaux de différentes instances n'est profitable qu'aux classes possédantes.

Disposant d'un corps nombreux d'avocats mercenaires, les couches fortunées de la population ont toutes les facilités pour obtenir aux instances supérieures un Jugement favorable, tandis que les plaignants pauvres sont souvent obligés d'abandonner un procès par trop coûteux. Le recours aux différentes instances garantit un jugement équitable dans la mesure où il est avantageux aux exploiters.

Le tribunal unique de l'État prolétarien réduit au minimum les délais de durée du procès. La procédure judiciaire est abrégée considérablement et si elle est parfois encore longue, ce n'est dû qu'à l'état d'imperfection de toutes les institutions soviétiques pendant les premiers mois ou nième pendant les premières années de la dictature du prolétariat. De ce fait, la justice est rendue plus accessible aux masses les plus pauvres et les plus arriérées de la population et elle le deviendra encore davantage lorsque la période aiguë de la guerre civile sera passée et lorsque toutes les relations entre les citoyens de la République seront plus stables et plus régulières. « Les lois se taisent en temps de guerre », disaient déjà les Romains. Au cours de notre guerre civile, les lois ne se taisent pas, les tribunaux du peuple fonctionnent. Néanmoins, toute la population n'a pas encore eu le temps de connaître la justice nouvelle ni d'apprécier ses avantages.

La tâche des tribunaux du peuple est énorme pendant la période de destruction de l'ancienne société et de la formation de la nouvelle. La législation soviétique n'arrive pas encore à suivre la vie. Les lois du régime capitaliste bourgeois sont abolies. Celles de l'État prolétarien n'existent encore qu'à l'état d'embryon et ne seront probablement jamais achevées.

La classe ouvrière ne veut pas que sa domination soit éternelle et par conséquent elle n'a pas besoin de créer des codes par douzaines. Après avoir exprimé sa volonté par un certain nombre de décrets fondamentaux, le prolétariat laisse aux juges populaires élus par les travailleurs le soin de les commenter et de les appliquer dans la pratique. Le principal est que les sentences de ces juges consacrent la rupture complète avec le régime bourgeois et qu'ils jugent d'après la conscience prolétarienne et socialiste et non pas bourgeoise. Dans la quantité innombrable de procès qui surgissent au cours de la destruction des anciennes relations de classes et de la réalisation des droits du prolétariat, les tribunaux populaires peuvent terminer l'œuvre de la Révolution qui fut commencée en octobre 1917 et qui doit s'étendre à toutes les relations entre les citoyens de la République des Soviets. D'autre part, dans les innombrables procès de droit commun qui surgissent indépendamment

des conditions de l'époque révolutionnaire, les tribunaux populaires doivent se placer à un point de vue nouveau vis-à-vis du prolétariat révolutionnaire, tenir le plus grand compte du caractère petit-bourgeois de ces délits et les juger dans un esprit tout à fait révolutionnaire.

73. Les tribunaux révolutionnaires

Le Parti Communiste considère comme le tribunal normal de l'État socialiste, celui qui peut être élu et déposé par ses électeurs et où chaque travailleur à tour de rôle a le droit de siéger. Mais en période de guerre civile acharnée, il est nécessaire d'organiser des tribunaux révolutionnaires à côté des tribunaux populaires. Le devoir des tribunaux révolutionnaires consiste à juger rapidement et impitoyablement les ennemis de la Révolution prolétarienne. Ces tribunaux sont des instruments pour la soumission des exploités et ils apparaissent de la sorte comme des organes de défense et d'offensive prolétarienne, au même titre que l'Armée rouge et que les Commissions extraordinaires. Aussi ces tribunaux révolutionnaires sont-ils organisés moins démocratiquement que les tribunaux populaires. Ils sont nommés par les Soviets et non éligibles.

74. Les sanctions des tribunaux prolétariens

Au cours de la lutte sanglante contre le Capital, la classe ouvrière ne peut renoncer à appliquer la peine de mort à ses ennemis déclarés. La suppression de la peine de mort est impossible tant que dure la guerre civile. Mais la comparaison impartiale des tribunaux prolétariens à ceux de la bourgeoisie contre-révolutionnaire montre la douceur extrême des premiers. La peine de mort n'est prononcée que dans les cas extrêmement graves. Ce fut manifeste surtout dans les procès des premiers mois de la dictature du prolétariat. Il suffit de rappeler que le fameux Pourichkevitch ne fut condamné par le tribunal révolutionnaire de Petrograd qu'à deux mois de prison. Les tribunaux prolétaires montrent également beaucoup de bienveillance envers les éléments avancés, espoir de l'avenir, et la plus grande sévérité dans la liquidation des classes condamnées à disparaître.

En ce qui concerne les peines prononcées par la justice prolétarienne contre les crimes ou délits n'ayant pas un caractère contre-révolutionnaire, elles ont un caractère tout à fait différent de celles de la justice bourgeoise. Cela est tout à fait compréhensible. La plus grande partie des délits commis dans la société bourgeoise le sont contre la propriété privée ou concernent d'une manière quelconque la propriété. Naturellement, l'État bourgeois exerçait sa vindicte contre les délinquants, et les peines infligées par les tribunaux bourgeois apparaissent comme une sorte de vengeance du propriétaire lésé. Tout aussi insensées étaient les peines prononcées pour les crimes d'un caractère accidentel ou pour les crimes provenant de l'imperfection de la société bourgeoise (crimes de famille, crimes passionnels, crimes causés par l'alcoolisme et la dégénérescence, par l'ignorance et par les instincts sociaux anormaux). Le tribunal prolétarien a surtout affaire à des crimes en quelque sorte déjà préparés par la société bourgeoise et qui ne peuvent pas encore être complètement liquidés.

Le régime prolétarien a reçu, comme un produit de l'ancien régime, un cadre de criminels professionnels. La justice prolétarienne est étrangère à toute vengeance. Elle ne peut se venger de personnes dont le seul crime est d'avoir vécu dans la société bourgeoise. Aussi les peines infligées par nos tribunaux populaires reflètent-elles déjà la transformation révolutionnaire de la justice. La peine, la plupart du temps, est conditionnelle ; elle a surtout pour but d'éviter le renouvellement du délit. On emploie aussi la désapprobation publique, mesure qui ne sera réellement efficace que dans une société sans classes et qui est basée sur l'élévation de la conscience et de la responsabilité sociale. La peine de la prison sans travail, ce parasitisme forcé, si souvent appliquée par le tsarisme, est remplacée par des travaux publics. La justice prolétarienne répare les dommages causés par les délinquants en les contraignant à un travail plus intense. Enfin, lorsque le tribunal a affaire à un criminel invétéré dont

la libération, même après la peine accomplie, mettrait en danger la vie d'autres citoyens, il procède à l'isolement du criminel, mais tout en lui laissant la possibilité d'une complète renaissance morale.

Toutes ces mesures qui caractérisent la transformation des moyens de coercition étaient déjà, en majeure partie, défendues par les meilleurs juristes. Mais dans la société bourgeoise, elles ne sont jamais sorties du domaine du rêve. Seul, le prolétariat victorieux pouvait les appliquer.

75. L'avenir de la justice prolétarienne

En ce qui concerne les tribunaux révolutionnaires, cette forme de la justice prolétarienne n'a pas plus d'avenir que l'Armée rouge une fois victorieuse des gardes-blancs, que les Commissions extraordinaires ou que tout autre organisme créé par le prolétariat au cours de la période de guerre civile. La victoire du prolétariat sur la contre-révolution bourgeoise fera disparaître tous les organismes devenus inutiles.

Quant à la justice prolétarienne sous sa forme de tribunal populaire, elle survivra certainement à l'époque de la guerre civile et il faudra un long temps encore avant de débarrasser la société nouvelle des vestiges de la société bourgeoise dans ses manifestations multiples. La suppression des classes ne supprimera pas du jour au lendemain la psychologie, les rapports spéciaux et les instincts de classes : ils durent toujours plus que la société qui les a faits naître. La suppression des classes elle-même peut traîner en longueur. Faire des bourgeois des travailleurs et des paysans des constructeurs de la société socialiste ne peut être l'œuvre d'un jour. La transformation des paysans surtout sera lente et s'accompagnera de nombreux procès judiciaires. La propriété privée des produits de consommation qui restera en vigueur jusqu'à l'époque où le système de distribution communiste pourra être appliqué, fournira bien des prétextes aux crimes, et délits. Les crimes contre la société provoquée par l'égoïsme de certains de ses membres et les différents sévices contre le bien public feront longtemps encore l'objet de poursuites judiciaires. Il est vrai qu'à cette époque le tribunal aura changé de caractère : au fur et à mesure de la disparition de l'État, il se transformera graduellement en organe d'expression de l'opinion publique et prendra le caractère d'un tribunal d'arbitrage dont les décisions ne seront point coercitives et n'auront qu'une valeur morale.

10. L'ÉCOLE ET LE COMMUNISME

76. L'école dans la société bourgeoise

Dans la société bourgeoise, l'école poursuit trois buts principaux : elle élève la jeune génération des travailleurs dans un esprit de dévouement et de respect pour le régime capitaliste ; elle prépare parmi la jeunesse des classes dirigeantes des dresseurs « instruits » pour le peuple laborieux ; elle sert la production capitaliste en utilisant la science pour le perfectionnement de la technique et l'augmentation des revenus capitalistes.

Le premier but est avant tout atteint par la création, comme dans l'armée, d'un cadre correspondant « d'officiers de l'instruction publique ». Les maîtres des écoles bourgeoises destinées au peuple font un certain stage d'entraînement les préparant à leur rôle de « dresseurs ». Seul un personnel sûr au point de vue bourgeois est admis à l'enseignement dans les écoles. Il est surveillé par des ministres bourgeois de l'instruction, qui chassent impitoyablement du milieu des instituteurs tout élément nuisible, c'est-à-dire socialiste. L'école populaire allemande d'avant la Révolution, qui servait de complément à la caserne de Guillaume, nous fournit un exemple saisissant de la façon dont les bourgeois et les propriétaires fonciers arrivaient, grâce à l'école, à fabriquer des serviteurs fidèles et aveugles du Capital. L'enseignement dans les écoles primaires bourgeoises est donné d'après un certain programme, conforme aux buts de « dressage capitaliste » des élèves. Tous les livres scolaires

sont rédigés dans un même esprit. Dans le même but, la bourgeoisie se sert de toute la littérature bourgeoise créée par des gens qui considèrent le régime comme naturel, éternel et meilleur que tout autre régime possible et imaginable. Aussi les écoliers étaient-ils imperceptiblement imprégnés de psychologie bourgeoise et remplis d'admiration pour toutes les vertus bourgeoises, pénétrés de respect pour la richesse, la gloire et les titres, désireux de faire carrière et avides de bien-être égoïste.

L'œuvre des instituteurs bourgeois était complétée par les ministres de l'Église dans leur enseignement religieux qui, grâce aux liens étroits de l'Église et du Capital, a toujours été favorable aux classes possédantes.

La société bourgeoise atteint son deuxième but en rendant l'instruction secondaire et supérieure à dessein inaccessible aux classes laborieuses. Cette instruction (surtout l'instruction supérieure) exige de grosses" dépenses que les ouvriers ne peuvent se permettre.

Les enseignements secondaire et supérieur durent dix ans et plus et ils sont, pour cette raison également, inaccessibles au travailleur obligé, pour subvenir aux besoins de sa famille, d'envoyer ses enfants encore très jeunes à l'usine ou aux champs, ou de les faire travailler à la maison. Les écoles secondaires et supérieures se transforment en réalité en établissements d'enseignement pour la jeunesse bourgeoise. Elle y est préparée à remplacer les parents aux postes d'exploiteurs, de fonctionnaires et de techniciens de l'état bourgeois.

L'enseignement dans ces écoles révèle nettement un caractère de classe. Si ce caractère ne se manifeste pas aussi nettement dans l'enseignement des mathématiques ou des sciences naturelles à cause de la substance même de ces sciences, par contre il apparaît très clairement dans les sciences sociales qui forment précisément la mentalité des élèves. L'économie politique est enseignée à la manière bourgeoise, avec des moyens perfectionnés pour réfuter Karl Marx. La sociologie et l'histoire sont également enseignées dans un esprit purement bourgeois. L'histoire du droit est couronnée par le droit bourgeois, considéré comme le droit naturel de tt l'homme et du citoyen l'r, etc. Est résumé les écoles secondaires et supérieures (les Universités) apprennent aux fils de la bourgeoisie tout ce qui est nécessaire à la société bourgeoise pour maintenir son système d'exploitation. Si par exception les enfants des travailleurs arrivent aux Universités, l'organisme scolaire bourgeois les détache de leur classe d'origine, leur inocule une psychologie bourgeoise, et les talents des travailleurs servent en définitive à l'oppression de leur propre classe.

Son troisième but, la bourgeoisie l'atteint de la manière suivante : dans une société divisée en classes, la science s'éloigne du travail. Non seulement elle est la propriété des classes possédantes, mais encore elle est devenue la profession de cercles assez restreints. L'enseignement et les recherches scientifiques sont nettement séparés du travail. Pour appliquer à la production les progrès de la science, la société bourgeoise est obligée de créer des instituts destinés à utiliser pour la technique les découvertes scientifiques et des écoles techniques qui permettent de maintenir la production au niveau du progrès de la « science pure », c'est-à-dire détachée de la vie économique. Les écoles polytechniques fournissent en outre à la société capitaliste un personnel non seulement techniquement instruit, mais encore des surveillants, des directeurs de la classe ouvrière. Pour assurer l'échange des produits, la bourgeoisie crée également des écoles de commerce, des instituts commerciaux, etc...

En régime communiste, les établissements d'instruction liés à la production en général subsisteront. Tout ce qui se rapporte à la production bourgeoise devra fatalement disparaître.

Nous garderons tout ce qui contribue au développement de la science et nous supprimerons tout ce qui éloigne la science du travail. Nous garderons l'enseignement technique, mais nous supprimerons ce qui le sépare du travail physique. Nous garderons la science et développerons son application à la

production, mais nous supprimerons les obstacles que le régime capitaliste amoncelait contre cette application lorsqu'il le jugeait avantageux pour lui.

77. Les buts destructifs du communisme

Dans l'instruction aussi bien que dans tout autre domaine, le Parti Communiste se trouve en face, non seulement de tâches créatrices, mais de buts destructeurs. En ce qui concerne le système scolaire bourgeois, il doit procéder à la suppression immédiate de tout ce qui faisait de l'école un instrument de domination pour la bourgeoisie.

Dans la société bourgeoise l'école, à ses degrés supérieurs, n'est destinée qu'à la classe des exploités. Ces écoles, c'est-à-dire les lycées, collèges, instituts et académies militaires doivent être supprimées.

Le personnel enseignant de l'école bourgeoise sert à l'œuvre de l'instruction et du mensonge de classe. La partie du personnel de l'ancienne école qui ne veut pas ou ne peut pas servir à l'éducation communiste des masses doit être chassée impitoyablement.

L'ancienne école se servait de manuels conçus dans l'esprit bourgeois, elle employait des méthodes d'enseignement conformes aux intérêts de la bourgeoisie. Tout cela doit être écarté de l'école nouvelle.

L'ancienne école était liée au culte par l'enseignement obligatoire de la religion, par la prière et la fréquentation de l'église. Le nouvel enseignement réalise l'exclusion du sein de l'école de toute religion, sous quelque forme qu'elle veuille y pénétrer, et même si elle essayait de s'y faufiler derrière les groupes rétrogrades de parents d'élèves.

L'ancienne Université créait une caste de professeurs qui s'opposait à l'accès dans les Universités de forces pédagogiques nouvelles. Cette caste de professeurs doit être licenciée et l'accès aux chaires d'enseignement doit être ouvert à toutes les compétences.

L'enseignement dans la langue natale chez les Allogènes était interdit dans les écoles tsaristes. La langue russe était obligatoire comme langue d'État et d'enseignement. L'école nouvelle supprime toute trace d'oppression nationale en octroyant l'enseignement en langue natale à toutes les nationalités.

78. L'école instrument d'instruction et d'éducation communistes

La bourgeoisie ne constituait qu'une minorité insignifiante de la population. Cela ne l'a pas empêchée, à côté des autres organes d'oppression de classe, de se servir de l'école pour l'éducation et le « dressage » de millions de travailleurs et d'imposer ainsi les points de vue et la morale de la minorité à l'énorme majorité de la population.

En Russie la classe ouvrière, bien qu'en minorité, apparaît comme la directrice et l'organisatrice, politiquement parlant, de la lutte de tous les travailleurs. Il est naturel que, s'étant saisis de l'école, elle l'utilise d'abord pour élever les classes arriérées de la population à un degré supérieur de conscience communiste. La bourgeoisie utilisait l'école pour l'asservissement des travailleurs, le prolétariat l'utilisera pour sa libération. Grâce à son école, la bourgeoisie élevait les enfants des prolétaires dans l'esprit bourgeois, notre but à nous est d'élever les enfants de la petite et de la grande bourgeoisie dans l'esprit prolétarien. L'école communiste se doit de réaliser dans le domaine de l'esprit et de la psychologie la même révolution, la même expropriation que le pouvoir soviétique a accomplie par la nationalisation des moyens de production dans le domaine économique. Il faut préparer les consciences humaines aux nouvelles relations sociales. Il est difficile de former la société communiste parmi les masses qui, dans bien des domaines de la vie idéologique, restent encore sur le terrain de la mentalité et des préjugés bourgeois. La nouvelle école a pour but d'adapter la mentalité générale aux

nouvelles relations sociales et surtout d'élever une nouvelle génération qui se tiendra par toute sa psychologie sur le terrain de la nouvelle société communiste.

C'est à ces buts que doivent servir les réformes scolaires dont une partie est déjà appliquée, tandis que l'autre reste encore à accomplir.

79. L'éducation pré-scolaire

La société bourgeoise considère l'enfant comme la propriété de ses parents. Quand les parents disent à mon fils » ou « ma fille ils ne donnent pas seulement à ce mot son sens familial, il signifie encore le droit pour les parents d'élever leurs enfants à leur guise. Au point de vue socialiste, ce droit n'est pas fondé. Aucun être ne s'appartient à lui-même : Il appartient à la société, au genre humain. Ce n'est que grâce à l'existence de la société que chaque individu peut vivre et se développer. Donc l'enfant appartient non seulement à ses parents, mais aussi à la société grâce à laquelle il peut vivre.

Et la société possède un droit primordial et fondamental à l'éducation des enfants. Aussi faut-il blâmer impitoyablement et écarter la prétention des parents de transmettre par l'éducation familiale leurs vues bornées dans l'esprit de leurs enfants. La société reste libre de confier l'éducation des enfants aux parents, mais plus vite elle pourra intervenir elle-même, moins il y aura de raison de laisser aux parents cette éducation, car les aptitudes à l'éducation des enfants sont plus rares que celles nécessaires pour les mettre au monde. Sur une centaine de mères, une ou deux seulement sont capables d'être des éducatrices. L'avenir est à l'éducation sociale. Ce système d'éducation permettra à la société capitaliste d'élever la génération future avec le plus grand succès et avec le minimum de temps et d'efforts.

L'éducation sociale n'est pas seulement nécessaire au point de vue pédagogique. Elle a également des avantages économiques considérables. Des centaines, des milliers, des millions de mères seront ainsi libérées pour la production et pour le développement de leur culture personnelle. Elles seront ainsi déchargées de l'abrutissant ménage domestique et de la quantité infinie d'occupations puérides qu'entraîne l'éducation familiale des enfants.

C'est pour ces raisons que le pouvoir soviétique entreprend de créer toute une série d'institutions destinées à améliorer continuellement l'éducation sociale, qui peu à peu se donnera en commun. Tels sont les jardins d'enfants où les ouvriers et les employés remettent à leurs heures de travail leurs enfants à la garde de spécialistes de l'éducation préscolaire ; les foyers (garderies), sortes de jardins d'enfants, mais conçus pour un plus long séjour ; les colonies d'enfants où vivent et sont élevés des enfants séparés pour longtemps ou pour toujours de leurs parents. Il faut y ajouter les crèches, c'est à-dire les établissements où l'on élève les enfants jusqu'à l'âge de quatre ans ou dans lesquels on les garde pendant que leurs parents sont au travail.

La tâche du Parti Communiste est, d'une part, d'arriver par les moyens des organes soviétiques à développer plus rapidement encore la création d'institutions pré-scolaires et à améliorer leur fonctionnement, d'autre part de vaincre les préjugés petits-bourgeois sur les avantages et les nécessités de l'éducation familiale par une propagande redoublée et par les exemples des institutions d'éducation les mieux organisées du pouvoir soviétique. C'est souvent l'organisation médiocre des crèches, des foyers, des jardins, etc., qui fait hésiter les parents à confier leurs enfants à ces institutions.

Le Parti Communiste et surtout ses sections féminines doivent inciter les parents à ne pas rendre impossible l'amélioration de l'éducation des enfants par leur refus de les confier aux établissements d'éducation sociale, mais tout au contraire de la faciliter en mettant leurs enfants dans ces établissements et en instituant un contrôle efficace par le moyen des conseils de parents.

80. L'école unique du travail

Les institutions pré-scolaires sont créées pour les enfants de moins de sept ans. Il faut que l'éducation et l'instruction soient réunies à l'école. L'instruction devra être obligatoire, ce qui est un progrès énorme sur l'époque du tsarisme ; elle doit être gratuite, ce qui est également un grand progrès sur les pays bourgeois les plus avancés où seul l'enseignement primaire est gratuit. L'enseignement doit naturellement être égal pour tous : ainsi seront abolis les privilèges de certains groupes de la population en fait d'éducation et d'enseignement.

L'enseignement universel, égal pour tous et obligatoire, doit s'appliquer à toute la jeunesse entre huit et dix-sept ans.

L'école doit être unique. Cela signifie d'abord que la séparation des sexes doit être supprimée. Il faut écarter ensuite cette division des écoles en écoles supérieures, secondaires et primaires, dont les programmes ne sont point adaptés les uns aux autres. Il faut faire cesser également la distinction entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel, la division en écoles accessibles à tous et en écoles réservées aux classes privilégiées. L'école unique doit constituer une échelle unique que tout élève de la République socialiste peut et doit gravir en commençant par l'échelon le plus bas : le jardin d'enfants, et en terminant par le plus haut : l'Université. L'enseignement général et la culture polytechnique seront obligatoires pour tous.

Il est évident que l'école unique est l'idéal de tout pédagogue averti ; elle est en même temps la seule école possible sous le régime socialiste, c'est-à-dire dans une société sans classes ou qui vise à le devenir. Seul le socialisme peut réaliser l'école unique, bien que certains pédagogues de la société bourgeoise en aient déjà exprimé le vœu.

L'école de la République socialiste doit être l'école du travail, c'est-à-dire que l'enseignement et l'éducation y sont liés au travail et s'appuient sur le travail. Cela est important pour plusieurs raisons. D'abord pour le succès de l'enseignement même. Ce n'est pas ce que lui enseigne le livre et les explications du professeur que l'enfant apprend le plus facilement, le plus sérieusement et avec le plus grand plaisir, mais ce qu'il acquiert par la pratique de son travail manuel. On apprend le plus facilement les sciences naturelles en essayant de se servir de la nature environnante. Dans les écoles bourgeoises les plus modernes, on a déjà commencé à unir l'enseignement au travail, mais cette œuvre ne peut y être menée jusqu'au bout parce que le régime bourgeois élève sciemment des éléments parasites et sépare, par un précipice infranchissable, le travail manuel du travail intellectuel.

Le travail manuel est encore utile pour le développement purement physique de l'enfant et aussi pour le développement intégral de toutes ses aptitudes. Il est prouvé par l'expérience que le temps employé au travail manuel à l'école ne diminue pas, mais au contraire augmente le progrès intellectuel des enfants.

Enfin, l'école du travail est une réelle nécessité de la société communiste. Tout citoyen de cette société doit connaître, au moins élémentairement, toutes les professions. Cette société ne connaîtra ni corporations fermées, ni professions desséchées, ni groupements confinés dans leur seule spécialité. Même le savant le plus génial doit être en même temps un ouvrier manuel adroit. À l'élève quittant l'école communiste du travail, la société déclare : « Tu n'es pas forcé d'être un savant, mais tu as le devoir d'être un producteur. » En commençant par les jeux du jardin, l'enfant doit passer imperceptiblement au travail comme à la suite naturelle de ses jeux, de façon à s'habituer dès le début à ne pas considérer le travail comme une nécessité désagréable ou comme une punition, mais comme une manifestation naturelle et spontanée de ses aptitudes. Il faut que le travail devienne un besoin, comme le boire et le manger. Et il faut que l'école communiste propage et développe ce besoin.

Dans la société communiste aux progrès techniques extrêmement rapides, des déplacements fréquents des travailleurs auront certainement lieu, et en niasses énormes, d'une industrie à l'autre.

Une simple découverte dans l'industrie du tissage peut exiger une diminution du nombre des ouvriers employés à cette industrie et une augmentation du nombre des travailleurs employés à la culture du coton, etc. Dans ce cas une nouvelle répartition des ouvriers s'impose et elle n'est possible que si chaque ouvrier de la société communiste connaît non seulement un métier, mais plusieurs. Dans des circonstances analogues, la société bourgeoise se tirait d'affaire en utilisant l'armée industrielle de réserve, c'est-à-dire le cadre constant des sans-travail. La société communiste n'aura pas cette réserve de chômeurs. Le surplus des ouvriers de n'importe quelle branche d'industrie sera immédiatement versé dans les branches qui en manqueraient. Seule l'école unique du travail pourra former ces travailleurs capables d'accomplir les plus diverses fonctions dans la société.

81. L'instruction spéciale

Toute la jeunesse de la République, jusqu'à l'âge de dix-sept ans, doit passer par l'école unique du travail et y recevoir les connaissances théoriques et pratiques indispensables à tout citoyen de la société communiste. Mais l'enseignement ne doit pas s'arrêter là, les connaissances spéciales, elles aussi, sont indispensables. Les sciences les plus essentielles actuellement atteignent un tel développement qu'il n'est plus possible à un homme de les embrasser toutes. L'école unique du travail n'exclut pas l'enseignement spécial, elle ne fait que l'élever à un degré supérieur. Déjà dans le second cycle de l'école unique, c'est-à-dire entre quatorze et dix-sept ans, se manifestent les aptitudes et les goûts des élèves pour telle ou telle profession, et il devient déjà nécessaire et possible de permettre à ces aptitudes naturelles de faire une plus ample connaissance avec les sciences préférées, sans que cela nuise toutefois à l'enseignement général de l'école unique du travail.

Mais le véritable enseignement spécial ne doit commencer qu'à partir de dix-sept ans. Cet âge nous apparaît comme une limite qui partage les deux enseignements pour les raisons suivantes : Jusqu'à l'âge de dix-sept ans, les jeunes gens de l'école unique du travail sont plus des élèves que des travailleurs. Mais à 17 ans, l'élève devient ouvrier. Le travail de l'école a des buts éducatifs et ne vise pas à la production de valeurs qui accroissent le budget-recettes de l'État. À dix-sept ans, l'élève devient un ouvrier qui aura à apporter sa part de travail, sa part de produits faits par lui à la communauté.

Il ne pourra recevoir l'instruction spéciale qu'à la condition de remplir en même temps ses devoirs envers la société. Aussi la jeunesse, après dix-sept ans, ne pourra-t-elle recevoir l'instruction spéciale qu'en dehors des heures de travail. Avec le développement de la science et de l'industrie, la journée de travail sera réduite à moins de huit heures par jour, de sorte qu'à tout membre de la société communiste il restera encore assez de temps pour se livrer aux études spéciales. Des exceptions à cette règle seront possibles dans certains cas, surtout pour des individus extraordinairement doués ; on pourra les dispenser de l'obligation du travail pour quelques années dans l'intérêt de leur culture et de leurs recherches scientifiques, si cela apparaît de nécessité sociale.

82. Les hautes écoles (l'enseignement supérieur)

On ne peut pas encore se rendre compte exactement du caractère que prendront sous le régime communiste les écoles spéciales supérieures. Elles seront probablement d'un type très variable, depuis les cours de plus ou moins longue durée jusqu'aux écoles polytechniques et instituts scientifiques où les études se feront parallèlement aux recherches scientifiques et où la distance entre professeurs et étudiants sera à peu près nulle. En tout cas, on peut déjà affirmer sans crainte de se tromper que nos Universités sous leur forme présente, avec leur professorat actuel, sont déjà des institutions ayant vécu.

Elles continuent dans un esprit suranné l'instruction reçue par la jeunesse dans les écoles secondaires bourgeoises. Nous pouvons, en attendant, réformer ces Universités en y renouvelant le personnel enseignant. Nous devons y incorporer des forces nouvelles qui, sans atteindre aux titres des « docteurs de la société bourgeoise, n'en transformeront pas moins et avec succès l'enseignement des sciences sociales et sauront chasser la science bourgeoise de son dernier refuge. On peut également changer la composition de l'auditoire, en le formant principalement de travailleurs par excellence, afin que les sciences naturelles et techniques deviennent le lot des ouvriers. Mais l'instruction de ces derniers dans les Universités soulève la question de leur entretien pour le temps de leurs études. C'est le paragraphe 3 de notre programme sur l'instruction publique qui traite cette question d'une façon détaillée.

83. Les écoles des soviets et les écoles du parti

Le Parti communiste, une fois au pouvoir, détruisit tout l'appareil scolaire du tsarisme laissé presque intact par le gouvernement de Kerensky. Sur les ruines de l'ancienne école de classe, notre parti se mit à créer l'école ouvrière unique : qui est le germe de l'école normale du travail de la société communiste future. De la haute École bourgeoise, le Parti communiste a essayé d'éliminer ce qui n'avait pour but que le maintien de la domination du capital ; toute la science accumulée pendant la domination des classes possédantes, il la livre aux travailleurs, préparant ainsi la création d'un type normal de haute École pour la société communiste.

Mais la culture bourgeoise n'enseigne pas l'art de faire la révolution prolétarienne. Parmi toutes les écoles créées par la bourgeoisie et même parmi celles que nous créons actuellement pour la société communiste future, il n'en est pas une seule qui enseigne comment créer un État communiste. La période transitoire du capitalisme au communisme a fait naître un nouveau type décoté qui doit servir à la révolution actuelle et à l'appareil soviétique en construction. C'est le but des écoles soviétiques du Parti qui se formèrent sous nos yeux sous la forme de cours accidentels et de faible durée et qui sont devenus des instituts permanents pour la formation des fonctionnaires des Soviets. C'était inévitable. L'avènement de l'État soviétique est quelque chose d'absolument nouveau, sans exemple dans l'Histoire. Le travail dans les institutions soviétiques croît et se perfectionne d'un jour à l'autre ; et il est nécessaire pour la bonne marche des travaux, que tout travailleur utilise l'expérience acquise par ses prédécesseurs.

L'apprentissage personnel que l'on fait en participant aux Soviets paraît insuffisant. Il faut que l'expérience acquise soit rassemblée, systématisée, expliquée, pour devenir la propriété de tous les travailleurs participant au pouvoir soviétique, afin que tous les nouveaux éléments ouvriers attirés au pouvoir ne renouvellent plus les erreurs commises par leurs prédécesseurs ; et qu'ils s'instruisent non au moyen de leurs propres fautes, mais de celles commises antérieurement et déjà payées par l'État. C'est l'école du travail soviétique qui doit servir à ce but. Elle lui sert déjà, puisque nous possédons dans la République, à titre permanent, une École centrale du travail soviétique auprès du Comité Central Exécutif panrusse. Des écoles analogues vont sans aucun doute être bientôt créées dans tous les chefs-lieux de gouvernement.

En ce qui concerne les écoles du Parti communiste, elles ont changé radicalement de caractère dans la période de préparation effective au communisme. D'écoles d'un parti déterminé, s'appuyant sur le prolétariat, d'écoles purement politiques, elles sont devenues des établissements où l'on enseigne la transformation communiste de la société, et par suite des écoles de l'État. En même temps, ces écoles deviennent des académies militaires pour la création des cadres de la guerre civile.

Grâce à ces écoles, le prolétariat est capable de comprendre le sens et les problèmes objectifs de la révolution qu'il accomplit presque inconsciemment, n'ayant devant lui que des buts concrets et étroits et ne pouvant embrasser dans son ensemble toutes les transformations qui s'accomplissent. Les écoles

du Parti sont en état, non seulement d'éclairer le prolétariat sur la nature et le but final de sa révolution, mais encore d'enseigner comment le réaliser jusqu'au bout dans le plus bref délai avec le minimum d'efforts.

84. L'instruction hors de l'école

Le tsarisme maintenait sciemment dans l'ignorance la majorité du peuple travailleur de Russie. Ayant reçu en héritage du pouvoir aristocratique un pourcentage énorme d'illettrés, le pouvoir soviétique a dû naturellement prendre les mesures les plus énergiques pour liquider cet héritage. Dans ce but, les sections de l'instruction publique devinrent des écoles pour adultes illettrés et employèrent toutes une série d'autres moyens pour lutter contre l'ignorance. Mais en dehors de l'utilisation des organes du Commissariat de l'Instruction, le Parti communiste se doit de faire tout son possible pour que les masses elles-mêmes participent à l'enseignement des illettrés. C'est à quoi doivent servir les Soviets de l'instruction publique, élus par les masses intéressées à la propagande de l'instruction. Au même but sert aussi la mobilisation de tous ceux qui savent lire pour l'enseignement des illettrés. Cette mobilisation a déjà été réalisée en plusieurs points de la République et le Parti doit veiller à ce qu'elle se généralise d'après un plan établi.

En dehors de la lutte contre l'ignorance, il faut que le pouvoir soviétique fasse de grands efforts afin de donner à la population surtout adulte la possibilité de s'instruire par ses propres moyens. On a créé pour cela des bibliothèques qui satisfont aux besoins du lecteur ouvrier, on organise partout des cercles populaires et des maisons du peuple, des clubs, on crée des Universités populaires. Le cinématographe qui, sous le régime bourgeois, ne servait qu'à enrichir ses propriétaires et à démoraliser les masses populaires, se transforme graduellement, quoique trop lentement à notre gré, en un instrument efficace d'instruction et d'éducation des masses dans l'esprit du socialisme.

Toutes sortes de cours gratuits et accessibles à tous sont, grâce à la diminution des heures de travail, dispensés aux travailleurs. On prévoit pour l'avenir l'organisation d'excursions pour les travailleurs pendant leurs vacances, afin de leur faire connaître leur pays et les pays étrangers. Ces voyages auront une valeur éducative énorme et resserreront puissamment les liens entre les travailleurs de tous les pays.

85. La formation de nouveaux éducateurs scolaires

Les réformes scolaires du pouvoir soviétique ont donné de meilleurs résultats que celles apportées dans d'autres branches.

Cela ne peut pas être expliqué par le seul fait que l'État soviétique accorde à l'instruction publique un budget de beaucoup supérieur à ceux accordés pour le même objet par les États bourgeois les plus avancés. La réalisation de l'école unique du travail a été déjà en grande partie préparée par les pédagogues avancés de l'enseignement bourgeois. La meilleure partie du personnel enseignant russe a pu réaliser en partie ce qu'elle considérait elle-même comme nécessaire au point de vue purement pédagogique. Dans le nombre des instituteurs passés du régime bourgeois au pouvoir soviétique, il en était qui se montraient et sont encore adversaires de la Révolution prolétarienne en général, mais qui sont partisans de la Révolution scolaire accomplie par le prolétariat.

Toutefois, ces circonstances avantageuses ne diminuent nullement la nécessité pour l'État prolétarien de former un personnel enseignant communiste. Le nombre des communistes parmi les instituteurs aussi bien que parmi les spécialités en général, constitue une minorité insignifiante. Le nombre des adversaires du communisme y est bien plus considérable. La majorité est constituée par des fonctionnaires prêts à servir n'importe quel régime et à se conformer à tous les programmes, quoique de préférence à celui de leurs pères et de leurs grands-pères.

Le Parti Communiste a, pour ces raisons, un double problème à résoudre : d'une part, mobiliser les meilleurs éléments du personnel enseignant et par un travail soutenu créer parmi eux un noyau de maîtres communistes, et d'autre part, former des cadres nouveaux d'enseignement parmi la jeunesse élevée déjà dans l'esprit communiste en général et dans celui du programme scolaire communiste en particulier.

86. Les trésors de l'art et de la science aux travailleurs

Sous le régime capitaliste, le talent est considéré comme la propriété de son possesseur et comme un instrument d'enrichissement pour lui. Le produit de son activité est considéré comme une marchandise qui peut être vendue à tel ou tel prix et qui devient de cette façon la propriété de celui qui peut la payer le plus cher. L'œuvre de génie, de valeur sociale énorme et qui représente par son essence même une puissance créatrice collective, peut être vendue à un Koloupaïev russe ou à un Morgan américain et ils auront toute liberté de la transformer ou même de l'anéantir. Si Trétiakov, le fameux commerçant russe, au lieu de faire don de ses tableaux à la ville de Moscou, avait pris un jour fantaisie de les brûler tous, aucune loi de la société bourgeoise n'aurait pu ni l'en empêcher ni l'en punir. La vente et l'achat d'œuvres d'art, de livres rares et précieux, de manuscrits, etc., avaient pour résultat de les rendre inaccessibles aux masses populaires, la classe des exploités ayant seule le privilège de les connaître et de les posséder.

La République soviétique déclare propriété publique toutes les œuvres d'art, toutes les collections, etc., et écarte tous les obstacles à leur utilisation générale. C'est dans ce but qu'on a décrété la nationalisation de bibliothèques considérables qui, de ce fait deviennent la propriété de toute la population.

Le Parti Communiste doit s'efforcer de pousser le pouvoir d'État encore plus avant dans cette voie. Dans la pénurie actuelle de livres et vu l'impossibilité de les rééditer, il y a lieu de limiter encore davantage le droit -à la propriété privée des livres et il faut absolument les concentrer dans les bibliothèques publiques, dans les écoles, etc.

Pour permettre aux masses profondes de la population d'utiliser le théâtre dans un but instructif, on procède à la nationalisation de tous les théâtres. Cette mesure conduira indirectement à la socialisation du talent dans les domaines de la scène, de la musique et de l'art du chant.

C'est ainsi que tous les produits de la science et de l'art qui furent créés pour l'exploitation des classes ouvrières et sur leur dos retournent graduellement à leurs possesseurs réels.

87. La propagation du communisme par l'état

Lorsque le régime bourgeois s'effondre et que sur ses ruines s'élève la nouvelle société communiste, la propagation des idées communistes ne doit pas incomber au seul Parti communiste et n'être faite que par ses modestes moyens. La propagande communiste est indispensable à toute la société pour accélérer sa transformation. Sa tâche est d'éclairer les fondateurs de la nouvelle société et d'expliquer à ceux qui accomplissent leur œuvre souvent inconsciemment, le sens et le but de leurs propres efforts.

Pour ces raisons il faut que, non seulement l'école prolétarienne, mais tout le mécanisme de l'État prolétarien serve à la propagande communiste. Elle doit être faite à l'armée par les organes militaires et politiques. Il faut qu'elle soit faite partout et par tous les organes du pouvoir soviétique.

Le meilleur instrument de propagande est l'édition des livres par le gouvernement. La nationalisation de toutes les imprimeries et de toutes les réserves de papier donne à l'État prolétarien la possibilité d'éditer, malgré la pénurie de papier et à des milliers d'exemplaires, ce qui est le plus nécessaire au peuple à l'heure actuelle. Les livres, les brochures, les journaux, etc., imprimés par les soins de l'État,

deviennent graduellement accessibles aux masses, grâce à leurs prix minimes. Ces derniers temps, les éditions de l'État commencent à être fournies aux masses à titre gratuit. La propagation du communisme devient finalement un moyen de détruire jusqu'aux traces de la mentalité bourgeoise et un puissant instrument pour la création d'une nouvelle idéologie, d'une nouvelle façon de voir le monde.

88. L'instruction publique sous le tsarisme et sous le pouvoir soviétique

Les dépenses de l'État pour l'instruction publique pendant les vingt dernières années se chiffrent ainsi :

En 1891.....	22.810.260	roubles
En 1911.....	27.883.000	---
En 1916.....	195.624.000	---
En 1917.....	339.831.687	---
En 1918.....	2.914.082.124	---
En 1919 (<i>premier semestre</i>)	3.888.000.000	---

On voit par-là que la transmission du pouvoir au prolétariat amena immédiatement une augmentation de 900 % dans le budget de l'instruction publique.

Au 1^{er} septembre 1917, on comptait en Russie 38.387 écoles primaires. Dans l'année scolaire de 1917-1918, on en comptait 52 274 avec 4.138.982 élèves. Dans l'année scolaire 1918-1919, il y avait 62.238 écoles primaires.

Quant aux écoles de l'enseignement secondaire, il y en avait 1830 dans l'année scolaire 1917-1918 et 3.783 en 1918-1919.

L'instruction pré-scolaire n'existait pour ainsi dire pas sous le régime tsariste. Le pouvoir soviétique eut à la créer de toutes pièces. Malgré les conditions défavorables, on comptait en 1919, sur un total de 31 gouvernements, 2.615 jardins, foyers et colonies d'enfants avec 155.443 enfants. Environ 2,5 % des enfants de 3 à 5 ans sont élevés dans ces institutions. Dans les villes, le pourcentage atteint 10 % et il continue à s'élever.

11. LA RELIGION ET LE COMMUNISME

89. Pourquoi la religion et le communisme sont incompatibles

« La religion est l'opium du peuple », disait Karl Marx. Le Parti communiste a pour devoir de faire comprendre cette vérité aux masses les plus profondes du peuple travailleur. La tâche du Parti est d'inculquer à toutes les masses ouvrières, même les plus arriérées, cette vérité que la religion était et continue à être un des instruments les plus puissants dans les mains des oppresseurs pour le maintien de l'inégalité, de l'exploitation et de l'obéissance servile des travailleurs.

Certains communistes médiocres raisonnent ainsi : « La religion ne m'empêche pas d'être communiste, je crois également en Dieu et au communisme. Ma foi en Dieu ne m'empêche pas de lutter pour la cause de la Révolution prolétarienne. »

Un tel raisonnement pêche par la base. La religion et le communisme sont incompatibles aussi bien théoriquement que pratiquement.

Tout communiste doit considérer les phénomènes sociaux (relations entre les individus, révolutions, guerres, etc.) comme s'accomplissant suivant des lois déterminées. Les lois du développement social

sont déterminées avec une ampleur incomparable par le socialisme scientifique grâce à la théorie du matérialisme historique créée par nos grands maîtres K. Marx et Engels. D'après cette théorie, aucune force surnaturelle n'a eu d'influence sur le développement social. Mieux encore : la même théorie établit que l'idée même de Dieu et des forces surnaturelles s'est formée à un certain degré de l'histoire humaine et que cette idée puérile, et non confirmée par l'expérience de la vie et de la lutte de l'homme contre la nature commence à disparaître.

Les préjugés religieux sont très vivaces et ils troublent même des gens très intelligents parce qu'il est avantageux aux classes d'exploiteurs de maintenir le peuple dans l'ignorance et dans sa croyance puérile au miraculeux.

Les forces surnaturelles ne se manifestent pas non plus dans les transformations de la nature elle-même. L'homme a obtenu des succès formidables dans sa lutte contre la nature ; il la fait servir à ses intérêts et il dirige ses forces non par la croyance en Dieu ou en son aide, mais malgré cette croyance et parce que, dans la pratique des choses sérieuses, il agit toujours en athée. Le communisme scientifique explique tous les phénomènes de la nature d'après les résultats des sciences naturelles qui sont en hostilité irréconciliable avec toutes les fables religieuses.

En pratique non plus le communisme n'est pas compatible avec la foi religieuse. La tactique du Parti communiste commande à ses membres un certain genre d'action. La morale de toute religion commande également aux croyants une certaine conduite. (Voici un exemple de la morale chrétienne : « Si on te frappe sur la joue gauche, présente la joue droite ». Entre les directives de la tactique communiste et les commandements de la religion, il y a le plus souvent des contradictions inconciliables.

Un communiste qui rejette les commandements de la religion et agit d'après les directives du parti cesse d'être croyant.

Par contre, un croyant qui se prétend communiste, mais qui enfreint les directives du parti au nom des commandements de la religion cesse d'être communiste.

La lutte contre la religion a deux aspects qu'aucun communiste ne doit jamais confondre. Le premier, c'est la lutte contre l'Église, en tant qu'organisation de propagande religieuse, intéressée matériellement à l'ignorance et à l'obscurantisme du peuple et à son asservissement religieux. Le second, c'est la lutte contre les préjugés religieux largement répandus et profondément ancrés dans la majeure partie des masses.

90. La séparation de l'église et de l'état

D'après le catéchisme chrétien, l'Église est une société de croyants liés par la même foi, par les mêmes rites, etc. Pour un communiste, l'Église est une société d'individus liés par les mêmes sources de profits obtenus aux frais des croyants, aux dépens de leur superstition, de leur ignorance ; elle est une association unie à d'autres associations d'exploiteurs, de capitalistes et de propriétaires fonciers, alliés à leur tour à l'État qu'ils aident à opprimer les travailleurs et dont ils reçoivent à leur tour aide et assistance. Les liens qui unissent l'Église et l'État remontent à des temps immémoriaux. C'est à l'époque de la féodalité que ces liens furent les plus étroits : cela devient clair si on se rappelle que l'État autocratique de la noblesse s'appuyait sur la grande propriété foncière et que l'Église elle-même était un grand propriétaire possédant des millions d'hectares de champs, de prairies et de forêts. Ces deux forces devaient inévitablement s'associer pour la lutte commune contre les masses laborieuses et pour consolider ainsi leur domination sur elles. Dans la période de lutte entre la bourgeoisie citadine et la noblesse, la bourgeoisie s'attaqua furieusement à l'Église en tant que propriétaire des terres dont elle voulait s'emparer et en tant que possesseur et bénéficiaire des revenus gagnés par l'exploitation des travailleurs, revenus sur lesquels la bourgeoisie émettait à son tour des prétentions.

Cette lutte fut très violente dans certains pays (France), elle le fut bien moins dans d'autres (Angleterre, Allemagne, Russie).

Aussi la séparation de l'Église et de l'État (qui signifie la transmission à la bourgeoisie des sommes accordées par l'État à l'Église) fut-elle revendiquée déjà par la bourgeoisie libérale et démocratique. Néanmoins, cette séparation ne s'est accomplie à peu près nulle part parce que la lutte de plus en plus acharnée de la classe ouvrière contre le capitalisme et contre la bourgeoisie n'a pas permis à cette dernière de poursuivre sa lutte contre l'Église. Bien au contraire, la bourgeoisie a trouvé plus avantageux pour elle de se réconcilier avec l'Église, d'acheter ses prières pour lutter contre le socialisme, d'utiliser son influence sur les masses ignorantes afin d'y maintenir l'esprit d'obéissance servile envers l'État exploiteur. (« Il n'est pas de pouvoir qui ne vienne de Dieu. »)

Le pouvoir prolétarien termina l'œuvre commencée et abandonnée ensuite par la bourgeoisie. Un des premiers décrets du pouvoir soviétique en Russie fut celui de la séparation de l'Église et de l'État. Les terres qui appartenaient à l'Église furent données aux travailleurs et ses capitaux furent déclarés propriété du peuple ouvrier. On lui enleva tous les revenus que le tsarisme lui avait accordés et qu'elle continuait à percevoir sous le gouvernement « socialiste » de Kerensky. La religion fut déclarée affaire personnelle de tout citoyen. En même temps le pouvoir soviétique repoussa toute idée d'utiliser l'Église de n'importe quelle manière pour consolider la domination du prolétariat.

91. La séparation de l'école et de l'église

La fusion de la propagande religieuse avec l'enseignement scolaire est également un instrument puissant dans les mains du clergé pour consolider la domination de l'Église et son influence sur les masses. La jeunesse, l'avenir de l'humanité, est livré aux mains du clergé. En régime tsariste, le maintien du fanatisme religieux, de la stupidité et de l'ignorance était considéré comme une affaire capitale. La religion était l'enseignement scolaire le plus important. À l'école aussi, l'autocratie protégeait l'Église et cette dernière soutenait l'autocratie. En plus de l'enseignement obligatoire de la religion dans les écoles, en plus des prières obligatoires des élèves, l'Église commençait à s'emparer de toute l'instruction publique en couvrant toute la Russie d'un réseau d'écoles paroissiales.

À cause de cette union de l'École avec l'Église, la jeunesse, à partir de l'âge le plus tendre, tombait sous le pouvoir des superstitions religieuses. Elle devenait absolument incapable de se faire une idée raisonnée du monde. Sur la même question (l'origine de la terre, par exemple) la religion et la science donnent des réponses différentes et le cerveau malléable de l'enfant devenait un terrain de lutte entre la science exacte et les mensonges épais de la superstition.

Dans quelques pays, la jeunesse est élevée par l'Église non seulement dans un esprit de dévouement au régime en vigueur, mais souvent, quand cela lui semble nécessaire, dans un esprit de dévouement au régime déjà disparu de l'autocratie, du clergé, de la noblesse, comme en France, par exemple. Une telle éducation apparaît comme contre-révolutionnaire, même du point de vue bourgeois.

[Le libéralisme bourgeois mettait lui aussi à son programme la séparation de l'École et de l'Église. Il luttait pour le remplacement dans les écoles de l'enseignement de la religion par celui de la morale bourgeoise. Il exigeait lui aussi la suppression des écoles fondées par des sociétés religieuses et par des congrégations. Cette lutte non plus ne fut poursuivie nulle part jusqu'au bout. C'est ainsi qu'en France tous les ministères bourgeois, durant une vingtaine d'années, promirent solennellement de dissoudre toutes les congrégations, de confisquer leurs biens, de leur interdire l'enseignement scolaire, etc., mais ils n'en finissent pas moins par une réconciliation et des compromissions avec le clergé catholique. Un exemple saisissant d'un compromis de ce genre entre l'État et l'Église fut donné récemment par M. Clemenceau qui fut en son temps un adversaire acharné de l'Église et qui finit par adresser un appel à la conciliation, à l'oubli de l'ancienne inimitié, décora solennellement les représentants du clergé catholique pour leur patriotisme. L'État et l'Église ont déjà conclu une entente et s'entraident mutuellement dans la lutte

étrangère pour l'exploitation d'autres pays (dans la guerre avec l'Allemagne) comme dans la lutte à l'intérieur contre la classe ouvrière.

Cette réconciliation de la bourgeoisie avec l'Église se manifeste non seulement par le fait que la bourgeoisie fait table rase de ses anciennes devises de combat contre la religion et qu'elle cesse de lutter contre elle. Il y a mieux. Elle devient elle-même toujours davantage 't une classe croyante ». Les arrière-grands-pères des bourgeois contemporains de l'Europe étaient athées, libres penseurs, ennemis acharnés du clergé.

Tout en restant athée, sans croire aux fictions religieuses et s'en moquant en cachette, la bourgeoisie contemporaine considère néanmoins comme nécessaire d'entretenir ces mensonges en guise de frein pour le peuple. Quant aux fils de bourgeois d'aujourd'hui, ils se soumettent eux-mêmes à l'emprise religieuse. Nous avons vu après notre Révolution d'Octobre 1917 les bourgeois et les intellectuels libéraux remplir les églises et prier avec ferveur ce dont ils riaient dans les temps meilleurs.

Tel est le sort de toutes les classes condamnées à disparaître : il ne leur reste qu'à chercher une consolation dans la religion.

Le même mouvement en faveur de la religion se manifeste également parmi la bourgeoisie de l'Europe occidentale à laquelle le pouvoir n'est pas encore enlevé. Mais si la bourgeoisie commence à croire en Dieu et en l'immortalité, c'est qu'elle sent qu'ici-bas sa dernière heure a sonné].

La séparation de l'École et de l'Église a provoqué et provoque encore des protestations de la part des éléments les plus arriérés des ouvriers et des paysans. Bien des parents continuent à insister pour que « l'enseignement de la religion » soit admis comme facultatif dans les écoles pour ceux qui veulent le recevoir. Le Parti communiste lutte avec énergie contre ces tentatives de réaction. Admettre l'enseignement de la superstition religieuse dans les écoles, c'est favoriser officiellement la diffusion des préjugés religieux dans les masses.

L'Église obtiendrait de la sorte un auditoire d'enfants rassemblés à l'école précisément dans un but tout à fait opposé à celui de l'école, ce serait laisser à la disposition de l'Église des locaux appartenant à l'État où elle pourrait propager le poison religieux parmi la jeunesse presque dans la même mesure qu'avant la séparation de l'école et de l'Église.

Il faut que le décret de séparation de l'école et de l'Église reste dans toute sa vigueur et l'État prolétarien ne doit faire aucune concession à l'esprit du Moyen Age. Ce qui a été fait dans ce domaine est encore insuffisant et les parents ignorants ont encore la possibilité d'estropier la mentalité de leurs enfants par les fables religieuses. Le pouvoir soviétique tolère la liberté de conscience pour les adultes. Mais cette tolérance se transforme chez les parents en liberté d'empoisonner leurs enfants avec le même opium dont l'Église les a empoisonnés autrefois. Les parents imposent à leurs enfants leur propre stupidité et leur propre ignorance, ils leur enseignent toutes sortes d'inepties et rendent ainsi extrêmement difficile le travail de l'école du travail unique.

C'est un devoir important de l'État prolétarien que de soustraire les enfants à l'influence rétrograde de leurs parents. Le seul moyen radical, c'est l'éducation complète des enfants par la société. Mais il faut agir immédiatement et arriver rapidement non seulement à chasser la propagande religieuse de l'école, mais aussi à faire en sorte que l'école elle-même puisse passer à l'offensive contre la propagande religieuse dans la famille et qu'elle rende l'esprit de l'enfant insensible à toutes les fables religieuses auxquelles bien des grandes personnes croient encore et qu'elles présentent comme la vérité.

92. La lutte contre les préjugés religieux des masses

Le pouvoir prolétarien réalisa assez facilement et sans crise douloureuse la séparation de l'Église et de l'État et celle de l'École et de l'Église. Bien plus difficile apparaît la lutte contre les préjugés religieux

très vivaces et profondément enracinés dans les masses. Cette lutte sera longue, elle exige une grande ténacité et une patience soutenue. Notre programme dit à ce sujet : « Le Parti communiste russe est profondément convaincu que seule l'activité systématique et consciente des masses dans tout le domaine économique et social entraînera la disparition complète des préjugés religieux ». Nous allons expliquer cela.

La propagande religieuse, la croyance en Dieu et dans les forces surnaturelles trouvent le terrain le plus favorable là où la conscience des masses est poussée par toutes les circonstances de la vie sociale dans la voie des explications surnaturelles.

Les rapports entre les hommes au cours de la production capitaliste y contribuent dans une large mesure. Dans la société bourgeoise, la production et l'échange des produits ne se font pas systématiquement et d'après un plan déterminé, mais de façon élémentaire. Personne ne sait si la production d'une marchandise quelconque est insuffisante ou en excès. Les producteurs eux-mêmes n'ont une vague idée ni du fonctionnement du mécanisme formidable et compliqué de la production capitaliste, ni des raisons pour lesquelles les prix des marchandises tantôt sont en hausse, tantôt sont en baisse. Et le travailleur ordinaire, ne sachant pas expliquer la cause réelle des transformations sociales en cours, se réfugie dans la volonté divine qui explique tout.

Par contre, les domaines de la production et de la répartition n'auront plus rien de mystérieux dans la société communiste. Tout ouvrier aura non seulement à exécuter la part du travail social qui lui est attribuée, mais il aura encore à participer à l'élaboration du plan général de la production ou du moins il en aura une idée très nette. Dans tout le mécanisme de la production nationale, il n'y aura rien de mystérieux rien d'incompréhensible et rien d'inattendu ; toute base aura donc disparu pour des explications mystiques et pour la superstition. De même que le menuisier ayant fait lui-même une table sait pertinemment d'où cette table sort, de même tous les travailleurs de la société communiste sauront exactement ce que créent leurs forces collectives et de quelle manière.

Aussi le fait même de l'organisation et de la consolidation du régime socialiste porte déjà à lui seul des coups irréparables à la religion. Quant à la transition du socialisme au communisme, c'est-à-dire de la société qui achève la suppression du capitalisme à la société débarrassée de toute trace de divisions et de lutte entre les classes, elle amènera la mort naturelle de toute religion et de toute superstition.

Mais tout cela ne veut pas dire que nous allons attendre, bien tranquilles, cette mort de la religion prédite avec certitude pour l'avenir.

C'est maintenant surtout que la lutte contre les préjugés religieux doit être le plus intense, dans la période où l'Église apparaît comme une organisation contre-révolutionnaire qui use de son influence religieuse sur les masses pour les entraîner dans la lutte politique contre la dictature du prolétariat. La religion orthodoxe défendue par les prêtres recherche l'alliance avec la monarchie. C'est pourquoi il faut que le pouvoir soviétique développe le plus possible la propagande antireligieuse par la création de cours spéciaux, par l'organisation de discussions publiques, par la publication d'une littérature appropriée et surtout par la diffusion des sciences qui lentement, mais sûrement, ruinent l'autorité de la religion. Pour assurer le succès de cette lutte, il est, entre autres, un moyen efficace, pratiqué récemment sur plusieurs points de la République et qui consiste à montrer au peuple les reliques « incorruptibles ». Rien de pareil pour dévoiler aux masses crédules la fourberie grossière sur laquelle repose toute religion en général et la religion orthodoxe russe en particulier.

La lutte contre la religion et contre les préjugés religieux doit être menée, non seulement avec toute l'énergie et avec toute la persévérance possible, mais encore avec la patience et avec la prudence nécessaire. La masse croyante est très sensible à toute blessure faite à ses sentiments religieux et l'inoculation violente de l'athéisme, jointe aux insultes et aux moqueries à l'égard des rites religieux et

des objets du culte, ne fait pas avancer, mais ralentit plutôt la lutte contre la religion. L'Église, sous l'aurole du martyr, est encore bien plus sympathique aux masses ; elle en profite pour éveiller chez le peuple l'idée depuis longtemps oubliée du rapprochement entre la religion et la défense de la liberté nationale ; elle excite la haine nationale et surtout l'antisémitisme et elle mobilise toutes les survivances d'une idéologie déjà à moitié disparue.

Nous allons citer quelques chiffres montrant quelles sommes soutirées au peuple le gouvernement tsariste dépensait pour l'entretien de l'Église, quelles sommes le peuple lui-même lui donnait en retournant ses poches déjà peu garnies. Nous montrerons également quelles richesses furent accumulées par les serviteurs du Christ.

[Le gouvernement remettait annuellement à l'Église, par l'intermédiaire du Synode et par d'autres voies une somme de 50 millions de roubles. Le Synode avait dans les banques 70 millions de dépôts environ. Les églises, les couvents et les congrégations possédaient des terres en abondance. En 1905, les églises possédaient ensemble 1.872.000 déciatines²⁶ et les congrégations 470.000. Les 6 couvents les plus riches possédaient ensemble 182.000 d. Le couvent de Solovietzk en avait pour sa part 66.000, celui de Serovsky 26.000 et le couvent Alexandre-Newsky 25.000. En 1903, les églises et les congrégations possédaient à Pétrograd 266 propriétés de rapport : des maisons, des boutiques des terrains, etc. Elles avaient à Moscou 1.054 maisons de rapport sans compter 32 hôtels, à Kiev 114 maisons. Voici aussi les revenus « évangeliques » de quelques métropolitains et archevêques : le métropolitain de Pétrograd recevait 300.000 roubles par an, celui de Moscou et celui de Kiev 100.000 et l'archevêque de Novgorod 310.000 roubles.

On comptait en Russie jusqu'à 30.000 écoles paroissiales avec un million d'élèves environ. 20.000 prêtres étaient employés par le ministère de l'Instruction publique pour l'enseignement de la religion dans les écoles primaires.

Il est universellement connu que l'autocratie tsariste protégeait l'Église orthodoxe officiellement et comme la seule vraie. Des millions de roubles étaient perçus sous forme d'impôts sur les musulmans (tartares), sur les catholiques (polonais) et sur les juifs. Cet argent livré à l'église orthodoxe servait à prouver la vérité de la religion orthodoxe et la fausseté de toutes les autres. L'oppression religieuse sous le tsarisme atteignit des proportions inconcevables, si bien que sur 100 habitants on comptait 70 orthodoxes, 9 catholiques, 11 musulmans, 5 protestants, 4 juifs et 1 appartenant à une autre religion.

En ce qui concerne l'armée du clergé elle atteignait en 1909 les chiffres suivants :

Pour les 52 869 églises en Russie on comptait :

Archiprêtres.....	2 912
Prêtres.....	46 730
Diacres.....	14 670
Chantres.....	43 518

Dans les 455 couvents pour hommes, il y avait :

Moines.....	9 987
Novices.....	9 582

Dans les 418 couvents pour femmes :

Nonnes.....	14 008
Novices.....	40 811
Total du clergé et des congréganistes.....	188 218

²⁶ Déciatine : 1 hect. 0925.

Tels sont les chiffres du clergé orthodoxe seul, mais toutes les nationalités de la Russie professant d'autres religions renforçaient encore cette caste parasite. Tout ce monde, au lieu de recevoir des sommes énormes de la population pour maintenir le peuple dans l'ignorance, aurait pu créer une grande quantité de richesses par le travail.

L'État socialiste poursuivant le perfectionnement de son appareil économique imposera au clergé et aux autres classes non productrices le travail obligatoire et en fera des ouvriers ou des paysans.

Le clergé des villes et des campagnes recevait de l'État capitaliste en Russie 12 millions de roubles par an à titre de traitement — (c'est pourquoi il s'oppose tant à la séparation de l'Église et de l'État, cela équivaut pour lui à une perte d'une dizaine de millions). Mais cela n'était qu'une partie des revenus du clergé. La majeure partie de ses ressources provenait des cérémonies religieuses, du fermage des terres, des intérêts des capitaux avantageusement placés par l'Église.

Personne n'a pu déterminer le montant exact de ces revenus, mais on peut les estimer approximativement à la somme de 150 millions de roubles (au taux d'avant-guerre). Le clergé continue encore à percevoir du peuple la majeure partie de ses revenus.

12. L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

93. L'expropriation de la bourgeoisie et la nationalisation prolétarienne de la grande industrie

Le pouvoir soviétique, comme organe de la dictature prolétarienne, avait pour premier devoir d'enlever à la bourgeoisie les moyens de production, c'est-à-dire d'exproprier la bourgeoisie. Il est bien entendu qu'il ne s'agissait pas d'exproprier le petit producteur, l'artisan, mais d'enlever les moyens de production à la haute bourgeoisie et d'organiser la grande industrie sur une base nouvelle.

Nous avons dit dans la première partie de ce livre que le prolétariat ne veut ni le partage ni le pillage des usines, mais l'organisation de la production en commun, c'est-à-dire le transfert de tous les moyens de production à l'État prolétarien qui est la plus grande et la plus forte organisation de la classe ouvrière. Il faut bien se garder de confondre la nationalisation de la production sous la domination bourgeoise avec celle accomplie sous la domination du prolétariat. Nationalisation signifie transfert à l'État. Mais celui qui parle de la nationalisation par l'État sans s'occuper de la forme de ce dernier ne comprend rien à l'essentiel de la question. Quand c'est la bourgeoisie qui est la classe dominante de la société et que c'est elle qui nationalise les trusts et les syndicats, il n'y a aucune expropriation de la bourgeoisie. Dans ce cas, elle ne fait que sortir ses biens d'une poche pour les remettre dans l'autre. Elle remet tout à son État à elle. C'est toujours elle, la bourgeoisie, qui reste l'exploiteur de la classe ouvrière et celle-ci continue comme auparavant à travailler non pas pour elle-même mais pour son ennemie de classe. Cette nationalisation aboutit à une organisation dont nous avons parlé dans la première partie de ce livre, c'est le capitalisme d'État.

Un tout autre résultat est obtenu quand la nationalisation se produit sous la domination du prolétariat. Alors les usines, les ateliers, les moyens de transport, etc. passent au pouvoir prolétarien, c'est-à-dire à l'organisation des ouvriers et non pas des capitalistes. Dans ce cas l'expropriation de la bourgeoisie est réalisée efficacement, la bourgeoisie est alors réellement privée de ses richesses, de sa domination, de sa force et de sa puissance. Du coup, les bases mêmes de l'exploitation sont détruites. L'État prolétarien, organisation du prolétariat, ne saurait exploiter la classe ouvrière : on ne peut pas s'exploiter soi-même. Sous la domination du capitalisme d'État, la bourgeoisie ne perd rien à ce que certaines entreprises privées cessent d'exister isolément, puisque en s'associant elles exploitent ensemble le public aussi bien qu'auparavant. De même, par la nationalisation prolétarienne, les

travailleurs ne perdent rien du fait qu'ils ne sont pas possesseurs individuels de leurs usines, car les usines appartiennent à la classe ouvrière qui s'appelle l'État soviétique.

L'expropriation de la bourgeoisie, commencée immédiatement après la Révolution d'octobre 1917, est terminée pour ce qui était l'essentiel. Dans les limites de la Russie soviétique sont nationalisés toute l'industrie des transports (chemins de fer, transports fluviaux) et les 80-90 % de la grosse industrie. D'après les bureaux de la statistique industrielle du Soviet supérieur de l'Économie nationale, on comptait en septembre 1919, dans 30 gouvernements, 3 330 entreprises socialisées occupant 1 012 000 ouvriers et 27 000 employés. Ces chiffres sont plutôt au-dessous de la réalité et nous avons des raisons de croire que le nombre des industries socialisées atteint actuellement 4 000. Les entreprises les plus considérables parmi les 3 330 citées continuent à fonctionner. En septembre 1919, 1 375 entreprises fonctionnaient, dont 1 258 occupaient 782 000 ouvriers et 26 000 employés. Sur ce chiffre d'un million d'ouvriers, 800 000 continuent à être occupés régulièrement, malgré les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles notre industrie est obligée de travailler. On compte 631 entreprises fermées qui occupaient 170 000 ouvriers, la situation de 1 278 entreprises avec 57 000 ouvriers n'est pas actuellement établie (il s'agit, on le voit, de très petites entreprises).

[Les entreprises nationalisées en marche jusqu'en automne 1919 appartenaient aux branches indiquées ci-dessous ; elles étaient unies par leurs organes centraux de direction (directions principales et centrales).

I. — INDUSTRIE MINIERE (dirigée par le Soviet Minier).

1) Direction principale des charbons.

2) — des minerais.

3) — du pétrole.

4) — de la tourbe.

5) — du schiste.

6) — du sel.

7) — de l'or.

II. — METALLURGIE (dirigée par le département métallurgique du Soviet supérieur de l'Économie Nationale).

1) Direction principale de l'industrie mécanique.

2) — de l'aviation.

3) Direction centrale du cuivre.

4) Direction principale du fer.

5) — de l'automobile.

6) — du groupe des usines Maltzev.

7) — des usines Kalouga-Riazan.

8) — des usines de Podolie.

III. — INDUSTRIE ELECTRO-TECHNIQUE (Entreprises électriques unifiées sous la direction de l'industrie d'État).

IV. — INDUSTRIE TEXTILE (dirigée par la direction principale de l'industrie textile).

V. — INDUSTRIE DES PRODUITS CHIMIQUES (dirigée par le département chimique du Soviet supérieur de l'Économie Nationale).

- 1) Direction principale de la chimie organique.
- 2) — de l'aniline.
- 3) Direction centrale des vernis.
- 4) Direction principale des produits pharmaceutiques.
- 5) — des allumettes.
- 6) — du verre à vitres.
- 7) — du verre à bouteilles.
- 8) Direction centrale du ciment.
- 9) — —
- 10) —
- 11) Direction principale des cuirs.
- 12) — des fourrures.
- 13) Direction centrale des soies de porc.
- 14) Direction principale des os.
- 15) Direction centrale des graisses.
- 16) Direction principale du papier.
- 17) — des résines.
- 18) — des bois.
- 19) — des huiles.
- 20) Direction centrale des alcools.
- 21) Direction principale des tabacs.
- 22) — de l'amidon.
- 23) — du sucre.

VI. — INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES (dirigée par le département des produits alimentaires du Soviet supérieur de l'Économie Nationale).

- 1) Direction principale des farines.
- 2) — de la confiserie.
- 3) Direction centrale de l'industrie du thé.
- 4) — — du lait.
- 5) Direction principale des conserves alimentaires.
- 6) Direction centrale de l'industrie frigorifique.

VII. — INDUSTRIE FORESTIERE ET PREPARATION INDUSTRIELLE DES BOIS (dirigée par le Comité forestier principal).

- VIII. — INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE** (dirigée par le département typographique du Soviet supérieur de l'Économie nationale).
- IX. — « SECTION AUTOMOBILE CENTRALE »** (montage et réparation des automobiles).
- X. — PETITS ATELIERS DE COUTURE** (direction centrale de la couture).
- XI. — UTILISATION DES DECHETS** (direction centrale de l'utilisation des déchets).
- XII. — TRANSPORTS PAR EAU** (direction principale des transports par eau).
- XIII. — INDUSTRIE DU BATIMENT ET DE LA CONSTRUCTION INDUSTRIELLE** (Comité d'architecture).
- XIV. — INDUSTRIE DE GUERRE** (département de l'industrie de guerre).
- XV. — TRANSPORT ET MANUTENTION DES DENREES** (département du transport et de la manutention des denrées du Soviet supérieur de l'Économie nationale).]

L'expropriation de la bourgeoisie exécutée dans sa partie essentielle doit être terminée complètement ; c'est un des principaux devoirs de notre Parti. Nous devons toutefois rappeler que nous n'exproprions pas la petite industrie dont la « nationalisation » est absolument inadmissible pour les raisons suivantes : Nous-mêmes nous ne pourrions pas organiser la petite industrie dispersée et, d'autre part, le Parti communiste ne veut pas et ne doit pas léser les millions de petits propriétaires. Leur passage au socialisme se fera volontairement sans expropriation forcée. C'est surtout sur les rayons de petite production qu'il faut porter notre attention.

Ainsi notre première tâche, c'est l'achèvement de la nationalisation.

94. Notre but est le développement des forces productives

Le développement par tous les moyens des forces productives, telle est la base de notre politique. La ruine est si grande, la pénurie de tous les produits par suite de la guerre est si sensible que ce but doit actuellement primer tous les autres. Il nous faut plus de produits, plus de chaussures, de faucilles, de tonneaux, d'étoffes, de sel, de vêtements, de blé, etc. et c'est le principal. On ne peut y arriver qu'en relevant la production, il n'est pas d'autres remèdes. Nous rencontrons dans l'exécution de notre plan des difficultés inouïes dont les principales sont les attaques et le boycottage dirigés contre nous par la contre-révolution mondiale qui nous oblige à nous défendre et nous enlève nos meilleurs ouvriers. Il nous faut en premier lieu reconquérir le pétrole et le charbon enlevés par les capitalistes et les gros propriétaires fonciers, et puis aussi organiser la production sur de justes bases. Tout cela nous est absolument indispensable.

Tant que la classe ouvrière n'était pas maîtresse du pays, elle n'avait pas à s'occuper de l'organisation de la production. Maintenant c'est elle qui est au pouvoir. C'est elle qui est responsable du sort et de l'avenir du pays et c'est sur ses épaules que pèse la lourde tâche de faire sortir la République des Soviets du gouffre actuel de la faim, du froid et de la ruine. Avant la prise du pouvoir, la classe ouvrière avait pour but de détruire l'ordre ancien, actuellement son but est d'édifier un ordre nouveau. Avant, c'était à la bourgeoisie qu'incombait la tâche d'organiser l'industrie, maintenant c'est au prolétariat. Aussi en cette période de ruine extrême, toutes les pensées du prolétariat doivent être concentrées sur l'organisation de l'industrie et le relèvement de la production. Relever la production, c'est augmenter les rendements, c'est créer plus de produits, c'est améliorer le travail dans toutes les institutions et obtenir de meilleurs résultats dans le travail quotidien. L'époque des belles paroles est passée, celle du dur labeur est venue. Nous n'avons plus à lutter pour des droits quelconques à Moscou ou à Pétrograd, la classe ouvrière les a tous et elle les défend sur tous les fronts. Notre but actuel est d'augmenter le nombre de clous, de fers à cheval, de charrues, de machines, de manteaux, etc., etc...

Voilà ce qu'il nous faut actuellement pour ne pas mourir de faim, nous habiller, recouvrer des forces et avancer plus rapidement dans la voie de la création de la vie nouvelle.

Le relèvement de l'industrie exige les mesures suivantes : augmentation des moyens de production (machines, charbon, matières premières), organisation systématique des plans de production, liaison des différentes productions, répartition rationnelle des matières premières et des forces ouvrières, etc., obtention d'un meilleur rendement en tant que cela dépend des ouvriers mêmes (discipline ouvrière fraternelle, lutte contre la négligence, la malpropreté, etc.), application de la science et collaboration avec les spécialistes.

Toutes ces questions sont d'importance capitale. Il faut les résoudre pratiquement non pas seulement pour une usine, mais pour un pays immense où les prolétaires se comptent par millions. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue surtout, c'est le relèvement des forces productives du pays entier afin d'établir sa production sur les bases nouvelles du travail communiste.

[Nos adversaires socialistes-révolutionnaires, menchéviks bourgeois, etc., nous reprochent de ne pas être marxistes et d'avoir un communisme de consommation, de partage. Ils prétendent que les bolcheviks enlèvent aux bourgeois leurs fourrures, les chassent de leurs maisons, etc., c'est-à-dire qu'ils partagent les produits existants, mais n'organisent nullement la production. Ces objections n'ont aucune valeur. Les forces productives de la société humaine se composent des moyens de production (machines et outils) et des forces vivantes (les ouvriers). La classe ouvrière est la principale force productive. La destruction des machines et des outils est perte réparable, parce que des ouvriers expérimentés peuvent toujours, bien que difficilement, les reconstruire. C'est tout à fait différent lorsque la force productive vivante se détruit, quand les ouvriers se dispersent et retournent à la campagne, chassés des villes par la faim et le froid et quand la classe ouvrière est menacée même de disparaître. Il faut alors la conserver à tout prix. L'expropriation organisée des moyens de consommation est dans ce cas une condition de salut pour la force ouvrière. Le communisme de consommation devient ainsi une condition préalable de l'organisation de la production, qui est notre but réel. La bourgeoisie de tous les pays veut charger le prolétariat de toutes les dépenses occasionnées par la guerre, de toutes les calamités et de toutes les souffrances qui en sont les conséquences. Pour sauvegarder son avenir, il faut que le prolétariat rejette sur la bourgeoisie tout le fardeau de l'après-guerre. Mais notre pensée directrice, c'est naturellement l'organisation de la production et le développement des forces productives.]

95. L'organisation rationnelle de la production

L'époque de la décomposition du capitalisme laissa en héritage au prolétariat non seulement une quantité minime de moyens de production, mais encore un désordre indescriptible. La Russie s'est scindée en plusieurs régions dont les liens furent rompus et dont les communications entre elles devinrent extrêmement difficiles. Sous l'influence de la Révolution, les industriels abandonnèrent les rênes de la direction et, les premiers temps, beaucoup d'usines restèrent sans maîtres. Puis les ouvriers commencèrent à s'emparer des usines d'une façon désordonnée ; ils ne pouvaient plus attendre et cette « nationalisation » locale commença même quelque peu avant la Révolution d'Octobre. Il est clair que cette prise de possession des entreprises par les ouvriers qui y travaillaient n'était pas une nationalisation. Elle ne se transforma en nationalisation que bien plus tard. Même après la Révolution d'Octobre, on procéda à la nationalisation d'une façon désordonnée. Il eût fallu évidemment commencer par les entreprises les plus vastes et les mieux organisées, mais on n'y réussissait pas toujours. On nationalisait souvent des entreprises abandonnées par leurs propriétaires et qu'on ne pouvait laisser sans surveillance ou celles dont les propriétaires manifestaient violemment leur haine des ouvriers. Pendant la guerre civile, il y eut évidemment beaucoup d'entreprises de ce genre ; parmi elles, plus d'une était naturellement en très mauvais état, inutilisable. Il s'agissait surtout de celles qui

s'étaient développées démesurément pendant la guerre, qui travaillaient « pour la défense nationale » et qui, construites hâtivement, sombrèrent vite pendant la Révolution. Toutes ces circonstances amenèrent les premiers temps un désordre encore bien plus grand.

Au début le pouvoir soviétique et ses organes n'avaient même pas la connaissance exacte de ce qui existait ; ils n'avaient pas la comptabilité des entreprises, des réserves de charbon, des moyens de chauffage, des marchandises, pas plus d'ailleurs qu'ils ne possédaient aucun renseignement sur les possibilités de rendement, c'est-à-dire sur la nature et la quantité des produits que pouvaient créer les entreprises nationalisées.

La bourgeoisie se mourait, mais sans laisser de testament détaillé de ses biens au prolétariat qui « héritait » de ses richesses en s'en emparant dans une guerre civile acharnée. Dans ces circonstances, il ne pouvait évidemment pas être question, surtout au début, d'un plan général de production. L'ancienne organisation capitaliste se décomposait et la nouvelle organisation socialiste n'était pas encore créée.

Cependant une des tâches principales du pouvoir soviétique était et est encore l'unification de toute l'activité économique d'après un plan systématique applicable dans tout l'État. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra maintenir la productivité à un niveau suffisant pour pouvoir la faire progresser ensuite. Nous savons déjà, par la première partie de ce livre, que l'avantage du régime communiste, c'est précisément de supprimer le désordre et l'« anarchie » capitaliste. C'est le fondement du régime communiste. Certes, il serait ridicule de croire qu'on puisse arriver à des résultats merveilleux à bref délai, parmi le froid, la faim, le manque de combustibles et de matières premières. Mais personne, n'est-ce pas ? ne vit dans les fondations de la maison tant que sa construction n'est pas terminée et que les échafaudages ne sont pas enlevés, et cependant il faut bien faire ces fondations. Il en est de même pour cette maison qu'est la société communiste. Ses fondations, c'est l'organisation de l'industrie et en première ligne son unification d'après un plan étatiste.

La réalisation de ce plan commença par le recensement de tout ce qui était à la disposition du pouvoir prolétarien : quantité des stocks, nombre des entreprises, etc... Peu à peu s'établirent des liens entre les entreprises auparavant indépendantes, des organes d'approvisionnement se formèrent pour la fourniture des matières premières, du combustible et autres accessoires ; on créa un réseau d'organes de direction centrale et locale de l'industrie capables d'élaborer et de faire appliquer un plan commun dans tout le pays.

L'appareil de direction de l'industrie, si on l'examine de la base au sommet, est formé de la manière suivante : à la tête de chaque usine se trouve la direction ouvrière de l'usine, composée généralement de deux tiers d'ouvriers, membres de leur syndicat respectif, et d'un tiers d'ingénieurs désignés d'accord avec le comité central du syndicat. Pour certaines branches d'industrie peu développées, on a établi des directions régionales (de rayons) reliées aux soviets locaux de l'Économie nationale, qui à leur tour sont en relations avec les soviets locaux. Les branches plus développées de l'industrie sont contrôlées directement par les directions principales et centrales. C'est ainsi que la direction centrale du Textile s'occupe de toute l'industrie textile et que la direction principale des clous contrôle la production des clous, etc... (Voir leur liste au premier paragraphe de cet article). Ces directions principales et centrales constituent chez nous ce qu'étaient sous le régime du capitalisme d'État, les trusts d'État de certaines branches d'industrie. La composition de ces directions est fixée par le présidium du Soviet supérieur de l'Économie Nationale (nous en parlerons plus tard) d'accord avec le Comité Central du syndicat intéressé ; en cas de différend, ce dernier est remplacé par la Centrale du Soviet panrusse des syndicats qui règle, d'accord avec le présidium du Soviet supérieur de l'Économie nationale, la composition de cette direction principale ou centrale. Les Soviets locaux de l'Économie nationale organisent ordinairement les entreprises de moindre importance.

Les directions principales et les Centrales sont à leur tour unifiées par groupes d'industries de même ordre. C'est ainsi qu'il existe la direction commune des usines mécaniques de l'État, la direction centrale de l'industrie du cuivre, la direction principale de l'industrie de l'or, etc.

[Pour illustrer ce que nous venons dire, nous allons indiquer les groupes faisant partie de l'industrie métallurgique²⁷

Ier Groupe.	— Usines de Sormovo-Kolomna (« <i>Gomza</i> »)	17 usines	<i>Groupes de :</i> 1. <i>Sormovo</i>
II ^e Groupe.	— Central des Hauts-Fournaux et Forges	3 usines	2. <i>Kolomna.</i>
III ^e Groupe.	— Fonderies de Kalouga-Riazan	9 usines	3. <i>Vyksa.</i>
IV ^e Groupe.	— Usine Maitsev	6 usines	5. <i>Vilki.</i>
Ve Groupe.	— Central du Cuivre	10 usines	6. <i>Filières (Provoloka).</i>
VI ^e Groupe.	— Automobiles, Etc. ;	3 usines	7. <i>Bouchouévo.</i>

Dans l'industrie à la tête de laquelle est la direction centrale de l'industrie textile se trouvent encore des « Kousty » (surtout dans l'industrie du coton), c'est-à-dire de petites entreprises qui font des produits manufacturés à un certain degré seulement aussi bien que des produits finis.

Il faut ajouter que généralement les formes actuelles de groupement et de direction sont encore loin d'être définitives : continuellement des formes nouvelles apparaissent et les anciennes se meurent. C'est inévitable dans la période d'édification fiévreuse, au milieu de conditions si difficiles, alors que les fluctuations de la guerre civile nous feront demain perdre l'Oural que nous possédons aujourd'hui, et reconquérir l'Ukraine après en avoir été dépossédés.]

Ces groupes ne sont pas composés de quelques branches indépendantes, mais toutes les branches sont étroitement liées entre elles et forment un tout inséparable. Il est évident que ce sont les branches ayant des points communs qui sont liées entre elles les premières. Ainsi la production des clous, des machines, du cuivre et de ses produits appartient au groupe qui travaille les métaux. Les directions principales de ce groupe sont unifiées par le département des métaux (section des métaux) du Soviet supérieur de l'Économie nationale. Il y a plusieurs de ces départements industriels : le département des métaux, celui de l'industrie chimique, des produits alimentaires, de l'imprimerie, etc. En automne 1919, ces départements étaient composés d'une façon différente pour chacun d'eux. Dans le département des métaux, c'est le Comité Central de la Fédération panrusse des ouvriers métallurgistes qui exerçait principalement son influence ; les ouvriers métallurgistes sont avancés, instruits et très bons travailleurs, aussi ont-ils réussi à faire vraiment bien les choses dans les branches différentes de leur industrie. La situation n'est pas aussi brillante dans d'autres départements industriels. Par exemple, les ouvriers de l'industrie chimique ne pouvaient pas encore être représentés en 1919 dans leur département, n'étant à cette époque pas même encore groupés en syndicats.

Tous les départements dépendent du Soviet (Conseil) supérieur de l'Économie nationale. Il est composé des représentants du Soviet de l'Union des Syndicats, du Comité Central Exécutif panrusse des Soviets et des commissaires du peuple et possède un présidium chargé d'appliquer ses décisions. C'est à cette institution qu'incombe l'élaboration et l'application d'un plan unique national.

²⁷ Ces renseignements sont tirés du rapport du département métallurgique fait au Soviet supérieur de l'Économie nationale par le camarade Milioutine - [l'édition américaine de 1923 ne comporte pas la colonne de droite].

[L'activité des usines mécaniques de l'État où le syndicat des métallurgistes a une influence décisive nous montre que les ouvriers peuvent, grâce à une bonne organisation, élever considérablement la productivité des entreprises. Voici quelques chiffres²⁸.

Il fut produit :	En 2 mois Nov.-Déc.	En 6 mois Janv. Juin
	1918	1919
Pièces de rechange pour wagons et locomotives	24.250	94.419
Trains blindés, locomotives	2	10
Plates-formes	4	19
Wagons-citernes, plates-formes, etc. :		
Nouveaux	477	1.191
Réparés	—	1.040
Wagonnets	148	522
Aiguilles de rails	0	754

La seconde période est trois fois plus étendue que la première, mais sa production en a bien plus que triplé].

Lorsque fut atteint un certain degré d'organisation et que cette organisation commença à donner certains résultats, on a pu procéder à l'approvisionnement par le moyen des directions principales des différentes industries et à la centralisation de la production dans les entreprises les mieux organisées. Ceci fut la conséquence du plan commun. Il est évident qu'il est plus avantageux de travailler dans les meilleures entreprises, de concentrer sur elles toute notre attention que de nous échinier inutilement sur celles qui n'en valent pas la peine. Certes, là encore, il faut tenir compte du manque général de combustible et de matières premières. C'est ce qui explique que l'on fut obligé de fermer à plusieurs reprises des entreprises même considérables (dans le textile, par exemple). C'est aussi pourquoi l'on peut observer que se poursuit encore aujourd'hui la destruction partielle de l'industrie. En tous cas, cela ne dépend plus tant de l'absence d'organisation que de la pénurie des matières nécessaires à la production.

La centralisation de la production se poursuit néanmoins. C'est ainsi que la direction principale des usines de constructions mécaniques de l'État « Gomza » a fermé beaucoup d'entreprises sans valeur et concentré son attention sur les seize usines les meilleures. L'industrie électrotechnique qui, en régime capitaliste, était séparée en entreprises indépendantes est actuellement unie dans un seul organisme ; la même fusion a eu lieu dans d'autres branches de production (pâtes alimentaires, tabac, textile, etc.).

Le plus important, c'est l'usage approprié et économique des réserves existantes en forces et en matières. Nous avons vu que, dans la première période, on ne savait même pas le compte exact de ce que l'on possédait. Beaucoup d'objets disparaissaient, les réserves étaient pillées. Quant à l'utilisation rationnelle de quoi que ce soit, il ne pouvait même pas en être question. Mais, là encore, on commence à s'organiser, quoique difficilement. Du moins, à l'heure actuelle, sait-on plus ou moins bien le compte de ce que l'on possède²⁹.

Il est bien entendu que ce travail de réglementation et d'organisation de la production est très loin de la perfection. Dans bien des institutions le désordre et la confusion règnent encore. L'appareil de direction est loin d'être au point, mais son ossature existe déjà. Notre tâche est d'étendre notre travail de construction dans toutes les directions et de viser toujours davantage à l'unification de toute

²⁸ [Données fournies par le camarade Larine – note de l'édition américaine de 1923.]

²⁹ Voir ci-après l'état des stocks disponibles de combustibles et de matières premières.

l'activité productrice du pays, à la systématisation et à la centralisation de la productivité, à l'utilisation rationnelle des matières premières et de toutes les réserves du pays.

[Voici un tableau comparatif concernant l'approvisionnement en combustibles et en matières premières. Il indique en même temps les progrès dans la comptabilité des stocks existants et dans la mise au point de notre appareil de direction, ainsi que dans l'utilisation judicieuse de toutes les réserves du pays.

A. — Combustibles :

	1918	1919
1) Charbon de la région de Moscou et de Borovitch.	30.000.000 environ de pouds ³⁰	30.000.000 environ de pouds
2) Bois (extraction courante et réserves)	4.000.000 de sagènes cubes ³¹	5.000.000 de sagènes cubes
3) Tourbe	58.000.000 de pouds	60.000.000 de pouds
4) Pétrole	93.000.000 de pouds	00 (<i>Bakou occupé par les Anglais</i>)

B. — Matières premières en réserve dans les dépôts du Soviet supérieur de l'Économie nationale :

	1918	1919
1) Lin	Inconnu	5. 1/2 millions de pouds
2) Coton	Inconnu	6. 1/2 millions de pouds (y compris le coton du Turkestan)
3) Laine	Inconnu	2.000.000 de pouds
4) Chanvre	Inconnu	2.000.000 de pouds
5) Métaux	30.000.000 de pouds	40.000.000 (y compris ceux qui viennent de l'Oural)
6) Fourrures	Inconnu	Inconnu

On voit d'après cette table que l'organisation est en train. On voit également que notre principale difficulté provient de la perte du combustible liquide (pétrole).]

96. Extension de la collaboration économique avec les autres pays.

Au problème de l'organisation de la grosse industrie est lié celui de nos relations avec l'étranger. La Russie des Soviets est encerclée par un blocus qui lui cause un dommage énorme. Quelle influence eut sur notre industrie et notre rendement l'interruption de nos relations économiques avec d'autres pays, les chiffres de nos importations de 1909 à 1913 vont nous le montrer :

Produits alimentaires			Matières premières et produits a demi fabriqués		Animaux		Produits manufacturés		Totaux	
	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%
1909	182.872	100,0	442.556	100,0	7.972	100,0	272.937	100,0	906.336	100,0
1910	191.462	104,7	554.386	125,3	10.791	135,4	327.807	120,1	1.084.446	119,7
1911	206.909	113,1	553.143	125,0	10.997	137,9	390.633	143,	1.161.682	128,2
1912	209.647	114,6	555.516	125,5	11.979	150,3	394.630	144,6	1.171.772	129,3
1913	273.898	130,1	667.989	150,9	17.615	221,0	450.532	165,1	1.374.034	151,6

³⁰ Poud : 16 Kg.

³¹ Sagène : Mesure de longueur valant 2 m. 13 cm.

On importait surtout en Russie des produits manufacturés ; leur importation augmenta en quatre années (1909-1913), de 65 % ; celle des matières premières et des produits à demi manufacturés augmenta de 50 % dans le même laps de temps. L'importation prenait donc rapidement de l'importance. On introduisait surtout des machines, des appareils, des produits manufacturés de fer et d'acier, des machines agricoles, des produits chimiques, des appareils électriques et d'autres moyens de production ; même des objets de consommation (étouffes, produits manufacturés en cuir) étaient importés en quantités de plus en plus grandes.

La guerre supprima toutes nos relations commerciales avec l'Allemagne, puis vint le blocus de la Russie des Soviets qui interrompit aussi tout trafic avec nos anciens alliés. Nous recevions annuellement de l'étranger avant la guerre des marchandises pour environ 1 milliard 1/2 de roubles (taux d'avant-guerre). On voit par là le tort que nous causa le blocus. Aussi, la politique de notre parti doit-elle s'efforcer d'obtenir la reprise de nos relations économiques avec d'autres pays dans la mesure où cela est compatible avec nos buts généraux. Sous ce rapport la meilleure garantie serait une victoire décisive sur la contre-révolution.

Notre autre devoir concerne nos relations économiques avec les pays où le prolétariat est déjà victorieux. Avec ces pays, non seulement nous devons établir des relations d'échange, mais encore un plan économique commun. Une fois le prolétariat d'Allemagne victorieux, il faudra créer un organe commun qui dirigera la politique économique commune aux deux Républiques soviétiques. Cet organe calculerait la quantité de produits manufacturés par l'Allemagne, pourrait envoyer en Russie soviétique le nombre d'ouvriers qualifiés nécessaires, par exemple, aux usines russes de construction de locomotives et, réciproquement, établirait la quantité de matières premières ou de blé à faire parvenir en Allemagne. Nous savons déjà que pour sortir du chaos et de la ruine, l'Europe a besoin de l'union de tous ses États. Il est évident que nous ne pouvons fusionner avec un pays capitaliste. Par contre, nous pouvons et nous devons conclure une étroite alliance économique et créer une organisation économique avec les autres Républiques soviétiques. Notre but est la centralisation de la production sur une échelle internationale.

97. Organisation de la petite industrie, des métiers et du travail à domicile

Nous avons vu qu'une des principales difficultés de l'édification du communisme en Russie vient de ce que la Russie est en général un pays de petite production, comme d'ailleurs tous les pays arriérés ou peu développés. Cela concerne surtout l'agriculture. Mais dans l'industrie également il existe encore des vestiges de la production primitive : les travailleurs à domicile, les artisans, et les petits industriels atteignent un nombre assez considérable.

[D'après les statistiques d'avant-guerre, le nombre des travailleurs à domicile dans 34 gouvernements atteignait environ 1.200.000.

Ils étaient répartis dans les différentes industries d'après les chiffres suivants :

I. — Minéraux : 66.400.

Poterie et Vaisselle ; Briques et Tuiles ; Meules, Pierres à faux ; Cuivre ; Chaux.

II. — Bois : 467.900.

Nattes, Tonneaux, Cuves en bois ; Menuiserie, Ébénisterie ; Sabots ; Traîneaux, Voitures ; Paniers, Cannage de meubles ; Roues, Jantes ; Charbon de bois et Goudron ; Vaisselle et Cuillers en bois ; Industrie batelière et Charpente ; en tout, 18 industries.

III. — Métaux : 130.500.

Forges, Clous, Haches; Serrures, Crampons, Couteaux; Joaillerie, Horlogerie ; Fonte ; Ferrures pour portes et fenêtres ; Seaux et Tuyaux.

IV. — Tissus : 65.200.

Filature; Feutre; Tissage; Fil; Dentelles; Fichus; Filets et Cordes; Draps, Tapis; Casquettes et Chapeaux; Brosses, etc.; en tout, 11 industries.

V. — Cuirs : 208.300.

Cordonnerie; Fourrures de peaux de mouton; Cuirs et Peaux; Harnais; Fourrures et Gants; Peignes.

VI. — Divers : 185.400.

Tailleurs, 104.900; Productions diverses, 73.800; Images saintes, 3.600; Harmonicas, 3.100.

Au cours de la guerre, le nombre de ces travailleurs à domicile diminua considérablement, jusqu'à 1.000.000, à en croire certains recensements, bien que de nombreux ouvriers se fussent tournés vers le travail à domicile, par suite de la ruine de l'industrie. Cela s'explique par l'émigration des petits artisans vers les régions riches en céréales. En général, dans les départements affamés, comme dans ceux de Vologda ou de Novgorod, le nombre des petits artisans diminua de 20 à 25 %. Par contre, dans les départements de Kursk, d'Orel, de Tambov, de Simbirsk, leur nombre est en accroissement de 15 à 20%].

Le pouvoir prolétarien a à résoudre ce problème : comment incorporer cette masse de petits producteurs au système général de l'économie socialiste en voie de réalisation ?

Tout d'abord, il est évident que l'expropriation par la violence est dans ce cas inadmissible. On ne peut pas pousser de force le petit producteur vers la félicité socialiste. Mais il faut faire tout le possible pour faciliter cette transition et lui en faire comprendre la nécessité. On peut y arriver sous certaines conditions.

Premièrement, par l'introduction de l'industrie à domicile dans le plan général d'approvisionnement en matières premières et en combustibles.

En effet, le travailleur à domicile, recevant de l'organisation de l'État prolétarien ce qui est le plus nécessaire à sa production, tombe dans la dépendance de l'État. En régime capitaliste, les matières premières lui étaient souvent fournies par le fabricant ou par le négociant et il était en leur dépendance. Il est clair que le fabricant ou l'acheteur ne l'approvisionnait que pour l'exploiter. Le petit artisan n'était rien autre qu'un ouvrier à domicile travaillant pour le capitaliste. Il en est tout à fait autrement si le travailleur à domicile est dans la dépendance de l'État prolétarien. Ce dernier ne veut pas et ne peut pas exploiter l'ouvrier à domicile ; il ne veut que l'aider à s'organiser, d'accord avec tous les autres ouvriers. Il ne prélèvera pas de bénéfices sur son travail (cela n'est pas dans ses principes), mais il s'efforcera de l'amener à l'organisation ouvrière générale de l'industrie. Le petit artisan dépendant du fabricant ou de l'acheteur travaillait pour eux. Il était leur bête de somme. Le petit artisan dépendant de l'État prolétarien est un ouvrier de la collectivité. Aussi est-il tout d'abord nécessaire de le comprendre dans le système général d'approvisionnement.

Deuxièmement, il est nécessaire que l'État apporte aux petits artisans une aide financière. Auparavant, en régime capitaliste, c'était l'acheteur, l'usurier, qui le soutenait financièrement. Mais il le soutenait comme la corde soutient le pendu, c'est-à-dire en l'étranglant. Il l'asservissait de la façon la plus barbare, pour le sucer, comme l'araignée suce la mouche tombée dans ses filets. L'État prolétarien peut l'assister pécuniairement, en lui donnant des avances sur les commandes sans aucun intérêt et par suite sans usure.

Troisièmement. Il est bien entendu que l'État prolétarien ne peut faire de commandes au petit artisan que d'une manière centralisée. En lui fournissant les matières premières, le combustible, les produits accessoires, des outils et des instruments dans la mesure du possible, en lui donnant des commandes d'après un plan déterminé, le pouvoir prolétarien entraîne peu à peu l'ouvrier à domicile dans le système général de production du pays.

De cette façon, les ouvriers à domicile sont graduellement amenés à la production commune organisée sur des bases communistes, non seulement parce qu'ils sont approvisionnés par la production sociale, mais aussi parce qu'ils travaillent directement pour l'État prolétarien et d'après un plan prescrit par celui-ci.

Quatrièmement, il ne faut soutenir les petits artisans de la manière indiquée, qu'à la condition qu'ils se groupent. Il faut favoriser ceux qui s'unissent et s'organisent en artels (sorte de coopératives de travail), en communautés de travail, en coopératives de production et surtout, ce qui est le plus important, il faut grouper ces organisations pour qu'elles passent de la petite exploitation privée à la grande production fraternelle.

Chaque petit patron, y compris l'ouvrier à domicile, a en son for intérieur le désir de devenir grand patron, de « se monter » et de devenir un véritable entrepreneur avec des ouvriers salariés, etc... En régime capitaliste, les artels, les coopératives ouvrières en se développant dégénèrent en entreprises capitalistes : Il en est autrement en période de dictature du prolétariat. Ici, le capitalisme n'est pas à la tête, car c'est le pouvoir d'État des ouvriers qui organise toutes ces associations, qui détient tous les moyens financiers et surtout les moyens de production. Il était stupide autrefois de croire que le développement des coopératives ouvrières pourrait nous conduire au socialisme, puisqu'en se développant elles devenaient inévitablement des sociétés capitalistes. Maintenant que nous avons la possibilité de les incorporer dans l'organisation étatiste, toutes ces associations peuvent contribuer à l'édification du socialisme. Ce n'est pas sur l'attachement des petits artisans au communisme que nous devons compter (car tous les petits patrons, les petits artisans sont imbus de bien des préjugés contre le communisme), mais sur les conditions actuelles qui exigent qu'ils soient avec nous et non contre nous.

En favorisant l'organisation des ouvriers à domicile, nous contribuerons à leur transformation imperceptible en ouvriers de la production sociale, unie, organisée, travaillant avec la régularité d'une machine.

[Il y a déjà quelque chose de fait dans cette direction. Pour la saison d'hiver 1919-1920, plusieurs commandes furent données par l'État aux petits artisans : 2 millions de bottes en feutre, 2.200.000 paires de mitaines de laine, une quantité de produits tricotés, de chaussures, de fourrures, etc. Il y a une amélioration dans l'organisation pratique de cette œuvre. Tandis qu'en hiver 1918-1919, les ouvriers à domicile n'ont produit que 300.000 paires de bottes de feutre (au 1er mars 1919), vers les mois d'octobre-novembre seulement de la saison 1919-1920, on en a déjà obtenu plus de 500.000 paires.

Les avances furent accordées systématiquement : on a distribué des matières premières, du pétrole, des lampes d'éclairage, du combustible. L'organisation en 1918-1919 se présentait sous l'aspect suivant : on réunissait en conseil les représentants des organisations coopératives de la production et ceux des associations de travailleurs à domicile avec les représentants de la section des petits artisans du Soviet supérieur de l'Économie nationale. Le Conseil ainsi formé adoptait un plan commun d'action. Le Syndicat central de coopératives de production et de vente des produits de l'industrie à domicile est à ce point de vue la plus forte organisation de petits artisans entraînée au travail organique d'ensemble. Il groupe 29 unions avec 1.306 coopératives comptant 631.860 ateliers de petits artisans.

L'approvisionnement s'effectue par les organes des Centrales ou par les Soviets locaux de l'Économie nationale. Il faut remarquer que depuis l'avènement du Pouvoir soviétique le nombre des unions augmente rapidement.]

Il est certain qu'il n'est pas encore définitivement établi comment s'organise l'union entre les différentes parties de l'appareil économique des Soviets. Bien des organisations se modifient assez vite. Mais ce qu'il nous faut constamment surveiller, c'est le bon réglage de notre appareil, la fermeté de notre organisation et la systématisation de toutes nos actions.

98. L'organisation industrielle et les syndicats

Ce sont les syndicats ouvriers qui auraient dû s'adapter le plus facilement aux problèmes d'organisation et de direction de l'industrie en Russie.

En régime capitaliste, les syndicats qui, tout d'abord, unissaient les ouvriers seulement par métiers et ensuite d'après les différentes branches de la production étaient avant tout un moyen de lutte contre les capitalistes, surtout de lutte économique. À l'époque de la tourmente, ils dirigeaient avec le parti de la classe ouvrière, avec les bolcheviks, l'attaque générale contre le capital. Le parti, les syndicats et les soviets marchaient en complet accord contre le régime capitaliste. Après la conquête du pouvoir politique, le rôle des syndicats devait naturellement se modifier. Auparavant, ils organisaient des grèves, arme efficace dans la lutte contre le capitalisme. Actuellement les capitalistes n'existent plus comme classe dominante, il n'y a plus de patrons ni d'entrepreneurs. Auparavant le but principal des syndicats était de détruire l'ordre qui dominait dans les usines. Après le mois d'octobre 1917, le moment est venu d'instituer l'ordre nouveau.

L'organisation de la production, voilà la tâche des syndicats à l'époque de la dictature du prolétariat. Au cours de leur existence les syndicats ont réussi à unir étroitement les masses énormes du prolétariat. Ils étaient les organisations prolétariennes les plus fortes et en même temps les plus directement liées à la production. De plus au moment de la Révolution en Russie, ils avaient entièrement embrassé la cause de la dictature prolétarienne. De toute évidence, c'était à ces organisations, en effet, que devait passer la direction effective de l'industrie et en même temps celle de la principale force productive de la force ouvrière. Quelles relations devaient nécessairement s'établir entre les syndicats et le pouvoir prolétarien ?

Rappelons-nous ce que faisait la bourgeoisie pour remporter ses plus grands succès. Elle créait le capitalisme d'État, associant étroitement avec le pouvoir de l'État toutes les autres organisations, surtout économiques (les syndicats, trusts, consortiums). Le prolétariat, qui se doit de mener à la victoire définitive sa guerre contre le capital, doit lui aussi centraliser de la même façon ses organisations. Il possède des Soviets de députés ouvriers comme organes du pouvoir d'État, il a à sa disposition des syndicats et des coopératives. Il est évident qu'il faut relier entre elles par le centre ces associations pour que leur travail soit coordonné. Mais alors une question se pose : À quel organisme faut-il les relier ? La réponse est facile : il faut choisir le plus fort et le plus puissant et c'est précisément l'organisme d'État de la classe ouvrière, c'est-à-dire le pouvoir soviétique. Il faut donc que les syndicats comme les coopératives se développent de façon à se transformer en sections économiques et organes du pouvoir d'État, c'est-à-dire en venir à l'« étatisation ».

[Les partis opportunistes qui oubliaient continuellement la lutte de classes soutiennent le point de vue dit « de l'indépendance » du syndicalisme à l'époque de la dictature du prolétariat. Ces Messieurs affirment que les syndicats étant des organisations de classe, il faut qu'ils soient indépendants du pouvoir d'État.

Il est facile de distinguer le mensonge qui se cache ici sous le masque d'un fallacieux point de vue « de classe ». On ne peut opposer « l'État » aux organisations de classe, car l'État lui-même est une organisation de classe. Lorsque les menchéviks et les autres protestent contre l'association avec l'État

ouvrier, ils se manifestent ainsi partisans de la bourgeoisie. Et en effet, ce sont eux qui sont pour la dépendance de l'État bourgeois.

Les menchéviks parlent souvent des syndicats comme organismes d'État. Ils oublient que cet État est actuellement l'État ouvrier. Les menchéviks auraient préféré qu'il restât toujours bourgeois. L'indépendance à l'égard du pouvoir ne peut être en réalité que la dépendance à l'égard de la bourgeoisie.]

Les nouveaux problèmes qui se posèrent devant les syndicats professionnels exigèrent leur transformation rapide en Unions de production. Il est évident que si les syndicats sont chargés de l'organisation de la production, ils ne doivent plus grouper les ouvriers de même profession ou de même corporation, mais les grouper par entreprises et par branches de production. Autrement dit, aux problèmes nouveaux doit correspondre une nouvelle organisation des syndicats de façon que tous les ouvriers et tous les employés d'une même entreprise se constituent en un syndicat unique. Auparavant les syndicats ouvriers étaient groupés dans les syndicats par professions. Même si, par la suite, il y eut tendance à se syndiquer par branche de profession, ce fut toujours d'une façon confuse et désordonnée. Le syndicat des métallurgistes, par exemple, acceptait comme membres non seulement des camarades travaillant dans l'industrie métallurgique, mais aussi tous les ouvriers des métaux en général, même ceux occupés dans une tout autre branche d'industrie. Cela ne s'accorde pas du tout avec l'organisation de la production où chaque entreprise et chaque branche d'industrie sont déjà des organismes vivants. Pour organiser la production, il faut s'adapter à ses besoins réels et se grouper en conséquence, c'est-à-dire d'après les différentes branches de production, en formant des syndicats comprenant tous ceux qui y travaillent.

[Pour illustrer ce que nous venons de dire concernant la transformation des syndicats professionnels en syndicats par production, nous allons donner les résultats obtenus dans la métallurgie à Pétrograd.

AVANT LA TRANSFORMATION <i>Fin 1917 au début 1918</i>	APRES LA TRANSFORMATION
1) Union des métallurgistes	L'Union des métallurgistes avec ses sections (affiliée à l'Union panrusse des métallurgistes) englobe exclusivement tous les ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique.
2) Union des chauffeurs	
3) Union des fondeurs	
4) Union des lamineurs	
5) Union des modeleurs	
6) Union des orfèvres	
7) Union des horlogers	
8) Union des électriciens	
9) Union des machinistes	
10) Union des vérificateurs	

C'est ainsi qu'au lieu de petits syndicats fragmentés par métiers nous avons actuellement de grandes Unions de production. La tâche de notre parti dans ce domaine consiste à hâter cette unification et à favoriser la création d'Unions de production qui engloberaient tous les travailleurs sans exception, occupés dans chaque branche de la production.

D'après les données du département de la statistique du Soviet supérieur panrusse des Syndicats, le nombre d'adhérents aux syndicats de production atteint les chiffres suivants :

Dans le 1er semestre 1917	ce nombre était de :	335.938
Dans le 2e — 1917	—	943.547
Dans le 1er — 1918	—	1.649.278
Dans le 2e — 1918	—	2.250.278
Dans le 1er — 1919	—	2.825.018

Dans le premier semestre 1919, 31 syndicats panrusses, non compris le syndicat des cheminots et celui des transports par eau, englobaient 2.801.000 adhérents (le reste était organisé dans des syndicats locaux). Si l'on ajoute les 722.000 membres du syndicat des cheminots et les 200.000 syndiqués des transports par eau, le nombre total des adhérents groupés dans les syndicats de production atteint 3.700.000. Les syndicats sont unis par 33 Comités centraux. Il faut encore y ajouter un nombre considérable de syndicats de production non centralisés. Le département de la statistique évalue le nombre des ouvriers organisés (y compris les provinces occupées) à quatre millions, étant donné que les ouvriers des usines ayant cessé de fonctionner comptent encore comme membres des syndicats de production.]

D'après les lois de la République des Soviets et d'après la pratique établie, les unions de syndicats (groupés par production) participent aux travaux des organes locaux et centraux de la direction de l'industrie. Il s'ensuit que ces syndicats jouent un rôle important et même décisif dans les commissariats, dans le Soviet supérieur et autres Soviets de l'Économie nationale, dans les directions principales et centrales de l'industrie et dans les directions ouvrières d'usines.

Cette mainmise sur la production par les syndicats est toutefois loin d'être terminée. Il existe encore bien des branches de la production nationale où les ouvriers ne savent pas encore tenir le gouvernail comme il le faudrait : cela concerne surtout les directions principales ou centrales où l'on rencontre des spécialistes bourgeois agissant sans contrôle et qui voudraient bien organiser la production à leur manière, dans l'espoir secret d'un retour au « bon vieux temps » où ils pourraient vite transformer en trusts capitalistes les directions existantes. Pour s'opposer à cela, il faut que la participation des syndicats à la direction de l'industrie soit de plus en plus grande jusqu'à ce que la production nationale depuis le haut jusqu'en bas soit effectivement aux mains des Unions et des Syndicats de production.

[Parmi les organismes inférieurs de la direction de l'industrie il faut surtout distinguer l'activité des Comités d'usines. Par leur nature ils sont des cellules des syndicats soumis à la direction des syndicats respectifs. Ces comités élus par les ouvriers de l'entreprise s'occupent de l'organisation intérieure en ce qui concerne la force ouvrière. Ils s'occupent de l'embauchage ou du renvoi des ouvriers, du paiement des salaires et de l'assurance matérielle des familles ouvrières, du rendement du travail, de la discipline, etc. Ces comités sont en même temps d'excellentes écoles élémentaires pour enseigner l'art de diriger aux masses ouvrières.]

Les syndicats (par production) doivent ainsi assurer la liaison la plus étroite entre les organes centraux du gouvernement d'État, l'économie nationale et les masses profondes des travailleurs.

Le devoir principal et immédiat des syndicats est d'amener des masses de plus en plus nombreuses à la direction de la vie économique. S'appuyant sur les comités d'usines, unissant presque tous les ouvriers, les syndicats doivent fournir constamment de nouveaux travailleurs aptes à participer à l'organisation de la production. À ce même but servent et l'enseignement direct par la pratique (dans les comités d'usines, dans les directions, dans le Soviet de l'Économie nationale, etc.) et l'enseignement spécial, diffusé par les syndicats, de caractère théorique (cours d'instructeurs, etc.).

L'attachement de masses nombreuses à l'œuvre de la construction est en même temps le meilleur moyen de lutte contre la bureaucratie qui sévit dans l'appareil économique du pouvoir soviétique et qui parfois dépasse toute mesure, surtout là où il y a peu d'ouvriers et beaucoup de « fonctionnaires soviétiques ». De la paperasserie, de la grossièreté, de l'esprit de caste, de la négligence et du sabotage, il y en a beaucoup trop dans les institutions économiques. Pour que tout cela disparaisse, il faut faire sortir de leurs bas-fonds les masses ouvrières. De cette façon seulement il sera possible d'établir un véritable contrôle populaire du travail dans toutes les institutions économiques.

99. L'utilisation de la force ouvrière

La bonne utilisation de la force ouvrière dont nous pouvons disposer a pour notre œuvre une importance énorme. Quand les moyens de production sont épuisés et qu'il y a insuffisance de matières premières, la force ouvrière est la base de toute production et tout dépend de son emploi judicieux. Nous sommes en face des problèmes suivants : utiliser toutes les forces, autrement dit, mettre en valeur tous les éléments capables de produire, leur trouver du travail, les occuper. Il ne faut pas oublier ceci : à notre époque de famine chaque consommateur qui ne fournit aucun travail utile est une charge pour la communauté. De ceux- là il y a foule. Et cependant il y a une quantité de travaux qui peuvent être exécutés sans moyens compliqués de production ; par exemple, les travaux de salubrité des villes, d'entretien des voies de communication, de fortification des places, de nettoyage des casernes et de toutes sortes d'habitations ; il y a des travaux concernant la production de matières premières et de moyens de chauffage : la coupe et le transport des bois, l'extraction de la tourbe, etc. Il est vrai qu'il y a beaucoup d'obstacles : on peut trouver des hommes et des haches, mais il n'y a pas de quoi les nourrir — et l'abattage du bois s'arrête. Mais tout de même il est clair que sans l'utilisation de toute la force de travail vivante, nous ne pourrions jamais sortir de notre situation difficile.

À cela est en outre liée la question de la mobilisation générale pour l'exécution des divers travaux publics. Il y a dans le travail urgent des fortifications une excellente utilisation des forces de travail des masses qui seraient perdues sans cela. Il faut poser ce problème d'une manière systématique. Le travail obligatoire est bien inscrit dans la constitution de la R.S.F.S.R., mais il est loin d'être appliqué en réalité. C'est la première tâche : l'utilisation de la totalité des forces ouvrières dans la République du travail.

La deuxième tâche est celle de la distribution et de la répartition des forces du travail. Il est évident que la productivité du travail dépend de la manière dont seront réparties ces forces entre toutes les branches et dans tous les domaines.

Cette distribution des forces ouvrières et leurs déplacements divers demandent naturellement un travail immense de recensement pour élaborer une méthode et un plan. Si on n'a pas fait le compte de toutes ces forces, on ne peut pas les répartir d'une façon régulière. Ce problème ne peut être résolu par le pouvoir des Soviëts qu'avec l'aide des syndicats professionnels.

100. La discipline de travail entre camarades

L'état des forces productives d'un pays est déterminé non seulement par la quantité de machines, d'outils et de matières premières, mais aussi par la quantité de forces ouvrières disponibles. Maintenant surtout où les moyens de production sont réduits, la situation de la force ouvrière et le travail humain deviennent d'une importance capitale.

Le système capitaliste de production tenait la classe ouvrière sous le joug en la forçant à travailler pour le patron et sous une discipline impitoyable. La Révolution a miné et détruit totalement cette discipline de travail capitaliste, comme elle a détruit dans l'armée la discipline impérialiste et fait disparaître l'obéissance des soldats aux généraux tsaristes. Mais il est clair que sans une nouvelle discipline, il est impossible de songer à l'édification communiste de la société. Ici il y a un parallélisme absolu avec l'armée. Nous avons détruit l'ancienne armée. Il y a eu pendant un certain temps de « l'anarchie », du désordre, rien n'était organisé. Mais nous avons formé une armée nouvelle, sur des bases nouvelles, pour des buts nouveaux, une armée qui est entre les mains du prolétariat et qui combat ceux des propriétaires et des capitalistes qui disposaient de l'ancienne armée.

Il en est de même avec « la grande armée du travail », avec la classe ouvrière. Le temps de la désorganisation de l'ancienne discipline est passé. Il se forme une nouvelle discipline de travail fraternelle, créée et soutenue non pas par le patron et le fouet capitaliste, mais par les organisations ouvrières elles-mêmes, par les comités d'usines et les syndicats.

Dans l'organisation de la production, il ne faut pas perdre de vue l'organisation du travail à l'usine. Aussi la discipline de travail fraternelle est-elle un des moyens les plus importants de l'organisation de la production en commun et du relèvement des forces productives. La discipline fraternelle doit être accompagnée de la plus grande indépendance de la classe ouvrière. Les travailleurs ne doivent pas attendre les ordres d'en haut, sans jamais manifester d'initiative : tout au contraire, aucune amélioration dans la production, aucune invention de moyens nouveaux dans l'organisation du travail, etc. ne doit être entravée. Souvent des éléments ouvriers rétrogrades ne voient pas la nouvelle voie à faire prendre au travail. Les ouvriers sont réunis en syndicats d'industrie qui dirigent la production, les travailleurs contrôlent quotidiennement et le comité des ouvriers d'usine et le comité directeur de l'usine. Avec un peu d'activité tout peut passer de bas en haut par les organismes ouvriers. Il suffit d'avoir confiance et de se dire que la classe ouvrière est désormais la maîtresse du pays et de l'avenir.

La discipline du travail doit s'appuyer sur la conscience de la responsabilité de chaque travailleur vis-à-vis de sa classe, sur le sentiment que la négligence et l'indolence sont des crimes envers la cause commune. Nous n'avons plus de capitalistes comme caste dirigeante. Les ouvriers travaillent maintenant non pour le capitaliste, non pour l'usurier, non pour le banquier, mais pour eux-mêmes. Ils travaillent pour leurs propres besoins ; ils construisent un édifice qui appartient aux travailleurs. Jadis, sous le règne des capitalistes, nous n'avions pas à penser comment remplir leurs poches. Maintenant, c'est autre chose. Il faut que cette conscience de sa responsabilité à l'égard de toute la classe ouvrière vive dans l'âme de chaque ouvrier.

La discipline du travail doit, en définitive, s'appuyer sur un contrôle mutuel des plus sévères. Sachant que l'abaissement de la production est la perte de la cause ouvrière, que sans un mouvement en avant nous allons mourir, il faut que tous les camarades surveillent avec « l'œil du maître » les efforts faits pour puiser dans la nature l'énergie créatrice. Le travail est aussi la lutte, la lutte contre la nature. Il nous faut vaincre cette nature, transformer ses éléments en vêtements, en combustibles, en aliments. Et de même que dans la lutte sur le front, contre l'ennemi de classe — le capitaliste, le propriétaire, le général — nous comptons nos succès, nous surveillons ceux qui désertent, ceux qui trahissent, de même il nous faut là aussi nous contrôler mutuellement. Celui qui trahit maintenant la cause ouvrière, celui qui n'aide pas à sortir de l'ornière notre char ouvrier embourbé — celui-là est le saboteur de la classe ouvrière.

Bien entendu la création de la nouvelle discipline demande un grand effort de rééducation des masses. La psychologie d'esclave, les habitudes d'esclave persistent encore chez bien des gens. C'est comme dans l'armée. Quand c'était le tsar qui jetait les soldats dans la bataille, ils y marchaient ; quand il s'agit de défendre leur cause, ils se grattent l'oreille. Mais nous avons créé tout de même une armée — l'avant-garde des travailleurs a parfaitement compris de quoi il s'agissait et elle a réussi à faire ce qu'elle voulait. C'est dans la production maintenant qu'il faut atteindre le même but. La rééducation est facilitée par le fait que les masses ouvrières se rendent compte tous les jours que leur sort est dans leurs propres mains. C'est surtout là où le pouvoir des Soviets a été remplacé momentanément par les forces contre-révolutionnaires qu'elles comprennent le mieux ces vérités : ainsi dans l'Oural, en Sibérie, etc.

L'avant-garde des ouvriers communistes a donné l'exemple d'une nouvelle discipline fraternelle en organisant ce qu'on appelle les Samedis communistes, pendant lesquels les soubbotniks (de soubbota, samedi) travaillent volontairement et gratuitement en doublant et en triplant même parfois la production normale.

[Les Samedis communistes ont été appelés par le camarade Lénine « une grande initiative ». Les premiers qui les ont organisés ont été les cheminots communistes de Moscou, et tout de suite on a remarqué une grande hausse dans la production. Sur la ligne d'Alexandrovsk, cinq tourneurs ont

fait en 4 heures 80 cylindres (213 % de la production habituelle); pendant le même laps de temps vingt journaliers ont rassemblé 600 pouds (un poud 16 kg environ) de matériel hors d'usage et 70 ressorts de wagons, pesant chacun 3 pouds 1/2 (300 % de la production). Cela a commencé ainsi. Les soubbotniks apparurent ensuite à Pétrograd où ils furent tout de suite organisés sur une large base. Voici les chiffres :

	Nombre d'ouvriers
1. « Soubbotniki », le 16 août	5.175
2. — 23 août	7.650
3. — 30 août	7.900
4. — 6 septembre.	10.250
5. — 13 septembre.	10.500

} Le travail de ces 5 jours
s'élève à 1.167.188 roubles

Ensuite, les soubbotniks pénétrèrent en province et commencèrent à entraîner aussi les ouvriers non communistes. L'initiative des cheminots de Moscou a donc été heureuse, ils ont trouvé là une bonne méthode d'élaboration de la nouvelle discipline.]

La création de la nouvelle discipline de travail ne peut naturellement se passer de la collaboration des syndicats. Bien plus ce sont justement les syndicats qui doivent faire progresser cette réforme en essayant de nouvelles formes, en cherchant des voies nouvelles, car tout cela est nouveau et sans précédent et ici aussi on ne fera pas grand'chose avec de vieilles méthodes.

Parmi les mesures qui sont déjà appliquées et qui doivent être développées et perfectionnées, notre parti indique les suivantes :

- 1) *L'établissement d'un bureau de statistique.* - cette institution va très mal chez nous et, cependant, sans elle on ne peut ni suivre une affaire, ni la contrôler, ni trouver la racine du mal.
- 2) *L'établissement de la moyenne de travail* : ceci commence à peine à se développer. Les capitalistes ont établi dans leurs entreprises une moyenne de travail pour soutirer aux ouvriers de la plus-value ; chez nous ces moyennes devront être fixées par les syndicats, c'est-à-dire par les organisations ouvrières. Il appartient à celles-ci d'établir elles-mêmes les possibilités de la production en tenant compte du froid, de la faim, du manque de matériel et du mauvais état des machines. Mais une fois ces données établies, c'est un mauvais ouvrier que celui qui n'exécute point sa tâche. Il nous faut créer « l'honneur du travail », afin que chaque travailleur considère celui qui, sans un motif sérieux, n'apporte pas son obole à la cause commune comme un chenapan sans honneur.
- 3) *L'établissement de la responsabilité devant les tribunaux de travail ouvriers.* — Cela veut dire que non seulement chacun sera contrôlé par ses camarades, mais encore qu'il pourra être appelé à se justifier du mauvais travail fourni. Ici encore ce n'est pas le patron qui rend responsable son esclave salarié, mais la classe ouvrière et ses organisations qui jugeront leurs membres défaillants.

On peut imaginer encore toute une série de mesures. Mais elles reviennent toutes à ceci : constituer l'armée du travail en bataillons de combat qui tracent les voies d'une société nouvelle.

101. L'utilisation des spécialistes bourgeois

La grande production contemporaine ne peut être imaginée sans ingénieurs, mécaniciens, savants spécialistes, théoriciens et praticiens. Le milieu ouvrier n'en compte pas : ni le gouvernement tsariste, ni celui des propriétaires et des bourgeois n'ont permis aux travailleurs d'étudier. Mais le temps presse et nous n'avons qu'une issue : utiliser ces forces qui servaient la bourgeoisie non par peur, mais par conviction. Le Parti sait parfaitement que cette classe d'intellectuels techniciens, d'anciens directeurs et d'organiseurs capitalistes est tout à fait imbue de l'esprit bourgeois. Plus encore : une grande

partie de cette caste nous est très hostile et est prête à nous trahir en faveur de nos ennemis de classe. Mais nous devons tout de même les employer puisque nous n'en avons pas d'autres et que nous n'avons pas le choix.

Cette caste a mené contre le prolétariat une lutte acharnée, surtout par le sabotage. Le pouvoir des soviets a brisé ces sabotages. Peu à peu quelques groupes ont commencé à venir à nous en voyant que la classe ouvrière sait non seulement détruire, mais aussi construire et que son parti ne pense nullement à vendre la Russie à l'impérialisme germanique. Plus d'un commence à comprendre que le capitalisme ne peut plus vivre en ce monde. Il y a un commencement de scission dans cette classe. Le devoir du prolétariat consiste à favoriser de plus en plus cette scission.

Évidemment il ne faut pas s'attendre ni à de la fidélité ni à du dévouement pour le communisme de la part de ces « spécialistes ». Il serait naïf d'espérer que ces gens, attachés par des liens multiples à la bourgeoisie, pourront être transformés en peu de temps. Mais il faut que le prolétariat se conduise ici en patron avisé : ces éléments lui sont nécessaires, il faut les contraindre à travailler pour lui.

Il faudrait agir ainsi : encourager ceux qui travaillent honnêtement, ne pas ménager l'argent et bien les payer — voilà ce que dicte une sage prévoyance. Mais avec la contre-révolution, avec la lutte contre le prolétariat, avec une politique de trahison, avec le sabotage — il faut être sans pitié. Le prolétariat doit et sait apprécier les bons et honnêtes travailleurs. Mais il ne peut admettre qu'on lui nuise, surtout maintenant, quand il faut souffrir de la faim et de toutes sortes de privations.

Naturellement il faut un contrôle sévère surtout envers les spécialistes choisis parmi les anciens directeurs et les gros capitalistes. Ils ont tenté plus d'une fois de tirer la couverture de leur côté. Mais il faut appliquer ici les mêmes mesures que dans la lutte contre les trahisons des anciens officiers et généraux du front.

D'un autre côté le Parti se dressera contre cette idée fautive par trop simpliste que nous pourrions nous passer de tous spécialistes. C'est une sottise. Ainsi parlent seulement les ignorants qui n'ont jamais pensé sérieusement aux lourdes tâches qui écrasent actuellement les épaules du prolétariat.

Le prolétariat doit organiser la production actuelle suivant les dernières découvertes de la science. Il doit naturellement préparer (et prépare déjà) des ingénieurs et techniciens rouges de la même manière qu'il prépare des officiers rouges. Mais le temps presse et il faut utiliser ce qui existe tout en prenant des mesures contre le mal qui peut en résulter, en y remédiant, en organisant un contrôle sur ceux qui nous sont étrangers.

Il se pose ici une autre question encore, celle des traitements. Le communisme tend à l'égalité des salaires. Mais nous ne pouvons malheureusement pas faire un saut brusque dans le communisme. Nous ne faisons que les premiers pas vers lui. Et là encore nous ne devons-nous laisser guider que par le simple calcul.

Si les spécialistes n'avaient que les salaires des manœuvres, il leur serait indifférent d'être manœuvres ou ingénieurs. Beaucoup de ces gens, habitués avec un autre genre de vie à travailler avec conscience, ne le feraient plus. Il est préférable de mieux les payer pour obtenir de meilleurs résultats. Le prolétariat doit dans ce cas agir comme le patron avisé : payer davantage pour obtenir le meilleur résultat, ceux sans lesquels actuellement on ne peut rien faire.

Il est clair cependant que notre politique fondamentale doit tendre à égaliser les salaires. Et dans ce sens le pouvoir des Soviets est allé assez loin. Dans l'ancien temps, les traitements des employés supérieurs (directeurs, chefs comptables, ingénieurs en chef, organisateurs, conseillers juridiques et scientifiques, etc.), en comptant les diverses gratifications, étaient de plusieurs douzaines de fois

supérieurs aux salaires des manœuvres ; maintenant ils ne leur sont que quatre fois supérieurs, c'est-à-dire que nous avons réduit l'écart de leurs situations mutuelles d'une façon considérable.

[Les salaires tendent aussi à s'égaliser entre les différentes catégories d'ouvriers. Suivant les données du camarade Schmidt, en 1914, 4,43 % des travailleurs recevaient des salaires journaliers de 50 kopeks³² mais il y avait aussi des ouvriers (0,04 %) qui recevaient à la même époque plus de 10 roubles³³. Comme vous le voyez, la paie variait de 1 à 20. Il y avait évidemment peu de ces veinards dont la paie était de 10 roubles, mais il y en avait. En 1916, 1/2 % d'ouvriers hommes recevaient 50 kopeks et 1,15 % gagnaient plus de 10 roubles.

Maintenant, suivant le décret d'automne 1919, les salaires les plus bas sont fixés à 1.200 roubles, les plus élevés à 4.800 roubles — et ceci s'applique également aux spécialistes.]

La séparation de certains groupes d'intellectuels techniciens d'avec la bourgeoisie et leur ralliement au prolétariat s'opérera d'autant plus vite que le pouvoir des Soviets se consolidera. Et puisque ceci ne peut manquer de se produire, l'afflux d'intellectuels est inévitable. Il serait déraisonnable de ne pas les accueillir. Nous devons les mettre au travail commun avec les camarades, afin qu'ils s'habituent à notre milieu et que, dans ce travail en commun, ils deviennent nos compagnons. Ils ont beaucoup de préjugés, d'idées préconçues ; ils ont le crâne bourré. Mais ils peuvent et doivent dans certaines conditions spéciales collaborer à notre travail. Il y en a déjà qui embrassent notre cause en entrant dans les syndicats et s'accoutument petit à petit à la situation nouvelle. Notre tâche est de les aider, de tendre la main à ces éléments qui se rapprochent de plus en plus de nous. Dans les syndicats, grâce à eux, peut se produire enfin l'union des travailleurs, séparés jusqu'ici par le capitalisme.

102. L'alliance de l'industrie et de la Science

Le développement des forces productives exige l'alliance de l'industrie et de la science. La grande industrie capitaliste a, elle aussi, appliqué la science à l'industrie dans la plus large mesure. Les établissements américains et allemands avaient créé des laboratoires spéciaux, des savants y passaient leurs journées entières à inventer de nouveaux appareils, de nouvelles méthodes, etc... Tout cela se faisait au profit des particuliers. Nous devons maintenant, nous aussi, organiser cela méthodiquement et au profit de la collectivité des travailleurs. Les savants autrefois tenaient leurs découvertes secrètes : elles remplissaient les poches de l'entrepreneur ; aujourd'hui aucune de nos entreprises ne cache plus ses découvertes, elle les propage partout.

Le pouvoir des Soviets a pris toute une série de mesures dans ce sens ; on a créé un grand nombre d'établissements techniques et économiques, on a organisé différents laboratoires, des stations expérimentales ; on a entrepris toute une série d'expéditions, de recherches scientifiques. On a trouvé entre autres des gisements d'ardoise et de pétrole, un procédé pour faire du sucre avec de la sciure, etc. ; on a mis en valeur et utilisé toutes les forces scientifiques dont dispose la République.

Nous manquons de tout le nécessaire pour ce travail en commençant par le combustible et en finissant par les instruments scientifiques de précision. Mais nous devons nous rendre compte de la nécessité d'un tel travail et tâcher d'unir la science à la technique et à la production organisée systématiquement et tenter de résoudre le problème de la production organisée scientifiquement.

³² Cela équivalait avant la guerre à 1 fr. 35. (Note du Trad. 1923).

³³ 26 fr. 50 avant la guerre. (Note du Trad. 1923.).

13. L'ORGANISATION DE L'AGRICULTURE

103. Les conditions de l'agriculture en Russie avant la révolution

Avant la Révolution, notre exploitation agricole était faite surtout par les paysans. Après la Révolution d'Octobre, après la liquidation de la grande propriété foncière, notre exploitation agricole est devenue une exploitation de petits propriétaires ruraux. Dans ces conditions, le Parti Communiste a des difficultés inouïes à vaincre dans sa lutte pour la grande exploitation collective. Mais cette lutte a déjà commencé et même au moment le plus difficile elle donne déjà quelques résultats.

Pour que les conditions dans lesquelles les communistes ont à réaliser leur programme au village soient claires, il faut absolument donner quelques chiffres sur l'exploitation agricole et les changements apportés par la Révolution.

Jusqu'à la Révolution, la propriété foncière dans la Russie d'Europe se répartissait ainsi :

Terres appartenant à l'État.....	138.086.168	déciatines
Terres appartenant aux paysans ³⁴	138.767.587	----
Terres appartenant à des particuliers et à divers établissements....	118.332.788	----

Presque toutes les terres appartenant à l'État sont couvertes de forêts ou impropres actuellement à la culture. Quant aux terres appartenant aux particuliers ou aux établissements, elles se répartissaient ainsi :

Aux propriétaires ruraux.....	101.735.343	déciatines
Données en apanage.....	7.843.115	----
À l'Église.....	1.871.858	----
Aux couvents.....	733.777	----
Aux villes.....	2.042.570	----
Aux cosaques (Cosaques du Don, du Kouban et de l'Oural)	3.459.240	----
À divers.....	646.885	----

En ce qui concerne les terres données aux paysans, elles étaient partagées d'après la statistique de 1905, entre 12.277.355 familles, c'est-à-dire que chacune possédait 11,37 déciatines. Mais cette moyenne peut faire illusion : tandis que, dans les provinces centrales, la plupart des paysans possèdent beaucoup moins, on trouve des lots plus considérables (d'ailleurs peu susceptibles de culture) dans les régions périphériques. En réalité, les anciens serfs, qui constituent la majorité de nos paysans actuels, avaient reçu pour chaque exploitation familiale, 6,7 déciatines en moyenne. Dans quelques provinces et districts, ce chiffre n'était même que de la moitié. En 1916, le nombre des propriétés paysannes dépassait déjà 15 millions (15.492.202); or, la superficie totale des terres dont les paysans disposaient n'avait augmenté que très peu. Plus que jamais, la terre manquait et la misère s'était accrue.

Mais les terres appartenant à l'État se prêtant mal à la culture, les paysans n'ont pu agrandir leurs propriétés qu'aux dépens du groupe appelé plus haut « des particuliers et des établissements ».

Ce sont les particuliers qui, en premier lieu, devaient être privés de leur terre, les propriétaires fonciers possédant 53.169.008 déciatines : commerçants, paysans riches, et aussi sociétés et associations de type bourgeois et accapareur. Les propriétaires ruraux ayant plus de 20 déciatines possédaient en tout

³⁴ Depuis l'abolition du servage en 1861. (Note du Trad.).

82.841.413 déciatines. Les associations en avaient 15 778 677. C'est dans cette direction que partit le premier assaut de la Révolution paysanne. En ce qui concerne les établissements, ce sont surtout les biens de l'Église, des couvents et en partie ceux donnés en apanage, qui passèrent aux paysans.

104. Les conditions agricoles après la révolution

La propriété privée, surtout celle des gros propriétaires fonciers, était avant la Révolution entièrement endettée. Il y avait plus de 60 millions de déciatines hypothéquées pour la somme de 3.497.894.600 roubles. En un mot, les véritables propriétaires de cette terre étaient les banques russes et étrangères.

C'est ce qui explique que toutes sortes de partis conciliateurs, les socialistes-révolutionnaires en tête, après avoir réclamé si fort la remise gratuite de toute la terre aux paysans, se dérobaient lâchement et reculaient l'heure de la confiscation dès qu'il fallut la réaliser. Seul le Parti communiste bolchevik, qui n'avait de contact avec le capitalisme que pour une lutte à mort, pouvait, contrairement aux réformistes, soutenir jusqu'au bout la Révolution paysanne dirigée contre les gros propriétaires. Cette Révolution a eu son expression législative dans le décret sur la terre présentée par le Parti communiste et voté par le II^e Congrès des Soviets.

Suivant ce décret et la loi fondamentale sur la terre émanée du III^e Congrès, la propriété privée de la terre est annulée ; toutes les terres de la République sont à la disposition de tous ceux qui désirent les cultiver par leur propre travail (l'exploitation de la terre n'est pas limitée par la nationalité). La terre est distribuée en quantités égales parmi tous les habitants d'après les possibilités d'exploitation personnelle. De plus, selon la législation de l'organisation agricole socialiste, toutes les propriétés de la République ont été déclarées propriétés de tout l'État ouvrier et paysan, qui en dispose souverainement.

Du fait de cette législation révolutionnaire, les conditions agricoles de la Russie ont subi un bouleversement complet et continuent encore à subir toutes sortes de changements. Avant tout, la grande et la moyenne propriété rurale ont été supprimées sur toute l'étendue de la Grande Russie.

La grande propriété a été ramenée au niveau de la moyenne propriété paysanne. D'autre part, les indigents, les paysans à qui la terre manquait disposent à présent de lots dont l'étendue s'est rapprochée de la moyenne normale. Et il convient d'ajouter qu'ils ont fréquemment accru leur cheptel, vif et mort, par le pillage des grandes propriétés ou bien même en cherchant des avantages excessifs. Quant à l'égalisation des propriétés dans les communes et les provinces, elle est loin d'être accomplie et ne pourra être terminée avant longtemps.

On ne peut encore à l'heure actuelle établir les résultats définitifs de la Révolution dans les campagnes, mais en général toute la terre labourable des grandes et moyennes propriétés est passée entre les mains des paysans. Le pouvoir des Soviets n'a réussi à conserver que 2 millions de déciatines de terre pour les domaines soviétiques. Les paysans ont occupé aussi une partie des terres ayant appartenu aux villes. Ils se sont emparés également des terres de l'Église, des couvents, et en partie de celles données en apanage. En général, aux mains des paysans sont passées 40 millions de déciatines de terres ayant appartenu aux particuliers.

Il est resté à la disposition du pouvoir des Soviets, en plus des domaines soviétiques et des terres appartenant aux propriétaires de sucreries, presque toutes les terres ayant appartenu à l'État, ainsi que les forêts nationalisées des particuliers.

Ainsi le Parti communiste russe a à lutter pour le socialisme dans les conditions les plus ingrates. La majeure partie des terres laissées à la disposition de l'État est impropre à la culture. La plus grande partie de la bonne terre du pays se trouve entre les mains des petits propriétaires ruraux indépendants.

Mais en dépit des mauvaises conditions de la socialisation de l'exploitation agricole en Russie, malgré la résistance opiniâtre des propriétaires petits-bourgeois, l'avenir, en Russie, appartient à la grande, exploitation socialiste.

105. Pourquoi l'avenir appartient à la grande exploitation socialiste

Le régime capitaliste a été vainqueur de la petite exploitation agricole et de la petite industrie, mais il faut ajouter qu'il s'est rendu plus aisément et plus rapidement maître de l'industrie que de l'agriculture. Le régime communiste est plus profitable et plus productif que le régime capitaliste, il l'est encore plus que celui de la petite propriété paysanne. Si la livre est plus lourde que le gramme et le poud plus lourd que la livre, à plus forte raison le poud est plus lourd que le gramme. Il est indispensable maintenant de démontrer cela de la manière la plus évidente.

Et d'abord, en régime socialiste toute la terre de la République doit être divisée de telle sorte que dans chaque district, dans chaque province, elle soitensemencée suivant la qualité du sol en céréales, légumes, fourrages et plantes industrielles (lin, chanvre, betteraves, tournesols, etc.). La science agronomique devra régler tout cela.

Chez nos paysans on fait souvent le contraire : on sème le blé dans un terrain qui donne une mauvaise récolte et où aurait dû réussir parfaitement le lin ; ou bien, l'on sème le seigle là où le froment aurait donné de bons résultats.

Grâce à ce plan scientifique de parcellement des terres, la production augmentera même si les procédés de culture restent les mêmes. Dans la grande et la moyenne propriété seulement (et plus aisément dans la grande que dans la moyenne), on peut introduire le système des assolements. En variant les cultures, on obtient le maximum de rendement, tandis que notre paysan ne disposant que de trois champs, en laisse le tiers en friche. Il lui serait impossible d'agir autrement, étant donné la petite quantité de ses terres et leur morcellement. Dans les grandes exploitations, pas une parcelle de terre ne se perd. Tout au contraire, chez notre paysan, dans toute la Russie, des centaines de milliers de déciatines sont perdues rien qu'en bordures de délimitation. D'après mes calculs, nos paysans perdent ainsi 60 à 80 millions de pouds de blé.

La fertilité du sol découle principalement des engrais. Une grande ferme (qui peut se passer d'un grand nombre de chevaux) est en état d'entretenir un nombreux bétail et de ce fait peut avoir beaucoup d'engrais naturels. Les grandes exploitations peuvent aussi acheter plus facilement des engrais artificiels ou même en produire plusieurs espèces, ce qui n'est pas possible pour les petites exploitations. Le labourage est la chose la plus difficile à faire en son temps, avec économie de travail. Le labourage le plus rapide, le plus profond et le plus facile s'obtient avec le tracteur, dont on ne peut se servir dans la propriété parcellaire. Également il est plus profitable de se servir d'un groupe de 8 à 10 tracteurs que d'un seul.

Il en est de même avec les plus grandes machines, c'est-à-dire celles qui économisent le plus de travail à l'homme. La batteuse et la faucheuse à vapeur ne sont utilisables que dans les grandes entreprises, ainsi que les autres instruments agricoles perfectionnés.

Voici les plus employés et dans quelles conditions ils donnent leur plein rendement :

La charrue à chevaux sur une terre de.....	27 déciatines
Les batteuses, les faucheuses, les semeuses, en série.....	63 déciatines
Les batteuses à vapeur.....	225 déciatines
La charrue à vapeur.....	900 déciatines

À lui seul, l'emploi de la charrue à vapeur augmente la fertilité du sol d'un tiers.

À n'envisager que la force chevaline, l'avantage de la grande exploitation sur la petite est très net : dans une grande entreprise chaque cheval fournit le travail nécessaire à une plus grande quantité de terre. La différence en plus, d'après certains calculs, est de moitié et même des deux tiers.

Il n'y a que dans les grandes entreprises agricoles qu'on puisse se servir de l'électricité. De grandes écuries et étables sont préférables à des centaines de petites.

Le maximum de rendement dans l'élevage du bétail est atteint dans les grandes exploitations.

Mais la plus grande économie est celle du travail humain ; c'est la possibilité de diminuer de la moitié ou des deux tiers la journée de travail tout en augmentant trois ou quatre fois la productivité de la terre.

Au dernier recensement de toute la terre cultivable en Russie (en 1916), on a dénombré 71.430.000 déciatines. Si nous supposons que toute cette superficie est labourée une fois l'an (et chaque cultivateur sait que ce n'est pas toujours le cas) — les paysans doivent mobiliser pour ce travail toute la force humaine : 20 millions d'hommes et toute celle du bétail. Pour labourer cette terre avec des charrues à tracteur (un tracteur retourne huit à dix déciatines par jour), il suffirait d'un million d'hommes, c'est-à-dire vingt fois moins.³⁵

Si, au lieu de cent repas dans cent cuisines, on fait du seul repas collectif dans une cuisine commune — 90 cuisinières sur 100 deviendront inutiles et leur travail pourra être utilisé ailleurs.

La tâche du Parti communiste consiste donc à lutter activement pour l'établissement d'un régime plus rationnel dans l'agriculture, c'est-à-dire du régime communiste qui seul peut délivrer les campagnes des pertes de temps si funestes dans les fermes minuscules, du système arriéré et asiatique d'élevage du bétail et enfin de la manière barbare de nourrir les gens.

Quelle voie devra suivre le Parti communiste pour atteindre ce but élevé ? Il y en a plusieurs. Nous commençons par la plus directe.

106. L'exploitation soviétique

Lors de la prise de possession par les paysans de la grande propriété privée en 1917, dans beaucoup de fermes-modèles on s'est saisi du bétail de race et du matériel agricole perfectionné, et on les a gaspillés. On réussit cependant à sauver une partie de ces propriétés qui furent occupées à temps par les Soviétiques.

Ces propriétés ont reçu le nom de « Fermes soviétiques », dans lesquelles furent englobées aussi les propriétés qui n'ont pas pu être entièrement partagées entre les paysans dotés déjà d'une quantité suffisante de terre.

Les exploitations soviétiques sont le seul point de départ possible d'un régime agricole socialiste avec tous ses avantages.

C'est seulement grâce à elles que nous pouvons vraiment montrer aux paysans tout l'intérêt de la grande exploitation agricole socialiste.

C'est par elles seules que nous pouvons mettre en évidence l'excellence du système des assolements et les vices du système des trois champs. Ce n'est que dans ces exploitations soviétiques que nous pouvons faire fonctionner toutes les machines agricoles même les plus compliquées. C'est là aussi et

³⁵ Il est vrai qu'en plus du conducteur de tracteur, il faut compter aussi le travail des ouvriers dans les fabriques de tracteurs et des machines dans les exploitations, le pétrole, etc... et tout cela Il faut le répartir sur chaque déciatine. L'avantage d'emploi des tracteurs apparaît moins grand, mais il reste encore énorme.

là seulement qu'il est possible de sauvegarder et de développer le bétail de race. C'est par le croisement de races que nous arriverons à améliorer le bétail de la population paysanne. C'est également dans les entreprises soviétiques que nous pouvons créer des fermes modèles et améliorer les semences en les assortissant.

Déjà maintenant des machines spéciales s'occupent d'améliorer le blé à ensemercer pour toute la population environnante. Près des fermes soviétiques, on organise des écoles d'agriculture, des cours d'agronomie, des expositions, etc. On s'y occupe aussi de l'instruction de contremaîtres pour les ateliers d'outillage qui travaillent non seulement pour les besoins des établissements, mais aussi pour celui des campagnes environnantes.

La tâche du Parti communiste consiste à augmenter, dans les limites du possible, la quantité de fermes soviétiques, l'étendue de leurs terres (tout en sauvegardant les intérêts de la classe paysanne). Les Soviétiques s'efforcent de réunir sur leurs terres les spécimens des meilleures races de bétail de la République; d'organiser la transformation technique la plus perfectionnée des produits de l'agriculture; d'éviter la bureaucratie et de combattre la mauvaise gestion consistant à ne s'occuper que des besoins de la ferme et de ses ouvriers et serviteurs, sans rien donner à l'État soviétique; de créer un état-major de travailleurs qualifiés, capables non seulement d'exercer le contrôle ouvrier, mais aussi d'administrer toutes les propriétés; d'intéresser la population environnante aux fermes soviétiques, à leurs méthodes, aux buts qu'elles poursuivent; d'amener les paysans à les considérer comme propriété de tous et les seules capables de défendre la cause de toute la population laborieuse de la Russie. Le nombre des fermes soviétiques était en 1919 de 3.536 qui comprenaient (sans compter les forêts) 2.170.000 déciatines de terres cultivées.

107. L'exploitation agricole dans les villes

Dans la terrible crise alimentaire qui est un des résultats de la guerre et de la Révolution, une exploitation agricole organisée méthodiquement par les villes elles-mêmes à une importance énorme pour mettre à l'abri de la faim la population urbaine. Cette exploitation commence à s'organiser et l'avenir lui appartient. Un des problèmes immédiats pour chaque municipalité est d'assurer à chaque ville un terrain suffisant pour une grande entreprise. Plus de deux millions de déciatines de terrains appartenaient aux villes avant la Révolution. La plupart de cette terre occupée par les maisons, squares, parcs, jardins, reste en possession des villes. Mais la partie labourable est allée aux paysans et reste perdue pour les citoyens. Il est indispensable de leur rendre ce terrain et même d'exproprier toutes les terres environnantes dans la mesure où elles sont nécessaires pour former une entreprise agricole vaste et bien aménagée.

Dans plusieurs villes, déjà en 1919, les Soviétiques ont réussi à prendre en mains la culture maraîchère et à fournir la quantité nécessaire pour nourrir toute la population urbaine une année entière. Il faut persévérer dans cette voie. Il est indispensable que chaque ville soit en possession d'un terrain suffisant pour produire les légumes nécessaires à tous ses habitants. Il est également indispensable que chaque ville possède une vacherie permettant de fournir le lait au moins aux enfants et aux malades et, par conséquent, d'avoir le terrain suffisant pour les pâturages. Il est possible aussi, avec une bonne exploitation agricole urbaine, de fournir aux travailleurs non seulement des pommes de terre et des choux, mais aussi des légumes secs. On peut entretenir en commun tous les chevaux de la ville, et grâce à cette mesure, on peut plus facilement réaliser la nationalisation des transports. À part les capitales, le programme précité (si on ne vise pas le but utopique de fournir le blé à toute la population urbaine) peut être exécuté, comme l'expérience le prouve, au cours de l'année prochaine, dans toutes les villes de la République.

Mais les fermes soviétiques des villes ont une autre importance : d'abord, pour l'utilisation complète de l'immense quantité d'engrais fournis par la ville, sous forme d'ordures ménagères, de déchets divers, d'excréments, etc. Cet engrais est perdu généralement en grande partie. D'autre part les fermes citadines peuvent contribuer largement à unir l'industrie et l'agriculture. Une certaine partie de la population urbaine peut, dans les années qui vont suivre, prendre part aux travaux des champs sans faire tort à l'industrie, sur les terres de la grande exploitation agricole citadine.

Les fermes soviétiques et celles des villes doivent non seulement jouer le rôle de fermes-modèles, mais aussi contribuer à diminuer la crise d'alimentation. L'expérience a prouvé qu'au moment le plus critique, avant la nouvelle récolte, quand les paysans n'avaient pas commencé ou commençaient à peine à battre le blé, les fermes soviétiques aidaient à sortir le ministère de l'alimentation d'une situation dangereuse. Le premier blé de la nouvelle récolte de 1918 et 1919 venait des fermes soviétiques. Ce rôle ne peut que s'accroître dans l'avenir. En utilisant tout le terrain des fermes soviétiques, la République est en état de fournir la moitié du pain nécessaire aux travailleurs urbains et de diminuer ainsi sa dépendance à l'égard des livraisons des campagnes.

108. Les communes et les artels

L'exploitation soviétique ne peut s'agrandir que grâce aux terres en friche des provinces frontalières ou aux terres appartenant à l'état, qui peuvent devenir cultivables au moyen d'améliorations (assèchements, défrichements, etc.). Quant à notre agriculture en général, elle ne peut devenir socialiste que quand l'agriculture paysanne le deviendra. Dans les fermes soviétiques, les paysans vont voir les avantages d'une grande exploitation collective. Ils ne pourront les réaliser qu'en se groupant en communes et en artels. Dans le régime capitaliste, les progrès de la grande propriété paysanne ne se réalisaient que par la ruine du petit propriétaire. Dans le régime socialiste, une grande propriété peut être créée par la fusion de nombreuses petites propriétés.

Parmi les paysans, les mots « commune » et « artel » ont la même signification. Bien des communes portent le nom d'« artel » parce que le paysan n'aime pas ce mot de « commune » et craint de l'employer, même dans le cas où il a réellement créé une commune. La seule différence entre la commune et l'artel est que l'artel est une union de production seulement (union pour le travail), tandis que la commune est une union pour la production et la consommation (c'est à-dire à la fois pour le travail, l'échange et la consommation).

Le nombre de communes et d'artels augmente rapidement en Russie soviétique. Voici les derniers chiffres de l'automne 1919 :

	Nombre	Terre cultivables
Communes	1.901	150.000 déciatines
Artels	3.698	
Unions de camarades pour cultiver la terre en commun.....	668	480.000 —

Ces chiffres prouvent que le mouvement en faveur des communes et des artels croît et s'élargit. Mais ces chiffres nous montrent également le côté faible de ce système. Premièrement, l'étendue moyenne du terrain des communes n'est pas grande.

Nous voyons non pas la petite propriété devenir grande, mais tout juste Moyenne. Dans les cas les plus favorables, elle dépasse peu la moyenne. Aussi la commune ne peut-elle procurer ni à ses participants ni à la population environnante les avantages de la grande exploitation. Sur une étendue de quelques déciatines, on ne peut pas utiliser toutes les machines agricoles et on ne peut appliquer le système

d'assolement. Mais même le peu qu'on obtient avec ce système moyen a une importance primordiale. On bénéficie de la division du travail ; une partie des femmes est déchargée des travaux de cuisine et aide ainsi aux travaux des champs. La possibilité apparaît de se passer d'une certaine quantité de chevaux, tous les travaux sont exécutés à temps, la terre est mieux cultivée et la récolte est supérieure à celle des parcelles paysannes.

L'économie de la force humaine est prouvée par le fait que la plupart des communes entreprennent une série de travaux de caractère non agricole : ils construisent des moulins, organisent des ateliers d'industrie domestique, de réparation, etc... Le second pas vers le socialisme ne peut être fait par les communes que si elles s'unissent. On peut atteindre ce but par la jonction de deux communes voisines ou par réadmission dans une commune de nouveaux membres choisis parmi la population rurale avoisinante ou par la fusion de communes et de fermes soviétiques.

La tâche la plus importante du Parti communiste est actuellement le relèvement de l'exploitation paysanne jusqu'au niveau de l'économie communale moyenne, en attendant mieux.

On peut affirmer sans crainte de se tromper que c'est par cette voie qu'on arrivera à une plus grande productivité. L'État prolétarien se doit d'activer cette réalisation, non seulement par une propagande méthodique par la parole et le fait. (Les fermes soviétiques), mais en mettant à la disposition des communes naissantes tous les avantages matériels (soutien pécuniaire, fournitures de semences, de bétail, d'outils, de techniciens).

109. La culture collective de la terre

La commune apparaît non seulement comme le groupement de travail le plus parfait, mais aussi comme le procédé le meilleur pour opérer la répartition des moyens d'existence.

L'artel n'est que l'unification du travail. La culture collective de la terre, c'est l'union encore moins étroite, encore plus libre, et si on veut, plus accidentelle que l'artel. Une société agricole qui ne peut se former en artel ni en commune à cause de dissentiments intérieurs peut néanmoins arriver à la culture collective de la terre sans se créer d'autres liens. Le résultat est que tout reste comme par le passé avec cette seule circonstance importante : la terre commune ne sera pas divisée en petites parcelles, mais sera cultivée par toute la communauté. Chaque maison gardera son potager, chaque petite propriété restera intacte, seuls les chevaux et les machines seront attribués un certain temps à chaque chaumière.

Le Comité Central Exécutif a prévu le cas de cette forme primitive d'économie collective dans ses décrets concernant l'administration socialiste de la culture. Les avantages principaux de cette forme de groupement sont que le paysan garde sa liberté d'action sauf pour le travail de la terre et qu'il consent plus facilement à cette coopération, car son indépendance ne se trouve pas menacée. Cependant cette culture collective présente déjà des avantages considérables : la disparition des délimitations et la possibilité des assolements, l'utilisation complète des instruments aratoires, la division du travail, l'aide aux familles sans ouvriers ni bétail, etc.

On peut s'attendre à ce que la culture collective de la terre, qui est le premier pas vers l'exploitation collective, reçoive dans nos campagnes la plus grande application. Cette forme de culture, et d'après nos renseignements, a eu lieu dans beaucoup de localités déjà en 1919. De très grandes sociétés ont été divisées par dizaines et cultivaient la terre en commun. Dans plusieurs cas on a cultivé de cette manière une partie de la terre communale.

110. Les coopératives agricoles

Déjà avant la Révolution, la transformation coopérative de divers produits agricoles avait pris une grande extension parmi les paysans. Il faut citer les artels pour la production du beurre et du fromage, très répandus dans les provinces du Nord et de la haute Volga. On peut y joindre aussi les sociétés de

rouissage du lin, celles qui préparent la mélasse, qui sèchent les fruits, qui pressent le foin, etc. Le pouvoir des Soviets les soutient de toutes les manières. La tâche du Parti communiste consiste à pousser les éléments laborieux de la campagne à la formation de ces coopératives, à leur développement, à l'amélioration de leur productivité et surtout à s'opposer aux tentatives du petit capital de se retrancher dans ces artels dans sa lutte contre le pouvoir soviétique et la grande culture socialiste.

111. L'ensemencement par l'état des terres en friche ; la mobilisation des forces agricoles ; les dépôts de machines de louage ; les améliorations ; la colonisation

Du fait de la guerre et de la terrible désorganisation qui s'en est suivie, une grande quantité de terre est restée en friche. L'État soviétique ne peut permettre que des terres restent en friche alors que la crise alimentaire se fait sentir aussi cruellement dans les villes et dans les provinces non productives. Pour cette raison incombe au pouvoir soviétique le devoir d'ensemencer les terres en friche, sans distinction de propriétaire. Cette mesure a la plus grande importance, surtout dans les localités ayant servi de théâtre à la guerre Civile, car tous les gros fermiers ont abandonné leurs terres et sont partis avec l'ennemi. De même, la récolte du blé abandonné par ses propriétaires doit être faite aussi par l'État.

On ne peut relever l'agriculture désorganisée en Russie qu'à l'aide de mesures décisives et révolutionnaires. Une de ces mesures est la mobilisation des forces agronomiques, c'est-à-dire le service obligatoire de tous les techniciens agronomes. Il n'y en a jamais eu qu'un petit nombre en Russie. Mais le manque de techniciens se fait sentir encore plus fortement, du fait du travail énorme de réorganisation de l'agriculture et du relèvement de sa productivité, où tout est à transformer dans nos campagnes. La mobilisation des forces agronomiques n'est pour ainsi dire que la socialisation des connaissances agronomiques que l'État seul peut employer avec le plus d'efficacité.

La guerre impérialiste a empêché la Russie (le faire venir de l'étranger des machines agricoles. Son industrie n'a jamais répondu aux demandes de notre agriculture et la plupart de ces machines, surtout les plus chères et les plus compliquées, nous venaient de l'Allemagne, de la Suède et de l'Amérique. En même temps, nous avons dû réduire au minimum notre production de machines par suite du manque de métal et de charbon. Tout cela a amené une grande insuffisance d'outillage agricole.

Dans des circonstances aussi graves la répartition judicieuse de l'outillage et son utilisation complète sont de la plus grande importance. Cette utilisation est impossible si l'on conserve la propriété des instruments aratoires ; une partie du temps, la machine reste inactive chez son propriétaire, cependant que les voisins n'ont pas de quoi labourer ou moissonner.

Pour venir en aide aux plus pauvres en outillage agricole et pour que cet outillage soit le mieux possible utilisé, il n'est point donné en toute propriété, mais mis à la disposition par le moyen de stations de louage de machines agricoles. Autrement dit, l'outillage destiné aux paysans ne leur est pas vendu, mais réparti par rayons (villages, commune, district) et mis à la disposition de ceux qui en ont besoin pour un certain temps et moyennant une certaine somme destinée à couvrir les frais.

Ces dépôts de machines s'appellent les offices de louage. L'outillage y est gardé, mis en ordre, nettoyé après son emploi et même réparé dans les localités bien administrées. Ces dépôts sont formés et fonctionnent déjà, mais ils sont encore peu nombreux. La tâche du pouvoir soviétique consiste à faire rentrer dans ces dépôts toutes les machines agricoles sans exception, surtout les plus compliquées. Cela assure le plein rendement de ces machines, sans parler de l'aide apportée aux nécessiteux qui n'ont pas les moyens d'en acheter. A ces dépôts doit revenir aussi l'outillage saisi chez les accapareurs. Ce système largement établi de fourniture de machines agricoles par les offices de louage nous conduira lentement mais sûrement à la nationalisation de l'outillage agricole le plus important, aidera en outre à l'agriculture et en hâtera la socialisation.

Dans le programme agraire du pouvoir prolétarien, les améliorations doivent occuper une place prépondérante. Le pouvoir soviétique possède quelques millions de déciatines qui sont actuellement peu propres à la culture, mais qui peuvent le devenir après certains travaux de défrichement, de drainage, d'assèchement (par les canalisations souterraines, l'arrosage artificiel, etc.). Autant les possibilités d'agrandissement des fermes soviétiques sont étroites en ce qui concerne les terres déjà cultivées, autant sont illimitées les étendues qui peuvent être conquises sur la nature par la jeune agriculture socialiste.

Travaux pour l'amélioration du sol. — Voilà un des problèmes principaux à résoudre par le pouvoir soviétique et pour sa solution il faut employer toutes les couches sociales parasites.

Politique de colonisation. — Notre programme ne contient pas ce chapitre, mais il faut nous y arrêter, car le pouvoir soviétique sera obligé, tôt ou tard, de dire quelle politique de colonisation il entend suivre. Malgré la confiscation et le partage des grandes propriétés, le manque de terre se fait cruellement sentir encore dans beaucoup de provinces. Et cependant nous possédons d'énormes terrains en friche dans les provinces frontières. La colonisation de ces endroits est absolument nécessaire dans l'avenir le plus proche. La tâche de l'État ne consistera non pas à placer les colons sur de petites parcelles séparées pour y fonder de petites fermes, mais de préparer tout le nécessaire pour une grande exploitation socialiste (des bâtiments collectifs, le terrain commun divisé pour les assolements, des machines agricoles perfectionnées, etc.).

112. L'aide aux paysans

Les fermes soviétiques ainsi que les communes, les artels et toutes les mesures entreprises peuvent relever la productivité du travail agricole et la fertilité du sol par l'organisation de la grande exploitation collective. Cette voie est la seule qui nous mènera sûrement et vite au but. Mais quels que soient nos succès dans l'organisation des fermes soviétiques et communistes, les petites propriétés paysannes existeront encore longtemps et longtemps encore resteront la forme dominante de l'agriculture en Russie, aussi bien par l'étendue du terrain cultivé que par la quantité des produits récoltés. La question se pose donc d'aider cette petite exploitation à augmenter la productivité du sol, bien qu'elle persiste à rester enfermée dans ses limites petites-bourgeoises.

Notre programme envisage toute une série de mesures qui peuvent être prises par le pouvoir soviétique dans le but d'aider les petits paysans. Voici ces mesures :

Premièrement l'aide dans la délimitation. Le mal essentiel de nos campagnes contre lequel luttent de plus en plus nos paysans sont le morcellement des champs et leur éloignement.

Les potagers d'une collectivité sont souvent situés sur les confins des collectivités voisines. Quelques parcelles sont situées à une distance de 7 à 10 verstes³⁶ l'une de l'autre et restent non cultivées. Pour remédier à cet état de choses, les paysans se sont regroupés dans de nouveaux hameaux et ont modifié ainsi l'ancienne répartition des terrains, impossible à conserver depuis la confiscation des grandes propriétés. Dans la mesure où ces nouvelles exploitations sont destinées à lutter contre le morcellement parcellaire et où elles préparent une exploitation d'un niveau plus élevé, dans la mesure aussi où les paysans ont besoin d'aide pour le partage des terres, le pouvoir soviétique se doit de les assister avec ses agronomes et ses géomètres.

Le paysan russe emploie pour l'ensemencement le même blé qu'il fait moudre. Et cependant la récolte est de beaucoup meilleure si, à conditions égales, l'ensemencement a été fait avec des grains améliorés. Ces grains ne peuvent être fournis aux paysans que par l'État ; lui seul peut les acquérir à l'étranger ou mettre à leur disposition les petites réserves de semences assorties des fermes soviétiques.

³⁶ Une verste : 1.067 m.

Le bétail des paysans est fortement amoindri et dégénéré. Son amélioration est absolument nécessaire. Et cependant tout ce qui reste de bétail de race se trouve dans les fermes et propriétés soviétiques ou à la disposition des organes de l'État.

Par l'établissement de haras collectifs dans les fermes soviétiques ou la répartition de bons reproducteurs entre les localités diverses. L'État peut être d'un grand soutien pour l'élevage du bétail en déclin.

Toute une série de connaissances agronomiques très importantes sont totalement inconnues à l'immense majorité de nos paysans. Leur seule propagation aidera à l'amélioration de la culture de la terre. En dehors des conférences agronomiques auxquelles sont tenus les techniciens soviétiques dans les districts agricoles, il faut en organiser dans les fermes soviétiques, il faut créer des cours saisonniers, des champs modèles, des expositions agricoles, il faut éditer une littérature populaire agronomique, etc.

Outre cette vulgarisation des sciences agronomiques, il faut que le pouvoir soviétique apporte aussi une aide technique directe. Malgré toute notre insuffisance de personnel agronomique, sa mobilisation est arrivée déjà à son but en ce sens que l'agronome qui ne servait avant qu'aux grandes exploitations rurales, travaille maintenant pour les paysans. Outre la création de nombreux cours et écoles agronomiques, il faut aussi des cours spéciaux pour les paysans les mieux doués des communes et des artels, afin de former une avant-garde de cultivateurs éclairés issus de la classe paysanne.

La possibilité de renouveler l'outillage usagé est en ce moment pour la classe paysanne de la plus grande importance.

Il n'y a pas de petits ateliers qui soient actuellement en état, vu la disette de fer, de, réparer tout l'outillage nécessaire.

Seul l'État peut organiser convenablement ce travail, aussi bien en augmentant le nombre d'ateliers attachés aux fermes soviétiques qu'en créant toute une série d'ateliers judicieusement placés et se consacrant uniquement à la réparation de l'outillage agricole.,

Des millions de déciatines de terre labourable sont impropres à la culture et cependant leur amélioration est tout à fait possible. Ceci ne se fait pas, d'abord parce que de tels travaux dépassent les forces d'une seule collectivité, ensuite par suite de l'ignorance des paysans. Dans ce domaine, l'aide de l'État prolétarien peut être très appréciable et elle se manifeste déjà dans beaucoup de régions, malgré la guerre civile.

[Chaque déciatine donnait dans la période de 1901-1910, la récolte moyenne suivante :

	Seigle	Orge	Froment	Avoine	Pom.de ter.
Danemark	120	158	183	170	
Hollande	111	176	153	145	1.079
Angleterre		127	149	118	908
Belgique	145	179	157	161	1.042
Allemagne	109	127	130	122	900
Turquie	98	117	98	105	
France	70	84	90	80	563
États-Unis	67	93	64	74	421
Russie	50	51	45	50	410

Ainsi, bien que notre sol soit bien plus fertile que celui des pays d'Occident, nous occupons la dernière place dans la productivité de notre terre. Nous obtenons par déciatine trois fois et demie moins d'avoine qu'en Belgique et en Danemark, quatre fois moins de froment qu'en Danemark et trois fois moins qu'en Angleterre et en Allemagne, trois fois moins d'orge qu'en Belgique ; même en Turquie, une déciatine donne deux fois plus de céréales que n'en donne notre culture paysanne. Il faut ajouter que la productivité de nos terres paysannes est encore moindre que les chiffres ci-dessus, car celle des grandes propriétés est de 1 ½ à 2 ½ fois plus élevée que celle des fermes paysannes.

La classe paysanne peut donc arriver à des rendements 2 à 3 fois supérieurs si nous abandonnons les vieux procédés de nos grands-pères et si nous adoptons des méthodes agricoles plus modernes.]

113. *L'union de l'industrie et de l'agriculture*

L'accroissement des villes amené, par la séparation de l'industrie et de l'agriculture et par la prédominance économique de l'industrie a pris, dans la dernière phase du capitalisme, un caractère morbide. Les meilleures forces des campagnes s'en allaient dans les villes. La population urbaine augmentait non seulement plus rapidement que la population rurale, mais aux dépens de celle des campagnes. Dans la plupart des États capitalistes la population rurale a diminué. D'un autre côté, quelques villes ont pris une extension monstrueuse. Tout cela a amené un état de choses aussi pernicieux pour les villes que pour les campagnes. Parmi les principaux inconvénients, il faut citer: le dépeuplement des campagnes, leur éloignement barbare de la civilisation urbaine, le divorce entre l'habitant des villes et la nature, son éloignement du travail fortifiant des champs et la dégénérescence de la population urbaine qui s'ensuit; la fâcheuse installation dans les villes de certaines branches industrielles qui transforment les produits agricoles, l'appauvrissement considérable du sol provoqué par le fait que la ville ne rend pas à la campagne sous forme d'engrais ce qu'elle lui prend sous forme de produits alimentaires.

Le rapprochement de la ville et de la campagne, l'union de l'industrie et de l'agriculture, la participation des ouvriers d'usine aux travaux des champs — voilà les tâches les plus urgentes du communisme dans ce domaine. La besogne a été commencée par la distribution aux entreprises et établissements des villes de dizaines de milliers de déciatines, par le transport d'ouvriers urbains dans les fermes soviétiques, par la création près des fabriques et des usines de potagers suburbains, par l'organisation de Samedis communistes agricoles, par la mobilisation d'employés soviétiques pour les travaux des potagers municipaux, etc... Le Parti communiste va continuer sa marche dans cette voie, car il est convaincu que l'avenir appartient à l'union de l'industrie et de l'agriculture et qu'il finira par ramener ainsi dans les campagnes le trop-plein de la population citadine.

114. *Le parti communiste et la classe paysanne*

Nous avons parlé dans notre programme agraire de ce que nous avons voulu réaliser dans l'agriculture. Nous allons parler maintenant de la manière de le réaliser, sur quels éléments nous voulons, nous appuyer, par quels moyens nous voulons amener à nous la majorité paysanne ou au moins obtenir sa neutralité.

Dans la lutte pour la prise de possession de la grande propriété rurale, le prolétariat urbain était suivi par toute la classe paysanne, y compris les gros fermiers. C'est ce qui explique le succès de la Révolution d'octobre et la chute du gouvernement provisoire bourgeois, lequel traînait en longueur la liquidation de la grande propriété rurale. Mais le décret sur la socialisation de la terre avec son partage égalitaire a rejeté les profiteurs des campagnes dans le camp de la contre-révolution. Ils ont perdu une partie de la terre achetée avant la Révolution — et également celle qu'ils prenaient en fermage aux nécessiteux. Ils ont perdu aussi tout ce dont ils avaient réussi à s'emparer au cours du pillage des grandes propriétés.

Ils ont perdu enfin la possibilité d'embaucher des salariés. Les koulaks³⁷ auraient été en mesure de remplacer les grands propriétaires ruraux si notre Révolution s'était arrêtée aux limites démocratiques et bourgeoises. Ils forment une caste qui) par son essence même, est une ennemie mortelle de l'organisation socialiste de l'agriculture. Elle prétend développer notre système agricole sur le type danois et américain. Sans le pouvoir prolétarien et sa politique socialiste, sur le sol libéré du gros propriétaire, se serait développée avec une surprenante rapidité l'exploitation bourgeoise moyenne avec l'utilisation du travail salarié, une meilleure technique agricole et aussi avec un afflux énorme de paysans mi-prolétaires. Le Koulak est entré dans la Révolution avec les espérances et les perspectives les plus roses, mais il en est sorti quelque peu lésé même dans la partie de sa propriété antérieure à la Révolution. Les profiteurs ne peuvent donc être jusqu'à leur disparition totale que les ennemis les plus acharnés de l'État prolétarien et de sa politique agricole. Ils peuvent s'attendre, de leur côté, avec leurs tendances contre-révolutionnaires, à une lutte sans merci de la part du pouvoir soviétique ; ils peuvent s'attendre aussi à leur expropriation méthodique, à leur mobilisation pour les travaux publics, surtout ceux concernant l'amélioration des terres paysannes et des terres de l'État.

La grande majorité de la classe paysanne en Russie est formée par les propriétaires moyens. Ceux-là sont entrés en possession de leur terre avec l'aide du prolétariat urbain et ne peuvent la défendre qu'avec son aide dans la résistance à la poussée contre-révolutionnaire. De la même manière, seulement par son union avec le prolétariat, en le suivant, en se laissant guider par lui, la classe paysanne moyenne peut se défendre de l'emprise des capitalistes internationaux, des brigands impérialistes, du paiement des milliards de dettes tsaristes et des changements gouvernementaux. Seule aussi l'union avec le prolétariat socialiste lui permettra de passer de la petite exploitation, condamnée à disparaître de toute façon, à la grande exploitation collective, beaucoup plus profitable, beaucoup plus productive et cela sans misère, sans souffrances et sans ruines.

Mais la mentalité étroite du propriétaire moyen l'entraîne à l'union avec le propriétaire aisé ; il y est poussé surtout par l'obligation de partager le surplus de son pain avec l'ouvrier des villes sans l'espoir de recevoir immédiatement en échange aucun produit manufacturé. Le Parti communiste doit s'efforcer de l'éloigner de ce gros paysan exploiteur qui n'est qu'un agent du capitalisme international. Notre parti se doit de prouver aussi à cette classe paysanne moyenne que seuls des intérêts passagers et immédiats peuvent l'entraîner vers les profiteurs des campagnes et la bourgeoisie, mais, qu'en revanche, ses intérêts durables et essentiels lui font un impérieux devoir, en tant que classe laborieuse, de s'allier au prolétariat des villes. Enfin, tout en luttant pour l'organisation socialiste de l'agriculture, nous ne devons pas irriter la classe moyenne par le caractère prématuré de nos mesures, ni le pousser par notre imprudence à résister par tous les moyens au groupement dans les communes et les artels. En ce moment la tâche essentielle du communisme en Russie, c'est d'amener les ouvriers, et les paysans à se convaincre eux-mêmes de la nécessité d'écraser la contre-révolution. Une fois cette tâche accomplie il n'y aura plus d'obstacles infranchissables pour la réorganisation socialiste de l'agriculture. Quant aux couches pauvres du prolétariat et du demi-prolétariat des campagnes. Elles n'ont jamais cessé d'être l'élément essentiel de la dictature prolétarienne, même après avoir vu leur condition matérielle atteindre celle du paysan moyen. C'est grâce à elles que le pouvoir soviétique a réussi à frapper sérieusement les fermiers riches et à séparer d'eux la classe moyenne. C'est aussi grâce aux plus pauvres, imbus de l'esprit communiste, que le pouvoir des Soviets a pu faire les mobilisations générales des paysans aux moments les plus décisifs de la guerre. C'est encore eux qui ont fourni le plus grand nombre de participants aux communes et aux artels et qui ont aidé à l'application des décrets agricoles et autres du pouvoir soviétique.

³⁷ Koulak : poing. Par extension : paysan enrichi, dur aux autres, accapareur.

La tâche la plus urgente du Parti communiste par rapport aux paysans pauvres doit être de réunir leurs unités dispersées à la suite de la dissolution des comités de paysans pauvres.

C'est sur le terrain de la production qu'on les réunira de la façon la plus sûre et qu'ils gagneront, par l'acquisition de meilleures méthodes de culture, une plus grande influence dans le pays. On atteindra encore mieux ce but en englobant tout le prolétariat dans les communes et dans les artels agricoles.

Le paysan accapareur tire sa force du fait qu'il est un bon agriculteur. Sa culture est la meilleure des cultures petites-bourgeoises. En se réunissant aux communes, la paysannerie pauvre des campagnes produira mieux que la paysannerie moyenne, deviendra plus forte même que les paysans aisés. C'est sur cette base économique, c'est sur la supériorité matérielle du communard sur le petit propriétaire que petit se fonder la dictature prolétarienne dans les campagnes. Mais ce ne sera plus la dictature des pauvres, ni celle des sans-culottes et a parasites », comme l'appelaient non sans raison les gros bonnets des villages du temps des comités de paysans pauvres, ce sera la domination de l'avant-garde laborieuse du village, avant garde qui aura dépassé de deux siècles la majorité de la classe paysanne.

Mais réunir tout le prolétariat des campagnes dans les communes est une tâche extrêmement difficile. Il faut créer des unions professionnelles du prolétariat le plus pauvre jusqu'à moment où il aura rompu avec la petite exploitation. Ces unions des pauvres doivent continuer la lutte contre les profits exagérés des paysans aisés, lutte non achevée par les comités des pauvres. Elles devront entrer en relations économiques avec L'État auquel les pauvres pourront fournir un certain travail et recevoir de lui, en échange, différents produits dans des conditions meilleures et, en général, recevoir de lui toute l'aide économique utile. Il existe en Russie une quantité considérable de ces unions, mais elles ont encore un caractère local, temporaire ou accidentel.

Il faut réunir ces organisations en unités plus importantes. Un grand avenir attend ces unions de pauvres dans les provinces peu productrices (préparation des résines, distillation du goudron, abatage des arbres, travail du bois, etc.).

Le rôle du Parti communiste à l'égard du prolétariat rural est de punir plus étroitement au prolétariat urbain, de lui faire perdre ses habitudes petites-bourgeoises, ses espoirs irréalisables d'exploitation individuelle et de créer, partout où il y a une agglomération de pauvres, des groupes de communistes et de sympathisants. Chaque pauvre doit devenir communard, chaque communard — communiste.

14. L'ORGANISATION DE LA RÉPARTITION

115. La liquidation du commerce privé

À chaque mode de production correspond un mode spécial de répartition. Après la suppression de la propriété particulière des moyens capitalistes de production, la République des Soviets s'est heurtée à l'appareil capitaliste de répartition, c'est-à-dire au commerce, et il lui fallut se mettre à l'œuvre pour le détruire graduellement. On a commencé par confisquer les grands stocks commerciaux. C'était nécessaire aussi à cause de la forte crise alimentaire et de la disette de marchandises.

Les marchandises cachées par les spéculateurs dans l'attente de la hausse furent distribuées parmi les travailleurs et cela adoucit un peu la crise dans les premières semaines de la Révolution d'octobre.

Mais la nationalisation des stocks commerciaux n'était que le premier pas. Bientôt suivit la nationalisation du commerce de gros. Il le fallait aussi bien dans l'intérêt de la lutte contre la spéculation et pour le recensement des marchandises dans la République que pour leur distribution parmi les classes laborieuses. Le pouvoir des Soviets introduisit le *païok* (*la ration*) de classe non

seulement pour les denrées alimentaires, mais aussi pour les produits manufacturés et tous les objets de première nécessité.

Peut-être était-il plus profitable pour le pouvoir des Soviets de procéder ainsi : confisquer toute la marchandise disponible chez tous les commerçants, la distribuer d'après le principe des rations par classes (païok), mais ne pas détruire l'appareil commercial et tout au contraire l'utiliser à son profit.

En réalité on procéda bien en grande partie de cette manière. La marchandise fut confisquée malheureusement trop tard, une fois la plus grande partie échangée contre de l'argent bien caché par ses possesseurs. Tout le mécanisme des grands magasins passa tout entier au pouvoir des Soviets et commença à fonctionner avec l'aide des syndicats d'employés de commerce. Seuls, les patrons qui représentaient l'élément parasitaire furent écartés. Jadis, en effet, il fallait acheter les marchandises, les rechercher, conclure des marchés. Mais du moment que le principal producteur des marchandises dans les entreprises nationalisées est le régime prolétarien, il serait insensé qu'il se vendît à lui-même et entretint ainsi à ses frais les commerçants. D'un autre côté, une fois réalisé le monopole du pain entre le paysan et l'État d'une part, entre l'État et le consommateur de l'autre — nous n'avons pas besoin d'intermédiaires commerciaux.

Dans la mesure donc où le pouvoir prolétarien aura pris en mains la fabrication des produits les plus importants et où la plupart des produits alimentaires seront préparés par ses organisations, il faudra posséder aussi ses propres organes de distribution. Et le commerce particulier n'aura plus rien à faire.

Mais comment faire avec le petit commerce privé qui répartit les produits du travail à domicile ? Le pouvoir soviétique n'est pas encore le maître de cette production. Il n'en a pas encore le monopole. Comment agir vis-à-vis du petit commerce qui distribue parmi la population (à des prix fous, naturellement) ces produits que les agences soviétiques ne peuvent pas procurer à des prix convenables ?

Cette question est sans doute bien plus compliquée que celle du grand commerce qui a disparu avec la confiscation du capital. Le pouvoir soviétique n'a aucune raison d'interdire le petit commerce du moment qu'il ne peut le remplacer totalement par l'activité de ses organismes de répartition. Des cas se sont produits où les Soviets et les Comités révolutionnaires locaux ont supprimé ce commerce, surtout dans les régions libérées des gardes-blanches, sans créer leurs propres organes de distribution des produits indispensables. Résultat : le commerce privé devint illégal et les prix augmentèrent considérablement. Le petit commerce ne sera tué que peu à peu, à mesure que de plus grandes quantités de produits indispensables passeront par les mains de l'État. Si maintenant encore trop de profiteurs existent à côté du commissariat du peuple de l'alimentation, cela signifie seulement que la lutte entre le capitalisme et le socialisme dure toujours, qu'elle est engagée maintenant contre les positions du petit commerce et qu'elle ne sera achevée qu'au moment où le gouvernement deviendra le seul acheteur de la petite production industrielle ou lorsqu'il en sera lui-même le seul producteur. Ceci ne concerne naturellement pas les produits se trouvant déjà entre les mains des petits commerçants et qui ont été distribués par les organisations de l'alimentation. Il ne s'agit pas non plus de la lutte contre le vol et autres vices du mécanisme soviétique de distribution. Dans tous les cas, le petit commerce ne cessera d'exister qu'au moment où la grande industrie sera rétablie dans les villes et où la fourniture des objets de première nécessité deviendra le monopole de l'État.

Aussi, bien que le but du socialisme reste la suppression de tous les intermédiaires particuliers et qu'il faudra bien l'atteindre avec le temps, la disparition prochaine du petit commerce est chose impossible.

116. Les communes de consommation

À mesure que la plus grande partie des produits destinés la population passe ou va passer entre les mains des organisations d'État, il faut créer les organismes socialistes de distribution. Ils doivent

répondre aux besoins suivants : il faut qu'ils soient centralisés afin d'assurer ainsi la distribution la plus équitable et la plus régulière. Ainsi seront diminués les frais du mécanisme qui exigera avec le socialisme moins de forces et d'argent que le commerce particulier. Ce mécanisme de répartition doit travailler avec la plus grande célérité. C'est très important. Il est nécessaire d'économiser non seulement les moyens et les forces dépensés par l'État, mais aussi le temps du consommateur, autrement toute la communauté en pâtirait. Au temps du commerce capitaliste, le consommateur ayant de l'argent pouvait acquérir tout ce qu'il voulait et quand il le voulait.

Le mécanisme socialiste ne doit pas être moins bon sous ce rapport que celui du commerce privé. Cependant, à cause même de cette grande centralisation, le mécanisme socialiste de distribution peut devenir quelque chose de très lent, de très compliqué, de très bureaucratique et qui peut laisser périr beaucoup de produits avant qu'ils parviennent au consommateur.

Comment créer ce mécanisme ?

Le gouvernement soviétique avait le choix entre deux moyens : renouveler complètement les méthodes du ravitaillement ou utiliser celles créées par le capitalisme en les obligeant à servir les buts socialistes.

Le pouvoir des Soviets s'est arrêté à ce dernier moyen.

Tout en créant ses organisations à lui dans les endroits où c'était indispensable, surtout dans la première période de destruction des institutions capitalistes, il a tourné son attention vers les coopératives en se fixant comme but d'utiliser le mécanisme coopératif pour la distribution des produits.

117. L'ancienne coopération

Le problème essentiel de la coopération en période capitaliste consiste à libérer le consommateur de l'intermédiaire spéculateur, à laisser le gain commercial aux consommateurs groupés et à leur assurer la bonne qualité des produits. Ces buts ont été plus ou moins atteints, mais seulement au profit des membres adhérents, c'est-à-dire d'une partie seulement de la collectivité.

Quant aux rêves enfantins des coopérateurs sur l'évolution pacifique du capitalisme par la coopération — la réalité se présente autrement : avec tous ses succès la coopérative ne fait que détruire peu à peu le petit commerce et n'atteint presque pas le grand commerce, puisqu'elle-même s'en sert. Quant aux coopératives de production, elles n'occupent qu'une place infime dans le système de la production capitaliste et n'ont aucune influence sur la marche et le développement de l'industrie. En somme, l'organisation géante du capitalisme n'a jamais pris au sérieux la concurrence coopérative. Possédant des moyens suffisants pour l'étrangler aussi facilement qu'un chat le fait d'une souris, elle permettait aux idéologues de la coopération de rêver paisiblement de la destruction du capitalisme et à ses comptables de s'extasier sur les gains pris au petit boutiquier. La coopération elle-même s'est parfaitement assimilée au capitalisme et a pris sa place dans son système de répartition. Elle était même profitable aux capitalistes en diminuant les frais de distribution des produits et en augmentant par ce fait le capital industriel. D'un autre côté, la coopérative, en diminuant le nombre des petits intermédiaires et en rapprochant le consommateur du grand producteur capitaliste, accélérerait le roulement d'affaires commerciales, assurait un paiement régulier et intégral et rendait en définitive encore plus désespérée la situation de l'armée industrielle de réserve qui, avant elle, déversait les sans-travail dans le petit commerce.

Bien plus, on a établi par toute une série d'enquêtes, que si dans les villages la coopérative rend les plus grands services à la classe moyenne aisée, elle n'est presque d'aucun secours pour les nécessiteux.

En raison de leur formation par classes, les coopératives de consommation se divisent en: coopératives ouvrières, paysannes et bourgeoises-citadines, c'est-à-dire coopératives de petits bourgeois et d'employés. La coopérative ouvrière fut toujours la plus à gauche de toutes ces organisations et la plus à droite de toutes les organisations prolétariennes. Dans la coopération paysanne le ton est donné par les paysans aisés. Elle est dirigée dans les villes par les intellectuels petits-bourgeois qui sont les idéologues du mouvement et promettent la destruction du capitalisme par les pommes de terre et le pain coopératifs.

La vraie nature de la coopération a été dévoilée par la Révolution prolétarienne d'octobre. À part la coopérative ouvrière, toutes les autres, surtout dans les personnes de leurs dirigeants, riches paysans et intellectuels, ont pris vivement position contre le mouvement socialiste. Les coopératives de Sibérie et d'autres Unions ont embrassé la cause de la contre-révolution, sont passées aux gardes-blancs et se sont déclarées pour la destruction de la République soviétique avec l'aide de l'impérialisme mondial.

[En octobre 1917, on comptait 612 Unions de Coopératives en Russie. Ce chiffre est évidemment inférieur à la réalité puisque d'après d'autres données, on pouvait compter en janvier 1918 un millier d'Unions. Le Centrosoyvuz (Union centrale) comptait alors à lui seul 281 Unions, dont 269 groupaient 38.601 coopératives avec 13.694.196 participants. Mais souvent une coopérative entraînait dans deux ou trois Unions à la fois, de sorte que le nombre total de coopératives était évidemment moindre, de même que leur effectif total. Quant à l'activité productive des coopératives russes, elles avaient toutes ensemble, en 1918, 469 entreprises, pour la plupart assez petites.]

118. La coopération d'aujourd'hui

Dans le régime capitaliste la coopérative avait un rôle défini dans l'ensemble de son système. Avec le gouvernement soviétique, ou le mécanisme coopératif est condamné à mort ou il doit devenir socialiste et comme tel prendre le rôle de distributeur de l'État. Les anciens maîtres de la coopérative, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et autres socialistes à la manière de Koltchak voudraient rendre la coopérative indépendante du gouvernement prolétarien, c'est-à-dire lui laisser la liberté de mourir. En réalité, le pouvoir soviétique, tenant compte des véritables intérêts des travailleurs — et en particulier des éléments groupés dans les coopératives — se place à un autre point de vue. Ne tenant point compte des sentiments des dirigeants intellectuels et sans rejeter tout le mécanisme coopératif à cause des tentatives contre-révolutionnaires de ces chefs, le gouvernement soviétique s'est efforcé d'englober ce moyen de distribution dans tout le système du ravitaillement. Il s'est efforcé non pas de limiter, mais au contraire d'élargir le cadre de son activité. Les tâches pratiques du Parti communiste et du pouvoir soviétique consistent en somme en ceci :

La coopérative normale de caractère bourgeois est une association libre de citoyens qui apportent chacun une action dans la société. La coopérative ne sert, en général, que ses membres et n'autorise la vente à toute la population que si cela ne lui est pas préjudiciable. Nous trouvons qu'il est indispensable que toute la population entre dans les coopératives et que chaque membre de la collectivité appartienne à une coopérative quelconque. Seulement lors la distribution par les coopératives affectera toute la population.

La coopérative de consommation réalise l'administration de la société par tous ses membres. *(Si en réalité il n'y a qu'un petit groupe de dirigeants, c'est la faute des autres adhérents. Le règlement des coopératives permet en réalité aux membres des Assemblées générales d'être les maîtres de l'affaire).* Quand tous les citoyens de la République seront membres des coopératives, ils auront la possibilité de contrôler de bas en haut tout le mécanisme de distribution de l'Etat. Quand les masses auront acquis suffisamment d'initiative, elles pourront mener une lutte plus efficace contre les malversations et la bureaucratie et obtiendront une plus grande exactitude et une plus grande rapidité de ces

organisations. Grâce à l'activité des consommateurs eux-mêmes, les organismes de distribution qui sont au-dessus de ces masses deviendront leurs organismes propres.

Ceci contribuera sans aucun doute à la pénétration communiste à la création d'une discipline consciente entre les camarades et amènera les masses à bien comprendre le mécanisme et les buts de la production et de la distribution communes.

Il est indispensable aussi, après la réunion dans les coopératives des masses prolétariennes de leur donner un rôle décisif. On obtiendra ce résultat dans les villes par la participation des ouvriers aux coopératives, par la mise à la tête de l'Administration d'une majorité communiste ouvrière et par la transformation des coopératives bourgeoises en communes de consommateurs. Il faut dans le même but rapprocher les organes de distribution et de production. De ce rapprochement dépend l'avenir. Le rôle de l'État sera, avec le temps, ramené à celui d'un bureau central de comptabilité et d'agent de liaison entre les organismes producteurs et distributeurs et cela aura une importance considérable. Enfin, la participation des communistes étroitement groupés à l'édifice coopératif, la conquête, par eux, du rôle prépondérant sont absolument indispensables.

A la campagne il faut également éloigner les paysans aisés de l'administration des coopératives, supprimer tous les privilèges des gros bonnets du village, faire passer leur direction entre les mains des paysans pauvres et de la classe moyenne avancée.

119. Les autres organes de distribution

Beaucoup d'organes de distribution créés par la Révolution ont surgi en Russie au moment du bouleversement d'octobre.

Leur centre est le commissariat du ravitaillement avec toutes ses subdivisions dans les départements et dans les cantons. Les organes de ravitaillement avaient et ont toujours un mécanisme de distribution composé d'un réseau de magasins et de boutiques de ravitaillement. Le rôle de distributeurs fut tenu à un certain moment par les comités de pauvres qui contrebalançaient les coopératives. Pendant que celles-ci distribuaient les produits parmi les paysans riches, les comités s'efforçaient de donner une meilleure part aux nécessiteux. Un grand rôle est joué aussi dans la distribution par les comités de maisons des grandes villes et par les maisons communales. D'autre part, les Unions professionnelles et les Comités d'usine s'occupaient aussi de distribution.

La tâche du pouvoir soviétique consiste à remplacer tous ces nombreux organes par un seul et à l'incorporer dans le mécanisme général de distribution. Dans ce sens, par exemple, les comités de maisons et les maisons communales ont joué un rôle utile en épargnant aux consommateurs des heures et des journées d'attente.

15. L'ORGANISATION DES BANQUES ET LA CIRCULATION DE L'ARGENT

120. La nationalisation des banques et leur fusion en une seule ; la banque, centre de comptabilité

Les ouvriers ont une idée tout à fait vague de ce que sont les banques et de leur rôle dans le régime capitaliste. Les banques se présentent à eux comme un énorme coffre-fort où les riches enferment leurs capitaux. L'ouvrier qui a des économies et qui les porte à la banque sait aussi qu'il en reçoit des intérêts et que parfois même l'argent déposé fond comme dans un creuset et que les déposants sont ruinés.

D'abord, la banque n'est pas un coffre-fort. A de certains jours, elle a peu d'argent liquide. L'essence de l'institution n'est pas d'être un coffre-fort incombustible auquel on confie des économies. Il est vrai que des centaines de millions passent par la banque, mais ils ne restent pas inactifs. L'argent rassemblé

dans les banques est mis continuellement en circulation. Premièrement, on le prête aux entrepreneurs qui fondent des usines exploitent les ouvriers et cèdent à la banque pour son prêt une partie de leurs bénéfices (dont la banque remet une partie au dépositaire). Deuxièmement, les banques elles-mêmes créent de nouvelles entreprises avec l'argent des déposants ou financent celles qui existent déjà. Enfin elles prêtent aux États³⁸ et en reçoivent des intérêts, c'est-à-dire que par l'intermédiaire des gouvernements elles pillent les peuples de ces États. Et comme les banques appartiennent à de petits groupes de gros capitalistes, le travail des banques consiste finalement à pomper la plus-value ouvrière à l'aide de leurs capitaux et de ceux de leurs déposants.

Mais les banques ne sont pas seulement des araignées qui sucent la plus-value de l'ouvrier et du paysan. Elles ont encore un autre rôle. Si, par exemple, j'ai de l'argent et le porte à la banque, cela veut dire que j'avais quelque marchandise que j'ai échangée contre de l'argent. Si de nouvelles sommes passent tout le temps par les banques et si le capital en banque augmente, cela signifie que de nouvelles valeurs entrent en circulation. L'argent, c'est une traite sur un produit, c'est en quelque sorte son passeport. D'après la circulation de l'argent, on peut juger en général de la circulation des produits.

De cette manière, les banques deviennent des sortes de bureaux de statistique pour le régime capitaliste.

On voit par-là quel rôle jouent les banques dans le régime capitaliste et ce que doit en faire le prolétariat qui s'empare du pouvoir. Après le bouleversement socialiste, il faut que la classe ouvrière s'empare de toutes les banques et d'abord de la banque centrale d'État. C'est indispensable d'abord pour confisquer les dépôts de la bourgeoisie, toutes les valeurs et toutes les traites des capitalistes. Par cette confiscation, on frappe au cœur l'exploitation capitaliste.

Nous avons agi de cette façon pendant la Révolution d'Octobre et porté ainsi un coup décisif aux classes possédantes de la Russie.

Que doit faire le gouvernement prolétarien des banques saisies ? Il doit utiliser tout ce qui a quelque valeur dans l'organisation bancaire, c'est-à-dire qu'il doit conserver la banque comme bureau de statistique de la production et comme appareil de distribution des moyens financiers. De prime abord, s'impose la nationalisation complète du mécanisme bancaire, c'est-à-dire que non seulement les banques de la bourgeoisie doivent se transformer en institutions d'État, mais que toutes les opérations bancaires seront pour toujours déclarées monopole de l'État. L'État seul aura le droit de fonder des banques.

En outre, toutes les banques doivent être fusionnées, les inutiles fermées et seules seront conservées les filiales nécessaires de la seule banque de la République soviétique.

Au lieu des divers moyens de comptabilité et des multiples opérations bancaires en usage dans les banques bourgeoises, un système uniforme et simple de statistique sera introduit dans la banque unifiée du peuple. De cette manière, le gouvernement prolétarien aura un tableau exact de tout l'argent du pays, de celui qui est encaissé comme de celui qui est dépensé.

Mais si dans l'unique banque de la République, on a ainsi le compte exact des recettes et dépenses publiques, que deviendra-t-elle quand l'État, lui-même transformé, ne sera plus que l'administration de l'appareil économique centralisé du pays ?

Il est clair que la banque jouera le même rôle que la comptabilité dans toute entreprise économique ; la banque comme telle disparaîtra et se transformera — comme le dit notre programme — en un « Bureau central de comptabilité de la société communiste ».

³⁸ A noire gouvernement tsariste et à celui de Kerensky, les banques étrangères avaient prêté plus de 16 millions de roubles.

121. L'argent et la disparition du système monétaire

Le régime communiste ne connaîtra pas l'argent. Chaque travailleur mettra son travail dans le creuset commun et n'aura nul besoin d'attestation comme quoi il a livré son produit à la collectivité, c'est-à-dire qu'il ne recevra point d'argent. De même, il n'aura pas à payer d'argent à la collectivité pour se procurer quelque chose. — Sous le régime socialiste qui doit faire la transition entre le capitalisme et le communisme, c'est tout différent. L'argent est indispensable et joue son rôle dans l'échange des marchandises. Quand moi, savetier, j'ai besoin d'une vareuse, j'échange d'abord ma marchandise à moi, c'est-à-dire des savates, contre de l'argent, c'est-à-dire contre une valeur avec laquelle je puis acquérir une autre marchandise : en l'espèce la vareuse qui m'est nécessaire. Ainsi fait chaque producteur.

Dans le régime socialiste, cette forme d'échange subsistera en partie.

Supposons que nous ayons vaincu la résistance de la bourgeoisie et transformé en travailleurs les membres des classes dirigeantes. Il reste encore la classe paysanne qui ne travaille pas pour la communauté. Chaque paysan va s'efforcer de vendre l'excédent de son travail à l'État, de l'échanger contre des produits industriels. Le paysan reste donc producteur-acheteur.

Pour régler ses comptes avec son voisin et avec l'État, l'argent lui sera encore nécessaire, de même qu'il restera nécessaire à l'État pour ses comptes avec tous les membres de la société qui ne sont pas entrés encore dans la commune productive centralisée. Il est d'autant plus impossible de supprimer l'argent qu'il existe encore un commerce privé, que le pouvoir soviétique ne peut de suite remplacer par la répartition socialiste. Inutile aussi de supprimer l'argent, car l'émission du papier-monnaie peut remplacer l'impôt et permettre au gouvernement prolétarien de se maintenir dans des conditions terriblement difficiles.

Mais le socialisme n'est que le communisme en herbe, le communisme en construction. Au fur et à mesure de sa construction, l'argent sera moins utile et l'État sera obligé, à un moment donné, d'étrangler définitivement le système monétaire agonisant. Cela est surtout indispensable pour la suppression effective des classes bourgeoises qui continuent d'acquérir, avec de l'argent caché, des valeurs créées par les travailleurs, et cela dans cette société qui proclame que : « Qui ne travaille pas ne mange pas. »

L'argent, dès le commencement de la Révolution socialiste, perd peu à peu de sa valeur. Toutes les entreprises nationalisées, pareilles à l'entreprise d'un seul grand patron (et dans ce cas, c'est l'État qui est le patron), ont une caisse commune et elles n'ont plus besoin de se faire des achats ou des ventes contre de l'argent. L'échange sans argent est ainsi graduellement introduit. L'argent est, de ce fait, écarté du domaine de l'économie populaire. Même à l'égard des paysans l'argent perd lentement de sa valeur et c'est l'échange qui le remplace.

Dans le commerce privé même, l'argent est mis au dernier plan et l'acheteur ne peut recevoir du blé que contre des produits manufacturés, tels que les vêtements, les étoffes, les ustensiles de cuisine, les meubles, etc... La suppression de l'argent est encore favorisée par l'émission par l'État d'une énorme quantité de papier-monnaie, ainsi que par la diminution non moins énorme de l'échange des produits motivée par la ruine de l'industrie. La diminution toujours plus grande de la valeur de l'argent est en réalité une forme élémentaire d'annulation.

Mais le coup décisif sera porté à l'argent par l'introduction de carnets de travail et par le paiement des travailleurs au moyen de produits. Sur la carte de travail de l'ouvrier sera inscrit tout ce qu'il a produit, c'est-à-dire tout ce que l'État lui doit. D'après cette carte, le travailleur sera autorisé à prendre tout ce dont il a besoin dans les magasins de ravitaillement. Avec ce système, celui qui ne fera rien ne pourra rien avoir avec de l'argent. Mais cela ne sera réalisable qu'au moment où l'État pourra réunir entre ses

mains assez de produits de première nécessité pour tous les travailleurs de la société communiste. La chose est irréalisable sans le rétablissement de l'industrie ruinée et sans son extension.

Actuellement l'abolition du système monétaire se présente en général de la manière suivante : l'argent est d'abord remplacé par le troc au sein des entreprises nationalisées (usines, chemins de fer, fermes soviétiques, etc.). Ensuite l'argent disparaît des relations entre l'État et ses travailleurs (*c'est-à-dire entre le pouvoir soviétique et les ouvriers employés dans ses entreprises*). En outre, l'argent est remplacé par le troc dans les relations de l'État et des petites entreprises (paysans, travailleurs à domicile). Enfin, l'argent disparaît aussi peu à peu dans les échanges entre l'État et la petite exploitation agricole ; il est probable qu'il ne finira par disparaître complètement qu'avec la disparition de cette petite exploitation.

16. LES FINANCES DANS L'ÉTAT PROLÉTARIEN

122. L'état organe parasite

Comme nous l'avons déjà dit, l'État est l'organisation de la violence d'une classe contre une autre. Si la classe bourgeoise devient avec le développement capitaliste une caste de fainéants qui ne fait que consommer sans produire, que dire alors d'un État bourgeois défendant les revenus et la sécurité de ces fainéants contre les classes exploitées et révoltées ? La police et la gendarmerie, l'armée permanente, tout l'appareil juridique et tous les autres rouages administratifs ne sont qu'un énorme ramassis de gens dont aucun n'a produit ni un poud de blé, ni une archine³⁹ d'étoffe, ni une aiguille, ni une épingle.

Toute cette organisation ne vit qu'aux dépens de la plus-value fournie par les ouvriers et les paysans. Cette plus-value est perçue par l'État sous forme d'impôts directs et indirects. De cette manière, notre gouvernement tsariste prenait aux paysans et aux ouvriers pour plus de 3 milliards d'or (*si l'on évaluait cette somme au cours du papier-monnaie et en tenant compte de sa force d'achat, cela ferait plus de 300 milliards, c'est-à-dire trois fois plus que la Russie ne possède d'argent actuellement*). Seule une minime partie de cet argent était employée à la production, par exemple à la construction de chemins de fer, de routes, de bateaux, de ponts, aux entreprises de l'État, etc...

Tant que la guerre civile durera, l'État devra rester l'organe qui surveille la production. Le travail de beaucoup de ces organes ne produit pas de nouvelles valeurs. Tout au contraire : une série d'organes de l'État prolétarien vit aux dépens de la production fournie par les ouvriers et les paysans, comme par exemple tout notre mécanisme de guerre, l'armée rouge, les rouages administratifs, les organes pour la défense de la Révolution, etc... Mais ce qui caractérise un gouvernement prolétarien, ce n'est pas ce qui le fait ressembler au gouvernement des exploités : c'est sa transformation lente, mais progressive, d'organisme improductif en un appareil d'administration économique.

123. L'état prolétarien organe de production

Bien avant la fin de la guerre civile, l'État prolétarien contribue dans une grande mesure à la production et à la distribution des produits. Cela apparaît clairement déjà quand on compte le nombre des commissariats centraux et locaux. La plus importante de toutes les organisations soviétiques est le Soviet supérieur de l'Économie sociale avec toutes ses subdivisions. Elle est exclusivement productive. Viennent ensuite : les commissariats de l'agriculture, du ravitaillement, des transports du travail : organisations productives, distributives ou au service du travail ouvrier. Le commissariat de l'Instruction publique lui aussi, avec son programme d'école unique du travail, prépare des forces

³⁹ Archine : mesure de longueur valant 71 centimètres.

ouvrières qualifiées et instruites. Le service de santé dans un régime prolétarien n'est qu'un organe sauvegardant la santé des travailleurs, l'assurance sociale n'est que l'assurance pour les anciens ou futurs travailleurs (asiles, colonies, etc.). Même le commissariat de l'administration s'est transformé en un service destiné à aider et à guider les administrations locales et municipales. D'une façon générale, l'État prolétarien se transforme en une organisation formidable qui dirige et anime l'Économie sociale dans tous les domaines.

L'examen du budget de la République soviétique met tout cela bien en évidence. Voici les dépenses les plus caractéristiques.

Il fut attribué pour les six premiers mois de 1919, en millions de roubles :

Au Soviet supérieur de l'Économie sociale.....	10.976
Au Commissariat populaire du ravitaillement.....	8.153
---- ---- des transports.....	5.073
---- ---- de l'instruction publique	3.888
---- ---- de la santé publique.....	1.228
---- ---- de l'assurance sociale....	1.612
---- ---- De l'agriculture.....	533
---- ---- de la guerre.....	12.150
---- ---- de la marine.....	521
---- ---- des Affaires étrangères.....	11
---- ---- des œuvres nationales....	17
---- ---- de la justice.....	250
---- ---- de l'intérieur.....	857
À la Commission extraordinaire.....	348

Nous voyons par ces chiffres que la défense de la République absorbe encore beaucoup de moyens. Mais à part ces dépenses suscitées par des circonstances exceptionnelles, il est visible que les 9/10 des dépenses sont faites pour la production, pour sa gestion, pour en assurer le fonctionnement dans l'avenir, pour soutenir les forces ouvrières, etc., c'est-à-dire uniquement pour la vie économique.

Mais cela ne suffit pas. Aux samedis communistes, les fonctionnaires des organismes de production, de même que les soldats de l'armée rouge et les commissaires de guerre, prennent part, quoiqu'au début dans une faible mesure. Mais jusqu'en 1919, il n'y a jamais eu un seul État au monde dont on ait vu les fonctionnaires réparer les locomotives ou décharger le bois.

124. Le budget de l'état prolétarien

Nous voyons que les dépenses d'un État prolétarien deviennent de plus en plus des dépenses pour la production. Une question se pose : de quelle source doivent venir les revenus ?

Les finances de la République soviétique de Russie en donnent une certaine notion. Le pouvoir soviétique avait au commencement de son existence une certaine quantité de revenus extraordinaires : tels étaient les dépôts d'argent confisqués à la bourgeoisie dans les banques, le trésor de l'ancien régime, les sommes provenant des contributions imposées aux classes bourgeoises, celles

provenant de la vente des marchandises saisies dans les maisons et chez les commerçants particuliers, etc.

Mais tous ces revenus furent minimes en comparaison des dépenses. Il est vrai que les contributions imposées aux capitalistes furent les seuls moyens d'existence pour les soviets locaux, et qu'elles n'ont apporté aucune ressource au pouvoir Central. D'ailleurs, cet appoint ne dura pas longtemps, soit que la bourgeoisie fût déjà ruinée, soit qu'elle eût fui en emportant ses économies. L'impôt progressif sur le revenu n'a pas donné et ne donne pas non plus de sommes énormes. Par rapport aux employés et aux ouvriers, cet impôt n'a aucun sens, car l'État leur enlève ainsi une partie de ce qu'ils touchent comme salaire. En ce qui concerne la bourgeoisie des villes, il est très difficile de lui faire payer cet impôt puisqu'elle n'existe plus officiellement et ne peut exercer légalement le commerce.

Il est plus facile de le faire payer par les paysans riches ; mais pour avoir son apport régulier, il faut un travail méthodique des organes d'imposition, soutenus par le pouvoir local ou communal qui n'est pas encore assez bien organisé. Quant à la classe moyenne, son imposition n'est pas indiquée, surtout pendant la durée de la guerre civile, afin de ne pas la détourner du prolétariat. La tentative de lever un impôt révolutionnaire extraordinaire de 10 milliards n'a pas réussi. On n'a pu réunir que 10 milliards au prix des plus grandes difficultés. Comme seule ressource de l'État restait l'émission du papier-monnaie. Cette mesure, autant qu'elle est encore réalisable à cause du peu de valeur du rouble, n'est autre chose qu'une forme d'impôt. Elle accélère la dévalorisation de l'argent, équivaut à une expropriation indirecte du capital monétaire de la bourgeoisie, diminue énormément sa capacité d'achat par rapport à l'ancien temps. Naturellement, l'émission du papier-monnaie ne peut être une ressource éternelle dans un État qui s'est assigné la suppression de l'argent. La question se pose pour un gouvernement prolétarien : sur quelles bases établir ses revenus ?

C'est la production qui sera cette base solide. Si l'émission du papier-monnaie en qualité de recettes a réussi, c'est que cet impôt fut perçu sans qu'on s'en aperçut. De la même manière imperceptible, on obtient des impôts indirects par les monopoles d'État, ce qui est parfaitement juste au fond, puisque la valeur d'un produit doit être augmentée des frais d'administration de sa production. Or, cette administration est précisément constituée par l'appareil gouvernemental. Pratiquement parlé, si le transport des voyageurs coûte un milliard de roubles par an, l'État peut établir le prix des billets de façon à réaliser une somme de 1.200 millions. Si tous les produits manufacturés coûtent 5 milliards, on peut les vendre pour 6 milliards, etc... Le surplus doit aller à l'État. Les recettes des monopoles peuvent être payées non seulement en argent, mais aussi sous forme de produits. Une fois l'État prolétarien transformé en organe administratif de toute l'économie socialiste, la question de son entretien, c'est-à-dire cette vieille question du budget, se simplifie singulièrement. Il ne s'agit plus que d'assigner une certaine quantité de ressources à une dépense économique indispensable.

Mais si la question du budget de l'État se simplifie énormément, il est bien plus compliqué, en revanche, d'établir quelle part de la production peut être dépensée. Il faudra calculer avec la plus grande compétence la quantité de produits qu'on pourra distribuer complètement, la quantité qui alimentera les stocks, celle qui servira à l'extension de la production, etc.

Ainsi, l'État disparaissant en tant qu'organisme parasite, la question budgétaire rentre dans la question générale de la répartition socialiste, car le budget de l'État n'est plus qu'une faible partie du budget général de la communauté socialiste.

17. LA QUESTION DU LOGEMENT

125. La question du logement dans la société capitaliste

Nulle part les privilèges de la classe bourgeoise n'apparaissent aussi brutalement que dans le domaine de l'habitation.

Les meilleurs quartiers de la ville sont habités par la classe bourgeoise. Les rues les plus propres, bordées d'arbres et de jardins sont occupées par les classes possédantes. Tout au contraire, la classe ouvrière est reléguée dans les faubourgs. Elle s'y installe non point à cause du voisinage des usines le plus souvent construites dans ces faubourgs, car même lorsqu'une usine est située au centre de la ville, les ouvriers cherchent un asile dans les faubourgs. Et les fabricants et les propriétaires des entreprises situées dans les faubourgs habitent quand même au centre de la ville.

Les familles bourgeoises occupent des hôtels particuliers ou des appartements dont le nombre de pièces dépasse de beaucoup le nombre des membres de la famille et qui sont agrémentés de jardins, de salles de bain et de tout le confort moderne.

Les familles ouvrières s'entassent dans des sous-sols, dans des chambres uniques, dans de petites pièces ou, ce qui arrive souvent, dans des baraquements communs, comme les détenus dans les cellules communes des prisons. L'ouvrier qui absorbe durant toute la journée de travail la fumée de l'usine, la sciure, la limaille, la poussière, doit encore vivre la nuit dans l'atmosphère où respirent souvent quatre ou cinq enfants.

Il n'y a rien d'étonnant que la statistique ait enregistré un plus grand nombre de décès dans les quartiers ouvriers, parmi les personnes dont la journée de travail est longue, mais dont le taudis est étroit et la vie courte. Voici quelques chiffres :

En Angleterre, le nombre de décès par an est de 22 pour 1000.

Dans les quartiers bourgeois, la proportion tombe à 17 pour 1.000; dans les quartiers spécialement ouvriers, elle dépasse 36 pour 1.000, et dans ceux habités par les plus pauvres, elle atteint 40 à 50 pour 1.000. Dans la capitale de la Belgique, à Bruxelles, il meurt dans les quartiers ouvriers un homme sur 29, dans les plus beaux quartiers bourgeois, un sur 53 : ainsi la mortalité dans les quartiers ouvriers est presque deux fois plus grande que dans les quartiers bourgeois.

La durée moyenne de la vie d'un bourgeois habitant un appartement clair, chaud et sec, est deux fois et demie plus grande que celle des habitants des faubourgs avec leurs sous-sols et leurs greniers. À Budapest, la longévité moyenne parmi les locataires au-dessus de cinq ans était la suivante :

Locataires habitant de 1 à 2 dans une chambre : 47,16 ans ;

--- --- de 2 à 5 ----- 39,51 ans ;

--- --- de 5 à 10 ----- 37,10 ans ;

--- --- à plus de 10 ----- 32,03 ans.

La mortalité parmi les enfants d'ouvriers, comparée à celle des enfants de la bourgeoisie, est encore plus grande. Dans les appartements bourgeois ayant un habitant par pièce, il meurt quatre fois moins d'enfants en bas âge (jusqu'à un an) que dans les logements ayant trois habitants par pièce. Parmi les enfants de 1 à 5 ans, la mortalité dans les quartiers bourgeois est deux fois moins grande que dans les quartiers ouvriers.

Mais il ne suffit pas que les ouvriers meurent en moyenne quinze ans plus tôt que les bourgeois dans ces quartiers putrides et sans air ; il leur faut encore payer ce privilège aux capitalistes, propriétaires des maisons. Pour chaque coin, pour chaque sous-sol, pour chaque grenier, sans parler des chambres ou des logements, il leur faut payer la dîme aux propriétaires. Si on ne paye pas, on est jeté dehors.

Les termes ont toujours pris aux travailleurs la majeure partie du revenu du travail, de 15 à 25 % du salaire mensuel.

Cette dépense augmente sans cesse dans les pays capitalistes.

Ainsi, plus les revenus sont bas, plus le pourcentage du loyer est élevé et plus il augmente avec les années. Au contraire, la bourgeoisie dépense six fois moins de ses revenus que les pauvres pour se loger et cette disproportion augmente toujours.

126. La question du logement dans l'état prolétarien

La Révolution prolétarienne a opéré un bouleversement complet dans la question de l'habitation. Le pouvoir soviétique a entrepris la nationalisation des maisons bourgeoises, a annulé les termes ouvriers en retard dans certains cas, les a diminués dans d'autres. On a établi et en partie réalisé un programme de logement gratuit pour les travailleurs qui habitent les maisons nationalisées. De plus, dans les grandes villes on a transféré systématiquement les ouvriers de leurs sous-sols, de leurs maisons à demi-démolies, de leurs quartiers malsains, dans les hôtels particuliers et les grands immeubles du centre.

En outre, on a commencé à leur fournir de mobilier et de tous les objets d'usage domestique.

La tâche du Parti communiste tend à continuer cette politique, à améliorer le ménage ouvrier, à lutter contre le délabrement des maisons nationalisées, à veiller à leur réparation et au maintien de leur propreté, à entretenir en bon état tous les accessoires comme les canalisations, le chauffage central, etc.

Le pouvoir soviétique, tout en généralisant la nationalisation des maisons de rapport appartenant aux gros capitalistes, n'a aucun intérêt à toucher aux petits propriétaires appartenant à la classe des ouvriers, des employés et des petits-bourgeois. L'essai de nationalisation de leurs petites maisons dans les petites villes de province, a conduit à cet état de choses qu'il n'y avait personne pour surveiller ces maisons une fois nationalisées ; elles commencèrent à se délabrer, et souvent, il n'y avait plus personne pour vouloir les habiter. Par contre, les petits propriétaires se mirent à murmurer et à se révolter contre le pouvoir soviétique.

Le pouvoir soviétique, placé dans les villes en face de la crise de logements la plus grave, crise occasionnée par la cessation de toute construction nouvelle, a fourni un travail énorme pour la distribution équitable des appartements à tous les citoyens. Les sections soviétiques d'habitation ont le contrôle sur tous les appartements libres et y mettent des locataires suivant un plan arrêté. En même temps, ces sections recensent le nombre de pièces dans toutes les maisons des grandes villes et disposent des pièces dans les appartements des familles et des personnes seules qui possèdent un nombre de pièces supérieur au chiffre fixé.

La fin de la guerre civile et de la ruine économique va provoquer un accroissement de la population urbaine. Le prolétariat qui s'était réfugié dans les villages va revenir dans les villes. Le trop-plein des villages s'y déversera également.

Alors, devant le pouvoir soviétique, se posera la question de nouvelles constructions, de constructions qui devront satisfaire aux besoins de la société communiste. Il est difficile de dire en ce moment quel type de maison sera le meilleur : ou de très grandes maisons avec tout le confort moderne, avec jardin, restaurant en commun, etc., ou de petites maisons ouvrières bien aménagées. Une chose est certaine : le programme d'habitation ne doit nullement s'opposer au programme d'association de l'industrie avec l'agriculture. Il doit contribuer à la dispersion des citadins dans les banlieues et ne plus permettre l'entassement de millions de gens, privés ainsi d'air pur, séparés de la nature et voués à une mort prématurée.

18. LA PROTECTION DU TRAVAIL ET L'ASSURANCE SOCIALE

127. Qu'est-ce que la protection du travail ?

La classe ouvrière lutte pour le régime communiste parce que ce régime l'affranchira des exploiters, lui permettra de développer ses forces productives et la dispensera de suer des journées entières pour la production des objets indispensables. C'est pourquoi toutes les conquêtes obtenues par la classe ouvrière dans l'acheminement vers le communisme concernent directement ou indirectement la protection du travail, car elles contribuent à l'amélioration du sort des ouvriers. Prenons, par exemple, la liberté politique de la classe ouvrière sous le régime soviétique et sa situation comme classe gouvernante. Il est clair que cette situation politique est un pas en avant sur le terrain de la protection du travail. On peut en dire autant de toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Mais il faut distinguer entre cette large conception de la « protection du travail » et une conception toute spéciale. Il s'agit dans ce cas non de la situation de la classe ouvrière en général, mais de sa situation dans les fabriques, les usines, les mines, en un mot de sa situation pendant le travail seulement. En effet, le travail dans les usines et dans les fabriques, souvent au milieu d'émanations toxiques, présente un réel danger. Ce danger est encore accru par la longueur de la journée de travail qui fatigue l'ouvrier, lui enlève ses forces, affaiblit son attention et augmente la possibilité d'accidents. La longue journée de travail à elle seule épuise déjà terriblement son organisme.

Quelques exemples suffiront pour montrer clairement que la situation des travailleurs dépend des conditions du travail. Mais il est nécessaire de nous y arrêter un instant.

1) Voyons d'abord la question des « accidents du travail ». Voici quelques chiffres. Aux chantiers maritimes de la Néva, à Pétersbourg, les accidents du travail se dénombraient ainsi :

	<i>Accidents</i>	<i>Accidentés</i>	<i>%</i>
En 1914	4386	6186	709
En 1915	4689	7002	669
En 1916	2830	7602	371
En 1917	1269	6059	210

La baisse du nombre de ces accidents fut obtenue principalement par toute une série de mesures spéciales. Mais déjà 210 accidents du travail sur 1 000, c'est un chiffre énorme.

Les accidents du travail atteignent parfois 70 % des ouvriers. D'après les déclarations d'un médecin de campagne, les travaux des champs, dans le département d'Iekaterinoslav, faisaient ressembler les hôpitaux provinciaux aux ambulances du temps de la guerre. Les accidents du travail, naturellement, arrivaient non seulement en Russie, mais aussi partout. Au Parlement anglais, le socialiste Macdonald a prouvé une fois que sur 1 200 tués dans les mines. 1 100 avaient péri uniquement parce que les mesures de sécurité essentielles n'avaient pas été prises par les capitalistes.

Ce seul exemple nous permet d'établir qu'avec de la bonne volonté on peut diminuer énormément le nombre des accidents mortels. Mais les capitalistes ne veulent pas prendre les mesures indispensables, qui ne rapportent rien.

2) *Les mauvaises conditions du travail, les maladies professionnelles qui en découlent, la mortalité*, voilà le deuxième problème fondamental.

Prenons par exemple les usines de phosphore. Suivant les indications de Lazarev, cinq ans de travail dans ces usines démunies de tout appareil de sécurité suffisaient pour faire d'un homme un « cadavre

vivant ». Dans les usines chimiques et dans les verreries, dans les mines, etc., la production est intimement liée à toute une série de maladies appelées professionnelles. Mais dans d'autres entreprises, on peut observer des phénomènes analogues : les varices aux jambes des ouvriers qui travaillent debout, l'affection des mâchoires chez les travailleurs du phosphore, l'empoisonnement par le mercure et par l'arsenic, la tuberculose dans beaucoup de branches, etc...

[Il mourait en Angleterre de la tuberculose (entre 1900-1902), sur 1.000 personnes par an :

Dans le clergé	55 sur 1.000
Parmi les agriculteurs et éleveurs de bétail.	76 —
Parmi les avocats et les notaires	92 —
Parmi les employés	129 —
Dans l'industrie verrière	283 —
Dans les usines de porcelaine et terre cuite.	285 —
Parmi les imprimeurs	300 —
Dans l'industrie des brosses	325 —
Dans la production des couteaux et fourchettes	533 —
Parmi les mineurs	579 à 816 sur 1.000

Suivant les données du docteur Baranov la mortalité par la tuberculose chez les prolétaires est :

Chez les cigariers, de	63,4 %
Chez les graveurs	58,3 —
Chez les imprimeurs	53,1 —
Chez les tailleurs	50,9 —
Chez les tailleurs de pierre	50,6 —
Chez les serruriers, les tourneurs, les cordonniers, les relieurs, et les ferblantiers	46 à 47. —
Chez les ouvriers des fabriques de boîtes et menuisiers	45 à 45,5 —

D'après une statistique allemande, la mortalité par la tuberculose chez les polisseurs en métaux à Solingen était quatre fois plus grande que la mortalité moyenne.]

3) Les mauvaises conditions de travail en dehors des maladies reconnues provoquent aussi *la dégénérescence de la classe ouvrière en général*. Cela se manifeste par l'accroissement du nombre d'inaptes au service militaire. Chaque année augmente la proportion des faibles de poitrine, des jeunes gens de petite taille, etc... Et parmi les prolétaires elle est plus grande que dans les autres classes de la population. En Suisse le nombre des inaptes parmi les ouvriers était de 39 1/2 % des recrues, le nombre des inaptes dans la population rurale de 25 % seulement. C'est la même chose dans les autres pays. Chez les femmes la dégénérescence générale s'accompagne souvent de stérilité.

Tout cela est lié, comme on le voit, aux conditions de la production. La caste des capitalistes n'avait aucun intérêt à défendre le travail et pratiquait à l'égard de la classe ouvrière une politique de rapine : pressurant l'homme et jetant l'écorce. C'est aussi la politique du capitalisme américain le plus « progressif)). Là, on n'embauche que les bien portants, on les examine minutieusement, on leur tâte les muscles. Les hommes faibles ne sont même pas admis dans le pays, on estime que c'est du mauvais bétail. Et néanmoins en Amérique les ouvriers atteignent très rarement l'âge de 45 ans. Avec sa manière « hautement progressive », Monsieur le Capital leur suce littéralement le sang.

La dictature du prolétariat a permis pour la première fois d'établir la protection du travail sur une base sérieuse. La classe ouvrière est intéressée directement à la conservation de la force de travail. Elle doit mettre en évidence la question du maniement scrupuleux de cette force, la plus précieuse et la plus importante. Le régime communiste s'appuie non sur le gaspillage criminel, insensé et nuisible des forces humaines, mais sur une technique supérieure dont le but est d'économiser ces forces. Voilà pourquoi la protection du travail a une importance si grande dans la période de transition. Ainsi la protection du travail n'est rien d'autre que la protection des travailleurs contre les conditions nuisibles du travail.

128. Les domaines principaux de la protection du travail

La condition la plus importante pour la conservation de la classe ouvrière et pour sa défense contre les maladies, la dégénérescence, l'augmentation de la mortalité, etc., c'est la journée normale de travail. Aussi n'est-il pas étonnant que la classe ouvrière ait toujours mis en tête de ses revendications la réduction de la journée de travail. La journée de travail détermine la dépense d'énergie humaine qui se transforme en produits dans le régime capitaliste et en bénéfices pour le capitaliste, intéressé fortement à cause de cela à la prolongation de la journée de travail. Pour une dépense excessive de ses forces, l'ouvrier compromet sa capacité de travail, « s'use » plus vite, son organisme s'affaiblit, il tombe plus facilement malade, il meurt plus vite. La longueur anormale de la journée de travail correspond à un brigandage, c'est un attentat concerté contre l'énergie humaine. La fixation d'une journée normale de travail est donc le premier objectif de la protection du travail.

Le deuxième objectif est la défense des éléments les plus faibles de la classe ouvrière. La classe ouvrière ne se compose pas uniquement d'hommes adultes, mais aussi de vieillards et d'enfants, d'adolescents et de femmes de tous les âges. La résistance aux mauvaises influences est différente suivant les catégories de la classe ouvrière. Ce que peut faire facilement et sans nuire à sa santé un homme adulte, peut être pernicieux pour une femme (le transport de fardeaux par exemple) et très dangereux pour l'adolescent.

Il faut d'autre part aux femmes des soins spéciaux à certaines périodes de leur existence (grossesse, couches, allaitement, etc.). Des mesures spéciales sont alors nécessaires. C'est la protection du travail des femmes et des enfants.

L'installation technique et sanitaire des fabriques et des usines est aussi très importante. Dans la lutte contre les accidents du travail, contre le caractère malsain de certaines industries, contre les mauvaises conditions du travail en général (les poussières, le manque de lumière, le froid, la saleté, les courants d'air, etc.), on peut et on doit faire énormément.

Voilà les trois domaines principaux dans lesquels peut s'exercer la protection du travail.

129. Qu'a-t-on fait en matière de protection du travail en Russie ?

La dictature du prolétariat a créé des conditions telles qu'on peut facilement satisfaire toutes les revendications formulées par tous les partis socialistes. Dans ce sens aucune législation au monde ne peut être supérieure à celle de la République soviétique. Les malheurs dont nous sommes comblés proviennent non des mauvaises lois, mais du fait que nous manquons de tout. Mais cette insuffisance dépend, nous l'avons dit plus haut, de la lutte que mène contre nous l'impérialisme mondial et du massacre impérialiste organisé par les ennemis de la classe ouvrière.

Si nous faisons le compte de ce qui a été légalisé dans le domaine de la protection du travail par la République soviétique, nous obtenons le tableau suivant :

a) Limitation du temps de travail.

- 1° La journée de huit heures est établie et définitivement ratifiée par une loi (ce qu'évitaient soigneusement les gouvernements de conciliation), ainsi que celle de six heures, pour le travail intellectuel et celui des bureaux.
- 2° Les heures supplémentaires sont interdites. Elles ne sont admises que dans des cas exceptionnels et en petit nombre. Elles doivent être payées une fois et demie plus chère que les heures normales.
- 3° La journée de travail dans les productions particulièrement nuisibles est plus courte ; elle est, par exemple, de sept heures seulement dans les manufactures de tabac, de six heures dans les usines à gaz.
- 4° Un repos normal de 42 heures est établi par semaine (dans ce but, on ne travaille le samedi que six heures). Celui qui ne profite pas du repos du dimanche peut choisir n'importe quel autre jour de la semaine.
- 5° Chaque travailleur a droit à un congé annuel avec plein salaire (suivant le code du travail, le congé peut être d'un mois, pendant cette période difficile — automne 1919 — de 15 jours).
- 6° Dans les manufactures particulièrement insalubres et pour les adolescents travaillant en colonies, il est accordé un congé supplémentaire de 15 jours.

b) Protection du travail des femmes en des enfants.

- 1° La femme ne doit faire aucun travail de nuit, aucune heure supplémentaire et elle ne peut être occupée à la journée.
- 2° Il est interdit d'utiliser le travail des mineurs âgés de moins de seize ans. On les retire graduellement du travail (d'abord du travail nuisible à la santé) et, tout en assurant leur vie matérielle, on les place dans des écoles.
- 3° La journée de travail des enfants de moins de seize ans qui travaillent encore est réduite à quatre heures, puis à six heures pour les adolescents de 16 à 18 ans,
- 4° Les heures supplémentaires, les travaux journaliers et de nuit sont interdits à tous ceux qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans.

En particulier pour la défense de la maternité, on a établi les lois suivantes :

- 1° Une allocation spéciale, égale à leurs appointements, est payée à toutes les femmes enceintes, aux femmes en couches et cela non seulement aux ouvrières, mais également aux femmes d'ouvriers et pour tout le temps de leur inactivité.
- 2° Les femmes enceintes qui travaillent manuellement obtiennent un congé de huit semaines avant le terme ; celles occupées à un travail intellectuel ou dans les bureaux, un congé de six semaines.
- 3° Après les couches, les femmes obtiennent un congé de huit ou six semaines.
- 4° Les mères allaitant leur bébé ont droit toutes les trois heures à un repos d'une demi-heure.
- 5° Chaque mère reçoit un subside supplémentaire de 720 roubles pour les soins à donner à son enfant, et de 24 roubles par jour pour son entretien pendant les 9 mois qui suivent la naissance du bébé.

Le Code du travail prévoit sur tous ces points quelques dérogations. Elles consistent dans l'autorisation exceptionnelle de faire des heures supplémentaires jusqu'à concurrence de 50 jours par an; de faire travailler les enfants (entre 14 et 16 ans) au maximum 4 heures par jour: les congés annuels sont provisoirement réduits à 15 jours et la durée du travail de nuit peut atteindre sept heures.

Toutes ces dérogations ont été imposées par la situation difficile où a été mise la République des Soviets par suite des féroces attaques de toutes les puissances impérialistes.

c) Installation technique et sanitaire des usines :

1° Une série de décrets est établie dans le domaine de la sécurité technique, de la santé et de l'hygiène professionnelle, pour l'amélioration des conditions du travail dans les usines et dans les fabriques.

2° Dans les industries insalubres, distribution est faite de vêtements spéciaux pour protéger contre la poussière, les gaz, l'humidité, etc.

3° Tous les travailleurs reçoivent des vêtements qui appartiennent à l'entreprise et leur servent pendant le travail.

4° Pour l'exécution de toutes ces réformes sont nommés des inspecteurs du travail choisis par de grandes assemblées ouvrières. Dans les professions qui ont des conditions spéciales de travail ou qui sont caractérisées par la dispersion des travailleurs (transports, construction, agriculture), ce sont les syndicats intéressés qui choisissent, par district, les inspecteurs du travail.

Quel progrès a fait la participation des ouvriers sur ce terrain ? On s'en rend compte d'après les chiffres qui montrent la composition de cette nouvelle inspection. Ils montrent qu'au 1er août 1919, 53 1/2 % de ces inspecteurs étaient des ouvriers, Si l'on tient compte que la statistique n'indique pas la profession d'un certain nombre d'inspecteurs, cette proposition augmente jusqu'à 62 1/2 %; en comptant les employés, elle atteint 88 1/2 %.

[Voici des chiffres plus précis (au 1er août 1919).

Selon leurs professions, les inspecteurs se divisaient ainsi :

	Suivant la manière de calculer expliquée plus haut			
Ouvriers	112	54,5 %	ou...	62,5%
Contremaîtres, techniciens,	21	10 %	ou...	11,5 %
Employés, commis	28	13 %	ou...	15,5 %
Aides-Chirurgiens	4	2 %	ou...	2 %
Pharmaciens	1	0,5 %	ou...	0,5 %
Instituteurs	5	2,5 %	ou...	2,5 %
Étudiants	4	2 %	ou...	2 %
Médecins	5	2,5 %	ou...	2,5 %
Ingénieurs	1	0,5 %	ou...	0,5 %
Juristes	1	0,5 %	ou...	0,5 %
Professions non déclarées	28	13 %		

Par comparaison avec les 6 mois écoulés, le nombre d'ouvriers a augmenté légèrement (53 1/2 % contre 47 % ou 62 1/2 % déclarés contre 60 % précédemment) ; le pourcentage des contremaîtres et des techniciens est resté le même (10 % contre 11%). Le nombre d'employés a augmenté considérablement (de 8 % à 13 %). Le nombre d'étudiants a par contre diminué des deux tiers (6 % — 2 %)].

De cette manière, nous avons une inspection ouvrière véritable aussi bien par ses buts que par sa composition.

Il y a tout de même encore beaucoup à faire à l'usine dans le domaine de la protection du travail. Dans beaucoup de cas, nous avons encore les conditions de travail les plus défavorables, surtout dans les vieilles entreprises où les ouvriers sont mal organisés, peu conscients et peu cultivés. Dans ces tanières, tout ou presque tout est resté intact. Il est vrai qu'il est impossible souvent d'entreprendre les améliorations nécessaires qui exigent un nouvel outillage ou de nouvelles installations. Mais on

arriverait quand même à faire beaucoup si on pouvait gagner à l'effort d'amélioration des conditions de travail des cercles de plus en plus larges.

130. *Qu'est-ce que l'assurance sociale ?*

Le régime capitaliste, comme nous l'avons vu, s'était fixé comme but de soutirer du profit de la classe ouvrière. Le prolétaire, le salarié n'était rien de plus qu'un moyen de s'enrichir pour le capitaliste. Et lorsque cet instrument de profit s'était détérioré ou était devenu impropre à l'usage, ou superflu, on s'en débarrassait sans pitié, comme d'un citron pressé. La misère du chômage, de la maladie, de la vieillesse, des infirmités, rien ne comptait pour le capital. Il jetait des foules énormes par-dessus bord sans la moindre volonté de leur venir en aide.

Dans la République soviétique, les travailleurs et les nécessiteux ne sont point l'objet d'exploitation. Mais cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas beaucoup de misère. Notre pays décimé par l'ennemi, bloqué de tous côtés, privé de charbon, de pétrole et de matières premières est dans une détresse extrême. Ce n'est plus le capitaliste qui jette l'ouvrier dehors, c'est le manque de charbon et de matières premières qui oblige à fermer l'usine — et c'est alors le chômage. Ce n'est pas le chômage d'autrefois, il a d'autres causes, mais il existe. Nous avons eu des infirmes et des invalides à la suite de la guerre impérialiste, nous avons eu des milliers de victimes de la contre-révolution. Il y a des vieillards, des malades, des enfants : tout cela nécessite des soins et des dépenses. Le gouvernement ouvrier ne considère pas l'aide qu'il apporte à toutes ces personnes comme un don, une aumône ou de la bienfaisance. C'est un devoir primordial de l'État ouvrier de les soutenir, et surtout ceux qui durent quitter l'armée du travail ou l'armée rouge.

Notre but définitif est d'amener la société à être en situation d'assurer complètement tous les hommes ayant perdu la faculté de travailler pour n'importe quelle raison et ne pouvant plus travailler, de telle sorte que les vieillards aient une vieillesse tranquille et tout le confort possible; que les enfants aient tout ce qui est nécessaire à leur âge; que les infirmes et les malades soient dans les conditions les meilleures et les mieux appropriés à leur état; que les fatigués et les épuisés puissent être soignés comme autrefois les bourgeois très aisés, de façon que soit enlevé aux hommes le souci rongeur des « jours noirs ». Certes, nous sommes loin de cet idéal. Nous sommes à présent, grâce aux brigands du monde entier, un pays misérable. Nous manquons des choses les plus nécessaires, de médicaments par exemple : les impérialistes ne les laissent pas passer, ils nous imposent le blocus. Mais une chose ne peut être reprochée au pouvoir soviétique : il n'épargne rien pour aider tant qu'il peut les inaptes au travail et pour leur fournir le nécessaire.

131. *Les domaines principaux de l'assurance sociale*

Il y a deux domaines principaux de l'assurance sociale. C'est d'abord l'assurance pour ceux qui ont perdu leur capacité de travail pendant l'exercice de ce travail (manuel ou intellectuel). Il s'agit là des cas de chômage, d'incapacité de travail, ou temporaire (maladie, blessure, grossesse, couches) — ou définitive (infirmité, vieillesse, maladie chronique). C'est ensuite l'assurance des personnes ayant perdu leur capacité de travail en dehors du travail, ce sont les invalides de l'ancienne guerre, les gardes rouges blessés, leurs familles, les victimes de la contre-révolution ou de calamités naturelles telles que : incendie, inondation, épidémie, etc. Il nous faut aussi prendre en considération les autres cas d'inaptitude au travail, les victimes de l'ancien régime et des conditions exécrables de leur vie. À cette catégorie appartiennent tous les mendiants, tous les sans-logis, tous les dégénérés, faibles d'esprit, etc.

En outre, l'aide est nécessaire dans le cas de décès d'un des membres de la famille. Tous ces éléments à assurer forment une masse énorme. La première catégorie, celle qui a perdu sa capacité de travail d'une façon ou de l'autre au cours de la production, relève du commissariat du travail qui, en réalité,

est entre les mains des syndicats professionnels ; la deuxième catégorie est du ressort du commissariat de l'assurance sociale.

132. Qu'a-t-on fait en matière d'assurance sociale en Russie ?

Le pouvoir soviétique a réalisé en général l'assurance des travailleurs dans tous les cas d'incapacité au travail, ainsi que contre le chômage, et tout cela n'existe dans aucun pays du monde.

Voici les réformes réalisées pour la première catégorie :

- 1° Tous les salariés sont exemptés des dépenses pour l'assurance sociale.
- 2° Tous les entrepreneurs sont écartés de l'assurance sociale et son organisation est fondée sur la représentation des organisations ouvrières.
- 3° L'assurance est valable pour tous les cas d'incapacité au travail et de chômage.
- 4° Tous les membres de la famille des travailleurs sont assurés en cas de mort de ces derniers.
- 5° Les secours versés atteignent la valeur des appointements en cas de maladie, infirmité, quarantaine, etc.
- 6° Une pension viagère de 1.800 roubles par mois est payée à Moscou à tous les invalides du travail sans distinction de causes (vieillesse, infirmité, maladie professionnelle, etc.) et indépendamment du nombre d'années de travail.
- 7° Le secours versé pour les frais d'enterrement d'un travailleur s'élève à 1.440 roubles, et pour les membres de la famille varie de 400 à 800 roubles, suivant l'âge.
- 8° En cas de mort d'un travailleur, la famille reçoit une pension mensuelle qui peut atteindre 1.200 roubles (à Moscou), suivant le nombre de ses membres.
- 9° Pour l'expédition pratique et la fixation des pensions et des secours, sont instituées des commissions spéciales ouvrières.
- 10° Des bureaux d'expertise qui établissent le degré d'invalidité sont fondés dans tous les gouvernements et sont présidés par des ouvriers.
- 11° Des commissions de contrôle sous la présidence d'ouvriers sont également constituées dans tous les districts pour le contrôle des médecins et des malades.
- 12° Pour rapprocher le service d'assurance des localités éloignées habitées par des ouvriers, on y a créé des bureaux où sont enregistrées les déclarations concernant les secours et les pensions ; dans les grandes entreprises, la distribution de ces secours et de ces pensions est assurée dans les locaux industriels eux-mêmes
- 13° Il n'y a pas de limite au droit au secours. La subvention en cas de maladie est versée jusqu'à la guérison complète ; en cas d'infirmité, jusqu'à la mort.
- 14° L'assurance sociale est étendue à tous les salariés, artisans, travailleurs à domicile, paysans.
- 15° Pour les derniers six mois de 1919, la République a avancé 5 milliards de roubles pour l'assurance des travailleurs.

Dans la deuxième catégorie des assurés, l'assurance en faveur des gardes rouges et de leurs familles est d'une importance spéciale. Un garde rouge invalide reçoit en cas de perte totale de sa faculté de travail (au-dessus de 60 %), une pension correspondant au salaire moyen dans la localité ; l'indemnité diminue suivant le degré d'incapacité au travail (de 15 à 30 %, il reçoit un tiers du salaire) : la terre du garde rouge doit être labourée et sa ferme munie de semences ; la famille a droit au ravitaillement

pour tous ses membres ; elle est exemptée de tout loyer ou fermage et reçoit une carte supplémentaire d'alimentation. En cas de mort du garde rouge, les membres inaptes et mineurs de la famille reçoivent une pension qui s'élève à 60 % du gain moyen ouvrier dans la localité.

Les secours d'argent versés aux familles des gardes rouges, dans les six premiers mois de 1919, se sont élevés à un milliard deux cent millions de roubles. D'après les chiffres du camarade Vinokourov, en automne 1919, environ 4 millions 500.000 familles de gardes rouges ont reçu des secours en argent.

[En outre, du 4 juillet au 1er décembre 1919, ont été payés dans les provinces, plus de 2 milliards et demi de roubles :

Aux propriétaires ruraux	200	millions de roubles	
Allocations pour termes de loyer	150	—	—
Pensions des gardes rouges	100	—	—
Pensions des invalides de guerre	168	—	—

Un des plus grands défauts de l'assurance sociale est le mauvais fonctionnement de son appareil : mauvaise statistique des assurés, mauvaise livraison de l'argent dans les provinces, lenteurs dans le fonctionnement du commissariat de l'assurance sociale, etc. L'amélioration de l'appareil organisateur s'impose sans retard au Parti.

133. Autres réformes pour l'amélioration du sort du travailleur

En dehors de toutes les mesures précitées pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, d'autres réformes comprises dans le Code du travail ont une importance considérable. Ces réformes proviennent du fait que le prolétariat est la classe dirigeante et à cause de cela elles vont beaucoup plus loin que les revendications formulées par tous les partis socialistes. Il s'agit principalement des suivantes :

1° *Participation des organisations ouvrières à l'embauchage et au renvoi des travailleurs.* Cette question dépend des comités d'usines et des administrations ouvrières.

2° *Attribution obligatoire de travail aux chômeurs* par le moyen d'organes spéciaux des Soviets et des syndicats professionnels (les « sections pour la répartition et la statistique des forces ouvrières »).

3° *La régularisation des salaires par l'État.* Le plus intéressant est que les tarifs sont établis par les syndicats et passent par les commissariats du travail, composés en fait des représentants du mouvement syndical.

Toutes ces mesures sont étroitement liées à la situation dominante de toutes les organisations ouvrières et surtout des organisations professionnelles.

134. Les autres tâches du Parti

La tâche essentielle consiste surtout dans l'application la plus complète et la plus large de tous les décrets et résolutions du pouvoir soviétique. Il arrive très souvent que la réalité est loin du décret, que le papier dit une chose et la vie une autre. L'application exacte, précise, complète de toutes les mesures sera assurée d'abord par un appareil bien organisé où le centre est relié aux extrémités et les extrémités au centre et où toute la machine fonctionnera régulièrement. Cela n'est possible que si on gagne les masses à ce travail. Pour cela, il faut :

1° S'attaquer plus énergiquement à l'organisation et au développement de l'inspection du travail, dans laquelle il faut verser continuellement de nouvelles forces prises dans le milieu ouvrier ; personne

autre que les ouvriers eux-mêmes, qui connaissent le mieux les conditions du travail, ne peut s'apercevoir de tous les défauts et prendre les mesures pratiques pour les faire disparaître.

2° Étendre l'inspection au travail à domicile et à la petite production. Celle-là restait toujours sacrifiée. Et c'est là surtout que fleurissent les pires conditions de travail. L'inspection ouvrière pourrait faire là beaucoup de choses.

3° Il est indispensable d'appliquer aussi la protection du travail à toutes ses modalités, entre autres à la construction, aux transports par terre et par eau, aux travaux domestiques et aux ouvriers agricoles. Il faut que ces branches de travail, dont la dispersion rend l'organisation difficile soient englobées dans le système général d'inspection.

4° Il faut aussi écarter absolument du travail les enfants et abréger encore la journée de travail pour les adolescents.

La journée de huit heures qui est le fondement de toute la protection du travail, n'est point la limite définitive au-dessous de laquelle on ne peut plus aller. Le point de vue de notre parti est qu'on ne peut fixer à l'avance une telle limite. Tout dépend de la capacité de rendement de notre production. En ce moment, avec la baisse extrême de notre production et la durée de la tourmente, le temps de travail ne peut, en principe, subir de réduction ; quelquefois même, il faut le prolonger (suivant la situation militaire par exemple). Mais à la moindre possibilité, il nous faudra réaliser la journée de six heures de travail pour tous les travailleurs, comme elle existe déjà pour de nombreuses catégories d'employés.

D'un autre côté, pour arriver au relèvement de notre production et à l'amélioration constante de la qualité des forces ouvrières, il est utile d'introduire un système stimulant de salaires.

Les problèmes généraux de la protection du travail social ne sont point résolus par le Parti dans le sens de la bienfaisance ou de la fainéantise ; aider celui qui en a besoin, voilà le devoir du pouvoir prolétarien, de même que son devoir est aussi de faciliter à ceux dont l'énergie fléchit le retour à la vie laborieuse.

19. LA DEFENSE DE LA SANTE PUBLIQUE

135. Nécessité d'une défense spéciale de la santé publique

Le capitalisme a toujours parqué la classe ouvrière dans les quartiers sales où pullulent les maladies contagieuses. Seul, le danger d'être elle-même victime des épidémies poussait la bourgeoisie à assainir quelque peu les quartiers de ses esclaves salariés. Déjà en 1784, le Parlement anglais, se montrant généreux, se mit à s'occuper des ouvriers. C'est parce qu'une commission spéciale parlementaire avait établi de façon certaine que l'épidémie terrible de typhus qui sévissait venait des usines. Le capitalisme ne se souciait de la santé publique que dans la mesure où la maladie pouvait lui-même l'atteindre.

Les suites de la guerre impérialiste ont fait nettement empirer la situation des masses ouvrières. Les conditions générales, la faim, le froid, etc., ont donné naissance à des épidémies terribles qui fauchèrent le peuple impitoyablement : le choléra, le typhus exanthématique, et enfin cette nouvelle maladie, la grippe espagnole, sont apparues les unes après les autres. La « nouvelle » maladie était évidemment liée intimement à la guerre. Les organismes humains épuisés, affaiblis, habillés de loques ne purent lutter contre les maladies. La mortalité augmenta dans des proportions effrayantes et devint une véritable calamité.

Mais la guerre a laissé encore un autre héritage : l'invasion incroyable des maladies vénériennes, notamment de la syphilis. Les soldats en foule ont contracté ces maladies et les ont apportées ensuite dans les villages. Jamais ces maladies ne furent si répandues que maintenant. Il faut donc apporter une

activité très grande pour la protection de la santé publique. Beaucoup est fait naturellement dans la lutte contre les maladies par d'autres moyens. La solution du problème de l'habitation a par exemple une importance énorme ; avec l'amélioration des habitations ouvrières disparaissent les germes de la contagion. La protection du travail a la même importance ; de l'alimentation populaire dépend presque tout le reste, etc.

Mais cela n'empêche nullement la nécessité de toute une série de réformes largement conçues. Et surtout maintenant où les conditions élémentaires d'existence sont si mauvaises, une aide sans réserve doit être apportée à la lutte contre le mal. Ainsi surgit la nécessité pressante d'une branche particulière du travail social : celle qui s'occupe de la protection de la santé publique.

136. La nationalisation des entreprises médicales

Le régime capitaliste avait à sa disposition un système également capitaliste de travail médical. Des maisons de santé privées, des stations thermales, des sanatoriums, des établissements de bains d'eau, d'électricité et de lumière, des pharmacies, des infirmeries, etc., étaient organisées sur la base du profit. La plus grande quantité était destinée à lutter contre l'envahissement de la graisse, de la goutte et d'autres maladies aristocratiques propres aux classes dirigeantes de la société capitaliste. Les ouvriers ne pouvaient aller aux stations thermales ; il n'y avait pas non plus d'ouvriers dans les sanatoriums.

Les pharmacies servaient aussi à ramasser des bénéfices. Tous ces établissements ne différaient en rien sous le rapport économique des autres genres d'entreprises capitalistes. Il fallait les faire passer du service du capitalisme à celui des travailleurs. Leur nationalisation fut le premier pas dans cette direction.

137. Le service obligatoire des travailleurs de la médecine

Le grand nombre des maladies épidémiques et la nécessité de les enrayer au plus tôt devaient poser immédiatement la question d'une lutte acharnée organisée et méthodique. En raison de la pénurie de médecins se dressait la nécessité impérieuse d'une mobilisation de ceux qui étaient disponibles sur le front de la lutte contre les épidémies.

Grâce à cette mesure, pour l'application de laquelle se dépensèrent toutes nos forces médicales, depuis les professeurs les plus notoires jusqu'aux étudiants en médecine et aux infirmiers, on a réussi à enrayer les fléaux les plus redoutables : le choléra et le typhus exanthématique. Mais le rôle du service médical ne doit pas être seulement « d'éteindre l'incendie ». Il devient, du fait de la nationalisation, la base du service public de santé et d'hygiène.

138. Les tâches les plus pressantes de la protection de la santé populaire

Le travail est rendu très difficile en raison du manque absolu des choses les plus indispensables (ravitaillement des hôpitaux et des maisons de santé en produits alimentaires, en instruments, médicaments, matériel, etc.). Il s'exerce surtout dans trois domaines essentiels dont le développement est un devoir pour notre parti :

Premièrement, l'application résolue de grandes mesures sanitaires. Il faut mentionner d'abord l'assainissement des locaux habités : c'est par les puits et les fontaines contaminés, par les rigoles et les fossés pour l'écoulement des eaux, par les épandages malodorants, par les fosses d'aisances et les water-closets que se propagent les maladies infectieuses. La question de l'alimentation populaire sur les bases hygiéniques et scientifiques s'y rattache aussi : avec la pauvreté de nos provisions alimentaires, cette tâche est difficilement réalisable à l'heure présente ; mais l'amélioration des conditions hygiéniques de préparation des mets dans les restaurants publics, dans les cuisines pour enfants, dans les hôpitaux et en général dans tous les établissements publics, doit être exécutée dès

maintenant. Il est indispensable aussi de prendre des mesures contre la propagation des maladies contagieuses, pour le contrôle sanitaire des établissements publics, des habitations privées, des écoles, pour la filtration de l'eau, la fourniture d'eau bouillie, la désinfection obligatoire des vêtements, etc.

Mais le plus indispensable, c'est la lutte méthodique contre les maladies appelées « maladies sociales », c'est-à-dire celles qui sont très répandues dans les masses et provoquées par de profondes causes sociales. Il s'agit surtout de trois maladies : la tuberculose, causée par les mauvaises conditions du travail ; les maladies vénériennes, répandues surtout à la faveur de la guerre, et enfin l'alcoolisme, né de la barbarie, de l'abrutissement, de la sauvagerie d'un côté et de la dégénérescence parasitaire de l'autre. Ces maladies ne sont pas seulement nuisibles pour nous, elles ont une influence énorme sur les générations futures. L'humanité encourt de ce fait un gros danger, surtout maintenant où, par suite de l'épuisement général, leur effet est encore plus destructif.

Il faut, finalement, assurer à la population le secours médical et médicinal gratuit et accessible à tous. La difficulté vient maintenant du manque absolu des produits pharmaceutiques qui ne provient pas seulement de la ruine de notre industrie, mais surtout du blocus. Les Alliés « humanitaires » veulent nous étrangler non seulement en nous privant des matières premières et du combustible, non seulement par la « main décharnée par la faim », mais aussi par les épidémies. — Et cela nous ramène à la question de la lutte générale contre l'impérialisme mondial.